

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DE L'INFLUENCE
DE L'ÉDUCATION ET DE L'INSTRUCTION
SUR LA
LÉGISLATION ROMAINE

« L'étude de la vie d'un peuple a pour corollaire indispensable l'étude des procédés que ce peuple emploie pour son éducation. La nature de l'enseignement donné par un pays à sa jeunesse... permet, sinon de prévoir, au moins de pressentir ce que sera l'avenir de cette nation une fois que les enfants et les adolescents élevés ainsi seront la patrie à leur tour. »
(Paul BOURGET).

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mercredi 26 février 1896, à 8 heures

Par G. OLPHE-GALLIARD

Président : M. CUQ, professeur.

*Suffragants : { MM. GLASSON, professeur.
CHÉNON, agrégé.*

Le Candidat répondra, en outre, aux questions qui lui seront posées sur les autres matières

PARIS

HENRI JOUVE

IMPRIMEUR DES ÉCOLES

15, Rue Racine, 15

1896

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DE L'INFLUENCE
DE L'ÉDUCATION ET DE L'INSTRUCTION
SUR LA
LÉGISLATION ROMAINE

« L'étude de la vie d'un peuple a pour corollaire indispensable l'étude des procédés que ce peuple emploie pour son éducation. La nature de l'enseignement donné par un pays à sa jeunesse... permet, sinon de prévoir, au moins de pressentir ce que sera l'avenir de cette nation une fois que les enfants et les adolescents élevés ainsi seront la patrie à leur tour. »
(Paul BOURGET).

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mercredi 26 février 1896, à 8 heures

Par G. OLPHE-GALLIARD

Président : M. CUQ, professeur.

*Suffragants : { MM. GLASSON, professeur.
CHÉNON, agrégé.*

Le Candidat répondra, en outre, aux questions qui lui seront posées sur les autres matières

PARIS

HENRI JOUVE

IMPRIMEUR DES ÉCOLES

15, Rue Racine, 15

1896



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni im-
pro-
bation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions
doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

DE

L'INFLUENCE DE L'ÉDUCATION

ET DE L'INSTRUCTION

SUR LA LÉGISLATION ROMAINE

INTRODUCTION

Aujourd'hui l'enseignement du droit romain a subi une évolution : on ne le considère plus comme une science abstraite, prise à une époque déterminée et dégagée des phases qui l'ont amenée et de celles qui l'ont suivie ; on ne l'isole plus de l'état social dont il est la manifestation, mais on cherche au contraire de plus en plus à l'expliquer par cet état social et à lui donner la vie qui lui manquait dans l'étude purement théorique qui en était faite jusqu'à ces dernières années.

« Rien — écrivait il y a cinq ans l'un des plus émi-

nents professeurs de droit romain (1), — rien ne se fait par saut dans la nature, disaient les anciens. Il en est de même dans les œuvres auxquelles la volonté humaine est associée, telles que l'établissement du droit...

« Envisagés à ce point de vue, tous les faits trouvent leur place, ont leur valeur, leur signification. Les *mores*, selon le sens donné à ce mot par les Romains et qui répond à ce qu'on a appelé la conscience juridique des peuples, ont plus de puissance que les lois ; les mœurs sont la législation en travail d'enfantement. L'enseignement, cessant d'avoir pour objet des dogmes définis, perd en partie son caractère dogmatique, et reçoit une couleur historique. Ce qu'on appelait les « principes du droit » ne sont plus des dogmes arrêtés : ce sont des phases ; ils concourent à tracer une tendance, une marche vers un but, vers un idéal dont la réalisation future est notre espérance, notre foi. »

L'étude du droit ne s'isole donc plus aujourd'hui de l'étude de l'état social dans le peuple où on l'examine : cela est tout naturel, car la législation d'un peuple ne se distingue pas en réalité de son état social, dont elle est seulement l'une des plus claires et des plus importantes manifestations. Celui qui étudiera une législation devra donc désormais se demander quelles sont les causes qui ont produit l'état social auquel les textes législatifs servent de cadre, chercher les lois qui président à l'évolution des sociétés et qui marquent leur influence sur l'é-

1. Labbé, préf. aux *Institutions juridiques des Romains*, par E. Cuq. Paris, 1891, in-8, p. XI.

volution des législations. Quelle est donc la cause qui donne à chaque société son caractère propre, qui la fait évoluer dans telle ou telle direction, qui permet enfin de s'expliquer les changements apportés par les siècles à sa législation?

Jusqu'à présent, quand on rencontrait dans l'étude d'une société un phénomène caractéristique, on en donnait invariablement pour cause le « génie de la race », sans remarquer que cette explication, qui a besoin d'être définie et expliquée elle-même, ne fait que reculer la difficulté, ou pour mieux dire, n'explique rien du tout. J'ignore quelle part l'hérédité peut avoir dans les aptitudes naturelles que l'enfant apporte en naissant, mais ce qui est certain, ce que chacun peut constater, c'est que ces aptitudes sont les plus diverses, que les caractères varient avec les individus, et que pour qu'ils soient harmonisés, pour qu'ils reproduisent cet ensemble de caractères qui constituent ce qu'on est convenu d'appeler le « génie de la race », il faut que la formation de toutes les facultés de l'enfant soit elle-même dirigée dans tel ou tel sens généralement suivi dans la société qui présente ces aptitudes spéciales ; en d'autres termes le « génie de la race » n'est qu'une manifestation, la cause en est dans la formation sociale, dans l'*Éducation*.

Et par ce mot *Éducation*, on voit ce que nous entendons. L'enfant, essentiellement et originellement inapte à entrer dans le groupement social et à se plier à ses exigences, doit y être formé ; sa volonté a besoin d'être pliée, d'être dressée à se diriger dans tel ou tel sens indiqué par ces exigences, toutes ses facultés doivent être

développées vers la fonction qu'il remplira plus tard quand il sera homme. En un mot, l'éducation est la formation que l'enfant reçoit dans la société dont il fait partie et qui lui donne l'aptitude à entrer dans les groupements déjà constitués de la famille et de l'atelier, et à se tirer d'affaire dans la vie.

On voit déjà par là que le mode de formation, le genre d'éducation employé à cet effet suffit pour expliquer les caractères spéciaux que présentent les sociétés et l'évolution de cet état social. De fait, c'est ce *criterium* qui permet de faire des sociétés humaines le classement le plus simple et le moins sujet à erreurs. On distingue en effet deux sortes d'éductions bien tranchées : ou bien la famille habitue les jeunes gens à ne compter que sur leurs propres forces et à se frayer leur voie par eux-mêmes dans la lutte pour la vie ; ou bien elle cherche à leur en éviter la peine, en leur montrant qu'à côté d'eux, s'ils échouent, ils trouveront des groupes prêts à les recevoir, la famille, l'Etat, les coporations, etc. Dans le premier cas, nous trouvons des sociétés à initiative personnelle et à tendances utilitaires très développées, capables de réussir dans de vastes entreprises, et où la part de l'Etat dans la vie sociale est aussi restreinte que possible ; dans le second, l'Etat tend à prendre de plus en plus d'importance tandis que le droit des particuliers disparaît devant lui, et cette formation n'ayant pas pour but principal comme la précédente de surmonter les difficultés de l'existence, prédispose davantage aux conceptions théoriques, aux plaisirs de l'esprit. En résumé, nous trouvons d'une part la prédominance de l'individualisme

d'autre part la souveraineté du groupe, de la collectivité. L'observation nous montre que toutes les sociétés peuvent rentrer dans ces deux groupes, et l'histoire nous apprend qu'elles ont parfois évolué de l'un à l'autre : nous en trouverons ici un exemple.

Je dois cependant préciser davantage mon point de vue. C'est bien grâce à l'éducation que les sociétés prennent le caractère qui leur est propre et suivent tel ou tel courant ; mais l'éducation elle-même n'est pas une cause première. Ce n'est pas par suite d'un calcul raisonné pas plus que par l'effet du hasard que les parents donnent à leurs enfants telle formation donnée ; la tendance des parents dans cette œuvre est elle-même un produit, dérive elle-même d'un état social antérieur, et si elle évolue c'est par suite de certains phénomènes particuliers. Ce qui fait que chaque société a adopté tel mode déterminé pour l'éducation des jeunes, c'est qu'elle s'est trouvée au milieu de circonstances telles que ce genre de formation en était la conséquence naturelle.

Il semble donc qu'au lieu de s'attacher à ce phénomène, à la fois cause et effet, on doive remonter jusqu'aux causes qui le produisent et le font évoluer, jusqu'à l'état social ; il faut bien y arriver en effet pour expliquer pourquoi l'on trouve à un moment donné telle éducation plutôt que telle autre, et c'est ce que je ferai. Mais il est nécessaire, malgré tout, de prendre l'éducation comme point de ralliement autour duquel viendront se grouper les explications, car l'autre procédé, qui conduirait à expliquer un état social par un autre, prêterait à quelque obscurité et à de faciles confusions ; l'éducation est au

contraire la manifestation la plus claire de cet état antérieur et il est beaucoup plus simple de s'arrêter à ce phénomène, quitte à en montrer les causes déterminantes. Voilà pourquoi on prend l'éducation comme *criterium* de la classification sociale, bien qu'elle ne soit pas elle-même cause première, parce que quand on remonte aux causes qui l'expliquent on voit que la classification ainsi obtenue n'a pas lieu d'être modifiée, les mêmes causes dans les mêmes milieux de conditions produisant toujours les mêmes effets.

Ma tâche se dégage d'elle-même des considérations qui précèdent : j'aurai à noter les manifestations de la formation sociale aux diverses époques, à en rechercher la cause et à en indiquer les effets sur l'état social, et par conséquent sur le droit. Nous verrons que ces périodes se réduisent à deux principales présentant des différences caractéristiques et auxquelles je consacrerai les deux premières parties de ce travail : la première comprend l'intervalle qui s'écoule depuis les débuts de l'époque historique jusqu'à la fin de la deuxième guerre punique (553 de R.), soit cinq siècles et demi ; la deuxième correspond à la fin de la République et aux débuts de l'Empire jusqu'à Hadrien, soit un peu plus de trois siècles. Le Bas-Empire ne fait qu'accentuer les caractères de la deuxième période, et si je lui consacre une troisième partie, c'est que nous y trouvons l'état social de la deuxième période dans tout son développement et ses caractères poussés à leurs conséquences extrêmes.

Au reste, je serai obligé de m'en tenir aux grandes lignes, aux traits principaux, sans entrer dans les détails.

Il serait intéressant sans doute de prendre chaque institution juridique et de montrer comment tous ses développements se rattachent, par une cause directe ou éloignée, à la formation sociale ; mais c'est un travail qui demanderait des loisirs et une compétence que je n'ai pas ; je ne dirai que ce qui sera nécessaire pour la démonstration et l'explication de mon sujet.

PREMIERE PARTIE

La formation sociale du Vieux Romain.

CHAPITRE PREMIER

LES CARACTÈRES PROPRES DE CETTE FORMATION.

Tous les auteurs qui ont étudié la société romaine s'accordent à lui reconnaître des traits parfaitement caractérisés et qu'on ne retrouve pas chez les autres nations de l'antiquité.

« C'est un peuple sans idéal qui remplit complètement de son égoïsme pratique l'étroit horizon dans lequel il enferme ses désirs (1). »

M. Bêlot, dans son *Histoire des chevaliers romains*, est très frappé de ce trait dominant chez les Romains, le sens pratique (2).

1. Bouché-Leclercq, *Les Pontifes de l'ancienne Rome*, 1871, p. 26.

2. Cf. Geffroy, *Du rôle de la richesse dans l'ancienne Rome sous la République* (*Revue des Deux-Mondes*, 1888, t. 87, p. 530 et suiv.).

« Jamais peuple ne fut à la fois plus traditionnel et plus progressif (1). »

« Les Romains, même des plus beaux âges, n'étaient pas seulement avides de gloire; leur ambition n'a jamais été pleinement désintéressée, ni uniquement chevaleresque. Il est, au contraire, établi avec certitude, qu'ils furent toujours attachés à la richesse, jusqu'à la passion; qu'ils conquirent d'abord pour piller, et qu'à l'époque de leur puissance, l'esprit d'économie se transformant en cupidité sans frein, ils ne s'arrêtèrent que rarement, si ce n'est par calcul, devant les spoliations les plus violentes et les plus injustes (2). »

« Tout prend de l'importance, quand il s'agit d'affaires d'argent, chez ce peuple qui fut toujours calculateur, méthodique, et... absolument carré, jusque dans l'accomplissement de ses rapines. Ce fut là, sans aucun doute, une des causes de l'admirable perfection des détails de son droit privé, en certaines matières (3). »

« Le peuple romain était avant tout un peuple pratique. Il a, entre autres, cultivé le droit avec une supériorité qui ne peut lui être disputée; et il n'a pas seulement conquis le monde par la force des armes, mais il l'a encore organisé d'une telle manière, que plusieurs de ses institutions ont survécu à la ruine de son empire. La langue des Romains, leurs lois, leurs institutions, leurs rou-

1. Humbert, *Essai sur les finances et la comptabilité publique chez les Romains*. I, p. 9.

2. Deloume. *Les manieures d'argent à Rome*. Paris, Thorin, 1892, in-8, p. 35.

3. *Ibid.*, p. 41.

tes, leurs villes, etc., sont comme les matériaux dont le moyen-âge s'est servi pour organiser son enseignement, ses institutions ecclésiastiques, ses bourgeoisies et son commerce; le droit romain et les maximes gouvernementales du peuple-roi gouvernent encore en partie le monde actuel, et à plusieurs égards la papauté n'est que la continuation de l'empire romain.

« N'est-il pas remarquable que le caractère du dernier peuple de l'antiquité nous rappelle l'âge mûr, avec son activité réfléchie et pratique, tandis que les Grecs, avec leurs aspirations vers une vie poétique et idéale, nous représentent l'image de la jeunesse, et que les autres peuples primitifs, soumis à un despotisme absolu, nous apparaissent comme des enfants qui obéissent sans réfléchir et sans raisonner (1)? »

Pour Schmidt et Ihering (2), cet esprit pratique se traduit par un égoïsme monumental et un particularisme intransigeant et exclusif.

« Leur génie pratique suppléa dans une certaine mesure au savoir scolaire dans le sens moderne du mot : ils ont conquis et gouverné le monde sans presque savoir de géographie, géré des finances énormes avec un système de calcul aussi incommode que possible ; mais cet esprit pratique même a abouti à un matérialisme où sombrèrent

1. Paroz. *Histoire universelle de la pédagogie*. Paris, Delagrave, 4^e éd., 1881, p. 39-40.

2. Schmidt, *Der principielle Unterschied zwischen dem röm. und germ. Rechte*, 1853, p. 37. — Ihering, *Geist des römischen Rechts*, I, 314. — Cit. Cuq, *Les Instit. jurid. des Rom.* Paris, Plon et Nourrit. 1891, in-8, p. 741, note 2.

religion et morale, famille et Etat : dernière étape de cette éducation positive dont nous entreprenons de retracer le détail (1) ».

Je ne discute pas plusieurs affirmations, très contestables, contenues dans les citations qui précèdent : ce que j'en veux retenir, c'est seulement la constatation de ce sens pratique, de cet esprit à la fois traditionnel et progressif, qui ont amené nombre d'auteurs à une facile comparaison entre le Romain et l'Anglo-saxon.

« Ces qualités d'esprit et de caractère qui avaient fait des Romains le peuple juriste par excellence, revivent, à un degré presque aussi éminent, dans la nation anglaise. Chez les deux peuples, ... c'est le même esprit égoïste et pratique, avide de gain et de pouvoir, le même respect pour la légalité poussé jusqu'à la superstition de la forme et de la lettre, les mêmes raffinements de ruse et d'industrie pour accommoder à des besoins nouveaux des textes vieillis et pour élargir les formules légales sans les briser. Et ces mêmes causes, quoique dans des milieux bien différents, ont produit les mêmes effets. La loi anglaise, dans la série de ses évolutions et de ses progrès, a suivi, comme pas à pas, la route qu'avait suivie la loi romaine. Curieux rapprochement, et bien propre à nous prouver que la marche des sociétés ici-bas n'est point abandonnée aux caprices du sort ni à ceux de l'homme, et qu'il est des lois générales et constantes qui président à leur progrès comme à leur déclin ! Les Romains, parvenus au faite de la civi-

1. Marquardt, *Manuel des antiquités romaines*, Paris, Thorin, t. XIV, p. 98.

lisation et de la puissance, auraient-ils jamais cru que, chez ces barbares insulaires « exilés loin du reste de l'univers », *penitus toto divisos orbe*, l'on verrait un jour naître et grandir une législation semblable à la leur ? et les Anglais eux-mêmes, lorsqu'ils repoussaient de tous leurs efforts l'invasion des idées romaines, se doutaient-ils que leur propre instinct allait les conduire par les mêmes voies que les Romains avaient parcourues avant eux ? » Et M. Gide poursuit cette comparaison entre les deux législations où il retrouve le même formalisme au début, le même esprit de progrès se manifestant par le même procédé d'extension des textes vieillis par la jurisprudence, le même dualisme du droit strict et du droit basé sur l'équité (1).

Il y a du vrai et du faux dans cette comparaison. Nous avons d'abord à noter les traits qui rapprochent le Romain de l'Anglo-saxon : cette ressemblance, plus apparente que réelle, hâtons-nous de le remarquer, est précisément le trait caractéristique de notre première période (2).

1. Gide. *Etude sur la condition privée de la femme*. Paris, Thorin. 1867, in-8, pp. 271-278. — Geffroy (*loc. cit.*, p. 531) rapproche les deux peuples sur ce point, dit-il, que les grandes fortunes y sont dues, non à l'agriculture, mais au commerce et à l'industrie, constatation aussi erronée en ce qui concerne les Anglais que les Romains, et, ce qui est plus vrai, pour l'énergie d'initiative et d'action soutenue nécessaires aux grandes entreprises, qui se retrouve chez les uns et chez les autres.

2. Sur la société anglo-saxonne, on consultera avec fruit les ouvrages suivants : — Paul de Rousiers. *La question ouvrière en Angleterre*, in-8. Firmin-Didot, 1895. — Id., *La vie américaine*, in-4, Didot. — Max Leclerc. *L'Education des classes moyennes et diri-*

Tout d'abord, nous remarquons chez les Romains une certaine initiative privée : pendant les premiers siècles, la place des particuliers dans la société apparaît comme prépondérante et celle de l'Etat au contraire très restreinte. « L'Etat respecte l'indépendance des chefs de famille ; il évite soigneusement d'empiéter sur leur pouvoir ; son autorité expire au seuil de la maison. L'ingérence de l'Etat dans la vie privée est discrète ; elle se borne au contrôle du censeur et a pour objet d'assurer l'observation de l'usage des honnêtes gens (1). »

Voici trois applications de ce fait. Le mariage n'est point réglé par la loi, du moins quant à ses conditions de formation et à ses conséquences ; la loi n'intervient que pour déterminer les conditions d'acquisition de la *manus*, ce qui est bien différent, car le mariage n'entraîne pas nécessairement la *manus* (2).

La loi intervient encore moins dans le gouvernement intérieur de la famille : ses pouvoirs de maître, de magistrat et de prêtre, le père les exerce souverainement, et le contrôle des pouvoirs publics ne s'y manifeste que d'une façon progressive (3).

geantes en Angleterre. — Id. *Les professions et la société en Angleterre*, in-18. Colin, 1894. — Paul Arminjon. *L'Administration locale de l'Angleterre*, in-8. Chevalier-Marescq., 1895. — Paul Bourget, *Outre-mer*, 2 vol. in-12. Lemerre, 1895. — Ces lectures permettront de rétablir sous leur vrai jour les affirmations de M. Gide que j'ai citées.

1. Cuq. *op. cit.*, p. 739.

2. *Ibid.*, p. 206 et suiv.

3. Les atténuations introduites par la Loi des XII Tables à la puissance paternelle sont les premières manifestations connues de l'inter-

Nous trouvons une troisième application dans l'usage des stipulations de peines, nécessaires pour donner lieu à une *condictio*, à une condamnation judiciaire, en cas de non exécution des actes fiduciaires. « L'idée dominante était celle de peine, de répression d'un tort; il ne s'agissait pas, comme de nos jours, de réparation d'un préjudice... Les Romains ne reconnaissaient pas au juge le pouvoir d'obliger un citoyen à faire ou à ne pas faire, ni même, pendant longtemps, le pouvoir d'évaluer le préjudice causé au demandeur par l'inexécution d'un engagement de cette sorte (1). — Même à l'époque classique, les Romains n'admettaient pas que le juge pût condamner le défendeur à exécuter sa promesse: la condamnation a toujours pour objet une somme d'argent, représentant l'intérêt pécuniaire du demandeur à l'accomplissement de

vention de la loi dans cette matière. Elle est muette sur l'exposition des enfants et défend seulement de tuer les enfants en bas-âge; en cas de crime de haute-trahison, le pouvoir de juridiction du traître est enlevé à son pater-familias; le père dont l'enfant a été pris en flagrant délit de vol, ne peut en faire l'abandon noxal ni même offrir à la victime une indemnité pour le désintéresser : il doit livrer le coupable au magistrat; l'enfant qui a frappé ses parents n'est pas seulement puni d'une peine domestique, mais de l'*exsecratio* qui est prononcée par le grand pontife; enfin le pater-familias ne peut plus louer les services de son enfant que pour une durée maxima de quinze ans : s'il renouvelle deux fois la mancipation à l'expiration de chaque lustre, le fils pourra, après la troisième, réclamer son affranchissement par le cens (Cf. Cuj., *op. cit.* p. 159 et 176 sq.).

1. *Ibid.*, p. 674-675. — Cela explique que pendant longtemps les arbitrages privés aient été le seul moyen de régler les litiges s'élevant sur les actes fiduciaires.

l'obligation. Le juge ne peut pas, du moins directement, faire obtenir l'objet qui a été promis ou la chose dont le demandeur est reconnu propriétaire (1). »

La rareté des manifestations de cette initiative montre elle-même combien celle-ci est restreinte : ce n'est, comme nous le verrons au chapitre suivant, qu'une lueur d'initiative personnelle, car le peuple romain est au contraire un de ceux dont les pouvoirs publics ont été le plus fortement constitués, et c'est pourquoi ce premier trait est peu accentué.

Il n'en est pas de même du suivant, qui est au contraire très sensible : nous avons vu que tous les écrivains l'ont aperçu : je veux parler du sens pratique des Romains. Ici les preuves abondent.

Les vieux Romains avaient une profonde vénération pour la propriété — je parle de la leur, non de celle des autres nations — : celui dont la charrue effleure le champ voisin commet un sacrilège (2) ; les peines du *furtum* sont très sévères : amende du double en cas de *furtum nec manifestum* (3) ; dans le cas contraire : flagellation, supplice de la roche Tarpéienne si c'est un esclave, *addictio* si c'est un homme libre (4), droit de tuer le voleur si c'est pendant la nuit (5) ; la condition du débiteur

1. *Ibid.*, p. 682-683.

2. « Et ipsum et boves sacros esse » (Festus, v. *Termino*).

3. Gaius, III, 190. — Pour les textes des compilations de Justinien, je me suis servi de l'édition de Freiesleben, 1789, et pour ceux qui sont en dehors, du *Manuel de Pellat*, 8^e édit., 1887.

4. Gaius, III, 189.

5. 4 § 1, Digeste, *Ad. leg. Aquil.*, IX, 2. — En droit classique le

insolvable est le *nexum*, la voie d'exécution la plus dure qu'on puisse concevoir.

La richesse, les occupations lucratives, ont pendant longtemps exercé sur eux une grande attraction : c'est sur la fortune que se base le classement de Servius Tullius (1); dans la religion romaine, basée essentiellement sur l'amour du gain, « ce n'est pas, comme dans le christianisme, le pauvre qui est l'élu du Seigneur, c'est le riche (2). » Même après les guerres puniques, nous les verrons déployer leur énergie et leur habileté à s'enrichir par de grandes entreprises d'argent, par des relations d'affaires avec les pays étrangers : « Le Romain des sixième et septième siècles, c'est encore l'homme énergique, de cette race illustre, qui s'élance vers un avenir de gloire et de richesses inouïes, qui veut que le monde entier se soumette à lui corps et biens, et qui entend tout conquérir, au dehors comme au dedans, par l'habileté comme par la force... Tout s'agite et tout s'organise en vue des résultats positifs du présent (3). » Horace nous montre dans un passage

furtum manifestum entraîne la peine du quadruple (Gaius, III, 189); la victime peut exercer un *crimen privatum* entraînant des peines corporelles (92, D. XLVII, 2); elle a aussi une *condictio furtiva* qui n'a pu être admise que *odio furum*, puisqu'elle tend à la restitution de la chose (Gaius, IV, 4).

1. Deloume, *op. cit.*, p. 42. — « On peut affirmer, dit ailleurs le même auteur (p. 36), qu'aucun peuple civilisé n'a jamais poussé aussi loin, ni les faveurs dont jouirent chez les Romains, ceux qui avaient le bonheur de posséder, ni la dureté implacable dans les sanctions du droit. »

2. G. Boissier, *La Religion romaine*, t. I, p. 22.

3. Deloume, *op. cit.*, p. 99.

instructif (1) les dispositions des petits Romains pour l'arithmétique, et laisse échapper cette plainte suggestive à plus d'un point de vue : « Et quand cette rouille d'avarice aura envahi leur esprit, pensons-nous pouvoir écrire nos vers sur le cèdre ou le cyprès poli ? »

Si les éditeurs du poète n'y trouvaient pas leur compte, en revanche les livres de comptes étaient tenus avec une régularité merveilleuse : chaque citoyen avait son *brouillard* (*adversaria*) où il énonçait jour par jour ses opérations ; son livre-journal, portant d'un côté les recettes et sur la page en regard les dépenses (*codex accepti et expensi*) (2) ; et souvent le grand-livre, où sont ouverts des comptes spéciaux pour les divers éléments de son commerce (*codex rationum*, *ratio argentaria*, *frumentaria*, *vinaria*) (3). « C'était un devoir pour tout bon citoyen de tenir avec le plus grand soin son livre de recettes et de dépenses, et de le conserver indéfiniment. Ses en-

1. *Romani pueri longis rationibus assem
Discunt in partes centum diducere* : « *Dicat
Filius Albini : si de quincunce remota est
Uncia, quid superat ? Poteras dixisse. — Triens. — Eu !
Rem poteris servare tuam. Redit uncia : quid fit ? —
Semis. » At hæc animos ærugo et cura peculi
Quum semel imbuerit, speramus carmina fingi
Posse linenda cedro et lævi servanda cupresso ?*
(HOR., *ad Pis.*, v. 325-332).

2. Il était facile, de cette manière, de connaître à un moment donné l'état de sa fortune ; il suffisait de faire la balance des deux comptes ; cette opération s'appelait *dispungere* : « *Dispungere* est conferre accepta et data » (56 pr. D. L., 16).

3. CUG., *op. cit.*, p. 670, note 1.

fants devaient, après sa mort, y trouver la preuve de la bonne gestion de sa fortune (1). »

Le droit romain de cette période nous présente des manifestations remarquables de ce caractère, on peut même dire qu'il n'est lui-même dans tout son ensemble qu'une manifestation de cet esprit précis et pratique : les règles qui le constituent obéissent toutes à des vues utilitaires, et ce n'est qu'au troisième siècle de notre ère que l'idée de justice passe du second plan au premier dans les travaux des jurisconsultes (2). Le formalisme lui-même, loin d'être, comme il semblerait au premier abord, une conception étroite et grossière de rapports juridiques basés sur une interprétation judaïque d'un texte (3), répond plutôt à la tendance que nous avons déjà vue se manifester de restreindre le plus possible la part de l'autorité judiciaire dans les débats entre particuliers et de se garantir contre l'arbitraire du juge ; il répondait à l'état social de l'époque, à l'esprit pratique dont je m'occupe ; « comment le formalisme, ce facteur si important de la technique juridique, s'est-il introduit chez les Romains ? Est-ce par une intuition de génie qu'ils ont entrevu le parti qu'on pourrait en tirer ? Le formalisme n'est pas une création arbitraire d'un législateur : on le retrouve dans la religion, dans la vie privée et publique, tout aussi bien que dans le droit. Les vœux, les dédicaces, les prières, les auspices, les questions posées au peuple dans les comices, la déclaration

1. *Ibid.*, p. 671. — Cf. Cic. *Verr.*, II, 1, 23 ; *pro Rose. com.*, 2.

2. Cuq, *op. cit.*, p. 22.

3. Gaus, IV, 30.

de guerre, la conclusion de la paix étaient soumis à des formes déterminées ; même pour les actes judiciaires il y a des formes traditionnelles (1). »

Et ce formalisme n'est pas aussi gênant ni aussi étroit que Gaius semble le dire : les Romains ne s'en seraient pas accommodés si longtemps ; il faut dire au contraire que le droit, ici comme partout, a été fait à l'image de l'état social qui l'entoure : le Romain de notre période unit l'esprit de tradition à l'esprit de progrès, le droit reproduit les mêmes traits ; l'esprit de tradition, c'est le formalisme ; l'esprit de progrès, c'est le parti qu'on sait en tirer. Prenons-en un exemple. L'adoption devait servir non seulement à donner un objet à l'affection de celui qui n'avait pas d'enfants, mais surtout à assurer la continuation du culte domestique sans s'exposer à la répudiation d'un testament (2) ; elle servait encore à affranchir des esclaves en les faisant entrer dans la famille (3) ; ce fut pendant très longtemps le seul moyen de légitimer les enfants naturels (4) ; un patron pouvait par là faire acquérir son rang à un latin ou à un plébéien (5) ; la femme *sui juris* pouvait ainsi changer de tuteur (6). Et cet acte lui-même

1. Cuj, *op. cit.*, p. 720. — Cf. *ibid.*, p. 717-727.

2. Ulpien (VIII, 6) et Gaius (I, 103) citent des personnes qui n'ont pas ou ne peuvent pas avoir d'enfants, et qui peuvent adopter.

3. Inst. I, 11, § 12.

4. Jusqu'aux Empereurs chrétiens (5, C. V, 27), le droit romain ne connut d'autre légitimation que la *causæ probatio* et l'*erroris causæ probatio* qui se rapportent à des cas très spéciaux (Gaius I, 29, 31, 66.)

5. 35, D. I, 7. — 6 pr., D. I, 9.

6. Gaius, I, 115.

a-t-il une forme spéciale, une constitution propre? non, ce n'est qu'une des applications de la mancipation, de l'acte *per aes et libram*, lequel s'applique à l'aliénation des meubles, au prêt, au paiement, comme à l'émancipation et à l'adoption (1). Quand un même acte peut servir à tant de besoins si différents, on ne saurait voir dans le formalisme qui l'entoure la marque d'un esprit étroit; c'est au contraire celle d'un esprit pratique et avide de progrès autant qu'économe de la multiplicité des formes.

L'usucapion nous fournit encore un autre exemple de ce sens pratique. Parmi les conditions de ce mode d'acquisition de la propriété ne figurent dans l'ancien droit que l'usage, et l'écoulement d'un certain laps de temps; on n'y rencontre ni le juste titre ni la bonne foi comme en droit classique: pourquoi cela? c'est que les vieux Romains ne considèrent les objets qui entrent dans la fortune comme ayant une certaine valeur, que par le profit qu'ils en tirent; la propriété idéale, indépendamment de son utilité, n'existe pas chez eux; si le propriétaire néglige sa terre et cesse de la cultiver, pourquoi empêcher le voisin d'en faire un meilleur usage? ce qui était inutile à l'un est utile à l'autre: la question était tranchée à leurs yeux (2).

Ce caractère pratique fut chez eux si développé et si vivace qu'il survécut à la disparition de la formation sociale qui l'avait produit, et nous en trouverons encore

1. Cuq, *op. cit.*, p. 253. — Gaius, I, 117.

2. Cuq, *op. cit.*, p. 249-251.

des traces dans notre deuxième période, notamment dans l'accueil que reçut la civilisation grecque lorsqu'elle commença à pénétrer chez eux.

Le vieux Romain ressemble encore à l'Anglo-saxon par sa force d'expansion (1). Ce qui distingue les Romains des autres peuples de l'antiquité qui, comme les Grecs et les Phéniciens, ont créé de nombreuses colonies, c'est que, tandis que ceux-ci ne les fondent qu'en vue du commerce, ce qui fait que ces colonies, ces comptoirs se rendent indépendants aussitôt qu'ils ont atteint une prospérité et une influence commerciale suffisantes, les Romains au contraire s'implantent dans les pays conquis par l'agriculture, se mettent à les cultiver, construisent des rou-

1. Ici encore apparaît le caractère spécieux de la ressemblance entre les deux races. L'Anglo-saxon émigre par familles ou plutôt par individus isolés; ce n'est pas une armée, ce n'est pas l'Etat qui crée la colonie anglaise, mais les particuliers, les colons, agriculteurs ou commerçants, qui s'établissent sur le nouveau sol et qui y installent la nationalité anglaise. A Rome, ce sont des collèges de magistrats (*triumviri coloniae deducendae*), qui font les assignations de terres, et qui, quand il y a lieu de fonder une nouvelle cité, l'organisent directement sous la dépendance de la mère-patrie (Momm- sen, *op. cit.*, t. IV, p. 336-353); toujours d'ailleurs c'est la force militaire, c'est-à-dire la puissance publique, qui procure la colonie aux citoyens désireux de s'y installer, tandis qu'en Angleterre — et nous le voyons bien aujourd'hui — ce sont les particuliers qui commencent à apporter l'influence et les idées anglaises dans un pays dont la conquête et l'annexion ne sont plus qu'un jeu désormais pour les armées de la mère-patrie. En un mot, ici l'initiative des particuliers précède celle de l'Etat, tandis qu'à Rome c'est l'inverse.

tes(1), et y acquièrent ainsi une solidité que donne seule l'exploitation de la terre par des hommes qui y sont installés à demeure et qui y ont pour ainsi dire pris racine.

Regardez-les après leurs premières conquêtes : les territoires les plus rapprochés, de l'Etrurie à la Campanie, sont annexés purement et simplement, et servent de débouché au développement naturel de la population romaine ; ce sont des terres romaines, qui entrent dans la division des tribus dont le nombre s'augmente ainsi peu à peu (2). Quant aux autres peuples, les Romains, à notre époque, respectent généralement leur autonomie et se contentent de leur imposer des traités ; cela ne veut pas dire qu'ils renoncent à tirer eux-mêmes parti de ces terres : dans les endroits qu'ils jugent propres à la fondation d'une colonie (3), ils commencent par faire la place nette en rédui-

1. On sait que dans tous les pays qui ont été sous la domination romaine, les vestiges de cette domination se manifestent par des voies que le temps n'a pas encore entamées ; toute l'Italie est sillonnée de ces routes d'une solidité à toute épreuve, qui prouvent bien que les mains qui les ont construites étaient celles de gens ayant l'intention de se fixer dans le pays, d'agriculteurs ayant de lourds transports à effectuer de la campagne à la ville, non de commerçants qui, sauf quelques rares exceptions, empruntaient toujours à cette époque la voie maritime. Avant la deuxième guerre punique, les Romains ont construit la voie Valérienne, de Rome à Corfinium, la voie Aurélienne, qui longe les côtes de l'Etrurie, la voie Flaminienne, qui relie le Champ-de-Mars à Ariminum, la voie Émilienne, d'Ariminum à Placentia sur le Pô.

2. A la fin du v^e siècle, elles sont au nombre de trente-cinq.

3. De 458 à 597, ils fondent soixante-quatorze colonies de citoyens, toujours sur les côtes ; celles de latins sont à l'intérieur des terres (Cuq, *op. cit.*, p. 459).

sant les habitants à l'esclavage (1) ; les terres sont divisées en trois parts : l'une est réservée aux services publics ; la deuxième est divisée entre les colons qui reçoivent chacun deux arpents (2) ; le reste rentre dans l'*ager publicus* (3), qui est vendu ou affermé par les censeurs (4) ; on permettait aussi aux colons d'occuper celui-ci moyennant redevance, mais seulement à titre précaire, et l'Etat pouvait à volonté retirer cette concession (5). C'est donc bien en vue de la culture qu'ils conquièrent : bon nombre de citoyens se fixent sur ces terres en qualité d'*agricolæ* et d'éleveurs (*pecuarii*) (6) ; le censeur se chargeait de dispenser de la convocation du cens ces émigrés, et il paraît (7) qu'on usa parfois de ce pouvoir pour empêcher l'émigration ; ajoutons qu'après la dissolution de la confédération latine, Rome se réserva le droit de fonder de nouvelles colonies (8).

Pour constater la tendance de la formation sociale du vieux Romain, nous avons plus que ces manifestations indirectes. Si nous essayons de reconstituer cette éducation, nous verrons qu'elle tendait bien à développer chez les enfants l'initiative personnelle.

1. 7 pr. D., XLI, 1. — Inst., II, 1, § 17.

2. Tit. Liv., VI, 33. — Juvén., XIV, 161, ss.

3. 20, § 1, D. XLIX, 15.

4. Tit. Liv., II, 31. — Cic. Verr. III, 6, 13.

5. Cug., *op. cit.*, p. 245.

6. Cic., *de Præt. Sic.*, 62 ; *de re frum.*, 25.

7. Velleius, 2, 7, 7, cité par Mommsen, *op. cit.*, t. IV, p. 42, note 3 ; je n'ai pu retrouver le passage en question.

8. Cug., *op. cit.*, p. 398.

Tout d'abord nous remarquons que cette éducation se donnait entièrement dans la famille : nous avons déjà vu que dans l'organisation sociale de notre période, la famille est plus forte que l'Etat; aussi les vieux Romains n'ont-ils pas eu, comme les Lacédémoniens, la conception d'une éducation donnée par l'Etat. C'est la mère qui donnait la première éducation (1), ou bien « on choisissait une parente d'un âge mûr et de mœurs exemplaires, aux vertus de laquelle étaient confiés tous les rejetons d'une même famille, et devant qui l'on n'eût osé rien dire qui blessât la décence, ni rien faire dont l'honneur pût rougir. Et ce n'étaient pas seulement les études et les travaux de l'enfance, mais ses délassements et ses jeux qu'elle tempérerait par je ne sais quelle modeste et sainte retenue (2) ». Puis l'enfant suit la direction de son père : il l'accompagne en tous lieux (3); c'est le père qui est son maître d'école (4); voyez le tableau que nous fait Plutarque (5) de l'éducation du fils de Caton l'Ancien : « Ayant

1. Tac., *Agric.*, 4; *Brut.*, 58, 211. — Hor., *Carm.* 3, 6, 39; *Epi.* I, 1, 21. — Sen., *Consol. ad Marc.*, 24. — Plut., *Sert.*, 2.

2. Tacite, *Dial. des Orat.*, 23, trad. Burnouf.

3. Plut., *Quest. rom.*, 33. — Aul. Gell., 1, 23, 4. — Macrobe, *Sat.*, 1, 6, 19. — Les enfants prenaient part aux repas de famille (Suét., *Oct.*, 64; *Cl.*, 32).

4. Cic., *de Rep.*, 2, 21, 37. — Cf. Marquardt, *op. cit.*, t. XIV, p. 109. — « Chez nos ancêtres, on ne s'instruisait pas seulement par les oreilles, mais par les yeux. Les plus jeunes en regardant leurs aînés apprenaient ce qu'ils auraient bientôt à faire eux-mêmes, ce qu'ils enseigneraient un jour à leurs successeurs » (Plin., *Epi.*, VIII, 14).

5. Plut., t. II, p. 588 sq., dans Rossignol, *de l'Education et de*

eu un enfant, aucune affaire ne lui parut assez urgente, à moins qu'elle ne fût publique, pour l'empêcher de se tenir auprès de sa femme, tandis qu'elle lavait et enveloppait de langes le corps du nourrisson ; car elle le nourrissait elle-même de son propre lait... Quand l'enfant fut en âge de comprendre, Caton se chargea lui-même de lui apprendre à lire, quoiqu'il eût à son service un esclave, grammatiste distingué, appelé Chilon, qui instruisait déjà plusieurs enfants. C'est que Caton, ainsi qu'il le déclare lui-même, jugeait inconvenant que son fils fût exposé de la part d'un esclave à essuyer des reproches, ou à se voir l'oreille tirée, dans le cas où son intelligence aurait été trop lente ; et il ne voulait pas non plus devoir à un esclave la reconnaissance d'un si important enseignement. Et c'est pourquoi il se fit lui-même grammatiste, lui-même maître de jurisprudence, lui-même gymnaste : apprenant à son fils, non-seulement à tirer la flèche, à combattre, armé de toutes pièces, à monter à cheval, mais à frapper avec la main, en pugile, à supporter le chaud et le froid, à vaincre à la nage les tourbillons et les endroits difficiles d'un fleuve. Et il rapporte lui-même qu'il écrivit de sa propre main, et en gros caractères, les récits du passé, afin que son fils pût trouver dans sa maison même les moyens de connaître les faits anciens et relatifs à sa patrie. »

Aussi, cette éducation était-elle *éminemment pratique* (1) : la bienséance extérieure, les habitudes tempé-

l'Instruction des hommes et des femmes chez les anciens, in-8°, Paris, Labitte, 1888, p. 104-105.

1. Cf. Pline. *Ep.* 8, 14, 4, *supra*. — Hor. *Sat.*, 1, 4, 105 ss.

rées (*frugalitas*), l'activité pratique, suivant le proverbe latin : « *Industrioso otium pœna est* (1) », le bon sens, la confiance en ses propres forces, telles étaient les qualités qu'on cherchait à développer chez l'enfant (2). « On s'attachait surtout à former un homme bien armé pour l'existence, imbu de principes moraux, respectueux de la religion, de conduite tempérante et sobre, dur à la fatigue... Natures rudes et tenaces, ils se transmettaient de génération en génération l'âpre amour de la propriété et le culte du nom romain... Cerveaux médiocres, âmes sans finesse, ils faisaient au moins d'admirables citoyens, disciplinés et rompus à l'obéissance..., prêts aussi pour le commandement par le sentiment profond de leurs droits et d'une autorité appuyée sur les lois civiles et religieuses (3). »

1. Sen., *de provid.*, II, 2. — « *Otioso in otio animus nescit quid velit.* » (Ennius dans Gell., XIX, 10, 12). — « *Primum ad virtutem ut redeatis, abeat ab ignavia.* » (Nævius, *Fragm. Scæn. Rom. poesis*, éd. Ribb., v. 92).

2. Cf. Marquardt, *op. cit.*, t. XIV, p. 106-107.

3. *Diction. de Saggio*, in-fol. Hachette, 1890, v^o *Educatio*. Et l'auteur remarque avec surprise le contraste entre cette éducation et celle de la Grèce, « nation admirablement douée pour les choses de l'esprit, mais livrée aux discordes et supportant avec peine le joug des lois », et qui cependant « rêve toujours de réglementer l'éducation des enfants pour créer des liens plus étroits entre les particuliers et l'Etat. » L'explication de cette différence est très simple si l'on se reporte à la loi que j'ai indiquée au début de ce travail, d'après laquelle l'éducation n'est pas une création arbitraire des conceptions humaines, et ne produit pas à volonté les résultats qu'on désire théoriquement, mais répond toujours, qu'on le veuille

Nous ne chercherons donc pas dans cette éducation des études théoriques approfondies avec leur résultat presque forcé, le surmenage intellectuel : « la pratique était la règle unique de la vie : rien n'était prévu pour le développement des facultés sensibles du cœur, pour les jouissances délicates et désintéressées de l'esprit (1). » L'instruction se réduit à apprendre à lire, écrire, compter, et à savoir par cœur les Douze-Tables (2). Ceux-mêmes qui se destinent au professorat, au barreau, à la médecine, au lieu de s'enfermer pendant plusieurs années dans la théorie de leur profession, se livrent immédiatement à son apprentissage pratique (3). C'est que l'instruction, comme la propriété (4), n'a pas, sauf pour ceux qui ont assez de loisirs pour s'en faire une jouissance intellectuelle, de valeur intrinsèque indépendamment des résultats qu'elle procure : et les Romains l'ont bien senti, témoin ce rescrit d'Hadrien qui refuse d'exempter de la tutelle, « celui qui se déclare illettré, pourvu qu'il sache gérer les affaires (5) » ; c'est donc que ces deux connais-

ou non, au milieu social où elle se trouve ; pour changer l'éducation et ses résultats il n'y a qu'un seul moyen : c'est de modifier les circonstances, de supprimer les obstacles sociaux qui s'opposent à ce que l'éducation prenne la direction qu'on veut lui imprimer.

1. *Ibid.*

2. Marquardt, *op. cit.* t. XIV, p. 109.

3. *Id.* t. XV, p. 434. — Jullien, *Les professeurs de littérature dans l'ancienne Rome depuis l'origine jusqu'à la mort d'Auguste*, in-8. Paris, Leroux, 1885, p. 336. *Cic. Tusc.* 1, 2. — Nous reviendrons plus tard sur ce point.

4. Cf. *supra*, p. 21.

5. « *Ejus, qui se negat literas scire, excusatio accipi non de-*

sances peuvent exister l'une sans l'autre : nous pouvons bien en faire journellement l'expérience autour de nous et sur nous-mêmes.

Les arts ne devaient pas non plus y être fort cultivés. En fait de chants, on ne trouve que des hymnes à la louange des ancêtres, parfois avec accompagnement de flûte (1), et qui tombèrent rapidement en oubli (2). La *nénie*, ou éloge en vers du défunt, était une poésie bien médiocre (3). Les joueurs de flûte étaient tous des esclaves ou des salariés (4).

En revanche, la gymnastique occupait une place importante (5); elle avait lieu au Champ-de-Mars et les citoyens pouvaient seuls y assister (6). « La gymnastique ne devait pas être négligée chez ce peuple de soldats, mais il la réduisait, comme tout le reste, à la partie immédiatement utile. L'enfant apprend de bonne heure à manier le glaive avec adresse, à lancer le javelot avec force; son bras se durcira à manier la charrue, son corps à porter des fardeaux. Il saura nager, c'est le moyen le plus sûr et le plus rapide de traverser les fleuves;

bet, si modo non sit expers negotiorum. » (6 § 19, D. XXVII, 1). — Cf. Inst. I, 25 § 8.

1. Varron, *vo assa voce*.

2. Cic. *Brut.*, 19, 75; *Tusc.*, 4, 2, 3.

3. Nonius, *vo Nænia*, p. 153. — Aul. Gell. 18, 7, 3.

4. Tit. Liv. 9, 30. — Ovid. *Fast.*, 6, 657.

5. Plut. *Cat. Mai.*, 20. — Suét. *Oct.* 83. — Ovid. *Trist.*, 3, 12, 9. — Hor. *Carm.*, 3, 24, 54. — Sen. *Ep.*, 15, 4. — Mart. 7, 67. 5. — Sen. *Ep.* 83, 4-5.

6. Strab. 5, 3, 8. — Cic. *pro Cæl.* 15, 36; 5, 11.

courir, on surprend ainsi l'ennemi et on échappe à ses coups; supporter les privations; le froid et la chaleur, la vie militaire est faite d'épreuves; il se plaira à la chasse, c'est une imitation de la guerre. Mais il ne soupçonnera rien au-delà. Ces qualités de souplesse et de grâce qui charment les Grecs, ce développement harmonieux de tout le corps qu'ils recherchent, resteront pour lui lettre close. C'est une autre éducation qui les lui fera connaître, sinon accepter (1) ».

Et à quel âge cette éducation se termine-t-elle? Chez un peuple comme celui-ci où toute l'éducation vise à un résultat pratique, à former des hommes bien armés pour la lutte de l'existence, on se demande pourquoi cette éducation durerait plus longtemps que ce but ne l'exige, après que l'enfant est devenu homme (2); et de fait, c'est ce que nous voyons : ce moment de la vie est marqué à Rome par une cérémonie particulière, la prise de la toge

1. Jullien, *op. cit.*, p. 23-24.

2. « Une connaissance sérieuse de l'orthographe, des mesures et du calcul; une bonne préparation en histoire, géométrie, catéchisme, bible et sténographie; une teinte de latin; de bons muscles et une forte constitution; une initiative personnelle développée et un goût prononcé pour l'imprévu et le tour de force, tel est le bagage de dix-huit Anglais sur vingt, arrivés à l'âge de seize ans; tout cela assaisonné d'une certaine indifférence pour l'étude et les livres ». Ceux qui poursuivent leurs études au-delà de cet âge ne le font guère que comme passe-temps. Aussi dès quinze ou seize ans, les jeunes Anglais aident leurs parents ou se cherchent une position. (Bureau, *La science sociale*, Paris, Didot, livr. janvier 1890, p. 71 ss.).

virile (1); à partir de ce moment « l'instruction dirigée par les parents prend fin, et c'est lui-même qui désormais aura le soin de compléter ses études (2) ». De plus, avec une semblable éducation, éminemment apte à former des hommes, cet âge doit arriver de bonne heure : des témoignages importants le portent à dix-sept ans (3); ce serait déjà assez tôt en comparaison de la majorité de vingt-cinq ans que nous verrons établir plus tard; néanmoins il me vient des doutes : en effet, nous savons que dans l'ancien droit l'acquisition de la pleine capacité civile coïncide avec la puberté (4), ce qui se conçoit à merveille, car ce n'est pas dans notre période que le droit aurait pu faire une distinction théorique entre l'âge où l'enfant est un

1. « *Nobis quidem olim annus erat unus ad cohibendum brachium toga constitutus et ut exercitatione ludoque campestri tunicati uteremur, eademque erat, si statim mereri stipendia cœperamus, castrensis ratio ac militaris* » (Cic., *pro Cœl.*, 5, 41). En même temps le jeune homme quittait la *bullæ*, sorte d'amulette que l'enfant portait « *ut significaretur eam ætatem alterius regendam consilio* » (Fest. *Ep.*, v. *Bullæ*). Puis le *paterfamilias* le conduisait devant le censeur à l'effet de le faire inscrire sur les listes du cens (Appien, IV, 30. — Denys, IV, 15).

2. Marquardt, *op. cit.*, t. XIV, p. 149. — Cf. Pers., V, 30-37, — Auson. *Idyll.* V, 1-11.

3. « *Tubero... scripsit, Servium Tullium... pueros esse existimasse qui minores essent annis septem decem, atque inde ab anno septimo decimo... milites scripsisse* » (Gell. X, 28). — Cf. 1 § 3, D. I, 3.

4. « *Masculi quando puberes esse cœperint, tutela liberantur* » (Gaius, I, 176), et la curatelle des mineurs de vingt-cinq ans n'existe pas encore à notre période.

homme, est inscrit sur les listes des citoyens, fait le service militaire, et celui où il a l'exercice de ses droits civils; or cet âge de la puberté, qui se maintenait dans les environs de la quatorzième année (1), n'était même déterminé que par une constatation de fait (2); toutes les distinctions qui seront faites relativement à cette capacité (3) n'apparaissent que bien plus tard; dans notre période, c'est le fait qui détermine le droit.

Voici notre jeune Romain parvenu à l'âge où l'enfant devenu homme, va avoir à mettre en œuvre les principes qui lui ont été inculqués. Comment va-t-il se tirer d'affaire? la réponse à cette question est l'indice le plus sûr du genre d'éducation qui a été donné. Le plus souvent, il reste dans sa famille auprès de son père: nous verrons en effet que le caractère dominant de la famille romaine produit naturellement cette organisation; d'ailleurs la conquête n'offre qu'assez tard un vaste champ à son ambition (4). Il aide donc son père dans ses travaux journaliers

1. Et douze ans pour le sexe féminin (Inst. I, 22, pr.; I, 6, § 7).

2. A l'époque classique les deux écoles juridiques discutaient encore la question (Gaius, I, 196. — Ulp. XI, 28).

3. Ainsi on ne distingue pas encore entre les actes qui font la condition meilleure et ceux qui la font pire (Cuj. *op. cit.*, p. 323); entre l'individu *pubertati proximus*, reconnu *doli capax*, et l'impubère proprement dit (4, § 26, D. XLIV, 4. — 23, D. XLVII, 2). De même encore l'âge supérieur de *l'infantia* est à notre époque celui où l'enfant commence à parler, *fari* (Varr. *de ling. lat.* VI, 7, 52. — Cf. 6, D. XLVI, 6); ce n'est que sous l'influence des doctrines de Pythagore que cet âge sera fixé à sept ans (1, § 2, D. XXVI, 7).

4. La prise de Véies est de 359 de R.; celle de Capoue de 412; le Latium n'est soumis qu'en 416, l'Italie centrale en 464; l'Italie sep-

et déploie son énergie et son initiative dans la vie publique.

Mais du moins peut-il compter sur l'héritage paternel? est-il certain que la fortune qu'il voit amasser sous ses yeux par son *paterfamilias* doit lui appartenir un jour et qu'il n'a qu'à attendre l'ouverture de sa succession pour en jouir. D'après M. Cuq, le *filiusfamilias* a eu dès le début un droit préexistant à succéder au défunt, et « la liberté absolue de tester n'a existé à Rome ni à l'origine, ni sous l'Empire; on ne la rencontre que dans une période intermédiaire (1); » ce seraient les Douze-Tables qui auraient introduit cette faculté, mais seulement en ce qui concerne la *pecunia* (2); quant aux biens patrimoniaux, ils auraient toujours été inaliénables (3). Il est certain en effet que l'intervention des comices était nécessaire pour instituer un héritier chargé de continuer les *sacra*, lesquels ne se séparent pas de l'*heredium*, et que d'autre part il était interdit depuis Servius, à moins d'une loi spéciale, et cela dans le but de faciliter les opérations du cens, de changer de domicile (4); malgré l'interprétation

tentrionale en 471; l'Italie méridionale en 482; la Sicile en 513; la Sarlaigne en 526; l'Espagne en 557; la Gaule cisalpine, l'Asie et la Macédoine seulement après la deuxième guerre punique. (563 et 586).

1. *Op. cit.*, p. 527, 537 et 538.

2. Les Douze-Tables ne mentionnent en effet que la *pecunia* : « *Uti legassit super pecunia tutelave suae rei ita jus esto.* » (Ulp. XI, 14).

3. Cuq, *op. cit.*, p. 283.

4. *Ibid.*, p. 293-294.

très large que donne Pomponius (1) du texte des Douze-Tables, il est donc très vraisemblable que le foyer avec les deux arpents qui l'entourent, qui constituent l'*heredium*, aient été inaliénables dans l'ancien droit. Il faut remarquer que ce point touche beaucoup moins qu'il ne semble à la question qui m'occupe ici ; presque tous ceux qui se sont occupés de ce côté si important de l'éducation, ont porté le débat sur la question de la liberté testamentaire : j'avoue cependant ne pas comprendre la nécessité de voir la liberté testamentaire figurer dans la loi ; il s'agit de savoir, non pas si le père de famille peut ou ne peut pas faire un testament, s'il peut à volonté instituer ou exhériter son enfant, mais plutôt si celui-ci peut se dire pendant sa jeunesse : Quand je serai *sui juris*, je serai riche, car il doit me revenir au moins tant sur la fortune de mon père, par conséquent j'aurais tort de me donner de la peine. Or, sur ce point, voici quel était l'état de l'ancien droit : l'institution d'un héritier externe à la place de l'enfant qui a été émancipé ou que cette institution exhérède exige un vote des comices, c'est vrai (2) : mais il pouvait parfaite-

1. « Verbis legis XII tabularum his, *Uti legassit suæ rei, ita jus esto*, latissima potestas tributa videtur, et heredis instituendi... » (120, D. L, 16). A ce texte, M. Cuq répond que Pomponius, vivant à une époque où la liberté testamentaire existe depuis longtemps, a été facilement tenté d'accorder à la loi une portée plus considérable que celle qu'elle avait en réalité : mais nous verrons au contraire que la liberté testamentaire tend à se restreindre de plus en plus pendant notre deuxième période.

2. Par l'*abdicatio*, qui est une peine domestique, — si tant est que

ment lui laisser le foyer et le culte domestique en le privant de toute la fortune qu'il avait amassée par son travail, et Gaius nous le dit en propres termes (1); un moyen très ordinaire d'y arriver était le testament *per æs et libram* qui n'est autre chose qu'une mancipation et qui n'exige aucune institution d'héritier (2), ou même un simple legs, indépendant à l'origine de cette même formalité (3); il pouvait ainsi avantager, soit un étranger, soit l'un de ses enfants aux détriments d'un autre (4); un autre moyen d'arriver au même résultat était l'adoption tes-

cette institution, que Quintilien trouve en Grèce, existât à Rome — les liens de l'agnation ne sont pas brisés, mais le fils se voit privé de toute part dans la succession (Quintil. III, 6).

1. « *Sed olim quidem licebat totum patrimonium legatis atque libertatibus erogare, nec quicquam heredi relinquere præterquam inane nomen heredis; idque lex XII tabularum permittere videbatur, qua cavetur ut quod quisque de re sua testatus esset, id ratum haberetur... Quare qui scripti heredes erant, ab hereditate se abstinebant, et idcirco plerique intestati moriebantur* » (Gaius, II 224).

2. Cuq, *op. cit.*, p. 296. — Gaius, II, 102.

3. Les Douze-Tables sont muettes sur cette nécessité, d'autre part on rencontre à la fin des testaments de l'époque classique des formules de legs (*Hæc ita, ut in his tabulis cerisque scripta sunt, ita do, ita lego, ita testor, itaque vos, Quirites, testimonium mihi perhibetote*. Gaius, II, 104) absolument indépendants de toute institution d'héritier, et qui sont précisément ceux que visent les Douze-Tables (Cuq, *op. cit.*, p. 301-304).

4. « En Grèce, le chef de famille qui a des enfants ne peut avantager l'un au détriment des autres. A Rome, il peut disposer des biens formant sa fortune individuelle, soit au profit de l'un de ses enfants, soit au profit d'un étranger » (*Ibid.*, p. 305).

tamentaire qui, dans l'ancien droit, conférait tous les droits de la parenté civile (1).

Cependant, s'il est bon que l'enfant qui n'a pas encore contribué par son travail à augmenter le patrimoine paternel ne puisse pas compter d'une façon absolue sur

1. D'après M. Cuq cette institution, qui « présente tous les caractères d'un expédient », (p. 243) était précisément destinée à suppléer à l'insuffisance de la liberté testamentaire (p. 236, 240). Elle impliquait en effet changement de nom et association au culte domestique et conférait l'hérédité (*Ibid.*, p. 236 s.).

Il me reste une observation à faire au sujet du droit de copropriété dont parlent les auteurs classiques : tout ce qu'ils veulent dire, c'est que, comme il est tout naturel que les biens paternels aillent au fils et que c'est ce qui se produit en général, celui-ci paraît ainsi, quand il recueille l'hérédité, ne faire autre chose que continuer une propriété antérieure (« *Sui quidem heredes ideo appellantur, quia domestici heredes sunt, et vivo quoque parente quodammodo domini existimantur : unde etiam si quis intestatus mortuus sit, prima causa est in successione liberorum.* » Gaius, II, 157. — « *Largius tempus parentibus liberisque petendæ bonorum possessionis tribuitur, in honorem sanguinis videlicet : quia artandi non erant, qui pene ad propria bona veniunt.* » Ulp. 1, § 12, D. XXXVIII, 9), et cette idée, qui n'est que la constatation d'un fait, est fort distincte de celle d'un véritable droit préexistant de copropriété. Je ferai remarquer en outre, — et ceci s'appliquera aussi à Paul, qui semble dire quelque chose de plus que les précédents (« *In suis heredibus evidentiùs apparet, continuationem dominii eo rem perducere, ut nulla videatur hereditas fuisse : quasi olim huiusmodi essent, qui etiam vivo patre quodammodo domini existimantur.* » 11, D. XXVIII, 2) — que ces jurisconsultes appartiennent à l'époque classique, en pleine période où nous constaterons un revirement complet du genre d'éducation que j'analyse ici.

une fortune qui ne lui a coûté aucun effort, et dont par conséquent il ne connaît pas le prix, il n'est pas toujours indispensable de l'en frustrer. Nous devons donc nous placer dans le cas normal, celui où le jeune romain se présente, avec ses frères, à la succession paternelle. Quelle va être sa situation ? Nous verrons au chapitre suivant que les frères, unis pendant la vie du *paterfamilias* sous l'autorité de celui-ci, ne se séparaient pas toujours après sa mort : il semble même que ce fût la situation la plus générale dans l'ancien droit. « Une période se laisse entrevoir où le partage ne descendait pas jusqu'aux immeubles ; il ne pouvait s'appliquer qu'aux meubles : si les frères voulaient se séparer, l'on est forcé de supposer qu'alors la maison restait tout entière à l'un d'eux, sans doute à l'aîné, et que les autres, les cadets recevaient sur les terres communes quelque enclos où ils allumaient un nouveau foyer. Mais toutes les analogies font plutôt croire que sous l'influence de la religion domestique et des habitudes agricole ils continuaient à vivre unis autour de leur foyer originaire, de sorte que la communauté de famille s'établissait sur la communauté du sol (1). »

Il ne pouvait pourtant pas toujours en être ainsi : quand les familles sont peu nombreuses et que les terrains cultivés et les maisons habitées par elles offrent une étendue suffisante à la subsistance des membres qui les composent,

1. Poinsel, *Nouv. Rev. Hist.*, 1879. p. 448, — Cf. Varr. *de re r* III 16, 2. — Val. Max. IV, 4, 8. — Ces frères s'appelaient *fratres consortes* : « *Sors et patrimonium significat, unde consortes dicimus.* » (Festus, *vº Sors*). — « *Consortes ad quos eadem sors.* » (Varron, *de ling. lat.* VI, 7, 65).

on conçoit que plusieurs ménages puissent rester unis sous un même toit, si leur organisation sociale le veut ainsi (1) : mais la multiplication naturelle du nombre de ces membres rend bientôt la maison trop exigüe, les champs insuffisants à leur subsistance et à leur activité ; force leur est donc de se séparer (2). Et précisément Gaius nous apprend que l'action *familiæ erciscundæ* remonte aux Douze Tables (3) ; or, cette action ne consiste pas dans le partage en nature (4) : le juge pouvait adjuger le domaine à l'un des héritiers en déterminant la soulte qu'il aurait à payer aux autres (5) ; les partages successifs n'entraînaient donc pas le morcellement indéfini de la propriété.

Que devenaient donc les chefs de famille qui n'obtenaient pas l'*heredium* ? Les carrières libérales n'ont pas encore acquis l'immense développement qu'elles atteindront sous l'Empire ; les fonctions rétribuées n'existent pas encore : aussin'est-ce point de ce côté-là que se dirigeaient les fils de famille qui ne comptaient pas rester sur le fonds patrimonial. Un certain nombre, il est vrai, entraient dans le barreau, l'une des premières carrières libérales qui se

1. Voy. Chap. II.

2. Cicéron (*de Off.*, I, 17) nous décrit cet exode : « *Sequuntur fratrum conjunctiones; post consobrinorum sobrinorumque, qui, quum una domo jam capi non possint, in alias domos tanquam in colonias exeunt.* »

3. « *Hæc actio proficiscitur a Lege duodecim Tabularum* » (1 pr. D. X, 2).

4. D'après Karlowa (*Der römische Civilprogress zur Zeit der Legislationen*, 1872, cité par M. Cuq, p. 289, note 2), le partage de l'*heredium* resta même interdit par la loi des Douze-Tables.

5. Gaius, IV, 42. — 55, D. X, 2.

soient constituées à Rome (1); ils s'attachaient à la personne d'un jurisconsulte en renom pour l'assister et se former à la pratique sous sa direction (2). D'autres s'élevaient aux magistratures et faisaient leur carrière dans la politique. D'autres enfin, et ce devaient être les plus nombreux à cette époque, dans cette société d'agriculteurs, allaient, déjà pendant leur jeunesse, administrer les biens de leur famille dans les *villæ* et les *prædia* (3): ce seront

1. Cf. *infra*, chap. IV.

2. Plin. *Ep.* II, 14, 3.— Cic. *de Or.*, 3, 45, 198; *de off.*, II, 13.— Tac. *Dial. or.*, 34.

3. Le plaidoyer de Cicéron pour Roscius d'Amérie contient quelques passages fort intéressants à ce sujet : un certain Erucius accusait Roscius d'avoir manifesté sa haine contre son fils cadet Sextus en le reléguant à la campagne, dans ses terres; à ce reproche, voici ce que répond l'avocat :

« 15... Quoi donc? Roscius possède de riches domaines, il en donne l'administration à son fils, et c'est pour l'exiler et le punir? Les pères de familles, surtout les citoyens des Municipales, ne se croient-ils pas heureux, s'ils ont des enfants qui s'appliquent à la culture de leurs héritages?... Sextus y exerçait une autorité entière : son père lui laissait pour ses plaisirs les revenus de certains domaines; et peut-on appeler du nom d'exil une vie champêtre, utile aux intérêts de la maison? Vous voyez, Erucius, combien vos raisonnements sont faux; vous prenez pour nouveau ce qui est très commun;... et, pour inculper Sextus, vous êtes réduit à blesser les premières notions du sens commun, à nier des usages reconnus de tout le monde, à frauder l'opinion universelle.

« 16... Il me serait aisé de citer dans ma tribu ou parmi nos voisins, un grand nombre de pères qui laissent à la campagne ceux de leurs fils qu'ils aiment le plus... Réfléchissez-y donc; examinez dans l'Ombrie et les environs de nos Municipales les plus anciens, le genre

ceux-là qui, amenés par la conquête sur des sols nouveaux, s'y établiront pour la culture et y répandront les idées romaines.

Mais alors comment se fait-il que le fils de famille, même majeur, soit à notre époque incapable des actes de la vie civile, et que sa capacité se développe précisément à l'époque où nous constaterons la disparition de cette formation ? Ce jeune homme, élevé en vue de la lutte pour la vie, et bien préparé pour y réussir, ne va-t-il pas se trouver arrêté dès qu'il va sortir de la famille et entrer dans la vie, par cet obstacle, l'incapacité juridique ? J'expliquerai dans ma deuxième partie la véritable portée de cette évolution dans la capacité des fils de famille. Nous verrons bientôt aussi (chap. II) la cause de cette incapacité dans l'ancien droit. Quant à ses inconvénients, je ferai remarquer : 1° qu'aux débuts, la population de Rome étant restreinte, le moyen de faire fortune ne consiste pas à s'expatrier, et que l'objection ne porte pas quand les enfants restent dans la famille ; — 2° que, dès les premières conquêtes, Gaius nous le dit expressément, les jeunes Romains émigraient dans les nouvelles colonies sans se laisser arrêter par la perte des droits de citoyen qui les attendait (1) ; — 3° que plus tard, préci-

de travaux que les pères cherchent à inspirer à leurs fils, et vous verrez que vos reproches font l'éloge de Sextus. »

1. « *Olim quoque, quo tempore populus Romanus in Latinas regiones colonias deducebat, qui jussu parentis in Latinam coloniam transmigrabant, de potestate exibant; desinebant enim cives Romani esse, cum acciperentur alterius civitatis cives.* »

sément quand les conquêtes viennent offrir un champ plus vaste à leur activité et que l'incapacité devient gênante, le préteur crée les actions *adjectitiæ qualitatis*; — 4° que le père pouvait, en émancipant son enfant, le rendre *sui juris* : c'était il est vrai plutôt une peine pour celui-ci (1), mais au moins acquérait-il ainsi la capacité civile ; — 5° que le fils de famille était indépendant dans l'exercice de ses droits politiques (2), et que par conséquent, s'il exerce une magistrature quelconque, la puissance paternelle n'a rien à voir dans ses fonctions (3) ; et même certaines dignités, celle de flamine par exemple, l'émancipent réellement (4).

J'ai terminé l'étude des caractères communs à l'éducation des Romains et à celle des Anglo-saxons. Il me reste,

(Gaius I, 131. Ce texte est restitué de façons différentes dans les autres recueils, mais toutes les versions ont le même sens). La raison de ce fait était l'obligation où se trouvait tout citoyen de répondre à la convocation du cens, sous peine de voir ses biens confisqués et lui-même tomber en esclavage avec sa famille (Mommsen, *op. cit.*, t. IV, p. 44).

1. Le fils de famille émancipé n'a pas de culte domestique, il n'a ni parents, ni enfants (ceux-ci sauf s'il sont conçus après la troisième mancipation, restent sous la *potestas* de l'émancipateur, Gaius I, 135) ; il n'a pas de patrimoine, à moins de libéralités de l'émancipateur ; par suite, l'influence politique dépendant du chiffre de la fortune, ses droits politiques sont illusoires.

2. « *Quod ad jus publicum attinet, non sequitur jus potestatis* ». (14 pr. D. XXXVI, 1).

3. 9, D. I, 6. — 6 pr., D. III, 4. — 13 § 5, D. XXXVI, 1.

4. Gaius, I, 130.

pour présenter la formation sociale des vieux Romains sous son véritable aspect, à montrer en quoi ces deux races diffèrent, quels sont les traits qui manquent au tableau qui précède : ce sera l'objet du chapitre suivant.

CHAPITRE II

LES CARACTÈRES ÉTRANGERS A CETTE PREMIÈRE FORMATION.

Nous venons de voir que l'initiative privée, le sens pratique, la force d'expansion, le mode d'éducation des jeunes gens donnent au type du Vieux Romain un aspect particulier ; mais cette formation, qui le rapproche de l'Anglo-saxon, n'a que l'apparence de celle qui caractérise celui-ci : j'ai déjà eu l'occasion (1) d'en donner quelques preuves ; la limitation de l'initiative individuelle du fils de famille en est une autre. Nous venons de voir que cette restriction n'était pas une gêne au début ; mais il me faut insister sur cette restriction elle-même, car elle est une manifestation remarquable d'une formation bien différente de celle qui a fait l'objet du chapitre précédent.

A Rome, la femme, les fils, les filles et les esclaves (2) constituent une communauté fermée dont le *paterfamilias* est le chef suprême : seul *sui juris*, il a tous les autres sous son autorité absolue (3). Il est investi du sacer-

1. Cf. *supra*, p. 16 et 22, note.

2. Sur cette acception large du mot *familia*, voyez Ulp. 195, D. L., 16.

3. Gaius I, 48-141. — Ulp. IV-X. — Inst. I, 8-12. — Dig. I, 6-7.

doce domestique : lui seul a « qualité pour présider aux cérémonies destinées à consacrer les principaux événements qui se produisent dans la famille : naissances, fiançailles et mariages. De sa volonté dépend l'entrée dans la famille du nouveau-né ou de la jeune épouse (1). » Quand l'enfant était né, l'accoucheuse le déposait aux pieds du père, qui pouvait, soit le tuer, soit l'exposer devant la *columna lactaria*, près du temple de la *Pietas* ; s'il le relevait, c'est qu'il le reconnaissait et s'engageait à l'élever (2), dans ce cas, le neuvième jour après la naissance (*dies lustricus*), avait lieu une cérémonie religieuse (3) dans laquelle le père donnait un nom à l'enfant et lui mettait au cou la *bullæ* (4).

Seul prêtre, il est aussi seul magistrat : « Il a seul qua-

1. Cuj., *op. cit.*, p. 154.

2. De là vient l'expression : *tollere, suscipere liberos*. — Diction. de Saglio, v^o *Educatio*. — Suét. *Ill. gram.* 21. — Sous l'Empire les enfants exposés trouvaient parfois un nouveau père (*Ibid.* 7 et 21) ou bien étaient recueillis soit par des spéculateurs qui les vendaient comme esclaves, soit par des mendiants qui les mutilaient pour exciter la charité (Sen. *Contr.* X, 33. — Marquardt, *op. cit.*, t. XIV, p. 98).

3. Probablement devant témoins et le texte suivant en serait un souvenir : « *Si vicinis, vel aliis scientibus, uxorem liberorum procreandorum causa domi habuisti, et ex eo matrimonio filia suscepta est...* » (9, C. V, 4).

4. La déclaration des naissances à un *tabularius publicus* n'est instituée que depuis Marc-Aurèle (Capitol. *M. Ant. ph.* 9.) C'est une sorte d'acte de naissance (2 § 1, D. XXVII, 1) ; cela s'appelle *filium profiteri* (16, 29 § 1, D. XXII, 3). — Cf. Marquardt, *op. cit.*, t. XIV, p. 99 et ss.

lité pour punir tout acte répréhensible ou délictueux commis par les membres de la famille. Lors même que cet acte constituerait une infraction aux lois de la cité, il échapperait à la juridiction des magistrats publics. La maison romaine est un asile inviolable ; nul n'y peut pénétrer, même pour y saisir un coupable (1). » Les peines qu'il peut infliger sont : la peine de mort, la vente à titre d'esclave, la flagellation, l'emprisonnement et les travaux forcés, l'exclusion de la famille ; c'est lui qui provoque la prononciation de l'*exsecratio* (2).

Indépendamment du droit de correction, ses droits sur les *alieni juris* sont absolus (3). Jusqu'à Antonin le Pieux, le *paterfamilias* dont la fille est mariée sans *manus*, peut la revendiquer contre son mari (4) ; dans le même cas, ce père, responsable des délits de sa fille, peut en faire l'abandon noxal (5). Il peut louer les services de son fils par la mancipation qui n'est pas la vente mais le louage (6) ; sa *potestas* ne disparaissait donc pas par cette mancipation, et après l'expiration d'un délai de cinq ans,

1. Cuq, *op. cit.*, p. 155.

2. *Ibid.*, p. 157 et ss.

3. La différence d'appellation de ce pouvoir (*manus*, *potestas*) vise non des effets différents de ce pouvoir, mais son origine : *manus* désigne une situation créée arbitrairement ; *potestas*, un rapport naturel (Marquardt, *loc. cit.*, p. 1-4).

4. 1 § 5, D. XLIII, 30. — Paul, V, 6 § 15.

5. Gaius, IV, 80.

6. Gaius, I, 141. — « *Qui... filios suos vendiderint, statui ingenuitatis eorum non præjudicant : homo enim liber nullo pretio aestimatur... Operæ tamen eorum locari possunt.* » (Paul, V, 1, § 1).

l'enfant y rentrait ; la loi des Douze-Tables a seulement restreint ce droit à trois mancipation (1) ; et ceci explique qu'une seule mancipation suffise pour émanciper les filles, c'est qu'on n'était pas dans l'usage de louer leurs services, pas plus que ceux des petits-fils qui sont généralement en bas-âge (2). Il en était de même au cas de *noxæ deditio*, qui consistait en ce que la victime du délit faisait travailler le coupable jusqu'à ce que celui-ci l'eût indemnisée du préjudice causé. Le père pouvait aussi donner en gage son enfant (3).

Et cette puissance absolue, cette compression sur la personnalité du fils, dure toute la vie du *paterfamilias*. Les Romains n'ont pas connu l'émancipation de l'enfant par la majorité : chez eux, l'enfant qui a atteint un âge préfixe ou dont les facultés sont parvenues à un développement suffisant, ne devient pas par cela même un être indépendant qui n'a de compte à rendre de ses actions qu'à lui-même. Pendant toute la vie de son *paterfamilias* il restera sous son autorité effective, et sa personnalité disparaîtra en quelque sorte devant celle du chef de famille.

Mais du moins il existe un moyen de supprimer cette puissance si forte, l'émancipation. Il faut remarquer d'abord que ce n'est pas une institution normale, ayant son organisation propre et créée directement pour le but que nous cherchons en ce moment : les Romains n'y sont arrivés que par un détour, en forçant l'application d'un autre

1. Cuj., *op. cit.*, p. 176 et ss.

2. Cuj., *op. cit.* p. 178.

3. Au 3^e siècle J.-C. cet acte est interdit sous peine de déportation. (Paul, V, 1, § 1).

acte, la mancipation, et en utilisant une disposition que les Douze-Tables avaient établie dans un autre but (1) d'elle aussi nous pouvons dire ce que dit M. Cuq de l'adoption : « Envisagée dans ses cas d'applications, (elle) présente tous les caractères d'un expédient. Il en est de même lorsqu'on la considère dans sa forme : c'est une invention des légistes (2) ; » on voit donc déjà ici que cet acte heurte quelque chose dans l'organisme de cette société, dans sa formation. Mais surtout cette émancipation, au lieu de constituer pour le fils un moyen d'échapper à une situation pénible, ne fait que le placer dans une condition encore plus fâcheuse (3) : sans cesser d'être ingénu, le voilà descendu au rang d'affranchi, de client de celui qui l'a affranchi, son père ou le tiers, suivant le mode d'affranchissement (4) ; il subit une *capitis deminutio*, et par suite perd la qualité de *gentilis* (5) : il cesse d'être patricien, puisque ce titre est lié à la condition de membre d'une *gens* (6). De plus il perd la qualité d'héritier (7) et, jusqu'à l'époque classique, ne garde même pas de plein droit le pécule qui lui aurait été constitué antérieurement (8).

1. Gaius, I, 132.

2. *Op. cit.*, p. 243.

3. Cf., *supra*, p. 41, note 1.

4. Gaius, I, 166, 172. — *Inst.*, III, 2, § 8.

5. « *Gentiles sunt inter se... qui capite non sunt deminuti* » (Cic., *Top.*, 6).

6. Cuq, *op. cit.*, p. 180-181.

7. Gaius, II, 135.

8. Frag. Vat., 260. — 31, § 2, D., XXXIX, 5.

C'est que, dans la Rome primitive, la condition essentielle du bonheur et de la prospérité est, plus encore que d'être bien armé pour la lutte de l'existence, de faire partie d'un groupe. Un individu isolé, qui ne peut se rattacher à aucun groupe, à aucune *gens*, n'a pas de culte domestique, c'est un homme sans foyer, sans influence (1) : il ne possède ni une nombreuse famille sous sa puissance, ni la foule des clients qui donne l'influence politique, ni la fortune qui donne le rang social ; il est généralement obligé de se placer en qualité de client sous la dépendance d'un autre chef de *gens* (2) ; enfin le plus grand malheur, à l'origine, qui puisse arriver à quelqu'un, c'est d'être expulsé de la *gens*, de la communauté familiale. En un mot, l'individu ne se conçoit pas, à Rome, indépendamment du groupe, de la famille (3).

Et si nous examinons la constitution de ce groupe familial, nous verrons qu'il n'a rien de commun avec la famille anglo-saxonne. La famille romaine, au début, c'est la *gens* : de nombreux systèmes plus ou moins arbitraires ont été émis au sujet de cette institution ; aujourd'hui, l'opinion la plus généralement admise est celle que je mentionne (4). D'ailleurs les raisons suivantes ne laissent

1. Cf. Cuq, *op. cit.*, p. 35. — Fustel de Coulanges. *La cité antique*, 1893, p. 235-236.

2. Voy. chap. III.

3. C'est pourquoi le titre de *paterfamilias* s'applique à l'individu *sui juris* qu'il ait ou non des enfants, fût-il impubère, et cela dès qu'il devient *sui juris* par la mort du chef de famille ou par l'émancipation (195 § 2. D. L, 16).

4. Voir les autorités citées par M. Cuq. *op. cit.*, p. 31, note I. — Cf. Mommsen, *op. cit.*, t. VI, 1^o, p. 10.

plus place au doute : — 1° l'étymologie des mots, *gens*, *genus*, *genitor*, *gignere*, est identique ; — 2° chaque citoyen porte, en outre de son nom individuel (*prænomen*), celui de son *paterfamilias* et celui de la *gens* (*nomen gentilicium*) : il y a unité de nom (1) ; — 3° il y a unité de culte, et c'est un culte privé (2) ; — 4° ses membres sont solidaires les uns des autres au point de vue de la rançon ou de l'amende due par l'un d'entre eux (3), de sa tutelle s'il est fou ou impubère, de son jugement s'il est indigne (4) ; — 5° la loi des Douze-Tables reconnaît aux gentiles le droit de succession *ab intestat* (5) ; — 6° les terres appartenant aux membres d'une même *gens* étaient contiguës les unes aux autres (6) ; — 7° il existait certaines coutumes propres à chaque *gens* (7) ; — 8° il y a communauté de tombeau pour toute la *gens* (8) ; — 9° si, à l'époque historique, la *gens* n'a plus de chef au point de vue du droit privé, elle en a toujours un au point de vue religieux, chargé d'accomplir les cérémonies sacrées sur les autels de la *gens*, et au point de vue politique,

1. Varr. 8, 4. — Et ce nom gentilice s'applique aussi aux femmes et aux enfants (Mommsen, *ibid.*, p. 226 et suiv.)

2. Festus, V. *Publica sacra*.

3. Appien, 28. — Denys, XIII, 5. — Dion, fr. XXIV, 6.

4. Tit. Liv. VI, 20. — Val. Max. III, 5, 1.

5. Cuij, *op. cit.*, p. 73

6. *Ibid.*

7. Denys, IX, 22. — Tac. Ann. XII, 25. — Suet. Cl. 39. — Plin. H. Nat. VIII, 5, XIX, 1.

8. Cic. de Leg. II, 22 ; Tusc. I, 7. — Denys, II, 14. — Val. Max. IX, 2, 1.

qui représente la *gens* au sénat, et qui est, comme son nom l'indique, le plus âgé de ses membres (1). Nous verrons au chapitre IV que la *gens* avait un conseil, composé des chefs de ménages et chargé de délibérer sur les affaires importantes concernant la *gens* ; ce conseil pouvait notamment interdire le patriarche atteint de démence ou qui dissipait les *bona paterna avitaque*. Nous trouvons bien là les traits caractéristiques de la famille patriarcale : les descendants, mariés ou non, restant groupés, au lieu de se séparer, autour d'un même foyer, sous l'autorité d'un patriarche ; celui-ci, l'un des plus âgés, concentrant tous les pouvoirs en ses mains (2), et ces pouvoirs très forts excluant les pouvoirs publics du domaine de la famille. Il existait encore sous l'Empire, bien qu'à l'état d'exception, des ménages issus d'une même souche vivant en commun dans la maison d'un seul *paterfamilias* (3)

Le caractère patriarcal de la famille romaine s'accuse très nettement encore dans la condition subalterne et effacée de la femme (4). Les Romains n'ont pas eu conscience d'une communauté conjugale telle que nous la con-

1. Cuq, *op. cit.*, p. 72.

2. Nous verrons que le conseil de la *gens*, qui limite dans une certaine mesure l'autorité du patriarche, est une conséquence de cette organisation patriarcale ; je ne puis indiquer les circonstances qui donnent naissance à ce conseil avant d'avoir déterminé les causes de la formation communautaire.

3. « *Quid Ælia familia? Sedecim eodem tempore Ælii fuerunt, quibus una domuncula erat... et unus in agro Veiente fundus* » (Val. Max. IV, 4, 8). — Cf. Plut. *Paul. Æm.*, 5. — Val. Max. VII, 7, 5. — Plut. *M. Crass.* 1 ; *Cat. Maj.* 24.

4. Cuq, *op. cit.*, p. 160.

cevons aujourd'hui : le mari commande, non parce que c'est lui qui s'occupe des intérêts communs, mais parce qu'il est *paterfamilias* ; aussi, s'il est *alieni juris*, cette autorité est exercée par son *paterfamilias* ; la femme *in manu* fait partie de la *familia*, au même titre que ses propres enfants, vis-à-vis desquels elle est *loco sororis* (1) ; vis-à-vis de son mari *paterfamilias*, elle est *loco filiae* (2). D'ailleurs, quand une *filiafamilias* épouse un autre *alieni juris*, l'autorité du *paterfamilias* de celui-ci ne lui est point nouvelle : en effet, à notre époque, les mariages ont généralement lieu dans le sein de la *gens* (3), et l'on cite comme des exceptions ceux entre époux appartenant à des *gentes* différentes (*gentis enuptio*) (4). Et la femme *sui juris* n'est pas plus indépendante que la femme *in manu* ou *in patria potestate* : la tutelle ne cesse pas pour elle à la majorité, elle dure toute sa vie (5). Or, cette sujétion de la femme, mariée ou non, est bien une manifestation de la formation communautaire, on la retrouve dans toutes les sociétés patriar-

1. Gaius, III, 14.

2. Gaius, I, 111-115 ; II, 159. — *Mos. et Rom. leg. coll.*, XVI, 2, § 3.

3. « *Fuit autem antiquis patribus religiosæ curæ, ne ipsa propinquitat se paulatim propaginum ordinibus dirimens longius abiret et propinquitat esse desisteret* (comme on sent bien là l'esprit de communauté qui craint la dispersion de la race et de la parenté), *eam nondum longe positam rursus matrimonii vinculo colligare et quodammodo revocare fugientem* » (S. Augustin, *De civ. Dei*, XV, 16).

4. Tit. Liv., IV, 4, 7 ; X, 23, 4 ; XXXIX, 19.

5. Gaius, I, 144.

cales : la femme y est toujours une subordonnée parce qu'on ne conçoit pas qu'elle puisse arriver à la tête du groupement familial et que par ailleurs sa situation normale étant dans la famille, la femme *sui juris* est une anomalie (*familice suæ, et caput, et finis*) (1) qui ne peut même pas se présenter au début, alors que la *gens* est entièrement constituée, puisque la règle qui rend *sui juris* tous les fils au premier degré du *paterfamilias*, à la mort de celui-ci, n'est qu'une conséquence de la dissolution progressive de la *gens*, et qu'auparavant c'est le fils aîné qui hérite des pouvoirs du patriarche sur ses frères, sœurs et belles-sœurs (2). Les jurisconsultes classiques donnent il est vrai une autre explication : « *propter sexus infirmitatem, et propter forensium rerum ignorantiam* », dit Ulpien (3); « *propter animi levitatem* », dit Gaius (4) : mais lui-même n'attribue pas une grande valeur à son explication (5); c'est qu'en effet ce sont des motifs fort peu concluants : il y a des sociétés où la femme n'est pas en tutelle perpétuelle et où elle a cepen-

1. 195, § 5, D. L., 16.

2. Cuq, *op. cit.*, p. 31-32. « *Feminas in manu esse fratrum* » (Tit. Liv., XXXIV, 2). Cf. Tit. Liv., XXXIX, 9.— Plaut. *Trucul.* 808.

3. Ulp., XI, 1.

4. Gaius, I, 144.

5. *Ibid.*, 190 : « *Feminas vero perfectæ ætatis in tutela esse, fere nulla pretiosa ratio suasisse videtur; nam quæ vulgo creditur, quia levitate animi plerumque decipiuntur, et æquum erat eas tutorum auctoritate regi, magis speciosa videtur quam vera. Mulieres enim quæ perfectæ ætatis sunt, ipsæ sibi negotia tractant, et in quibusdam causis dicis gratia tutor interponit auctoritatem suam; scæpe etiam invitæ auctor fieri a prætore cogitur.* »

dant toutes les « faiblesses de son sexe »; et la femme de l'époque de Gaius, qui s'émancipait peu à peu de la tutelle, avait-elle donc plus que celle des premiers siècles cette expérience des affaires, cette maturité d'esprit (1), cette *gravitas* (2), en un mot, nécessaires pour pouvoir se conduire seule? Non, les jurisconsultes philosophes, constatant un fait bizarre, lui ont cherché une explication : la meilleure qu'ils aient pu trouver ne vaut rien.

Il y a cependant une différence entre la condition de la femme mariée et celle du fils de famille : le droit de correction est moins large vis-à-vis d'elle. Le *paterfamilias* a besoin du concours d'un tribunal de famille pour juger sa femme (3); il ne peut la tuer qu'au cas de flagrant délit d'adultère (4). En outre, quand elle est *materfamilias*, c'est-à-dire épouse du patriarche, la femme jouit d'égards particuliers : on l'appelle *domina* (5); elle a sa place à la table du mari (6); c'est elle qui a la garde des clefs de la maison (7); elle est exempte des travaux serviles comme

1. Cuj., *op. cit.*, p. 320.

2. Cic. *de off.*, I, 31; *Tusc.*, I, 1.

3. En 447, les censeurs chassèrent L. Annius du Sénat pour avoir répudié sa femme *nullo amicorum consilio adhibito* (Val. Max. II, 9, 2).

4. Dion. Hall. II, 25.

5. Suet. *Cl.* 39 — Virg. *Æn.* VI, 397. — Ov. *Trist.*, IV, 3, 9.

6. On sait qu'en général tout le monde reste debout en présence du patriarche et que sa femme est pour lui une servante. — Val. Max. II, 1, 2.

7. Cic. *Phil.* 2, 28, 69.

la mouture et la cuisine (1); sa place habituelle est dans l'*atrium* où elle siège au milieu des autres femmes et des serviteurs, filant et tissant avec eux, surveillant le ménage et l'éducation des enfants (2). Les distractions masculines lui étaient interdites et le vin réputé une boisson peu convenable pour elle (3); mais elle sortait librement dans la rue (4); le consul et les licteurs se rangeaient à son approche (5). Nous sommes donc ici en présence d'un contraste : à côté d'une condition juridique inférieure, une situation de fait plutôt élevée; nous verrons (6) que celle-ci est précisément un effet de la formation sociale qui a été exposée au chapitre précédent : je me borne pour le moment à constater le phénomène.

Une quatrième manifestation de la formation communautaire apparaît très nettement dans la condition des biens. Dans le groupe familial, tous les droits du patrimoine sont réservés au patriarcat : lui seul possède, lui seul est titulaire des créances ou des dettes (7); les *alieni*

1. Plut. *Quæst. Rom.*, 85.

2. Corn. Nep. *Pr.* 7. — Arnob. *adv. gent.*, 2, 67.

3. Plin. *H. N.* XIV, 90.

4. Corn. Nep. *Pr.* 6.

5. Gide, *op. cit.*, p. 108.

6. *Infra*, chap. IV.

7. En droit classique, le *filiusfamilias* peut s'obliger *jure civili* sans obliger le *paterfamilias* (39, D. XLIV, 7), bien que l'exécution de la condamnation ne puisse avoir lieu qu'après qu'il sera devenu *sui juris* (Paul, *Sent.* II, 21 A, § 9); mais à notre époque, non-seulement il ne peut contracter d'obligation pour lui-même, mais il n'oblige même pas son *paterfamilias*, sinon par ses délits (Cuzq, *op. cit.*, p. 191).

juris n'ont rien en propre (1). Mais en réalité le *paterfamilias* n'est pas maître souverain du patrimoine ; c'est moins pour lui-même que pour la collectivité qu'il possède. Je n'examine pas ici la question de savoir si la propriété des terres a été familiale dès le début ; cela ne sera possible qu'après avoir reconnu les causes qui ont déterminé la formation sociale dont j'examine ici les principales manifestations ; ce qui est certain, c'est qu'à un moment donné nous trouvons la copropriété familiale. Le patrimoine proprement dit, les *bona paterna avilique*, en présentent tous les caractères (2) : non-seulement ils sont héréditaires et passent aux *heredes sui* par succession *ab intestat*, mais ils sont encore inaliénables ; nous avons vu (3) que leur aliénation par testament présente des difficultés particulières ; quant à l'aliénation entre vifs, l'institution si ancienne de la curatelle du prodigue, de celui qui dissipe follement le patrimoine familial (4), prouve suffisamment que ces biens « forment une propriété familiale dont le maître ne peut disposer entre vifs inconsidérément et qui, à sa mort, appartient aux enfants, indépendamment de tout testament (5) ». Propriété collective du vivant du chef de famille, elle restera souvent telle après sa mort : « Les frères n'ont connu que la propriété indivise ; ils s'y trouvent enracinés d'avance et n'ont qu'à s'y tenir. Parfois

1. Gaius, II, 86 ss. — Ulp. XIX, 18-19. — Inst. II, 9. — 10 § 2, D. XLI, 1. — 49 § 1, D. XLI, 2. — Suét. *Tib.* 15.

2. Cuq, *op. cit.*, p. 79-87.

3. *Supra*, p. 33.

4. Paul, III, 4, A, § 7.

5. Cuq, *op. cit.*, p. 313-314.

sans doute ils se sépareront, mais il arrivera souvent que, fidèles aux longues habitudes de leur vie nationale et individuelle, non seulement ils ne le feront pas, mais ils n'en auront ni le désir, ni même la pensée (1) » ; et ce qui prouve bien que cette communauté est la situation normale, celle qui répond à la formation sociale, c'est qu'elle s'établissait tacitement, sans aucune manifestation de volonté : « c'est au contraire pour demander le partage qu'il fallait prononcer des paroles solennelles, *erctum ciere* (2) ».

En cinquième lieu, l'institution de l'esclavage est une manifestation absolument caractéristique de la formation communautaire, qui tend à concentrer les individus dans le groupe au lieu de les pousser à l'émancipation par le libre jeu de leur personnalité. Je n'entre pas dans les considérations plus ou moins théoriques que l'on fait d'habitude sur les causes de l'esclavage : j'examine seulement les conditions sociales dans lesquelles l'esclavage est un mode normal de l'exercice du patronage. Or, à ce point de vue, cette institution répond bien à une formation sociale dans laquelle les individus les plus capables ne cherchent pas à s'élever au-dessus des autres et où le patronage n'a pas pour but de faciliter cette élévation : ici, en effet, nous le verrons ailleurs, le travail industriel se renferme dans la communauté, qui se suffit longtemps à elle-même, sans avoir besoin des industries spécialisées et perfectionnées ; la collectivité familiale absorbe toutes les

1. Poissel, *loc. cit.*, p. 449.

2. *Ibid.*, p. 455. — Cic. *de Or.*, I, 56, 237.

forces que met en jeu le travail comme tous les profits qui en résultent; le patron, qui est ici le patriarche, n'a pas ce besoin de développer les aptitudes de ses ouvriers et de perfectionner les méthodes de travail que produit la libre concurrence et la nécessité de se tirer d'affaire par ses seules forces : s'il a besoin d'intendants, d'employés ayant une instruction plus développée, il leur fera acquérir ces connaissances, mais il ne les poussera pas plus et ne leur laissera pas plus de liberté qu'il ne lui est nécessaire pour les fonctions qu'il leur destine (1), puisqu'il ne cherche pas à les aider à devenir patrons à leur tour. Et l'esclave lui-même ne le cherche pas davantage : en échange de son travail, il reçoit tout ce qui est nécessaire à sa subsistance, l'habitation, les vêtements, la nourriture ; puisqu'il ne peut songer à mettre en œuvre ses capacités spéciales et à devenir patron, que lui faut-il de plus ? Désirera-t-il l'affranchissement ? Mais alors sa condition sera renversée : dans une société aristocratique et agricole comme celle-ci, l'accès de la propriété foncière et de la classe dirigeante lui sera fermé en fait ou en droit ; il sera toujours un déclassé, un prolétaire qui n'a acquis avec la liberté que la perspective de mourir de faim et de demander du pain à son patron dont il reste le client, ou à l'État, à moins que, voyant d'autres individus dans la même condition que lui, il ne se soulève pour obtenir sa part des terres publiques.

L'esclavage prospère donc dans une société où le véri-

1. Nous verrons cette situation dans les *vicarii* qui sont à la tête des autres esclaves dans les grandes exploitations agricoles.

table patronage n'a pas à s'exercer, où le patron absorbe les capacités de travail et n'a pas intérêt à les développer. Il en résulte que la servitude sera douce, car le patron a intérêt à ne pas surmener son esclave, à le soigner en cas de maladie afin de ne pas se voir priver du fruit de son travail, à le moraliser, car il est responsable de ses délits (1) ; ou pour mieux dire son travail vaut celui des enfants, sa situation ne différera donc guère de la leur ; il fera pour ainsi dire partie de la famille : et c'est ce que nous voyons à Rome (2), où les esclaves, à notre époque, « vivaient entièrement en commun avec les membres de la *gens* (3) ; » l'onomastique suffirait à le prouver : la désinense *por* qui termine leurs noms (Marcipor) vient de *puer* (4).

Enfin dernière manifestation, la vie urbaine. Les Romains ne se sont jamais installés dans la campagne par habitations isolées ; même quand ils se livrent à l'agriculture, c'est-à-dire pendant notre période, ils habitent la ville, ils sont groupés en cités : ce sont des urbains renforcés. « Partout où l'influence du génie romain s'est conservée, en Italie, en Espagne et jusqu'à un certain point en France, les villes l'ont de bonne heure emporté sur les campagnes. Les campagnes romaines avaient été abandonnées aux

1. Gaius, IV, 75.

2. Cuq, *op. cit.*, p. 166 ss.

3. « Aliter apud antiquos singuli Marcipores Luciporesve domino-
rum gentiles omnem victum in promiscuo habebant » (Plin. *H. N.*
XXXIII, 26).

4. Voyez sur l'esclavage au point de vue social, Prieur, *La Science Sociale*, t. III, p. 186 ss.

esclaves; tout ce qui aspirait à quelque distinction affluait vers la ville. Le nom seul de campagnard, *villanus*, était un terme de mépris, et le nom de la ville se confondait avec celui de l'élégance et de la politesse, *urbanitas*. Dans les sociétés néo-latines, ces préjugés ont survécu. De nos jours encore, la campagne est pour nous, et encore plus pour les Italiens et les Espagnols, une sorte d'exil. C'est à la ville que tous veulent vivre (1). » Nous verrons ce caractère se manifester surtout dans notre deuxième période : constatons seulement ici la formation dont il est la manifestation, la répugnance à l'isolement, l'habitude de la vie collective, en communauté, par groupes de familles ou de tribus.

Voici donc, à côté l'un de l'autre, les deux caractères bien tranchés, à tendances opposées, le premier développant l'individualisme, le second ramenant l'individu vers la communauté, de l'éducation, de la formation sociale des Vieux Romains. C'est cette dualité qui donne à ce type un cachet d'originalité très marqué au milieu des autres peuples de l'antiquité, et qui nous expliquera les contradictions apparentes de sa législation.

1. Léonce de Lavergne, *Essai sur l'économie rurale de l'Angleterre*, in-12, Paris. Guillaumin, 2^e édit., 1855, p. 129-130.

CHAPITRE III

CAUSES DE CETTE DOUBLE FORMATION.

Avant d'examiner les effets de cette complexe formation sur la législation, étude qui fera l'objet du chapitre suivant, nous devons voir d'où elle provient, quelles sont les causes qui ont déterminé ces deux courants si distincts et qui semblent même se contrarier.

Pour cela, nous devons remonter aux origines du peuple romain, afin de voir dans quel milieu, par suite de quelles circonstances il a reçu la formation que nous connaissons.

Il est de mode, depuis Niebuhr (1), de rejeter, sous prétexte de critique historique, les légendes merveilleuses qui entourent les origines de Rome : on ne remarque pas assez qu'une légende n'est pas une invention qui éclôt de toutes pièces, à un moment donné, de l'imagination populaire, mais un fait, historique au début, colporté par la

1. Niebuhr, *Histoire Romaine*, trad. par M. A. de Golbéry, Paris, Levrault, 7 vol. in-8, 1830. — Bêlot notamment voit dans le peuple romain, non un ramas d'aventuriers, ni un mélange accidentel d'éléments hétérogènes, mais « une race noble et pure, vouée au culte saint de Vesta, un peuple unique et déjà civilisé » (Cit. de Geffroy).

tradition à travers les siècles et s'entourant, à mesure qu'il s'éloigne de sa date, des amplifications que les narrateurs de chaque génération lui ajoutent pour intéresser leurs jeunes auditeurs. Dans toute légende il y a donc un fond de vérité qu'il s'agit seulement de dégager, en retenant les traits qui peuvent expliquer l'état social reproduit par l'histoire.

Voici ces légendes (1). Procas, roi des Albains, laissa deux fils : Amulius, le cadet, s'empara du pouvoir, au détriment de Numitor, son aîné, qui était faible et sans courage; mais craignant les représailles du clan de celui-ci, il cherche à supprimer ses chefs, tue le fils de Numitor et met sa fille au nombre des Vestales. Celle-ci cependant mit au monde deux jumeaux, et fut condamnée de ce chef à être noyée dans l'Anio avec ses enfants; mais le courant porta le berceau où se trouvaient ceux-ci vers les eaux du Tibre, qui, alors débordées au loin, atteignaient le pied des collines : là, le berceau s'arrêta, une louve soigna les enfants et les nourrit de son lait; puis d'autres animaux sauvages leur portèrent des aliments, quand le lait ne fut plus suffisant. Enfin, le berger Faustulus les ayant trouvés, les éleva avec ses propres enfants, sur le mont Palatin. « Romulus et Rémus, les deux jumeaux, étaient les plus actifs de ces fils de pâtres; ils étaient vaillants contre les animaux féroces et contre les brigands, soutenant leur droit contre chacun au moyen de la force, et souvent faisant de la force le droit : leur butin était toujours partagé avec leurs compagnons. » Les deux frères ont cha-

1. Niebuhr, *op. cit.*, t. I, p. 337 et suiv., rapporte ces légendes.

cun leurs compagnons habituels; chacun a son clan, et déjà les deux clans sont en opposition. Rémus, surpris dans une embuscade est conduit à Albe comme un brigand : mais là, Numitor ayant reconnu ses petits-fils, leur découvre leur naissance, et, aidé par eux, renverse son frère et reprend son trône.

Brigands et pillards avant la fondation de Rome, ils le resteront après : Romulus, en effet, après avoir contribué à la révolution d'Albe, revient sur le mont Palatin, y fonde une ville qu'il entoure d'un fossé et se débarrasse de son frère dont la présence était pour lui une menace perpétuelle. « Le premier venu était accueilli dans la ville nouvelle; on y admettait les exilés et les meurtriers fugitifs qui, partout ailleurs, n'étaient tolérés qu'à titre de simple incolat : les esclaves même et les malfaiteurs étaient bien reçus. » Les femmes seules manquaient : Romulus s'adresse donc aux peuples voisins, les priant d'admettre ses sujets au *connubium* de leurs cités; mais il se voit éconduit comme un simple aventurier. Ce qu'on lui refuse il le prendra de force : il invite ses voisins avec leurs filles à des jeux solennels, et au milieu de la fête, malgré les lois de l'hospitalité, les Romains enlèvent les jeunes filles (1). Après une guerre qui eut lieu à la suite de ce

1. Remarquons en passant comme cette disette de femmes dont témoigne la légende de l'enlèvement des Sabines nous explique la considération de fait qui entoure la femme romaine et que nous avons constatée : plus un objet est rare, plus il augmente de prix. Cet événement survit dans la cérémonie nuptiale à Rome, dans laquelle la mariée était comme enlevée de force de la maison paternelle; on la soulevait pour lui faire franchir le seuil de la demeure

fait et qui mit Rome à deux doigts de sa perte, Romulus continua à gouverner le peuple, jusqu'au jour où, au milieu d'un orage qui éclata pendant une revue, il fut assassiné par les sénateurs : ceux-ci déclarèrent qu'ils l'avaient vu monter au ciel sur le char de Mars, au milieu de la foudre et des éclairs, et on l'adora sous le nom de Quirinus (1).

La légende, rapportée par les historiens latins (2), nous représente donc bien les Romains comme un ramas de brigands, d'aventuriers, venant on ne sait trop d'où, de toutes les villes environnantes où on les considère comme de vulgaires bandits. Et cette légende n'est pas seulement un récit des historiens : elle est vivante dans l'esprit populaire et dans toutes les institutions. « Rien n'est plus surprenant dans l'histoire de la fondation de Rome, que la préoccupation de faire la nouvelle ville tirer exclusivement son origine d'elle-même. C'est pourquoi son fondateur est le fils d'un dieu, et, par conséquent, n'a sur la terre ni père ni héritage paternel ; c'est pourquoi ses hommes sont un peuple formé par une agglomération où ne prédominent les membres d'aucune cité existante ; c'est pourquoi, après que la cité des hommes a été fondée, les femmes y sont amenées, par captivité, des cités voisines, c'est pourquoi Rome ne naît pas comme les villes fondées

conjugale (Duruy. *Histoire des Romains*, in-4, 1879, t. I, p. 61 note 3). La même cérémonie a lieu encore aujourd'hui chez les Albanais, habitants de la Thessalie, peuple qui vit de chasse et de brigandage (Pouqueville, *Voyage dans la Grèce*, t. II, p. 575).

1. Cf. Duruy, *loc. cit.*, p. 5 et ss.

2. Voir les sources dans Niebuhr, *loc. cit.*

par Albe, sous les auspices de la cité mère et Romulus observe lui-même le ciel avant de la fonder; c'est pourquoi il trace lui-même l'enceinte des murs et des terres arables dans le territoire jusqu'alors sans maître et donne son nom à la ville nouvelle; c'est pourquoi il choisit les sénateurs, il distribue le peuple et lui donne ses lois et ses institutions terrestres (1). » On le voit, tous les éléments de la légende convergent vers une même idée: la fondation d'une ville, par un groupe d'individus venus isolément des autres cités italiennes et vivant de pillage.

Il y a d'ailleurs un point qui est en dehors de toute contestation, c'est la diversité des éléments qui constituent le peuple romain: « il est facile de reconnaître, à travers des fables et des traditions défigurées, que, s'ils n'appartenaient à aucune nation, c'est uniquement parce qu'ils étaient nés du mélange de plusieurs, entièrement étrangères les unes aux autres » (2). La difficulté ne réside donc que sur leurs occupations, sur leur état social: et c'est le principal, car si pendant une période ils ont vécu de guerres et de brigandage, bien des phénomènes de leur existence, inexplicables sans cela, nous le verrons, nous paraîtront tout naturels. La légende nous donne donc déjà raison.

En second lieu, ce n'est pas par une intuition des con-

1. Mommsen, *op. cit.*, t. III, p. 5, note 2.

2. Niebuhr, *op. cit.*, p. 9. — La création artificielle de la cité à un moment donné est confirmée par ce fait que les Annales des pontifes ne remontent pas aux débuts de la race (Duruy, *op. cit.*, p. 59), bien que les Romains, nous le verrons, eussent de tout temps connu l'écriture.

quêtes futures qu'ils se sont constitués dès le début en armée permanente : toute forme sociale a une cause, et l'organisation essentiellement militaire qui caractérise la société romaine dès le début, et surtout au début, au point de vue du droit public, ne peut provenir que d'un état habituel de luttes et de violences vis-à-vis de voisins dangereux. Or, l'organisation militaire éclate dans la constitution romaine des premiers siècles : l'étymologie du mot *populus* qui désigne « les citoyens considérés dans son ensemble », est la même que celle de *populari*, ou peut-être vient-elle de *spolium* (1). Il y a une corrélation absolue et constante entre le droit de vote, le droit de citoyen, et l'obligation au service militaire (2) : tout citoyen, jusqu'à l'âge de soixante ans, doit le service militaire, et le citoyen seul fait partie de l'armée (3). Le droit de vote s'exerce au Champ de Mars, et c'est dans cette plaine qu'ont lieu les exercices militaires et les revues (4). La convocation à ces exercices est faite par le censeur qui dresse les listes du cens (5), et s'adresse seulement aux

1. Mommsen, *op. cit.*, t. VI, 1^o, p. 2 et note 2.

2. Marquardt, *op. cit.*, t. XI, p. 9 : d'après la constitution de Servius sont obligés au service militaire tous ceux qui ont l'exercice des droits politiques.

3. Mommsen, *ibid.*, t. VI, 1^o, p. 271 et suiv.

4. A l'époque historique, la convocation du cens a encore pour objet une revue quand elle s'adresse aux cavaliers (*Ibid.*, t. IV, p. 77 et ss.). S'il en est autrement pour l'infanterie, c'est que la corrélation entre l'organisation militaire et l'organisation politique commence déjà à s'effacer.

5. Ces listes sont dressées d'après les déclarations des citoyens indiquant leur chiffre de fortune et la composition de leur famille

armati, aux citoyens ayant le chiffre de fortune suffisant pour servir dans les centuries armées (1) : le déserteur, celui qui ne se présente pas au cens, est déchu de ses droits civiques et vendu comme esclave ainsi que sa famille (2); pour des fautes moins graves, le censeur, dont nous verrons plus loin le rôle, pouvait mettre à pied le cavalier (3).

La législation a conservé des traces importantes de cette origine. Le signe distinctif de la propriété, c'est la

(*Lex Julia munic.*, l. 145 ss. — Cic. *de Leg.*, 3, 3, 7. — Denys, 4, 15 ; 5, 75). A l'époque historique elles s'étendent aussi aux Latins possesseurs d'immeubles sur le territoire romain (Mommsen, *loc. cit.*, p. 38-39).

1. *Ibid.*, p. 40-42.

2. *Ibid.*, p. 44. — A la fin de la République, la sanction consiste seulement à être taxé d'office (Cic., *ad Att.*, 1, 18).

3. L'armée de Romulus, suivant la tradition (Tit. Liv., 1, 13, 8. — Denys, 2, 13), était composée de 3.000 fantassins et de 300 cavaliers. Ces derniers étaient l'élite, les citoyens dont la fortune était la plus considérable, puisque leur équipement était plus coûteux (d'après la loi Aternia Tarpeia, un cheval coûtait à Rome dix fois plus qu'un bœuf. — Cuq, *op. cit.*, p. 616, note 3). Ces cavaliers, comme les *πρόμαχοι* d'Homère, sortaient des rangs pendant la bataille et engageaient contre leurs ennemis des combats singuliers (Marquardt, *op. cit.*, t. XI, p. 7) : ce simple rapprochement de détail est intéressant, car les héros d'Homère sont, eux aussi, des brigands (Voy. Champault, *La Science sociale*, décembre 1891, p. 518 et ss.), et l'identité de travail, le pillage, a entraîné chez les deux races une ressemblance frappante sur plus d'un point (Voy. pour la société homérique la série des articles de M. Champault dans la *Science sociale*, t. XII, 11^e livraison et suiv.).

lance, l'instrument de l'acquisition par la violence (1). Le développement constant des conquêtes romaines peut servir de thème à de très belles conceptions philosophiques : mais si nous allons au fond des choses, nous trouvons à l'origine de ces conquêtes un but qui cadre mal avec ces théories, le pillage : c'est pour piller que les Romains conquièrent d'abord (2) ; dans la suite, si d'autres motifs contribuent à les y pousser, ils ne perdront pas de vue pour cela le butin qu'ils peuvent en retirer (3). Les prisonniers de guerre auxquels on laisse la vie sont mis en vente par le questeur : on étendait une lance sur les esclaves vendus, comme dans toutes les ventes publiques (*sub hasta*), ou bien on plaçait sur la tête du captif

1. Cf. Festus, *vº Hastæ*. — Tit. Liv. VI, 4 ; XXIII, 37. — Denys IV, 24. — Gaïus, IV, 16 *in fine*.

2. Cic., *pro lege Man.*, 22 ; *de Rep.* II, 34 ; V, 1. — Cf. Deloume *op. cit.*, p. 35.

3. En 461, L. Papirius Cursor, vainqueur des Samnites, versa au trésor plus de deux millions d'as d'une livre, produit de la vente des prisonniers et treize-cents trente livres d'argent trouvées dans les villes conquises. Carvilius reçut des Falisques 380.000 livres de cuivre ; avec l'argent provenant du butin, il put donner des gratifications aux soldats et construire un temple à la Fortune. De 513 à 523, les contributions de guerre payées par les Carthaginois s'élevèrent à quatre mille quatre cents talents (plus de vingt-trois millions de francs). En 586, Paul-Emile versa au trésor deux cent trente millions de sesterces. (Cuq., *op. cit.*, p. 452 et s.) Les dépouilles des Macédoniens permirent au Trésor d'affranchir le sol italique de l'impôt foncier (Cic. *de off.* II, 22. — Plin. *H. N.* XXXII, 17. — Plut. *Paul Em.* 38).

une couronne, symbole de la victoire (*sub corona*) (1). Le butin est une institution régulièrement organisée et reconnue par la loi (2).

Bien caractéristique à ce sujet sont aussi les formules des modes de transfert de la propriété dans l'ancien droit. Dans la mancipation, l'acquéreur, « mettant la main sur la chose, s'exprime ainsi : *Je dis que cet homme est à moi, et que je l'ai acheté contre cette livre d'airain* » (3); il ne dit pas : J'achète cet esclave et on me le vend, donc il y a transfert de propriété; non : *Je dis qu'il m'appartient*, et il fait mine de s'en emparer de force comme si l'on refusait de le lui livrer. Même cérémonie et même formule dans l'*in jure cessio*, où les parties simulent une action en revendication (4). Le droit romain en effet n'a jamais connu le transfert de la propriété s'accomplissant par le simple consentement des parties comme dans la vente d'aujourd'hui (5) : cet acte exige toujours un fait d'appropriation matérielle, de tradition effective.

Toute la procédure des *legis actiones* n'est qu'une manifestation de la vengeance privée régularisée. Si le défendeur, dans l'action *per sacramentum*, refuse de répondre à l'*in jus vocatio*, le demandeur peut l'y entraîner de vive

1. Cuj., *op. cit.*, p. 181. — Festus, v. *Sub corona*.

2. Cf. Accarias. *Précis de droit romain*, 1882, t. I, p. 527 et suiv.

3. « Is qui mancipio accipit, rem tenens ita dicit : *Hunc ego hominem ex jure Quiritium meum esse aio, isque mihi emptus est hoc ære æneaque libra*. » Gaius, I, 119).

4. Gaius, II, 24.

5. 20, C. II, 3. — Cf. 1138 et 1583, C. civ.

force (1); au début de l'instance, les adversaires font le simulacre d'en venir aux mains (2). La *manus injectio*, ou voie d'exécution sur un *damnatus* (3), est encore plus simple : le créancier n'a à prononcer que les paroles solennelles, et peut à volonté s'emparer de la personne du débiteur ; celui-ci n'a pas le droit de résister à cette violence (4) : il n'a qu'un moyen de s'y soustraire, c'est de fournir un *vindex* (qui *vim dicit*), « qui se déclare prêt à faire acte de force dans l'intérêt de l'*abductus*, à le soustraire à la prise de corps dont il a été l'objet, soit en payant sa dette, soit en soutenant le procès en son nom (5) » ; s'il ne trouve pas de répondant, il est emprisonné par le créancier auquel il fournit son travail jusqu'à ce qu'il l'ait indemnisé (6). La *pignoris capio* est déjà un progrès sur l'action précédente : elle ne s'exerce plus sur la personne, mais seulement sur les biens ; néanmoins,

1. « *Si in jus vocat, ni it, antestator ; igitur em capito. — Si calvitur pedemve struit, manum enlojacito. — Si morbus civitasve vitium escit, qui in jus vocabit, jumentum dato ; si nolet, arce-ram ne sternito* ». (Douze-Tables, Tab. 1))

2. Gaïus, IV, 16.

3. La *damnatio* résulte aussi bien d'un legs *per damnationem* ou du *nexum* que d'un jugement. (Cuq, *op. cit.*, p. 422 et s.).

4. « *Qui agebat sic dicebat...; et simul aliquam partem corporis ejus prendebat. Nec licebat judicato manum sibi depellere, et pro se lege agere ; sed vindicem dabat, qui pro se causam agere solebat ; qui vindicem non dabat, domum ducebatur ab actore et vinciebatur* » (Gaïus, IV, 21).

5. Cuq, *op. cit.*, p. 427.

6. *Ibid.*, p. 435 ss.. 422 ss.

comme pour la *manus injectio*, pas n'est besoin de jugement préalable, ni de la présence du magistrat, ni même souvent de celle du saisi (1) : cette action consiste pour le créancier à « porter impunément atteinte à la propriété du débiteur, jusqu'à ce que celui-ci exécute son obligation (2) » ; son application se bornait à l'origine aux créances sur le Trésor résultant pour les citoyens des dépenses occasionnées par le service militaire (3). J'ignore si ces détails de la législation romaine peuvent s'expliquer autrement que par une phase de brigandage qu'aurait subie ce peuple : ce que je constate, c'est que cette origine les explique très bien.

D'ailleurs rappelons-nous que le peuple romain n'est pas une nation homogène, mais qu'elle s'est constituée d'éléments très divers, sortis des populations habitant l'Italie centrale (4). Or, pourquoi ces individus ont-ils quitté

1. *Ibid.*, p. 429. — «... *Pignoris capio extra jus peragebatur, id est, non apud prætorem, plerumque etiam absente adversario..., nefasto quoque die* » (Gaius, IV, 29).

2. Mommsen, *op. cit.*, t. I, p. 197. — Le saisissant n'acquiert point ainsi la propriété de l'objet saisi, mais seulement un droit de gage, de rétention (Cuq, p. 431).

3. Gaius, IV, 27. — Mommsen, *loc. cit.*, p. 198.

4. *Supra*, p. 64. — M. Cuq (p. 26 et suiv.) énumère les tribus, séparées à leur arrivée sur les bords du Tibre, qui ont constitué Rome par leur réunion : ce sont les *Ramnes*, sous la conduite de Romulus et campés sur le Palatin, les *Tities*, montagnards de la Sabine, sous la conduite de Tatius (Tac. *Ann.*, I, 51) ; la *Roma quadrata* elle-même s'était constituée des groupes habitant le Cermale et le Vélia

leurs cités originaires? pourquoi n'ont-ils pas leurs familles avec eux et manquent-ils de femmes? C'est que ce sont des bannis ou des criminels désireux de se soustraire à la justice de leur pays : Tite-Live parle de bandes sorties du pays des Volsques sans l'assentiment du conseil de la nation (5). « Dans les Etats soumis à une aristocratie puissante (6), il se trouve souvent à côté du peuple docile un peuple révolté qui habite les forêts profondes et qui vit de pillages. Ces *oullaws*, les héros des temps barbares, durent être nombreux dans l'ancienne Italie, où d'ailleurs, au milieu de tant de cités rivales, l'esprit militaire, entretenu par les guerres continuelles, donna naissance à des bandes de mercenaires qui guerroyaient pour leur compte. On verra la fortune des Mamertins en Sicile. Celle de quelques chefs toscans ne fut pas moins brillante, et le condottiere étrusque Mastrana, gendre et héritier de Tarquin l'Ancien, rappelle involontairement cet autre condottiere, François Sforza, gendre aussi et successeur d'un duc de Milan. Romulus lui-même, proscrit dès sa naissance, rejeté de la caste patricienne d'Abe, associé, dans la tradition, à d'autres condottieri également repoussés par l'aristocratie étrusque, ne semble pas

puis s'était annexé les *Exquilæ*, habitant l'Oppius, le Cispus et le Fagutal ; enfin les *Luceres*, probablement d'anciens Etrusques, campés sur le Coelius, s'adjoignent aux deux autres tribus. Remarquons en passant ce fait que chacun de ces groupes est réuni sur une colline distincte, sur une élévation dominant la vallée du Tibre.

5. Tit. Liv., IV, 55 ; VI, 6.

6. Nous verrons que la hiérarchie sociale, à Rome comme dans toutes les cités italiques, est fondée sur l'exclusivisme le plus étroit.

autre chose qu'un de ces chefs de guerre, qui sut choisir avec un merveilleux instinct l'admirable position de Rome, et cacher son nid d'aigle entre ce fleuve, ces collines boisées et les plaines marécageuses qui, de leur pied, s'étendent jusqu'au Tibre (1) ». Rappelons que, suivant la légende, Romulus ouvrit un asile, pour peupler Rome, où les débiteurs, esclaves, meurtriers, trouvaient une protection inviolable, sans qu'on leur demandât de certificat d'origine.

C'est qu'un pays comme celui de Rome est merveilleusement apte à servir de retraite à des brigands. La campagne romaine est un pays de marécages : « les peintres célèbrent à l'envi la campagne de Rome ; ils en admirent les mornes étendues, les ruines pittoresques entourées de broussailles, les pins solitaires au branchage étalé, les mares où viennent s'abreuver les buffles, où se reflètent les nuages empourprés du soir. Certes, ces paysages, dominés par des montagnes au vigoureux profil, sont magnifiques de grandeur et de tristesse, mais l'air y est mortel. Le sol et le climat de l'*Agro romano* se sont détériorés à la fois, et la fièvre y règne en souveraine ». Depuis que la culture y a été abandonnée, « le marais n'a cessé d'envahir dans les bas-fonds, et les collines elles-mêmes se sont recouvertes d'une atmosphère de miasmes ; là malaria, produite par les sporules d'eau douce qui empoisonnent l'atmosphère et que les vents d'ouest empêchent de s'échapper vers la mer, a fini par franchir les murs de Rome et décime la population des faubourgs. »

1. Duruy. *Hist. des Rom.*, in-4, éd. 1879. Introduc., p. CXVI.

Les immenses domaines qui divisent le pays « ne consistent guère qu'en pâtis, où se promènent en troupeaux, à demi sauvages, de grands bœufs gris... Que faudrait-il faire pour rendre au sol sa richesse, à l'air sa pureté, et ramener la population dans la campagne romaine? Sans doute on drainera le sol, on desséchera les marais, on plantera des arbres ayant, comme l'eucalyptus, une grande facilité d'absorption par leurs feuilles et leurs racines... (1) »

Dans une contrée aussi peu favorisée par la nature, qui n'est devenue habitable que par les immenses travaux des Romains et qui a repris son état antérieur dès que la campagne a été abandonnée par les agriculteurs, des aventuriers pouvaient se réfugier tout à leur aise : personne ne devait être tenté de les en déloger. Mais il y a plus, car dans un milieu aussi défectueux pour les conditions de la vie, les individus les mieux doués et les plus énergiques sont seuls capables de résister : le marais opère donc une sélection naturelle parmi les nouveaux arrivants, laissant seulement un petit noyau d'hommes d'initiative, décidés à surmonter tous les obstacles (et il a bien fallu que ces gens fussent particulièrement doués pour donner à la campagne romaine une fertilité qu'elle n'a jamais recouvrée depuis eux); ces gens-là ne peuvent être des colons quittant la mère patrie par suite d'un développement naturel de la population : ce sont des bannis qui s'installent là parce qu'ils ne peuvent rester ailleurs ni choisir une retraite plus propice.

1. El. Reclus, *Géographie universelle*, 1883, t. 1, p. 446 et suiv.

Il faut ajouter un point très important. Parmi ces aventuriers, un assez grand nombre avaient passé par la montagne : nous venons de voir que les compagnons de Tatius étaient des montagnards de la Sabine (1). Or, si l'isolement et l'incommodité des marais est de nature à tremper les caractères et à développer l'énergie, le séjour des montagnes a la même vertu sur des gens issus de la même origine, car ici aussi la vie est pénible, pleine de dangers ; on ne peut compter que sur sa propre valeur ; il faut se défendre contre des ennemis de tous les jours, quand on ne cherche pas soi-même à leur prendre de force sa propre subsistance. Un coup d'œil jeté sur le massif qui domine la haute vallée du Tibre nous en convaincra : « Si l'on néglige les mille irrégularités de détail, on peut dire que les hautes terres de l'Ombrie et des Abruzzes, sur une longueur d'environ 200 kilomètres et sur une largeur moyenne de 50 kilomètres, sont limitées à l'est et à l'ouest par deux chaînes... qui, après s'être séparées au Monte Castria, vont se rejoindre par le chaînon de la Majella... Ce haut plateau des Abruzzes, coupé de chaînons transversaux et semé de dépressions qui furent autrefois des bassins lacustres, est la forteresse naturelle de l'Italie centrale. A l'ouest, parmi tant d'autres cimes, s'élève le Monte Velino, à la double pyramide ; au nord, le Vettore termine l'arête des montagnes Sybillines ; à l'est se dresse le sommet le plus haut des Apennins, mont rarement escaladé, auquel on a justement donné le nom de Gran Sasso d'Italia (Roche-

1. Cf. *supra*, page 70, note 4.

Grande d'Italie). De temps immémoriaux, les indigènes savent que ces superbes escarpements, blancs de neige pendant la plus grande partie de l'année, sont bien les plus élevés de la Péninsule : c'est non loin de là, dans un petit lac, où flottait une île de feuilles et d'herbages, que les Romains croyaient avoir trouvé « l'ombilic de l'Italie » ; près de là aussi, les Marses, les Samnites et leurs confédérés de la Péninsule, las de porter le pesant joug de Rome, avaient choisi la ville de Corfinium pour en faire, sous le nom d'Italicas, la cité même de toutes les populations libres des montagnes... Là, les ours ont encore leurs retraites ; les chamois même n'ont pas été complètement exterminés par les chasseurs ; les pâturages aux plantes rares rappellent ceux de la Suisse... (1) » On le voit, le même fait que nous constatons pour les premiers Romains s'est reproduit pour les exilés de Rome ou des autres cités sujettes ; aujourd'hui encore, si cette contrée n'est pas le pays classique des brigands, ceux-ci ne se font cependant pas faute de profiter des facilités naturelles qu'elle fournit à leur genre de vie. On conçoit que des individus, ayant ainsi fait un premier stage dans la montagne, ayant déjà subi de cette façon une première sélection éliminant les faibles et les incapables, aient apporté aux réfugiés des bords du Tibre, en descendant la vallée de ce fleuve par l'ouverture naturelle que lui laissent les montagnes, « comme par une porte triomphale (2), » — on conçoit dis-je, qu'ils aient apporté aux premiers Romains un nou-

1. El. Reclus, *loc cit.*, p. 435-436.

2. *Ibid*, p. 437.

vel élément, un dosage plus fort, si je puis ainsi parler, de cette énergie et de cette indépendance que leur donnait déjà le marais (1).

Etant donnée cette origine, on s'explique très bien le développement de l'organisation militaire que nous avons constatée tout à l'heure comme étant elle-même une manifestation de cette origine. Les Romains sont armés parce qu'ils ont à repousser les attaques de leurs voisins, leurs anciens concitoyens, avec lesquels ils ne sont pas en règle; ils le sont aussi pour les attaquer, parce que le marais, pas plus que la montagne, ne leur procure d'amples ressources, et que, s'ils sont assez forts pour dépouiller leurs voisins, c'est autant de gagné pour eux.

Et cette vie elle-même va les obliger à se grouper : il ne faut pas rejeter la légende de Romulus ouvrant un asile aux criminels sous prétexte que c'est « une race noble et pure » ; au fond, ils ne valent pas mieux les uns que les autres ; ce sont tous ou à peu près des bannis en rupture de ban avec la société ; ils ne doivent avoir aucun scrupule pour s'associer en vue de brigandages que chacun commet isolément, et que d'ailleurs ils continueront à pratiquer en grand quand ils seront puissants. Mais sous quelle forme vont-ils s'associer ? La réponse à cette question va

1. Cette origine n'a rien que de très naturel si l'on songe que toutes les cités antiques de l'Italie et de la Grèce ont été constituées de cette façon (Voy. Champault, *loc. cit.*, t. XIV, p. 333 et s.). S'il existe d'autre part des différences très considérables entre ces dernières sociétés et le peuple romain, nous verrons que cela tient à des causes que j'aurai à déterminer plus loin.

nous fournir une cinquième preuve de l'origine guerrière de Rome.

En effet, dans toute société où le pillage est organisé en institution régulière ayant pour but, non seulement d'assouvir des vengeances privées, mais de procurer des moyens d'existence, un certain nombre d'aventuriers se groupent autour d'un chef de bande, le plus brave, le plus fort ou le plus riche, en un mot celui qui dispose d'une grande influence; celui-ci dirige l'expédition, et au retour, partage le butin entre ses compagnons; il s'établit ainsi une hiérarchie reposant sur l'influence d'un chef riche et intelligent sur un certain nombre d'individus peu fortunés, nouveaux-venus, sans notoriété; le premier procurera aux seconds de fructueuses expéditions, sera leur porte-respect vis-à-vis des autres groupes de même nature qu'on peut rencontrer, tranchera les différends qui s'élèvent entre eux, en un mot les protégera; ceux-ci, en revanche, le soutiendront dans ses luttes contre les autres groupes, lui reconnaîtront la suprématie sur eux, voteront pour lui si plusieurs groupes se sont réunis et constituent une cité; ce mode de groupement a un nom, c'est le *clan*; il existait autrefois à Sparte et existe encore aujourd'hui chez les Albanais, en Thessalie, deux populations qui ont été constituées elles aussi de brigands montagnards, ou qui le sont encore (1).

Nous le trouvons aussi à Rome, où il porte un nom

1. Cf. Pouqueville, *op. cit.* — Demolins, *La Science sociale*, août 1895, p. 132 et suiv. — Pour la société homérique, Champault, *loc. cit.*, livrais. d'octobre 1893, p. 272 ss.

très voisin, la *clientèle*. Pour la plupart des auteurs modernes (1), le client est un individu sorti de la servitude, un non-citoyen, « un esclave affranchi ou le descendant d'un affranchi, » dépourvu à l'origine de tous les droits civils, et s'émancipant peu à peu de cette condition inférieure vers celle d'homme libre. Remarquons d'abord que cette opinion est en opposition avec celles des anciens auteurs (2) pour lesquels clients et patrons sont deux classes de citoyens également libres, hiérarchisés seulement dans leurs rapports sociaux. Et en effet, c'est en vain qu'on chercherait une preuve de la première opinion : de ce que les affranchis étaient en même temps des clients, il ne résulte point que les clients fussent privés des droits civils : Mommsen (3) leur refuse le droit de tester et de faire une adrogation, comme conséquence de l'impossibilité de participer aux comices, mais il ne s'ensuit pas qu'ils n'eussent d'autres moyens d'arriver au même résultat ; si le mot *gens* est réservé aux familles patriciennes, cela ne prouve en aucune façon une organisation différente chez les familles plébéiennes, mais uniquement un rang différent dans la hiérarchie sociale (4) ; le refus des pa-

1. Mommsen, *op. cit.*, t. VI, 1^{er}, p. 87 ss. — Marquardt, *ibid.*, t. XIV, p. 235. — Cuq, *op. cit.*, p. 33 ss.

2. Cf. Mommsen, *loc. cit.*, p. 75-76.

3. *Ibid.*, p. 87.

4. M. Cuq (p. 116) reconnaît que certaines familles plébéiennes avaient en fait une organisation analogue à celle des *gentes*. Je crois qu'on peut aller plus loin : Cicéron, qui nous montre en deux endroits (*Verr.* 2. I, 47 ; *de Or.* I, 39) des plébéiens exerçant des droits analogues à ceux des *gentiles*, ne nous fait aucunement entendre

triciens de consentir à unir leurs *gentes* aux familles plébéiennes par le mariage dans l'ordre privé, dans l'ordre politique le droit d'être représenté au Sénat réservé aux *gentes* patriciennes, telles sont les deux seules incapacités qui soient prouvées. Et celles-ci s'expliquent parfaitement si l'on admet l'origine de la clientèle que j'ai mentionnée : le refus de consentir au *connubium* des clients avec les patrons est un moyen élémentaire pour ceux-ci de conserver leur prestige ; le titre de sénateurs réservé aux chefs de *gentes*, mais cela va de soi quand nous aurons vu que la cité n'est que la réunion de plusieurs clans dont chacun a son autonomie propre et est représenté par le patron dans ses rapports avec la collectivité de la cité.

Et d'abord, chaque clan a son autonomie. Le client, en effet, « porte le gentilice de son patron, est admis à par-

que ces cas soient exceptionnels. De plus, la loi des Douze-Tables, loi d'ordre purement constitutionnel (Cuq, p. 140), qui établit l'égalité entre patriciens et plébéiens, sur le point qui nous occupe, en permettant à ceux-ci d'invoquer la protection de la loi (*Ibid.*, p. 213-214), ne crée cependant pas l'organisation de la famille plébéienne (*Ibid.*, p. 129-130) ; et si, dans la suite, les règles du droit privé s'appliquent également aux deux ordres sans que nous ayons vu se produire à un moment donné cette création de la famille plébéienne, c'est que celle-ci avait déjà, en vertu des coutumes communes aux peuples gréco-italiques qui ont constitué la nation romaine, une organisation analogue (M. Cuq, p. 213, le reconnaît pour ce qui concerne la *potestas* sur leur femme et leurs enfants). La situation du plébéien nous apparaît donc comme n'affectant que l'ordre politique, et consistant seulement dans une différence de rang social, et n'en implique aucune dans l'origine ni dans la constitution intérieure de la famille.

ticiper aux sacrifices de la *gens*, accompagne le chef à l'étranger et à la guerre, le consulte sur les intérêts litigieux, et en général, sur toutes les affaires de sa maison, contribue de sa fortune à l'établissement d'une fille du patron, à son rachat de captivité, au paiement d'une amende qu'il a encourue. Et ces rapports de bienfaisance sont réciproques : patron et clients ne peuvent l'un contre l'autre soutenir un procès, porter un témoignage, ni voter, ni gérer l'affaire d'autrui. Le devoir envers les clients passe même avant les droits des parents du sang, et léser les intérêts d'un client est dans l'opinion un crime capital (1) ». Ne reconnaît-on pas là les traits sous lesquels je représentais le clan il y a un instant ? Notre client, c'est bien un banni étranger qui est venu se placer sous la protection d'un citoyen déjà installé et disposant déjà d'une influence (2) ; celui-ci, en échange des services qu'il en reçoit, s'engage à le soutenir et à l'entretenir (3) ; il le défend notamment en justice, et la loi Cincia est une preuve de l'abus que quelques patrons faisaient de ce secours intéressé (4). De tout ceci, résulte-t-il l'apparence seulement d'une origine servile ou une différence quelconque de traitement quant à l'exercice des droits civils ? Mais les patriciens eux-mêmes n'ont pas eu une autre origine : eux aussi sont des exilés d'une cité ; ils sont arri-

1. Marquardt, *loc. cit.*, p. 237.

2. Cic., *de Or.*, I, 39, 177.

3. Dion. Hal. II, 10.

4. Tit. Liv., XXXIV, 4, 9.

vés les premiers, ont été les plus forts ou les plus habiles, voilà tout (1).

Deuxièmement, ai-je dit, la cité n'est qu'un groupement de plusieurs de ces clans. On a dit souvent que l'organisation des pouvoirs publics était calquée sur celle de la famille : c'est vrai dans une certaine mesure, mais elle présente aussi tous les traits du clan. La royauté n'est pas héréditaire (2), tandis que le patriarcat l'est essentiellement ; ils sont nommés par le sénat (3) ou par l'interrex (4) : en tout cas, ils demandent au peuple assemblé dans les comices de reconnaître leur *imperium* (5) ; ils ne peuvent prendre une mesure sans consulter le sénat (6) ; leur pouvoir dépend donc bien de leur influence personnelle, et les meurtres si fréquents dont ils sont victimes le prouvent bien (7). Ils sont prêtres de la cité comme les patrons

1. Tout ceci apparaîtra encore plus clairement, au chapitre suivant, quand nous suivrons l'évolution des rapports entre la plèbe et l'aristocratie patricienne.

2. Mommsen, *op. cit.*, t. III, p. 5-8.

3. Cuiq., *op. cit.*, p. 37.

4. Mommsen, *loc. cit.*

5. Cic. *de Rep.*, II, 43 ; I, 7, 18, 20, 21.

6. *Ibid.*, 26, 28. — Tit. Liv. I, 49, 53.

7. Romulus, Tullus, Tarquin l'Ancien, Servius sont morts assassinés. Pour régner, ils s'entourent de tout le prestige possible, Romulus se prétend d'origine divine ; Numa fait courir le bruit que les dieux viennent eux-mêmes l'inspirer ; Tarquin s'entoure de la pompeuse magnificence de l'Etrurie et construit des ouvrages importants ; Servius masque son origine servile par des miracles. Après la chute de la royauté, il fut interdit au *rex sacrorum*, qui hérite des fonctions sacerdotales des rois, de porter la parole dans les co-

de leurs clans (1) : Marquardt nous dit que les clients participent aux sacrifices gentilices (2). Ils sont magistrats entre les *gentes* comme les patrons entre leurs clients (3). Comme eux encore, ils dirigent les expéditions militaires.

Mais un pouvoir qui repose ainsi sur l'influence exercée sur les foules ne peut durer ni prospérer sans avoir un moyen de diriger à son gré cette influence : réserver ses faveurs pour ses amis en échange du service qu'ils rendent par leurs votes, accabler de vexations ses ennemis, ceux dont les votes manifestent un esprit d'opposition, telle est la conséquence qu'entraîne avec lui le régime du clan (4). Or, pour cela, il faut un instrument qui agisse par dessous main pour le compte du roi sans qu'on puisse découvrir la main qui la dirige : à Rome, cet instrument était le censeur, sorte de préfet de police dont les attributions devaient être redoutées. C'est lui qui est préposé par la coutume à la garde de la morale publique et privée (5) ; on voit ce qu'un tel pouvoir peut avoir d'élastique chez un peuple tel que les Romains : le contrôle sur la famille

mices (Plut. *Q. Rom.* 63) : c'est pour l'empêcher de conquérir une influence qui ramènerait l'ancien ordre de choses.

1. Cuq, *op. cit.*, p. 41.

2. *Supra*, p. 80.

3. Mommsen, *loc. cit.*, p. 11.

4. Nous le voyons bien en Corse, d'où le régime de clan n'a jamais pu disparaître (Voy. Moustier, *La science sociale*, t. III, p. 517 ss).

5. « *Censores... mores populi regunt* » (Cic. de *Leg.* 3, 3, 7). Cf. Cic. *pro Cluent.* 42, 119 ; 46, 129 ; de *Prov. cons.* 19, 46. — Tit. Liv. IV, 8, 2 ; 42, 3, 7. — Plut. *Cat. maj.*, 16.

que la coutume refuse au roi, elle l'accorde au censeur, et l'on conçoit jusqu'où peut aller ce contrôle exercé sous prétexte de morale. « Qui dit cens dit arbitraire ; mais il en est ainsi par excellence de cet examen des mœurs. Il dépend exclusivement de la volonté du censeur de savoir quelle question il veut poser ou non ; il n'y a pour cette volonté ni restriction ni limite. Assurément, l'examen est principalement dirigé par des considérations politiques et il se rapporte en première ligne à la façon dont le citoyen remplit ses devoirs envers l'Etat. Mais, en partant de cette considération justifiée en elle-même, que le bien public profite autant de la bonne administration domestique qu'il est atteint par la mauvaise, on a fait rentrer dans le champ de la critique du censeur toute la vie privée suivie jusque dans ses détails les plus intimes (1). » Et les exemples que cite Mommsen sont instructifs : l'un encourt le blâme du censeur *quod clare nimis et sonore oscitavit* (2) ; un autre, pour avoir mal cultivé son champ (3) ; tel, pour « l'exercice abusif de la puissance domestique, soit par excès de rigueur, soit par excès d'indulgence, envers les esclaves et avant tout envers la femme

1. Mommsen, *op. cit.*, t. IV, p. 54.

2. *Ibid.*, p. 57, note 8.

3. « *Si quis agrum suum passus fuerat sordescere eumque indiligenter curabat ac neque araverat neque purgaverat sive quis arborem suam vineamque habuerat derelictui, non id sine pœna fuit, sed erat opus censorium censoresque ærarium faciebant* » (Aul. Gel. 4, 12). « *Agrum male colere censorium probrum iudicabatur* » (Plin, 18, 3, 11).

et les enfants (1); » la répression du luxe était encore un bon moyen, souvent employé, de procurer des ennuis à des adversaires politiques (2). Quelle est la sanction de cet examen ? Les listes du cens contiennent une colonne des Observations, sur laquelle le censeur inscrit sa *nota*, en regard du nom (3). J'ignore jusqu'à quel point celui qui en était l'objet se trouvait disqualifié auprès des concitoyens; mais ce blâme du censeur n'était pas purement platonique : une amende ou une augmentation d'impôts en était la conséquence ordinaire (4); les censeurs pouvaient expulser un citoyen du Sénat (5), faire descendre un cavalier dans l'infanterie (6), faire passer d'une tribu dans une autre (7); et l'on voit combien ce dernier procédé était efficace, si la tribu est un groupement basé sur le clan (8), puisqu'il permet de modifier à volonté la majo-

1. Mommsen, p. 59.

2. « *Lepidum Æmiliū augurē, quod VI millibus sestertium aedes conduxisset, adesse jusserunt.* » (Velleius, 2, 10).

3. Tit. Liv., 39, 42, 6.

4. Mommsen, *loc. cit.*, p. 50, note 3. — Le même auteur ajoute plus loin (p. 75) que les censeurs pouvaient multiplier à leur gré le montant évalué de la fortune soumise à l'impôt.

5. « *Probrum in senatu ne relinquunt* » (Cic. *de Leg.*, 3, 3, 7),

6. Mommsen, *loc. cit.*, p. 62.

7. *Ibid.*, p. 82. — Cf. Tit. Liv., 45, 15; 40, 51, 9.

8. Ce point serait intéressant à vérifier. Si la curie et la tribu ne sont que des groupements superposés de différents clans, ces divisions électorales, au lieu d'apparaître comme une organisation arbitraire et à peu près incompréhensible, s'expliqueraient très facilement, car il est naturel de penser que la cité ne s'est pas constituée d'une simple juxtaposition de groupes, mais d'un groupement de plus

rité électorale dans chaque section de vote. Enfin dernière remarque qui concorde parfaitement avec ce qui précède, la *nota* expire avec les pouvoirs du censeur (1), puisque son successeur appartiendra peut-être à un clan opposé et défera naturellement son œuvre pour la refaire en sens inverse.

Nous trouvons donc bien à Rome tous les traits du clan, tel qu'il fonctionne dans toutes les sociétés qui ont vécu ou qui vivent de brigandage; et cette phase, la tradition, l'aspect général de l'ancien droit, l'organisation sociale et celle des pouvoirs publics s'accordent à nous montrer qu'elle a existé pour les Romains.

Cependant on l'a contesté (2). Duruy soutient que « la sévérité des premières institutions romaines, le patriciat, les privilèges politiques et religieux des grands, s'accordent mal avec le souvenir d'une troupe rassemblée au hasard et longtemps livrée à tous les désordres (3) » : si on laisse de côté les raisons de sentiment pour aller au fond des choses, la conclusion inverse apparaît, nous venons de le voir. Voici comment M. Cuq réfute cette opi-

en plus complexe à mesure que leur nombre s'augmente, tendant à mettre en relief les influences les plus considérables. Je serais d'autant plus porté à le croire pour la tribu, que celle-ci dérive de la distribution de la propriété foncière (Mommsen, *loc. cit.*, p. 83) : or, nous verrons que les patrons distribuaient une partie de leurs terres entre leurs clients, comme Romulus les partageait entre ses premiers compagnons.

1. *Ibid.*, p. 66.

2. Cf. *supra*, p. 60, note 1.

3. *Op. cit.*, 2^e éd., 1870, t. I, p. 103.

nion : « Elle est contraire aux données de l'histoire, d'abord parce qu'elle fait naître la religion après le droit, tandis que le droit, à son origine, est intimement uni à la religion ; puis, parce qu'elle présente les fondateurs de Rome comme revenus à l'état sauvage : ils auraient perdu le souvenir des dieux et des coutumes de la communauté dont ils s'étaient séparés (1) ». Nous verrons au chapitre suivant que cette phase de la vie des Romains, loin de faire naître la religion après le droit, explique au contraire comment leur religion en a reçu les caractères qu'on rencontre chez eux. Quant au second argument, je ferai remarquer que le brigandage n'implique aucun retour à l'état sauvage : les bandits de la Corse ou de l'Italie moderne sont au courant du dernier mot de la civilisation ; en quoi consiste ce brigandage ? à détrousser des voisins plus faibles : mais ce qu'on appelle les conquêtes des armées romaines ne sont pas autre chose sur une plus grande échelle. Et ceci m'amène à rechercher la source de cette civilisation elle-même : nos Romains sont des civilisés, puisque ce sont des individus émigrés de sociétés civilisées ; nous allons voir les manifestations de cette civilisation ; puis nous en chercherons la cause. Si je me suis étendu si longtemps sur l'origine guerrière des Romains, c'est que cette phase présente une importance capitale pour l'explication de la formation spéciale du type ancien : avec elle, nous le verrons au chapitre suivant, tous les caractères, tous les faits concordent et s'enchaînent ; supprimez-la, tout redevient mys-

1. Cuq, *op. cit.* p. 26.

tère (1). Voyons maintenant la phase qui a précédé celle-ci dans l'histoire de la race.

D'abord, les premiers Romains sont des civilisés. Je ne veux pas chercher si réellement Romulus et Rémus avaient appris à lire à Gabies (2), s'ils avaient reçu, ainsi que Numa, une instruction très soignée (3) : ce qu'il y a de certain, c'est que la connaissance de l'écriture remonte aux premières origines. « Les pierres de taille superposées qui forment les remparts de la Rome primitive (*Roma quadrata*), sont marquées de lettres alphabétiques. Le traité que Servius Tullius avait conclu avec les Latins en leur imposant la suprématie de la ville qu'il gouvernait, avait été gravé sur une colonne d'airain; et Denys d'Halicarnasse pouvait en lire sinon l'original, au moins une copie très ancienne dans le temple d'Artémis (4)... La manière dont furent publiées les Douze Tables supposent

1. Les deux objections qui précèdent sont les seules que j'aie rencontrées dans les ouvrages français ou traduits dans cette langue qui s'occupent des origines de Rome. Beaucoup d'auteurs, comme Niebuhr, rejettent *a priori* toutes les données de source légendaire, et se contentent d'élever à côté un autre système, sans autre explication; la plupart se taisent même entièrement sur ce point. A titre d'indication bibliographique, je renvoie à Willems, *Le droit public romain*, Paris, in-8°, 1888, qui cite (pp. 4-10, 20, note 2) les ouvrages où il est parlé des origines de Rome.

2. Plut. *Rom.* 6.

3. Tit. Liv. I, 18. — Cf. Egger, *Etudes sur l'Education*, Paris, Didot, in-8°, 1833, p. 6.

4. Denys, *Ant. Rom.* 4, 26. — Cicéron (*pro Balbo*, 23, 53) parle d'un traité conclu en 260 de R. dont il avait copie.

la connaissance vulgaire de la lecture (1) ». La fabrication avec l'argile des ustensiles de ménage était d'usage courant (2). L'art de travailler le cuivre était connu de tout temps (3), s'il est vrai que les Romains ont eu dès l'origine ce métal comme instrument d'échange : et en effet, si l'échange, chez eux, avait précédé la vente, comme on le répète après Paul (4), ce contrat aurait eu un nom technique ; que si les premiers documents autorisent le paiement des amendes en têtes de bétail, c'est pour faciliter la libération des débiteurs, le numéraire étant rare à cette époque, faculté qui disparaît précisément quand le butin vient augmenter le numéraire ; enfin l'origine du mot *pecunia* ne prouve point que le bétail (*pecus*) fût originairement l'instrument d'échange, mais seulement qu'il constituait l'élément le plus important de la fortune (5). Dès le début, ils connaissent l'art de construire : « Ils ne se sont pas contentés, comme les sauvages, de se construire à la hâte un abri provisoire qui protégeât leur sommeil pendant quelques nuits contre une attaque imprévue ; ils ont songé à l'avenir, ils ont travaillé pour leurs descendants. Au milieu de ces marécages et de ces forêts ils ont pris soin d'élever des défenses qui devaient durer des milliers d'années : « On com-

1. Jullien, *Les professeurs de littérature dans l'ancienne Rome*. Paris, Leroux, in-8°, 1885, p. 21.

2. Marquardt, *op. cit.*, t. XV, p. 285 et suiv.

3. *Ibid.*, p. 386 et suiv.

4. « *Origo emendi veniendique a permutationibus caput*, etc. » (1, Dig. XVIII, 1).

5. Cuq, *op. cit.*, p. 256 et note 3.

mençait déjà, dit Montesquieu, à bâtir la ville éternelle ». J'ajoute qu'ils n'ont pas seulement cherché à faire leurs murailles solides ; la façon dont ces blocs sont assemblés montre qu'ils possédaient, au moins d'une manière confuse, l'instinct de la grandeur, le sentiment des proportions, et le goût de cette sorte de beauté qui vient de la force (1) ». Tous les édifices publics et les aqueducs sont en pierre ; quant aux habitations, à l'origine, elles sont construites en briques (2).

La source de cette civilisation doit être aussi complexe que celle qui a fourni les premiers éléments du peuple romain. L'écriture paraît originaire de la Grande-Grèce (3) et non de l'Etrurie : toutefois la plupart des auteurs indiquent un courant d'influence très considérable provenant de cette dernière province. Sous Servius, Rome reçut des émigrants étrusques ; Fabius, « élevé à Céré, chez des hôtes de sa famille, avait été instruit dans la littérature des Etrusques et savait bien leur langue. D'après des témoignages, c'était alors l'habitude que les enfants romains apprissent les lettres étrusques comme aujourd'hui les lettres grecques (4) ». D'après Cicéron, le Sénat aurait envoyé en Etrurie de jeunes Romains pour s'y instruire dans l'art de la divination (5). On parlait peut-être étrus-

1. G. Boissier, *Promenades archéologiques*, Paris, Hachette, 1880, p. 59.

2. Marquardt, *loc. cit.*, p. 265 et s. — Ces briques se dilataient à l'eau quand le Tibre débordait.

3. Marquardt. t. XII, p. 46 et note 3.

4. Tit. Liv. IX, 36.

5. « *Quocirca bene apud majores nostros senatus tum, quum flo-*

que à Rome, dans les premiers temps (1). Les murailles sont construites par le même procédé que celles de l'Etrurie : elles « se composent de blocs de tufs rapprochés que n'unit ensemble aucun ciment, et qui tiennent par leur poids seul. La disposition des assises y est la même : les pierres y sont posées successivement dans le sens de leur longueur et dans celui de leur hauteur (2) ».

Quoiqu'il en soit, c'est bien de peuples de race pélasgique que sont sortis les aventuriers qui ont fondé Rome : d'une façon générale on peut dire que c'est cette race, originaire de la Colchide et s'étendant sur les rivages de l'Asie Mineure, qui a peuplé tout le littoral du bassin de la Méditerranée (3) ; d'après les anciens historiens, les Etrusques seraient venus de la Lydie (4) ; la légende fait venir de Troie les fondateurs d'Albe ; Tacite nous dit que « ce n'était pas par terre, mais sur des vaisseaux que se transportaient autrefois les migrations de peuples (5) ». Les Pélasges, comme les Grecs et les Romains, sont des constructeurs émérites : leurs constructions, comme celles des Etrusques et des premiers Romains, « sont composées d'énormes quartiers de roc

rebat imperium, decrevit ut de principum filiis sex singulis Etruriae populis in disciplinam traderentur, ne ars tanta propter tenuitatem hominum a religionis auctoritate abduceretur ad mercedem atque quæstum » (Cic. de Divin. I, 42, 92). Ce texte offre d'ailleurs des interprétations très diverses (Cl. Jullien, *op. cit.*, p. 31-32).

1. *Ibid.*, p. 29-33. Saglio, v. *Educ.* Tit. Liv., IX, 36. Cic., *loc. cit.*

2. G. Boissier, *loc. cit.*, p. 58.

3. Duruy, *Histoire des Grecs*, t. I, p. 39, 43

4. Hérodote, *Hist.* I, 163.

5. Tac. *Germ.*, 2.

souvent bruts, quelquefois taillés, mais toujours placés les uns sur les autres sans ciment, en polygones irréguliers (1) » ; leurs travaux de drainage, nécessités par la nature marécageuse des rivages du Pont-Euxin, rappellent ceux des Romains (2) ; comme ceux-ci, ils sont agriculteurs. Les côtes de la Mysie et de la Lydie présentant la même nature de sol et par conséquent facilitant le même genre de culture qu'en Colchide, par ailleurs constituant le seul débouché par terre à leur expansion, puisque les montagnes qui les entourent sont occupées par des populations belliqueuses, de nombreuses colonies pélasgiques y furent fondées. « C'est de la Mysie, de la région où fut Troie, que paraît s'être fait le principal rayonnement. De là, en effet, la traversée était plus courte et plus facile. Les îles d'Imbros et de Lemnos offraient deux points de relâche, d'où l'on pouvait gagner facilement les promontoires de la Chalcidique, qui avancent leurs trois bras vers l'Asie-Mineure, comme pour appeler et pour recevoir ces émigrants encore inexpérimentés dans la navigation » (3). Or, la Colchide offre de particulières facilités pour l'agriculture : cette contrée, « plus heureuse que la Sicile, n'a rien perdu de son ancienne fertilité. Avec sa charrue archaïque, dont la forme n'a pas varié depuis les Argonautes, l'indolent laboureur mingrélien effleure à peine le sol, et recueille pourtant d'abondantes moissons. Cette richesse contracte avec l'aspect désolé de la région du

1. Demolins, *La Science sociale*, juin 1894, p. 500.

2. *Ibid.*, p. 501.

3. *Ibid.*, p. 512.

Kour, exposée aux vents brûlants de l'Asie centrale... Cette contrée privilégiée est constamment rafraîchie par les brises humides de la mer Noire; aussi toutes les plaines y sont extraordinairement fertiles, les pentes des montagnes couvertes de magnifiques forêts (1). » J'ai l'air d'être bien loin de mes Romains et des causes qui ont produit leur première formation sociale : en réalité j'ai beaucoup avancé la question par les deux conclusions suivantes : les Romains, ou plutôt les populations de l'Italie d'où sont sortis les Romains, sont originaires, comme les Grecs, de la race pélasgique venue elle-même de la Colchide; ces Pélasges sont des agriculteurs. Nous allons voir le parti que nous devons tirer de ces deux constatations.

J'ai suffisamment exposé la constitution de la famille romaine (2) pour n'avoir pas à y revenir ici. Ma tâche à présent consiste à montrer la cause qui a produit cette organisation familiale.

Cette organisation n'est point spéciale aux Romains, comme le croyait Gaius, et comme l'affirme après lui Justinien (3) : elle se retrouve, en effet, avec des modifications plus ou moins considérables, mais en conservant

1. Baron Ernouf. *Le Caucase, la Perse et la Turquie d'Asie*, pp. 27 et 30.

2. Voy. chap. II.

3. « *Quod jus proprium civium Romanorum est ; fere enim nulli alii sunt homines qui talem in filios suos habent potestatem qualem nos habemus... Nec me præterit Galatarum gentem credere, in potestate parentum liberos esse* » (Gaius, I, 55). — Inst. I, 9 § 2.

ses traits essentiels, dans la majorité des sociétés humaines. Gaius avoue lui-même que les Galates ressemblaient aux Romains sur ce point : or, les Galates sont des Asiatiques (1) proches voisins de ces côtes d'Asie-Mineure d'où nous venons de voir les Pélasges prendre leur essor vers les péninsules méditerranéennes ; c'est bien ici en effet que nous allons la retrouver.

On sait que le berceau du genre humain est le grand plateau de l'Asie centrale : c'est de là que sont descendues toutes les invasions que mentionne l'histoire ; c'est de là que sont venues, par un chemin plus ou moins court, plus ou moins direct, toutes les sociétés qui ont peuplé l'Europe. Sur cette vaste boursouffure du globe, d'une altitude moyenne de 4,000 mètres, bornée au nord par la chaîne de l'Altai, au sud par l'Himalaya, prolongée à l'ouest par les plateaux du Pamir, de l'Iran et de l'Asie-Mineure, la steppe règne uniformément (2). Les populations qui y

1. Peu m'importe que les Galates soient un mélange de Gaulois et de Grecs revenus d'Europe, s'ils ont conservé leur formation originale ou s'ils l'ont recouvrée en se rapprochant de la source d'où elle était sortie.

2. « La Tartarie ne ressemble en rien à nos pays. Point de villes, point d'édifices, point d'art, point d'industrie, point de culture, point de forêts ; toujours et partout c'est une prairie. Alors, quand on se trouve dans ces vastes solitudes, on croirait être par un temps calme au milieu de l'Océan. L'aspect des prairies de la Mongolie n'excite ni la joie ni la tristesse, mais plutôt un mélange de l'une et de l'autre, un sentiment mélancolique et religieux, qui peu à peu élève l'âme, sans lui faire perdre entièrement de vue les choses d'ici-bas » (Huc. *Souvenirs d'un voyage dans la Tartarie et le Thibet*, t. II, p. 58-59).

vivent ne peuvent donc pas avoir d'autre ressource que l'art pastoral : la culture y est impossible (1), et l'abondance des prairies permet à ces populations d'élever d'immenses troupeaux et de se suffire entièrement à elles-mêmes. Elles y sont obligées d'ailleurs, isolées, perdues comme elles le sont dans cet océan uniforme. L'organisation sociale doit donc se restreindre au strict minimum, à la famille : c'est sous la forme de familles patriarcales en effet que vivent toutes les sociétés qu'on y rencontre, groupes isolés dans lesquels se concentrent toutes les fonctions sociales. Qui donc remplira celles-ci ? c'est le patriarche : c'est lui qui cumule toutes les fonctions de père, d'instituteur, de magistrat, de pontife et de souverain (2) ; il exerce sur toute la famille l'autorité la plus absolue. Le travail est facile, peu fatigant, toujours le même, il n'est susceptible d'aucun progrès : par suite il ne donne aucune supériorité au plus fort, au moins âgé, au plus intelligent ; il repose uniquement sur la tradition, dont les vieillards sont les représentants : le patriarche sera

1. Le Play, *Les ouvriers européens*, t. I, p. 53-54.

2. Et il les exerce avec succès : les pasteurs nomades ont été considérés de tout temps comme le peuple où l'esprit de paix, de justice, d'hospitalité, était le mieux observé. « Jupiter, dit Homère, tourna ses yeux étincelants vers la terre des cavaliers thraces, des Mysiens terribles dans la mêlée et des fiers Hippemolges, qui se nourrissent de lait, pauvres, mais les plus justes des hommes ». (*Iliade*, XIII, 3, 6). « Il existe des Scythes nomades, qui se nourrissent de lait de jument et qui se distinguent de tous les autres par l'amour de la justice » (Ephore cité par Strabon, VIII, 3, 7). — Cf. El. Reclus, *op. cit.*, t. VII, p. 187. — Huc, *op. cit.*, t. I, p. 2.

donc le plus âgé. Au-dessous de lui, tous ses fils, mariés ou non, tous leurs descendants, restent groupés : pour-quoi se sépareraient-ils ? quand la famille est fixée au sol par la culture, celui-ci devient bientôt insuffisant à fournir la subsistance à tous ses membres, nous avons vu la *gens* se dissoudre sous cette influence ; ici, il n'en est pas de même : l'étendue de la steppe permet aux troupeaux qui fournissent les moyens d'existence, et par conséquent à la famille qui en vit, de s'augmenter d'une façon à peu près indéfinie. Par ailleurs, le travail est uniforme, n'est susceptible d'aucun progrès : chacun travaille de la même façon, et est traité de même ; il ne peut donc guère y avoir de différence entre les esclaves et les fils de famille, sauf des différences d'affection, pas plus qu'entre ceux-ci ; pourvu que chacun ait sa subsistance, il n'en demande pas davantage ; comment et en quoi songerait-il à s'élever ? se séparer de la communauté, vivre seul au milieu de la steppe lui serait aussi impossible que la vie dans la communauté est commode : aussi la notion de la propriété n'existe-t-elle pas dans ces sociétés. La propriété du sol ? Mais on est obligé d'en changer tous les jours, aussitôt que l'herbe du campement est épuisée ; celle des instruments de travail ou autres objets ? elle est communautaire comme toute l'organisation sociale ; quel intérêt l'individu aurait-il à posséder seul, puisqu'il ne peut pas jouir seul et qu'il n'a pas non plus l'intérêt d'affection que l'on porte à ce qu'on doit à ses seules forces (1) ?

1. Je me borne à résumer ici très brièvement la démonstration de

On le voit, les caractères dominants de la famille romaine se retrouvent ici dans toute leur pureté : c'est que nous rencontrons ici la société *simple* par excellence, celle dans laquelle les organismes sociaux se réduisent à la famille ; plus tard, quand ces familles patriarcales quittent la steppe, les conditions du travail changent, l'organisation sociale se trouve immédiatement modifiée : c'est pour cela qu'à Rome, à côté de l'organisation patriarcale de la famille, on trouve d'autres traits modifiant ou compliquant cette organisation ; ce sont les causes productrices de ces changements qui sont l'objet principal de ce chapitre. Il faut bien, en effet, qu'un jour ou l'autre les pasteurs nomades quittent la steppe : quand la communauté devient par trop nombreuse et en arrive à constituer un peuple dont les membres ne se connaissent même plus entre eux et ne sont plus connus du patriarche, il faut bien organiser un essaim, composé d'un certain nombre de ménages sous la direction d'un vieillard : la communauté se fractionne, et chaque communauté reprend sa vie propre en s'éloignant des autres groupes ; ainsi de proche en proche ces essaims se trouvent amenés sur les confins du plateau, d'où ils débordent dans toutes les directions, soit en invasions violentes si on leur fait obstacle, soit en se transformant d'eux-mêmes s'ils rencontrent, par exemple, des terres cultivables inoccupées où l'art pastoral trouve des conditions moins favorables. C'est ce qui est arrivé aux Pélasges, descendus comme par un

ce sujet faite par M. Demolins dans la *Science sociale*, t. I, p. 22, ss. On trouvera dans ces études magistrales du Directeur de la *Science sociale* toutes les explications désirables.

gigantesque escalier en suivant les plateaux inférieurs de l'Iran et de l'Asie-Mineure, jusqu'aux bords de la Mer Noire (1).

Nous voyons donc comment une race, venue comme toutes les autres des plateaux de l'Asie centrale, s'est établie sur les côtes de l'Asie-Mineure pour passer de là en Italie, et cela nous explique la formation décrite au chapitre second ; nous avons vu d'autre part comment ces populations avaient donné le jour à des aventuriers qui, se réfugiant sur les bords du Tibre, y avaient fondé Rome. Ce fait nous a fourni l'une des causes auxquelles est due la formation caractéristique indiquée dans le chapitre premier : mais il y en a une autre et c'est celle qu'il me reste à montrer.

Nous voici donc revenus à Rome : des aventuriers viennent de la fonder. A quel genre de travail vont-ils se livrer ? La nature du sol leur permet de continuer celui de leurs lointains ancêtres, l'art pastoral : l'étymologie du mot *pecunia*, de même que les inscriptions des pièces de monnaie prouvent qu'ils l'ont pratiqué de tout temps (2) ; plus

1. Voy. la série des études déjà citées de M. Demolins, et sur les Pélasges, celle de la livr. de juin 1894.

2. « *Ovibus duabus multabantur apud antiquos in minoribus delictis, ut in majoribus XXX bobus, nec hunc ultra numerum excedebat multatio, sed posteaquam aere signato uti civitas cœpit, pecoraque multaticia incuria corrumpébantur, unde etiam peculatus crimen* (action de détourner les troupeaux appartenant à l'État. Cf. Festus, v. *Peculatus*) *usurpari cœptum est, et boves centenis assibus, oves denis estimatæ* » (Festus, p. 202). — Cf. Varr. *de re r.*, 2, 1, 9.

tard nous verrons qu'ils élèveront de grands troupeaux transhumants (1), comme cela a lieu encore aujourd'hui; l'Italie est en effet le pays du mouton par excellence : les hauts plateaux du Samnium fournissent une herbe de choix et la laine d'Italie était universellement estimée (2).

Mais si les Romains s'étaient bornés là, ils ne se seraient jamais distingués de bien d'autres peuples de l'Italie et de la Grèce antiques; jamais ils n'auraient acquis la formation caractéristique de notre première période : si nous prenons les Grecs, eux aussi élevaient des troupeaux de moutons dans les montagnes, eux aussi ont passé par une phase de brigandage avant de constituer les cités de la Grèce classique, eux aussi sont des Pélasges et sont d'origine pastorale; pourquoi donc ont-ils constitué des sociétés si différentes de la société romaine? c'est qu'ils n'étaient pas comme les Romains des agriculteurs. Nous allons nous en convaincre.

Dès le début de la période historique, les Romains s'adonnent à ce genre de travail. Les délits les plus gravement punis sont « le meurtre d'un bœuf de labour, ce sont les sortilèges qui font périr la moisson. Couper les branches d'un arbre, c'est le déshonorer, et la peine est la même que pour l'injure adressée à un citoyen (3) ». Les principales *gentes* patriciennes portent des noms ou des surnoms empruntés aux travaux des champs : il suffit de citer les Fabii, les Pisones, les Lentuli, les Cicerones,

1. Varron, *de re r.*, II, pr. 6.

2. Marquardt, *op. cit.*, t. XV, p. 106 et suiv.

3. Cuq, *op. cit.*, p. 52.

les Porcii, les Ovinii, les Caprii, les Serrani, les Fabricii, etc. (1).

Les appariteurs des magistrats s'appelaient *viatores*, parce que les citoyens étant principalement occupés aux travaux des champs, ils avaient à circuler par voies et et par chemins pour leur transmettre les convocations des magistrats (2). Cicéron répond à son adversaire, dans le plaidoyer que j'ai déjà cité : « Certes, Erucius, votre reproche aurait excité bien des rires, dans les temps où nos premiers magistrats sortaient de la charrue pour se mettre à la tête de la République... L'opinion de nos aïeux était bien différente de la vôtre : aussi l'Empire de la République, faible alors, prit-il de la vigueur et de l'étendue : ils cultivaient leurs domaines sans envahir ceux des autres ; et c'est par cette conduite que Rome a subjugué tant de villes et de nations (3) ».

Mais pourquoi les Romains se sont-ils livrés à l'agriculture au lieu de devenir des commerçants comme les Grecs ? Il suffit de jeter les yeux sur la carte pour reconnaître que ce genre de travail leur était interdit par la disposition du lieu : le rivage, au lieu d'être profondément creusé comme celui de la Grèce, est formé d'allu-

1. Marquardt, *op. cit.*, t. XV, p. 6, note 3.

2. « *Viatores appellantur qui magistratibus apparent, eo quia initio, omnium tribuum cum agri in propinquo erant urbis atque assidue homines rusticabantur, crebrior opera erat eorum in via quam urbe, quod ex agris plerumque homines evocabantur a magistratibus* » (Festus, p. 371).

3. Cic., *pro Rosc. Amer.*, 18.

vions qui s'amoncellent chaque jour davantage (1); le lit du fleuve est donc souvent obstrué, ce qui explique les crues si dangereuses qui se produisaient de temps en temps, et cet obstacle s'accuse avec une progression constante : Ostie, fondée sur le bord de la mer, sous les rois, en est déjà éloignée à l'époque de Trajan qui creuse un port à une certaine distance de l'ancienne ville, et aujourd'hui Ostie et le port de Trajan sont entièrement à l'intérieur des terres (2). En second lieu, la campagne romaine, à raison même de son humidité, est très fertile, à condition que des travaux suffisants de drainage enlèvent l'excès d'eau (3) : or, les Romains tenaient de leur origine pélasgique les aptitudes de constructeurs qui leur ont permis de faire ces travaux avec une supériorité qui excite encore aujourd'hui notre admiration. De plus, la culture romaine consistait surtout dans l'élevage (4) et dans l'arboriculture (5), travaux bien moins pénibles que

1. C'est ce qui nous explique l'abondance des documents législatifs concernant l'alluvion ou les inondations : Inst., II, 1, § 20-24. — 7, § 1-6 ; 12 pr. ; 16 ; 29 ; 30 ; 38 ; 56 ; 65, § 2-4, D., XLI, 1. — C. *de alluv. et palud.*, VII, 41.

2. Le port d'Ostie était déjà impraticable à l'époque d'Auguste (Marquardt, *op. cit.*, t. XV, p. 25-26).

3. El. Reclus, *op. cit.*, t. I, p. 446 et s.

4. La plupart des documents relatifs à la culture mentionnent spécialement l'élevage.

5. « Dès l'époque de Varron l'Italie était un grand verger : les pommes, les poires, les prunes, les coings, les nèfles, les châtaignes et les noix, les olives et les raisins faisaient partie intégrante du repas. Puis on se prit à perfectionner les variétés indigènes, à acclimater aux alentours de Rome les meilleures espèces » (Marquardt, *loc. cit.*,

la culture des céréales. Enfin, les Romains, venant de sociétés déjà plus ou moins agricoles, constituant un groupe d'hommes énergiques et décidés à surmonter toutes les difficultés (1), avaient une prédisposition à ce genre de travail qui devait le leur faciliter.

Aussi les Romains ne furent-ils point des commerçants. Il y eut sans doute chez eux *des* commerçants, même des corporations d'armateurs (*collegia naviculariorum*) (2); mais leur commerce se bornait à peu près aux importations (3); et celles-ci dépassaient tellement les exportations que le Sénat prit des mesures pour empêcher l'argent qui entraît à Rome de retourner à l'étranger (4). Au moment de la guerre contre Annibal, ils n'ont point de vaisseaux et sont obligés d'en construire à la hâte. Leur premier soin en recevant ceux de Carthage que le traité de paix l'oblige à leur livrer est de les brûler. D'après Sénèque (5), c'est l'un des consuls de l'année 490, Claudius Caudex, qui le premier persuada aux Romains de s'embarquer sur un navire. La loi Claudia (536) défendait aux sénateurs d'avoir des bateaux de transport d'un tonnage supérieur

p. 49). Le même auteur consacre un paragraphe important (p. 69-94) à la culture de l'olivier et de la vigne dans le Latium.

1. Cf. *supra*, p. 73 et s.

2. Et encore ces *collegia* durent-ils, au Bas-Empire, rentrer dans l'administration publique (Marquardt, *loc. cit.*, p. 25).

3. *Ibid.*, p. 19 et s.

4. En 525, il défendit de payer en or ou en argent les marchandises achetées aux Celtes (Tit. Liv., XXV, 12).

5. Sen. *de brev. vitæ*, 13.

à 300 amphores (1). Jusqu'au milieu du septième siècle ils n'avaient pas de gouverneur chargé spécialement de la marine (2). Nous verrons plus tard qu'ils excellèrent dans un genre de commerce, celui de l'argent : mais ce commerce avait un caractère très particulier ; les sociétés financières, à part celles des publicains, n'eurent pas l'essor indispensable au commerce (3) ; jamais les Romains ne pratiquèrent la monnaie fiduciaire, lettre de change ou titres au porteur (4) ; ils ne considéraient le patrimoine que d'une façon concrète, par rapport aux biens corporels qui en font partie, non comme exprimant l'idée d'une valeur pécuniaire, composée de biens corporels ou incorporels et dont on déduit le passif (5). Eux-mêmes avouent leur répugnance pour le commerce (6).

Nous tenons à présent tous les éléments qui nous per-

1. Tit. Liv., XXI, 63.

2. Jusqu'en 443 le *praefectus classis* était nommé par le consul ; depuis cette époque les *duo viri navales*, nommés par les comices, étaient toujours sous l'autorité du consul (Mommsen, *op. cit.*, t. IV, p. 284 ss.).

3. Chaque décès d'associé était une cause de dissolution ; chaque associé pouvait demander cette dissolution à volonté (Deloume. *Les manieurs d'argent à Rome*, 1892, p. 9).

4. *Ibid.*, p. 150.

5. Pomponius (9, D. XLVI, 6) oppose les choses *in patrimonio* à celles qui sont *in nominibus*. Cf. Cuq, *op. cit.*, p. 699.

6. Cic. *de Off.*, I, 42. — Hall., II, 23. — Et encore faut-il remarquer que c'est pendant notre période que les transactions commerciales sont le plus favorisées ; « dans sa jeunesse, Rome est l'Etat du libre négoce. Les barrières dressées en face de l'étranger marquent sa vieillesse » (Mommsen, *op. cit.*, t. VI, 1^o, p. 219).

mettent d'expliquer la formation sociale que nous avons constatée. L'origine guerrière développe l'énergie, l'esprit d'indépendance, d'initiative, la puissance d'expansion ; mais elle ne suffit pas à produire tous les caractères qui distinguent le type du vieux Romain : l'habitude d'ordre et d'économie, le sens pratique, l'aptitude aux calculs, sont bien les qualités d'agriculteurs, et se retrouvent plus ou moins chez tous les paysans. Pour comprendre la formation propre à notre période, il faut donc combiner ces deux causes : la phase de brigandage et l'agriculture ; quant aux caractères qui lui sont étrangers et que nous avons constatés dans le chapitre second, nous avons vu que l'origine pastorale les expliquait. C'est à ces causes diverses qu'est due cette complexité du type romain que Belot exprime en ces termes : « Dans chaque citoyen de Rome, il y a eu non seulement un soldat et un jurisconsulte, mais un arpenteur aussi et surtout un banquier. »

Il me reste à montrer les effets les plus saillants de cette formation sur la législation ; cet examen achèvera de montrer l'exactitude des causes que je viens d'indiquer.

CHAPITRE IV

EFFETS DE CETTE FORMATION.

J'ai déjà mentionné quelques-uns de ces effets (1); je me borne à rappeler l'usage de la stipulation de peine dans les actes fiduciaires, celui des livres de commerce, source du contrat *litteris*, l'extension donnée à la mancipation, les conditions exigées pour l'usucapion, le formalisme des *legis actiones*, l'âge requis pour l'exercice des droits civils, la liberté testamentaire complétée par l'adoption et l'émancipation.

L'un des plus remarquables apparaît dans cet admirable système formulaire qui a procuré pendant de longs siècles aux Romains une législation toujours en rapport avec les besoins nouveaux de la société (2). En évitant ainsi d'abroger la législation en vigueur et d'attendre, pour sanctionner un droit, la création d'une loi nouvelle; en substituant à ce procédé celui qui consiste à élargir l'esprit de la loi tout en respectant la lettre, de façon à la

1. Voy. chap. I.

2. Gide. *loc. cit.* (supra, p. 12), compare ce système avec celui des Anglais et y reconnaît le même élément de progrès.

faire servir à des usages auxquels elle n'avait point songé (1), le préteur (2) adapte la législation au jour le jour à l'état social et aux besoins nouveaux que celui-ci réclame. C'est par ce procédé que l'adoption et l'émancipation sont sorties de la mancipation (3), l'*in jure cessio* appliquée à la cession de la tutelle, à la constitution d'une servitude, au transfert de la propriété, de la procédure du *sacramentum* (4). Quant à l'œuvre du préteur (5), toute l'histoire du système formulaire montre les progrès réalisés sous son influence.

Aussi les progrès du droit romain sont-ils très rapides dès le début. La substitution de la *pignoris capio* à la *manus injectio* dans certains cas, celle de la *manus injectio* à la vengeance privée de très bonne heure, la nécessité d'une *damnatio* quelconque pour pouvoir user de ces voies d'exécution, en sont la preuve : ce sont des procédés qui sentent encore le brigandage, nous l'avons

1. « *Jus prætorium est, quod Prætores introduxerunt, adiuvandi, vel supplendi, vel corrigendi juris civilis gratia propter utilitatem publicam : quod et honorarium dicitur, ad honorem Prætorum sic nominatum* » (Papin. 7 § 1, D. I, 1).

2. L'évolution du droit, après les Douze-Tables, s'est faite en effet beaucoup moins par la loi que par la jurisprudence. Les lois curiates et centuriates sont très peu nombreuses : M. Cuq (p. 145) cite celles de cette période ; et elles consistent plutôt dans une consultation du peuple sur une direction nouvelle à imprimer à la jurisprudence que sur la délimitation de celle-ci (*Ibid.*, p. 144).

3. Gaius, I, 132. 134.

4. Gaius, II, 24.

5. Voy. sur le rôle du préteur dans l'action *per formulam*, Accarias, *op. cit.*, t. I, p. 48-49.

vu, mais qui n'en sont pas moins un progrès considérable sur la vengeance privée pure et simple. Aussi, « les lois royales et les Douze Tables témoignent d'un état social bien supérieur à celui que décrivent les poèmes homériques (1) » : c'est que dans la société homérique, nous trouvons bien des brigands, comme chez nos premiers Romains, mais non des agriculteurs.

Après ces effets sur la procédure, j'indiquerai ceux qui se manifestent le plus sensiblement dans l'organisation familiale. Nous avons vu (2) que celle-ci répond entièrement en droit à la forme patriarcale, d'où provient cette forme (3), et qu'à côté de cette condition juridique apparaît une situation de fait qui manifeste une tendance opposée (4).

C'est surtout relativement à la condition de la femme que nous avons constaté ce phénomène : il nous est facile maintenant d'en discerner la cause. Dans la famille patriarcale, les pouvoirs du patriarche sont absolus sur

1. Cuq, *op. cit.*, p. 334.

2. *Supra*, chap. II.

3. Chap. III, p. 93-97.

4. Chap. II, p. 53-54. — En ce qui concerne l'incapacité du fils de famille, je n'ai rien à ajouter à ce que j'ai dit au chapitre II (p. 43-47) ; on a vu d'où elle provient (chap. III, p. 92 et s.) ; on a vu que cette situation n'est pas incompatible avec la tendance caractéristique de l'éducation à notre période (chap. I, p. 40-41). Quant à l'influence spéciale de cette dernière formation, nous avons constaté (chap. I, p. 38-41), de quelle façon elle se manifestait, notamment dans l'indépendance de l'*alieni juris* relativement à l'exercice de ses droits politiques.

tous les membres de la famille; ils sont les mêmes sur tous et la condition de chacun ne diffère pas; pourquoi celle de la femme mariée se distinguerait-elle des autres? toute la famille reste unie, groupée : la femme n'a donc point cette autorité que lui donnent les circonstances, quand les absences du mari lui laissent la direction du ménage : ici, ces absences ne se produisent pas; les femmes sont nombreuses, puisque tous les ménages qui composent la famille restent ensemble : leur travail est donc exactement le même, et la femme mariée n'aura pas non plus le prestige que lui donneraient des occupations séparées, des fonctions spéciales; il n'y a donc aucune raison pour que la condition de la femme ne soit pas exactement la même que celle de tous les autres membres de la famille. Au contraire, quand le mari est un guerrier et est obligé de s'absenter pour des expéditions plus ou moins longues, la femme reste seule, pendant ce temps, à la tête du ménage; la direction de l'atelier familial, de la gestion de la fortune, n'est plus entre les mains du mari : il a d'autres occupations; la femme est réellement associée à son mari, elle n'est plus sa sujette, car elle prend une part active dans les intérêts communs; elle se relève donc, et ce relèvement sera d'autant plus sensible que la vie sera plus pénible, plus semée de dangers, car sa responsabilité s'en accroît d'autant. J'ajouterai, comme je l'ai déjà fait remarquer, que l'émigration des aventuriers qui ont fondé Rome se produisant par individus isolés, les femmes furent rares pendant un certain temps, et on les apprécia d'autant plus. Toutefois nous constatons que ce relèvement s'est maintenu dans le

fait et n'a pas pénétré dans le droit : c'est pour cela que le droit romain n'a pas connu le régime de communauté qui associe les deux époux (1), mais seulement le régime dotal dans lequel le mari est seul *dominus dotis*. Je tirerai prochainement d'autres conséquences de ce fait.

Nous trouvons la même dualité d'influences dans le régime de la propriété (2). D'après la tradition, Romulus

1. Tout au plus peut-on citer l'opinion de quelques jurisconsultes, d'après laquelle la femme, étant en quelque sorte copropriétaire des biens du mari (*quodammodo domina*), ne commet pas un *furtum* en lui dérobant quelque chose, et n'est soumise qu'à l'action *rerum amotarum* (1, D. XXV, 2). Quant aux expressions des jurisconsultes de l'époque classique sur la société conjugale (*Consortium omnis vite*. Modestin, 1, D. XXIII, 2. — *Socia rei humanæ*, etc., 2, C. IX, 32. — *Societas vite*, 1, D. XXV, 2 ; 52, XLII, 1. — *Individua vite consuetudo*. Inst., I, 9, § 1), elles sont évidemment le fruit des considérations philosophiques qui se font jour plus tard ; d'après Troplong (*Infl. du christ. sur le droit rom.*, 1843, p. 219), elles seraient même dues aux idées chrétiennes.

2. C'est surtout ici que l'on peut voir que le droit, au lieu de dépendre d'une idée purement théorique, d'un principe abstrait, répond toujours à un état social, à des besoins pratiques, comme M. Cuq le remarque. L'origine de la propriété, dit-il, n'est point l'idée de l'occupation d'une chose n'appartenant à personne, comme on l'a cru jusqu'ici sur la foi d'un texte mal compris (Inst. II, 1 § 11-12) et qui ne s'applique qu'aux animaux qu'on prend à la chasse ou à la pêche. « Lorsqu'on se demande comment la propriété a commencé, il semble bien que ce soit le jour où un homme fit servir à son profit exclusif une de ces choses que la nature offre à tous sans les approprier à personne. Mais rien ne prouve que l'appréhension matérielle ait été considérée, dès l'origine, comme conférant un droit ; à cette époque, on jouit de ce que l'on détient et tant qu'on le détient.

aurait partagé les terres entre ses compagnons, attribuant deux arpents à chacun d'eux (1) pour y construire sa maison et y cultiver un jardin (2) : le reste des terres pouvait être occupé et exploité par les particuliers moyennant une quote-part du produit qu'ils versaient à titre de redevances à la caisse publique (3) ; au v^e siècle c'est encore le procédé employé pour les colonies (4). Nous retrouvons bien là le régime du clan (5). Romulus partage les terres sur lesquelles on s'installe comme il distribuait jusqu'alors les dépouilles des ennemis vaincus ; à l'origine de cette société, c'est l'Etat qui est propriétaire. Et cela s'explique d'autant mieux, que pendant de longs mois à la suite de cette installation, en admettant que les

Est-ce que les nomades se soucient de conserver la terre sur laquelle ils font paître leurs troupeaux ? Si plus tard, dans la période agricole, l'homme s'attache à la terre, c'est à cause des efforts qu'il a faits pour la cultiver...—Nous croyons que les Romains ont traversé... les deux phases de la communauté agraire et de la propriété familiale, et que la propriété individuelle s'est dégagée très lentement des restrictions introduites par l'usage dans l'intérêt de la famille. » (*Op. cit.*, p. 77-78). En d'autres termes, la forme de la propriété a suivi celle de l'état social et de la famille.

1. « *Bina jugera, quot a Romulo primum divisa dicebantur viritim, quæ heredem sequerentur, heredium appellarunt : hæc postea centum centuria* » (Varr. *de re r.* 1. 10, 2).

2. Dans la langue des Douze-Tables, *heredium* désigne la maison et le verger qui l'entoure (Mommsen, *op. cit.*, t. VI, 1, p. 24-25).

3. *Ibid.*, p. 96-97.

4. « *Eodem anno (425) Anxur trecenti in coloniam missi sunt : bina jugera agri acceperunt.* » (Tit. Liv. VIII, 21, 11).

5. *Supra*, p. 77 et ss.

Romains se soient mis immédiatement à cultiver le sol, ils devaient attendre la moisson pour en retirer les revenus, et ne pouvaient utiliser la plus grande partie des terres que pour faire paître leurs troupeaux. On a contesté cependant cette appropriation originaire de l'Etat : MM. Mommsen (1) et Cuq (2) l'attribuent à la *gens*. Nous allons voir surgir tout à l'heure la propriété gentilice : mais, quant à l'origine, la propriété de l'Etat se trouve confirmée par la tradition, par l'organisation du clan, par des textes positifs (3), et enfin par les faits suivants : en 271,

1. Mommsen, qui reconnaît (p. 96) que dans certains cas la terre destinée à l'agriculture restait en la possession de l'Etat, soutient (p. 26) que cette propriété a toujours appartenu à la *gens*; il en donne le motif suivant : « Il est incontestable que dans la constitution romaine, la *gens* est l'institution qui est primitivement la plus forte et qui perd du terrain, la cité celle qui est primitivement la plus faible et qui en gagne ; c'est donc la première qui seule apparaît comme titulaire appropriée au droit primitif sur le sol. » Cet argument ne me touche guère, car ce n'est pas par des considérations en quelque sorte d'ordre mathématique que l'on change l'organisation sociale imposée par les circonstances de fait.

2. « On ne voit pas pourquoi l'on aurait forcé les *gentes* qui contribuèrent à constituer la cité, dont les membres formaient le conseil du roi et tout au moins participaient à l'exercice du pouvoir législatif dans les comices, à abandonner à l'Etat les terres qu'elles avaient jusqu'alors possédées » (Cuq, *Op. cit.*, p. 88 et suiv.) Mais la question est précisément de savoir si elles ont eu cette possession dès l'origine.

3. « *Attius Clausus, cui postea Appio Claudio fuit Romæ nomen...*, *ab Inregillo magni clientium comitatus manu Roman transfugit : his civitas data agerque trans Anienem* » (Tit. Liv. 2, 16). Cf. Suét. Tib. I. — Or l'entrée d'une nouvelle *gens* dans la

des citoyens ayant refusé de répondre à l'appel sous les drapeaux, la peine que le Sénat leur infligea consista à voir leurs récoltes brûlées et leurs maisons de ferme détruites (1) ; à l'origine, la richesse n'est constituée que d'éléments mobiliers et de l'*heredium*, c'est-à-dire les deux arpents : l'élément foncier n'y rentre pas (2) ; à l'origine, où les seules choses susceptibles de propriété quiritaire sont les *res mancipi*, les servitudes rurales ne rentrent pas dans cette catégorie de biens (3).

Mais dès que la culture du sol rend nécessaire l'attribution d'une partie déterminée de ce sol à ceux qui l'exploitent, la propriété perpétuelle et familiale apparaît, et comme la famille ici, c'est la *gens*, c'est la propriété gentilice que nous trouvons. Je n'ai qu'à renvoyer à ce que j'ai dit plus haut sur ce point (4).

cité est à cette époque (III^e siècle) un fait important qui nécessite le concours de la nation (Mommsen, *loc. cit.*, p. 31). Qui donc aura donné ces terres à la *gens* Claudia, si ce n'est la nation, c'est-à-dire l'Etat? — Voy. aussi les textes de Varron et de Tite-Live cités plus haut.

1. Denys, VIII, 87 ; X, 33.

2. Cuq, *op. cit.*, p. 94-95.

3. *Ibid.*, p. 92.

4. *Supra*, p. 37-38, 54-56. — J'ajouterai seulement que c'est la société de tous biens ainsi établie entre *fratres consortes* qui a servi de type au contrat de société : celui-ci lui a emprunté ses caractères, au point que Cicéron pouvait dire : « *Simillima et maxime gemina societas hereditatis est* » (*Pro Rosc. com.* 18, 55). Le *jus fraternitatis* qui existe dans les rapports entre associés vient directement de la communauté familiale (Voy. sur cette origine de la société. Poinsel, *Nouv. Rev. Hist.*, 1879, p. 457 et suiv.).

Donc ici encore les deux courants sont bien marqués. Mais en plus, nous rencontrons des effets plus spéciaux de l'agriculture : nous avons vu (1) qu'il arrive un moment, quand la famille est fixée au sol par l'agriculture, où le domaine devient insuffisant à entretenir les membres de cette famille qui se multiplient ; celle-ci doit donc se diviser, et cette division entraîne celle des terres, si celles-ci ont une étendue considérable. L'apparition des servitudes rurales (2), nous fait assister à ce démembrement de la propriété, et à la substitution de la propriété familiale proprement dite à la propriété gentilice (3) ; et l'antiquité de ces servitudes, et par conséquent du morcellement de la propriété, ressort de ce fait que ce sont les seules qui soient protégées par des interdits spéciaux : les autres ne le sont que par des interdits utiles (4).

De plus, quand le travail agricole prend la place du travail pastoral, le patriarche, qui est âgé, n'est plus aussi apte dans tous les cas à le diriger : le travail étant plus compliqué, nécessitant des connaissances plus étendues et plus spéciales, impose à cette direction le concours des autres membres les plus capables de la famille, sous la forme d'un conseil de communauté assistant le patriarche (5). A Rome, c'est le conseil de la *gens*, « composé

1. P. 37-38.

2. Ce sont celles de puisage (*aqua*, 30, D. VIII, 3 ; 40 § 1, XVIII, 1), d'aqueduc (*rivus*, 3 § 1, D. XLIII, 21), de passage (*iter*, *actus*, 69, § 5, D. XXI, 2), d'égout (*cloaca*, 1 § 4, D. XLIII, 23).

3. Cf. Cuq, *op. cit.*, p. 272.

4. *Ibid.*, p. 271.

5. Il en est ainsi notamment chez les Bulgares, qui sont aussi

vraisemblablement de tous les *patres*. Le chef prenait son avis sur les questions importantes qui intéressaient la communauté (1)... C'est lui qui décide s'il y a lieu de nommer un curateur à un membre de la *gens* atteint de démence, ou de provoquer l'interdiction d'un prodigue ; c'est également lui qui surveille la gestion des tuteurs et des curateurs (2) ». Et c'est qu'en effet le patriarche, seul titulaire des droits du patrimoine, ne possède pas pour lui, mais pour la communauté (3) : dans la steppe, il ne risque pas de gaspiller ce patrimoine ; mais ici, s'il est par trop incapable dans la direction de l'exploitation, ou s'il dissipe follement ses *bona paterna avitague*, on le déposera, et le conseil de la *gens* gouvernera à sa place (4).

Indépendamment de ces deux conséquences propres au travail agricole, nous constatons donc l'influence des deux formations que j'ai indiquées dans mes deux premiers chapitres. D'une façon générale, nous pouvons dire que l'influence de la seconde, de la formation patriarcale, a été beaucoup plus forte sur l'organisation familiale que la première : et ce fait doit nous conduire à cette conclusion que la période de brigandage dans la vie du

des patriarcats fixés au sol par l'agriculture (Voy. *Ouvriers européens*, 1877, t. IV, p. 52 et ss.).

1. Denys, IX, 15.

2. Cuj., *op. cit.*, p. 73, 315-316. — Ulpien (XII, 2) ne parle que des agnats parce que de son temps le droit gentilice a disparu.

3. *Supra*, p. 55.

4. Cf. Paul, III, 4 A, § 7. — 1 pr. D. XXVII, 10. — Cuj., p. 314 et ss. — Ihering, I, 196. — Gérardin, *Nouv. Rev. Hist.* 1889, p. 3.

peuple romain a dû être relativement de courte durée, puisque d'une part elle n'a pas permis à ces anciens agriculteurs de perdre le goût de ce genre de travail, et que d'autre part son influence n'a pas eu le temps de se faire sentir sur le droit privé. S'il en est autrement en ce qui concerne le droit public, auquel nous arrivons à présent, c'est qu'une telle occupation, quelque courte qu'en soit la durée, impose forcément un groupement précisément en vue de cette occupation; cette nécessité ne se fait sentir que plus lentement sur l'organisation de la famille.

Et en effet nous avons déjà vu (1) que l'organisation de la hiérarchie sociale représentée par la clientèle provenait du régime subi par les Romains pendant la période du groupement de tous les individus qui ont constitué leur cité. Cette institution m'a servi à démontrer l'existence de cette période; mais je dois y revenir ici, pour montrer les effets produits sur elle par les deux causes auxquelles les Romains ont dû la formation sociale qui caractérise la première période.

Un caractère saillant du droit de toutes les cités des péninsules méditerranéennes et en particulier du droit romain, est l'exclusivisme : nous allons le constater. Comment l'expliquer ? M. Duruy (2) lui donne pour cause « la nature physique de l'Italie, de cette longue et étroite péninsule, traversée dans toute sa longueur par une chaîne de montagnes et sillonnée à chaque pas par des chaînes trans-

1. *Supra*, p. 77 et s.

2. Duruy, *Hist. Romaine*, 1885, in-12, p. 9-40.

versales qui couvrent le pays d'innombrables vallées, » séparant chaque cité et l'isolant dans son existence et dans tous ses intérêts. C'est là en effet une cause très générale et qui s'applique parfaitement aux cités de l'Italie et à celles de la Grèce ; on conçoit en effet que la difficulté des communications soit un obstacle aux rapports et à l'unification du droit entre des peuples ainsi séparés. Mais spécialement pour Rome, il existe une cause beaucoup plus directe. Quand les premiers émigrants des cités italiennes, après s'être groupés sur le Palatin, se virent en nombre suffisant pour se faire respecter, il se produisit ce qui se produit toujours en pareil cas : le groupe se ferma et les premiers arrivés tendirent à constituer une aristocratie ; ceux qui arrivaient depuis ce moment trouvaient le groupe déjà constitué, installé sur le sol, et des *gentes* développées ou en train de se développer ; en un mot, ils trouvaient la porte fermée : force fut donc à ces isolés, n'ayant ni influence, ni fortune, ni famille, de rester dehors, ou plutôt, puisqu'on voulait bien les admettre, de se placer sous la protection des chefs de *gentes*. Telle fut l'origine du patriciat et de la plèbe, identique quant à sa forme et quant à sa cause, à celle du patronat et de la clientèle (1) : ces deux institutions, qui au fond n'en sont

1. Il n'y a en somme aucune différence essentielle entre ces deux institutions : un patricien est appelé patron quand on l'envisage dans ses rapports avec ses clients ; le plébéen (nom générique qui s'applique à tous les hommes libres qui ne sont pas patriciens, qui peut par conséquent s'appliquer à ceux, bien rares à la vérité, qui ne sont sous la protection d'aucun patron) le plébéen est un client par rapport au patron spécial qui le protège (« *Habuit* (Romulus) *plebem in*

qu'une seule sous des noms différents, naquirent de la situation imposée par la période de groupement des aventuriers qui sont les premiers Romains, et tous les traits que nous rencontrerons dans les rapports entre patriciens et plébéiens, entre patrons et clients, viendront confirmer cette origine.

Mais il y a plus. Cette aristocratie, fondée sur le fait d'être arrivés les premiers et d'avoir pu constituer à eux seuls les éléments essentiels du groupe, puise dans l'agriculture une force nouvelle et un degré d'exclusivisme encore plus prononcé. En effet, ces premiers arrivants se sont empressés de se mettre en possession du sol (1) : entourés par de puissants voisins, par les cités déjà constituées qu'ils viennent de quitter, ils ne peuvent songer à vivre exclusivement de brigandage ; il faut donc qu'ils se mettent à la culture (2), et ceux qui s'adjoignent à eux dans la suite les trouvent déjà occupés à exploiter le sol, tenant beaucoup par conséquent à en conserver la jouissance, et cela d'autant plus que la culture impose plus de tra-

clientelas principum descriptam. » Cïc. *de Rep.* II, 9). Mais, d'après ce que nous avons vu dans le chapitre précédent, la force des cliosés impose à tout patricien la qualité de patron, sous peine de n'avoir aucune influence dans la cité, et à tout plébéien celle de client, sous peine de vivre sans protecteur et dans la misère. J'emploierai donc indifféremment les expressions de patron ou de patricien, de client ou de plébéien.

1. D'après la légende, Romulus partage les terres entre ses cent compagnons.

2. Voy. *supra*, p. 99 et suiv., les causes qui forcent les Romains à adopter ce genre de travail plutôt que tout autre.

vail et de peine (1); c'est une raison de plus pour que le groupe reste fermé le plus possible, et que, s'il accorde aux derniers venus quelques parcelles de cette précieuse fortune, il leur fasse bien sentir que cette concession est une largesse de sa générosité et qu'il entend conserver sa suprématie d'influence et de fortune (2). Nous saisissons

1. La nature de la campagne romaine étant marécageuse, nécessite des travaux considérables pour être rendue fertile et salubre (*Supra*, p. 72-73).

2. « *Patres senatores ideo appellati sunt, quia agrorum partes attribuerunt tenioribus ac si liberis propriis* » (Festus, *Ep.* p. 247). Cette concession se fait sous la forme de possession précaire (*precarium*), moyennant une redevance consistant soit en corvées fournies au patron par le précariste, soit en une fraction du produit (Mommson, *op. cit.*, t. VI, I, p. 92). On se souvient que les patrons, jaloux de conserver leur suprématie, refusent jusqu'à la loi Canuléia (309) de laisser participer les plébéiens à leur *connubium*. Mentionnons encore une manifestation remarquable de cet exclusivisme : l'affranchissement ne confère pas par lui-même le droit de cité; il faut pour y arriver, soit un simulacre de procès si c'est entre vifs (l'affranchissement *censu* ne s'applique qu'au fils de famille mancipé), soit un vote des comices si c'est par testament (Cuj., *op. cit.*, p. 182 et s.).

Cette aristocratie est donc bien fondée sur la profession du sol et sur la richesse. C'est elle qui constitue exclusivement la cavalerie, l'ordre équestre, dans l'armée des premiers siècles : elle seule en effet est en état d'entretenir deux chevaux et un écuyer (Tit. Liv., 1, 43, 8. — Cic. *de Rep.*, 2, 22, 39. — Polyb. 6, 20, 9). Les cavaliers recevaient triple part de butin (Tit. Liv., 45, 43, 7), triple paye quand la solde fut instituée; quand on fondait une colonie, ils recevaient une part de terrains plus forte que les autres (Marquardt, t. XI, p. 16-20). Leurs prérogatives honorifiques consistaient dans le *jus imaginum*; la *nobilitas* donnait des facilités pour l'obtention

là dans le vif les rapports entre la plèbe et le patriciat, et nous découvrons le germe des luttes qui marqueront la fin de notre période. L'aristocratie romaine est forte et exclusive parce qu'elle vient du clan et qu'elle cultive le sol : cette double influence apparaît dans l'organisation des pouvoirs publics, dans les rapports entre patrons et clients, dans les rapports entre Rome et les cités voisines.

Voyons d'abord les pouvoirs publics. Le Sénat est composé de tous les chefs de *gentes* (1) ; chaque *gens* est gouvernée par le patriarche, à la fois pontife, juge et roi ; quand surgit une question intéressant la cité, l'ensemble des familles, tous ces rois se réunissent et délibèrent en commun (2). En fait, c'est cette assemblée qui gouverne l'Etat (3) : jusqu'à la loi Hortensia, un plébiscite n'a force

des magistratures et des sacerdoces (Mommsen, l. VI, 2, p 51-56) ; en 560 les sénateurs obtinrent des places réservées au théâtre et dans les jeux publics (Tit. Liv. XXXIV, 44) ; vers la fin de la République, quand la noblesse ne fait plus de service en campagne, elle figure dans les cérémonies publiques « comme un corps de parade destiné à rappeler le passé » (Marquardt, *loc. cit.*).

1. Cuq, *op. cit.*, p. 32.

2. Ce n'est que depuis le plébiscite Ovinien, probablement de l'an 442, que les censeurs ont le pouvoir de réviser tous les cinq ans les listes sénatoriales (Mommsen, *op. cit.*, t. IV, p. 101 et suiv.) : à cette époque les plébéiens ont réussi à y pénétrer, il n'y a donc plus de raison pour que ce corps reste aussi fermé ; tandis qu'à l'origine, les attributions exclusivement réservées aux chefs de *gentes* et pour toute leur vie répondent bien à la cause qui a produit cette forme de gouvernement.

3. « *Majores nostri senatum rei publicæ custodem, præsidem, propugnatorem collocaverunt ; hujus ordinis auctoritate uti*

de loi que grâce à son approbation ; il peut obliger le préteur à prendre des mesures de police ; vers la fin du ^{vi}^e siècle ses décisions, sous la forme de sénatus-consultes, s'imposent aux magistrats (1) ; le roi ne peut prendre aucune décision sans le consulter (2) ; c'est lui qui constitue le pouvoir législatif (3) ; pendant plusieurs siècles les fonctions de juge sont réservées aux sénateurs (4) ; ce n'est qu'à peu à peu que les plébéiens parviennent à se glisser jusqu'à ce rang (5), et encore sans assimilation complète : on les désigne sous le nom de *conscripti* (inscrits avec les *pères*), et leurs familles s'appellent *minores gentes*. Ce gouvernement est donc essentiellement aristocratique, et cela sans distinction entre la République et la Royauté ; c'est par l'aristocratie que la révolution s'accomplit et pour elle ; on crée deux consuls à pouvoirs annuels à la place d'un seul roi, afin que les difficultés résultant de leur contrôle réciproque laissent une prépondérance plus grande au

magistratus et quasi ministros gravissimi consilii esse voluerunt »
(Cic. *Pro Sest.*, 65).

1. Cuq, *op. cit.*, p. 460.

2. *Supra*, p. 81.

3. Jusqu'au milieu du ^v^e siècle, les lois proprement dites, votées par les comices centuriates, sont très peu importantes ; et encore dans ce vote les classes riches ont-elles la prépondérance (Cuq, *op. cit.*, p. 457).

4. *Ibid.*, p. 418.

5. Le premier plébéien que Tite-Live (V, 12) appelle sénateur est un tribun militaire à puissance consulaire de 354, P. Licinius Calvus. Depuis la loi Ovinia, le sénat tend à devenir une assemblée d'anciens magistrats où les plébéiens sont de plus en plus nombreux (Cuq, p. 120).

Sénat; on diminue encore leur autorité par la *provocatio* (1); le Sénat est si bien le corps prépondérant que c'est précisément à partir de ce moment que ses membres se réservent le monopole des concessions de terres et s'y taillent d'immenses domaines (2).

On se doute que les rapports sociaux entre l'aristocratie et la plèbe subiront la même influence. Les clients se sont placés sous la protection des patrons, c'est donc pour être protégés : nous avons vu qu'ils ne pouvaient se passer de cette protection et que les patrons avaient intérêt à la leur assurer (3); aussi celle-ci était-elle effective (4) : les patrons défendent leurs clients en justice ou de vive force (5), leur distribuent des terres (6). Mais est-ce bien

1. 2 § 16, D. I, 2. — Cf. Accarias, *op. cit.*, t. I, p. 46, note 2.

2. Le consul Sp. Cassius (268) voulant rétablir les concessions au profit de la plèbe, se heurté aux refus du Sénat. Ce n'est que depuis la loi Licinia (387) qu'elles s'appliquent à tous les citoyens sans distinction de classes (Cuq, *op. cit.*, p. 244 et note 3).

3. *Supra*, p. 77 et ss. — Le frère de Cicéron, Quintus, lui écrivait au sujet de sa candidature au consulat : « Il faut faire les choses magnifiquement ; c'est la condition indispensable du succès ; il faut donner des banquets privés, et aussi des banquets publics aux tribus réunies. Aie soin que ta candidature soit pleine de pompe, illustre, splendide, populaire, qu'elle ait un éclat et une dignité suprême » (Quintus, *de petit. consul.*, 11 et 13).

4. *Supra*, p. 80.

5. « *Clarissimi viri nostræ civitatis, temporibus optimis, hoc sibi amplissimum pulcherrimumque ducebant, ab hospitibus clientisque suis... injurias propulsare eorumque fortunas defendere* » (Cic. in Q. Cæcil. 20). Il fallait être riche pour pouvoir plaider : dans le *sacramentum*, chaque plaideur doit déposer de 50 à 500 as comme enjeu du pari (Cuq, p. 410).

6. *Supra*, p. 118, note 2.

là un véritable patronage? dans une société où l'initiative privée est fortement développée, où la formation sociale est entièrement celle qui a été indiquée dans mon premier chapitre, le patronage a pour résultat de développer les capacités, de pousser les individus les mieux doués et à leur faciliter leur élévation vers une condition supérieure; nous avons vu (1) qu'au contraire, la formation patriarcale est rebelle à ce genre de patronage; or, c'est l'influence de cette formation qui a été la plus forte dans le régime du travail. Donc, à côté de l'influence de la première formation, qui produit les effets que je viens d'indiquer, nous trouvons celle de la seconde; ou pour mieux dire, ces deux influences ici se combinent pour produire un effet identique : l'exploitation du client par le patron. Si celui-ci a intérêt à le protéger contre les ennemis extérieurs au clan, c'est pour pouvoir dépouiller d'abord ces ennemis, et ensuite le client lui-même.

Ne nous empressons pas d'admirer ces patrons qui défendent leurs clients en justice : leurs services ne sont pas désintéressés, la loi Cincia en est la preuve. D'autres donnent de l'argent ou des objets de consommation à des plébéiens, mais non sans esprit de retour : ils font un bon placement de leurs économies (2). D'autres enfin y vont

1. *Supra*, p. 56-58.

2. Au début, à l'époque où le prêt a pour objet des céréales pour les semences ou pour la consommation, le taux de l'intérêt est de 5 pour cent (Marquardt, *op. cit.*, t. X, p. 71, note 5). On connaît le sort du débiteur insolvable, le *nexum* (*supra*, p. 69) : c'était un bon moyen pour un patricien d'enlever des clients à un patron rival, quand il comptait des débiteurs dans le clan de celui-ci.

avec moins de pudeur encore : ils se font tout simplement envoyer des cadeaux par leurs clients (1). Enfin, cette plèbe vivait sous un régime qui se rapproche de celui du bon plaisir, car l'interprétation du droit dépendait des pontifes et de la classe dirigeante (2).

Les plébéiens furent naturellement peu satisfaits d'une semblable protection, et ils le firent voir : de 254 à 261, on compte cinq soulèvements populaires. La première grève des clients sur le mont Sacré, aboutit à la création du tribun de la plèbe : ces tribuns, au nombre de deux, avaient pour fonction de diriger les résistances des plébéiens contre les patrons et étaient inviolables (3). En 259, Rome étant menacée par les Volsques, les consuls jugèrent prudent d'arrêter l'application du *nexum* (4). En 292, le tribun Terentilius Harsa proposa inutilement au Sénat la nomination d'une commission qui aurait été char-

1. « *Cum multi occasione Saturnalium per avaritiam a clientibus ambitiose munera exigent idque onus tenuiores gravaret, Publicius tribunus plebi tulit, non nisi ditioribus cerei missitantur* » (Macrob. *Sat.*, I, 7, 33). — Cf. Plut. *Rom.*, 13.

2. Pomponius (2, § 3, D. I, 2), parle du *jus incertum* qui réglait la condition du peuple depuis la chute de la royauté.

3. Jusqu'à la loi des Douze-Tables cette inviolabilité était un état de fait et résultait du serment que faisait chaque citoyen de venger les torts qui leur seraient faits. « *Lege tribunicia prima cavetur, Si quis eum qui eo plebei scito sacer sit, occiderit, parricida ne sit* » (Festus, v. *Sacer*). « *Sacratæ leges sunt quibus sanctum est, qui quid adversus eas fecerit, sacer alicui deorum sicut familia pecuniaque. Sunt qui esse dicant sacratas quas plebes jurata in monte Sacro seiverit* » (Festus). — Cf. Cuq, *op. cit.*, p. 110-115.

4. Tit. Liv., II, 24.

gée de rétablir un peu d'égalité; en 299, nouvelle tentative, cette fois plus heureuse: trois députés du Sénat vont dans les cités de la Grande-Grèce pour étudier leurs législations (1); à leur retour, en 301, dix magistrats (*decemviri consulari potestate legibus scribendis*) sont chargés des pouvoirs législatifs et exécutifs pendant la confection de la loi; enfin, en 305, la loi des Douze-Tables est publiée, établissant l'égalité politique des deux classes, reconnaissant l'inviolabilité des *tribuni plebis* (2), limitant l'arbitraire du pouvoir judiciaire (3), adoucissant les mesures d'exécution contre les débiteurs (4), et abaissant le taux de l'intérêt à un douzième.

Ces remèdes étaient insuffisants, car ce n'est pas l'œuvre arbitraire du législateur qui peut arrêter le courant qui a sa source dans la formation sociale. Aussi, à mesure que l'oppression continue, l'émancipation de la classe exploitée se poursuit. La législation nous permet de suivre la progression de ce mouvement: en 412, la loi Genucia interdit la capitalisation des intérêts dans les prêts faits

1. Cuj., *op. cit.*, p. 125.

2. *Ibid.*, p. 115.

3. 2, § 4, D. I, 2. — Par l'affichage de la loi, tout citoyen, en effet, peut la connaître et savoir, au moins jusqu'à un certain point, quelle est la limite de son obligation.

4. Elles imposent un délai de trente jours entre la *damnatio* et l'*addictio* (« *Aris confessi rebusque jure judicatis triginta dies justi sunt.* » Tab. III, § 1), certaines formalités pour l'*addictio* (pendant trois marchés consécutifs, le créancier doit conduire l'*addictus* sur la place et publier les causes de l'*addictio*), enfin la vente ne peut avoir lieu en deçà du Tibre.

sous la forme du *nexum* (1) ; en 428 (ou 441), la loi Poetelia supprime l'usage des chaînes et la vente des *addicti* : les biens se substituent à la personne dans le gage offert au créancier (2) ; en 458, les tribuns du peuple frappent d'amendes les usuriers (3) ; en 467, nouvelle grève des clients sur le Janicule (4) ; en 513, la loi Furia *de sponsu* limite à deux ans l'engagement des cautions (5) ; en 519, la loi Publicia interdit d'envoyer aux patriciens d'autres présents que des flambeaux de cire (6) ; en 537, une loi Flaminia facilite le paiement des dettes (7) ; en 550, la loi Cincia prohibe tout salaire pour l'assistance en justice (8) ; en 562, les édiles édictent des amendes contre les usuriers (9) ; en 666, la *lex unciaria* de Sylla abaisse en bloc toutes les dettes jusqu'à concurrence du quart de leur montant, et enfin en 705, la cession de biens vint rempla-

1. Tit. Liv., VII, 42.— De là naquit le *mutuum*, prêt gratuit ne conférant aucune action au prêteur : aussi, après la loi Silia, on sentit le besoin d'encourager ce contrat et l'on admit que la seule numération des espèces suffirait pour engendrer une *condictio certæ pecuniæ* (Cuq, *op. cit.*, p. 631-632).

2. « *Pecuniæ creditæ bona debitoris non corpus obnoxium esse* » (Tit. Liv., VIII, 28). Néanmoins le créancier conserve le droit d'exiger les services du débiteur (Cuq, p. 588 s.).

3. Tit. Liv., 10, 23, 41.

4. Id. *Epit.*, 41.

5. Cuq, *op. cit.*, p. 703.

6. *Supra*, p. 123, note 1.

7. Marquardt. t. X, p. 70 s.

8. Accarias, *op. cit.*, t. I. p. 745, note 2.

9. Tit. Liv., 35, 41, 9.

cer l'exécution sur la personne (1). Cette tendance constante et progressive des plébéiens à s'affranchir d'une situation intenable est le résultat naturel du mode de fonctionnement du patronage que nous avons constaté : elle devait aboutir à une émancipation complète de la plèbe, c'est-à-dire à la disparition apparente (2) de la clientèle, à la perte de l'influence originaire de l'aristocratie et à l'avènement de l'Empire. Nous retrouverons ces conséquences dans la période suivante.

Le même caractère d'exclusivisme que nous avons remarqué dans la hiérarchie politique et dans les rapports sociaux, nous le retrouvons dans les rapports entre Rome et les cités voisines. De même que le groupe se ferme devant l'arrivée des émigrés venus trop tard et qui deviennent les clients, de même se ferme-t-il quand, à la suite de la conquête, il s'agit de faire une situation aux nouveaux sujets de la puissance romaine. Mais ici la première influence, celle qui provient de l'origine guerrière et de l'agriculture, apparaît seule : l'influence de la formation communautaire ne prédomine que sous l'Empire. C'est, en effet, seulement au premier siècle de notre ère que nous verrons s'affirmer, en ce qui concerne les peuples soumis, le mouvement qui rapporte tout à la collectivité et plus spécialement au pouvoir central de cette collectivité : au contraire pendant notre première période la loi est essentiellement personnelle. Les Romains ne pratiquent l'annexion

1. Marquardt, *loc. cit.*

2. Je dis *apparente*, car nous verrons plus tard reparaître la clientèle sous une autre forme.

pure et simple que pour les territoires avoisinant Rome et indispensables au développement de sa population : pour les autres cités, ils leur laissent leur autonomie et la propriété de leurs terres (1), se contentant d'y envoyer un représentant de Rome, le préteur (2), et d'y fonder des colonies (3); de ce que la loi romaine ne leur accorde que lentement les droits de la cité romaine, on a eu tort de conclure qu'on ne leur en reconnaissait aucun (4) : au

1. Cuq, *op. cit.*, p. 708.— « *Non dubito, quin federati et liberi nobis externi sint : non inter nos atque eos postliminium esse : etenim quid inter nos atque eos postliminii opus est, cum et illi apud nos et libertatem suam, et dominium rerum suarum ceque, atque apud se retineant ; et eadem nobis apud eos contingant ?* » Et le même jurisconsulte nous explique que ces peuples ne sont pas *in potestate*, dans la condition d'un *alieni juris* par rapport à son *paterfamilias*, mais dans celle d'un client par rapport à son patron, « *ut is populus alterius populi majestatem comiter conservaret : hoc enim adjicitur, ut intelligatur alterum populum superiorem esse, non ut intelligatur alterum non esse liberum : et quemadmodum clientes nostros intelligimus liberos esse,.... sic eos, qui majestatem nostram comiter conservare debent, liberos esse intelligendum est* » (7 pr., § 1, D., XLIX, 15).

2. A l'origine le préteur pérégrin ne fut probablement pas chargé de *jus dicere inter peregrinos*, comme le dit Pomponius (2, § 28, D., I, 2), mais fut envoyé dans les provinces suivant les besoins des vainqueurs (Cuq, *op. cit.*, p. 451).

3. Cf. *supra*, p. 22-24.

4. M. Cuq (p. 265-266) explique que la formule des Douze-Tables « *adversus hostem æterna auctoritas* » (Tab., III, § 6), n'a pas le sens qu'on lui a donné jusqu'ici, mais signifie que l'usucapion n'éteint pas l'action *auctoritatis* quand un étranger jouissant du *commercium*

contraire aux yeux des Romains, l'étranger, soumis ou non, garde sa propre législation (1), et ceux-ci évitent si bien de s'y immiscer qu'ils semblent l'ignorer et ne la soumettent au contrôle du pouvoir judiciaire de Rome que dans le cas de traités spéciaux (2). On voit que sur ce point l'exclusivisme se présente sous la forme de la personnalité de la loi, et nous retrouvons bien là l'influence de la première formation.

Cette même influence va produire un effet inverse dans les rapports de la vie commerciale. Plus on redoute, en effet, le contact des groupes voisins, plus on cherche à se garer de leur immixtion, plus aussi, et précisément pour atteindre ce but, on éprouve le besoin de s'appuyer sur les autres membres du groupe auquel on appartient, on veut se sentir les coudes afin de résister plus facilement aux étrangers. Et ici, l'influence de la formation communautaire va corroborer puissamment la première, car c'est surtout dans les sociétés qui ont cette formation qu'on craint l'isolement et que l'union, le groupement constitue la force. C'est dans le droit des obligations que

mancipe à un citoyen romain une chose située hors de Rome ou inversement.

1. *Ibid.*, p. 397-397.— Festus, v. *Sanates*.— Gaius, I, 92.

2. Servius conclut avec les cités latines un traité donnant aux tribunaux romains et à ceux de ces cités le pouvoir de juger les litiges s'élevant sur les transactions commerciales entre les citoyens des États contractants (Denys, IV, 26, 30). En 245, un traité purement commercial fut signé avec Carthage; en 261, avec les Latins; en 268, avec les Herniques; en 406, deuxième traité commercial avec Carthage (Cùq, *op. cit.*, p. 398).

nous allons trouver cet effet. Dans l'ancien droit, à côté des contrats sanctionnés par le droit, il y en a d'autres, tels que le mandat, le dépôt, le gage, etc., qui reposent sur le crédit (1) et sont laissés à la bonne foi des contractants, ce sont les actes fiduciaires : s'élève-t-il quelque contestation relativement à ces actes? on nomme un arbitre, un « homme de bien » qui dira son avis sur la question de loyauté engagée, suivant ce que lui dicte son propre sentiment de l'équité (2). Comment des transactions économiques peuvent-elles reposer sur une telle base? « Les conventions se formaient dans un cercle très restreint, entre personnes appartenant à un même quartier d'une même cité. Ces personnes, vivant dans un contact perpétuel, avaient besoin les unes des autres; elles échangeaient continuellement de bons offices (3). » Si l'on se rappelle ce qui a été dit sur la communauté familiale et sur le groupement du clan, cette origine s'explique à merveille. Et il en résulte deux conséquences : comme on n'engage que sa foi, et non celle d'autrui, les dettes provenant des actes fiduciaires sont intransmissibles activement et passivement (4) ; en second lieu, une semblable

1. Crédit vient de *credere*, donner son cœur, d'où : croire, ajouter foi (Cuq, *op. cit.*, p. 388).

2. *Ex bono et æquo*, ce qui se traduit par cette maxime « *neminem cum alterius detrimento et injuria fieri locupletiores* ». (206, D. L., 17). — Cf. Cuq, p. 665-666.

3. *Ibid.*, p. 386.

4. Gaius ne s'explique déjà plus cette intransmissibilité, et lui donne une raison théorique : « *Inelegans visum est...* » (III, 100). Au ^{vi}e siècle, avec l'extension des affaires, cet effet devait être mo-

promesse n'a pas de valeur théorique, ne constitue pas un droit propre : aussi le droit de créance, comme élément actif du patrimoine, n'apparaît-il qu'au ^v^e siècle, dans la loi Aquilia, quand les rapports commerciaux tendent à s'élargir ou ont pour sujets des personnes en qui on a moins de confiance (1) :

Mais qu'est-ce donc que cette bonne foi ? Faut-il donc en croire les Romains qui nous parlent avec une admiration touchante de leur propre loyauté (2) ? Nous devons en rabattre un peu, car nous savons que la *fides* romaine ne valait guère mieux que la foi punique (3) : si nous la

diffié, et les prudents imaginèrent des expédients ; *correi promittendi, adstipulatores* (Gaius III, 117), stipulation pour soi et pour ses héritiers (3 pr. ; 38 pr. § 1, D. XLV, 1). — Cf. Cuq, *op. cit.*, p. 695 et ss.

1. Cette loi fut en effet votée à l'occasion de la troisième réunion des clients sur le Janicule (Cf. Inst., IV, 3, § 15). — *Ibid.*, p. 578 et ss., 583, 586.

2. Sext. Cœcil. apud Gell. XX, 1. — Denys, II, 75. — Plut. *Flam.* 16. — Tit. Liv. XLII, 47.

3. M. Cuq dit lui-même : « Ce n'est pas cet idéal de sincérité et de franchise que l'homme doit chercher à réaliser dans ses rapports avec ses semblables et qui est le même dans tous les temps et dans tous les lieux. La bonne foi, à Rome, a été quelque chose de variable ; elle a été entendue d'une manière différente suivant les époques. » (*Op. cit.*, p. 666-667). Est-il besoin de rappeler l'enlèvement des Sabines, la conduite du Sénat après l'affaire des Fourches Caudines ? Tite-Live (XXXV, 1, 3) rapporte un fait qui peut encore en donner une idée : deux spéculateurs s'étant chargés de fournitures et transports par mer pour le compte de l'Etat, avec clause que celui-ci supporterait les risques, chargèrent des marchandises sans valeur sur des navires hors de service qu'ils coulèrent en plein

trouvons ici avec une certaine force, à la base de toute une série de contrats, c'est que pour ne pas être volé, le plus sûr moyen est encore de ne pas voler son prochain; la bonne foi des Romains est l'intérêt commercial bien compris : comment croire des gens qui s'enrichissent à exploiter la province (1) ou leurs clients quand ils viennent vous dire : « La loi naturelle défend de s'enrichir aux dépens d'autrui » ? Ils ont beau mettre la *fides* parmi les divinités et lui élever des statues, ils n'en croient pas un mot. Il suffit, pour nous en convaincre, de voir ce qu'est la religion des Romains; cet aperçu a un grand intérêt pour reconstituer le type de ce peuple, et de plus il nous montrera une influence caractéristique de la phase de brigandage dans la vie de la race. En effet, nous avons vu (2) que les premiers Romains sont des bannis, exilés de par la loi de leurs cités ou qui cherchent à se soustraire à la condamnation qui les attend, ou bien des émigrés volontaires que tente la vie d'aventures et d'indépendance, en tout cas des gens qui ne se font pas scrupule de vivre de pillage et qui comptent la vie et la propriété d'autrui pour peu de chose : on conçoit que des

mer, et réclamèrent le prix des marchandises et des navires en bon état : or, le Sénat n'osa pas les poursuivre et ce furent les tribuns du peuple qui en firent justice.

1. Verrès n'est pas une exception : Salluste se bâtit un palais à son retour d'Afrique ; César part pour l'Espagne criblé de dettes, en revient semant de l'or sur ses pas ; un petit-fils du vertueux Caton rançonne la Macédoine ; et Cicéron lui-même économise plus de deux millions de sesterces pendant son proconsulat en Cilicie.

2. *Supra*, p. 70 et suiv.

hommes apportant de pareilles dispositions et se livrant à de semblables occupations aient un sentiment religieux fort peu développé. En revanche, s'ils perdent l'esprit de la religion, ils en gardent facilement les formes extérieures, qui deviennent chez eux de la superstition (1). Tel est en effet le caractère de la religion romaine : faiblesse du sentiment religieux, superstition. Et ceci répond à l'objection tirée de la religion contre la véracité des légendes qui font des Romains d'anciens brigands (2) : non, la religion ne naît pas pour cela après le droit ; elle s'obscurcit, voilà tout. Les Romains ont bien en effet la même mythologie générale que tous les Pélasges (3) : mais ces divinités chez eux « n'étaient que des abstractions, ils adoraient en elles ces forces de la nature dans la dépendance desquelles l'homme se sent à chaque instant, mais qu'il peut s'assujettir en observant ponctuellement les prescriptions d'ordre tout extérieur établies par l'État pour honorer les dieux. Les rites étaient hérissés de difficultés et de complications ; la moindre irrégularité dans une cérémonie enlevait à celle-ci toute son efficacité (4) ». — « La religion consiste dans l'observation scrupuleuse des rites consacrés : les devoirs envers les dieux sont réglés minutieusement ; il y a des rites compliqués

1. C'est en effet un phénomène qui se remarque chez tous les brigands, fort peu soucieux de la religion, mais très superstitieux, et qui n'a pas été suffisamment observé par certains esprits qui confondent parfois ces deux choses si dissemblables, religion et superstition.

2. *Supra*, p. 86.

3. Cf. *Dictionn. de Saggio*, v. *Dü consentes*.

4. Marquardt, *op. cit.*, t. XII, p. 8-9.

auxquels on ne peut rien changer, sous peine d'encourir la colère des dieux. Le roi doit veiller à ce que les solennités prescrites soient accomplies régulièrement, dans leur ordre et dans leur temps (1) ». Cette absence du sentiment religieux ne fit que s'accroître de siècle en siècle, et à la fin de la République, à l'indifférence la plus absolue en matière religieuse (2), se joignait la pra-

1. Cuq, *op. cit.*, p. 38. — Un simple trait prouvera ce caractère : une cérémonie anniversaire ne peut être ajournée et passe avant toute autre occupation, même la plus urgente, et le soldat peut pour ce motif se dispenser de répondre à l'appel (Aul. Gell. XVI, 4). Les textes nous montrent les devins, astrologues, etc., comme étant nombreux (Paul, *Sent.* V, 21 § 1, 3 et 4. — *Mos. et Rom. L. Coll.* XV, 2 et 3).

2. On ne discutait pas, comme en Grèce, avec ceux qui faisaient du prosélytisme pour de nouvelles doctrines, on les supprimait (Paul, *loc. cit.*, § 2). Mais pour qui ne cherchait pas à imposer ses opinions religieuses, cette indifférence s'est généralement traduite par un respect absolu de la liberté de conscience : au n^e siècle avant J.-C. il y avait déjà beaucoup de juifs à Rome (Cic. *pro Flacco*, 28) ; les premiers Empereurs faisaient des donations au temple de Jérusalem et y faisaient des sacrifices (Suet. *Oct.* 93) ; les persécutions contre les chrétiens furent très intermittentes : pendant trois siècles environ, de 64, date de la persécution de Néron, à 313, date de l'édit de Milan, on ne compte que cent-vingt-neuf années de souffrances pour l'Eglise (Aullard, *Hist. des Perséc.*, Paris, Lecoffre, 1885, in-8, *Introd.*, p. IV) ; la superstition des païens fut généralement la cause de ces persécutions (*Ibid.*, p. XXXII-XXXIII) ; au III^e siècle, les chrétiens étaient nombreux parmi les fonctionnaires publics (*Ibid.*, p. XXVIII et ss.) ; les édits de Julien cherchent plutôt à rendre les chrétiens ignorants en leur interdisant l'enseignement et en interdisant aux païens de le leur donner (Monnier, *Hist. de Libanius*, Paris, Lahure, 1866, in-8, p. 138-144. — Keuffel, *Hist. originis ac pro-*

tique de toutes les superstitions et de tous les cultes mystérieux de l'Orient (1).

Nous avons vu (2) que les Romains furent peu adonnés au commerce; toutefois, comme une société qui ne se suffit pas entièrement à elle-même (3) ne saurait s'en pas-

gressus scholarum inter christ., Helmstadt, in-12. 1743, p. 115-117.

— Leblanc, *Essai hist. et crit. sur l'étude et l'ens. des lettres profanes dans les premiers siècles de l'ère chrétienne*, Pérusse, in-8, 1852, p. 87-106, 194. — Lalanne, *Infl. des Pères de l'Eglise sur l'éduc. publ. pendant les premiers siècles de l'ère chrétienne*, Belin-Mandar, in-8, 1851, p. 79 et ss.). Constantin dit dans l'édit de Milan : « La liberté de religion ne doit pas être contrainte, et il faut permettre à chacun d'obéir dans les choses divines au mouvement de sa conscience » (Lactance, *de mort. pers.* 48) et dix ans plus tard : « Que ceux qui demeurent impliqués dans l'erreur de la gentilité jouissent de la même paix et du même repos que les fidèles » ; (Eusèbe, *Vie de Const.* II, 56) quand lui et Constantin II prohibent la magie (C. Th. XVI, 10), ni l'un ni l'autre ne touchent au culte public : à la fin du iv^e siècle, les pontifes sont chargés par Symmaque, préfet, d'instruire l'affaire d'une vestale d'Albe qui avait violé son vœu et la condamnent à être enterrée vivante suivant les anciennes lois (Symm. *Ep.* IX, 147, 148) ; à cette époque et au v^e siècle, les temples païens, les statues des divinités étaient encore debout, et le paganisme respecté (Ozanam, *De la civilis. chrétienne chez les Francs*, Lecofère, 1862-65, t. I, p. 106-107. — Ampère, *Hist. litt. de la France avant le XII^e siècle*, Hachette, in-8, 1840, t. II, p. 80-81, 88. — Aullard, *Le pagan. au milieu du IV^e siècle*, dans la *Rev. des Quest. hist.*, octobre 1894, pp. 353-404).

1. Marquardt, *op. cit.*, t. XII, p. 86, 89, 91 ss., 127 ss.

2. *Supra*, p. 101 et suiv.

3. Ce n'est guère qu'à l'agriculteur des premiers temps que peut s'appliquer ce proverbe : *Nequam agricolam esse, quisquis emeret quod præstare si fundus posset* (Plin. *H. Nat.* XVIII, 40) et cette

ser, il faut bien que quelques-uns de ses membres ou les commerçants des autres nations (1) viennent lui apporter les objets qu'elle ne fabrique pas elle-même : ce commerce, si peu développé qu'il soit, entraîne des relations avec les autres peuples. Nous verrons d'ailleurs (2) qu'ils pratiquèrent un genre de commerce qui contribuait à développer ces relations. Enfin la conquête fut un puissant élément de contact entre la société romaine et les sociétés voisines. Je dois dire ici quelques mots des effets de ces relations sur le droit.

Le système monétaire en fut sensiblement modifié : à l'*æs signatum*, introduit dès Servius (3), se substitua au début

phrase de Marquardt : « Il produit sur son domaine tout ce qu'il consomme, sa nourriture et celle de sa famille, la laine de ses vêtements, le cuir de ses chaussures, et les matériaux de sa maison ». (*Op. cit.*, t. XV, p. 6).

1. Dès les premiers siècles, les Phéniciens apportaient leurs produits sur les côtes d'Italie, notamment des verroteries ; puis les Grecs de Cumes et de Phocée leur firent concurrence ; après la bataille d'Alalie (537), les Carthaginois supplantèrent les Phocéens ; enfin depuis la fin du VI^e siècle, le commerce de la Grèce reprend le dessus (Marquardt, *loc. cit.*, p. 10-12).

2. Je ne parlerai des opérations de banque des Romains que dans la deuxième partie, parce que c'est surtout pendant cette seconde période qu'il se développe.

3. « *Servius rex primus signavit æs : antea rudi usus Romæ Timæus tradit. Signatum est nota pecudum* » (Plin. *H. Nat.*, 33, 43). L'as pesait douze onces au début ; puis il fut réduit à dix, afin de conformer le système monétaire romain à celui des autres peuples (Cuq, *op. cit.*, p. 260 et s.) : après la première guerre punique, sa valeur baissa dans la proportion de 10 à 6, et l'as fut divisé en

du IV^e siècle la pièce de monnaie à chiffre déterminé, rendant la pesée inutile (1) ; dès lors la vente *per æs et libram* devint une vente fictive (2) ; aussi, n'étant plus qu'une simple formalité plus ou moins gênante, la tradition va bientôt prendre une importance de plus en plus considérable.

Ces relations amenèrent en outre la création de nouveaux rapports juridiques. Les voyages devenaient plus longs et plus fréquents : le louage de voitures (*cisarii*) apparut (3) ; pendant le voyage, il fallait se loger, les hôtelleries (*meritoria taberna*, *deversoria*) s'installent (4). On restait parfois longtemps hors de chez soi, laissant des intérêts en souffrance ; parfois un ami se chargeait des intérêts de l'absent ; il fallait encourager cette bonne volonté : d'où l'Edit du préteur relatif à la gestion d'affai-

six as du poids de deux onces, l'unité de fortune se trouva donc multipliée par dix dans chaque classe du cens (Belot, *La révolution écon. et monét. qui eut lieu à R. au milieu du III^e siècle avant l'ère chrét.* 1885). En 485 l'argent fit son apparition ; l'or existait à Rome dès 397. Sous l'Empire, la capitale se réserva le monopole de la frappe de la monnaie, et ne l'autorisa dans les provinces qu'à titre gracieux (Marquardt, *op. cit.*, t. X, p. 11, 26, 42-43).

1. Marquardt (*ibid.*, p. 6) place ce fait entre la loi Aternea Tarpeia (300), qui fixe l'amende en têtes de bétail, et Julia Papiria (324), qui la fixe en numéraire.

2. « *Imaginararia quedam venditio.* » (Gaius, I, 119).

3. Varr. *de re r.* I, 2, 14.

4. Val. Max. I, 7, 10. — Plaut. *Men.* 436. — Tit. Liv. XLV, 22. — Cf. Guq *op. cit.*, p. 617.

res (1); de là encore la loi Atilia (2) permettant de nommer un tuteur datif quand on ignore où est le tuteur légitime, l'édit du préteur autorisant la vente des biens d'une personne décédée sans laisser d'héritier connu, quand il y a des créanciers (3). Ou bien un citoyen envoyait son fils ou son esclave à l'étranger pour gérer une affaire, ou chargeait un ami partant en voyage de s'en occuper : c'est le germe du mandat (4) et des actions *adjectiliæ qualitatis* (actions *quod jussu, de peculio, de in rem verso, tributoria, institoria, exercitoria*).

Il me reste à signaler un effet important de commerce et des relations qu'il engendre : c'est la spécialisation du droit, et d'une façon générale, des cultures intellectuelles. Nous avons vu que le *paterfamilias* cumulait, au début, les fonctions de prêtre, d'instituteur et de magistrat : il en est forcément ainsi dans les sociétés dont tout l'organisme

1. Cf. 3 pr., D. III, 5. — Jusqu'à ce moment, les obligations résultant de la *procuratio* étaient laissées à la bonne foi du *dominus* ; la loi Hostilia autorisait seulement toute personne à exercer l'action de vol au nom des citoyens absents pour le service de l'Etat ou en capacité (*Ibid.*, p. 574 et ss.).

2. Accarias (*op. cit.*, t. I, p. 315) place cette loi entre les années 387 et 557.

3. Gaius, III, 78.

4. Au début, l'office de mandataire est rempli par un *alieni juris* du mandant ; cela explique la gratuité du mandat, la non-reversibilité des effets de l'acte sur la tête du mandant car la question ne se pose même pas si le mandataire est un *alieni juris*, l'absence de sanction légale de ce contrat à l'origine (Cuq, *op. cit.*, p. 651) ; vers 630 l'action *mandati* n'était pas encore accordée d'une façon générale par tous les préteurs (Ennius, II, 13, 19).

se réduit à la famille (1), et cet état de choses dure aussi longtemps que ce groupe garde son autonomie et sa simplicité. Mais dès que plusieurs de ces groupes autonomes sont arrivés à se grouper eux-mêmes entre eux et se trouvent par là en contact permanent les uns avec les autres (2), des complications nouvelles surgissent, des besoins qui ne s'étaient pas manifestés jusqu'alors apparaissent : il faut un chef à ce nouveau groupe, à la cité ; la réunion de tous les chefs de famille ne peut en remplir les fonctions que dans une certaine mesure, et cette assemblée elle-même est un organisme nouveau ; il faut un prêtre pour le culte de la cité ; il faut un juge pour régler les différends qui surgissent entre les diverses familles ; les conditions d'existence devenant plus difficiles, de nouvelles connaissances deviennent de plus en plus nécessaires, et le père de famille demandera bientôt à ceux qui s'adonnent spécialement à cette étude de lui prêter leur concours (3).

Si nous envisageons dans le droit cette évolution, nous voyons qu'à l'origine en effet, le droit est intimement lié à l'état social, non seulement en ce qui concerne les influences qui lui impriment telle ou telle direction (il en est ainsi à toutes les époques de la vie d'un peuple), mais encore en tant que science ayant sa nature propre et indé-

1. *Supra*, p. 93-95.

2. Ce phénomène ne peut se produire que lorsque la famille patriarcale, ayant abandonné la steppe et se trouvant dans un lieu où l'art pastoral n'est plus possible, se voit obligée de s'adonner à un genre de travail qui la fixe à un endroit déterminé.

3. En ce qui concerne l'instruction, cette question trouvera à la deuxième partie, chap. IV, les développements nécessaires.

pendante, telle que nous la considérons aujourd'hui. C'est la période du droit coutumier, pendant laquelle le droit ne constitue pas un élément spécial et distinct qu'on puisse arbitrairement séparer des autres éléments sociaux ; il n'est pas autre chose alors que l'état social lui-même : dans les rapports qui constituent ce que nous appelons la science du droit, la société subit simplement l'influence de sa formation sociale sans songer à s'en rendre compte et à discerner ces rapports. Mais dès que des complications apparaissent par le fait du voisinage, dès que, plusieurs groupes s'étant réunis d'une façon permanente, un juge devient nécessaire pour régler les conflits qui peuvent naître de ce contact, il faut aussi pouvoir distinguer ces rapports qui donnent naissance à un organisme social distinct, afin qu'on puisse les régler et les modifier s'il y a lieu. Le droit s'est spécialisé et a donné naissance, à ses spécialistes, juges, jurisconsultes, avocats, professeurs.

A Rome, cette spécialisation s'est produite de très bonne heure, par le fait même du groupement des premiers aventuriers qui se sont mis sous la direction d'un chef : ce groupement nous est apparu sous la forme du clan, dont le chef constitue à lui seul le pouvoir judiciaire entre ses divers éléments ; plus tard, quand plusieurs de ces groupes se seront réunis sur le Palatin, ce sera le roi : « ce qu'on a appelé plus tard juridiction était une conséquence du pouvoir suprême (*imperium*) attribué au roi par le vote du Sénat et du peuple (1) » ; c'est lui qui est le premier spécialiste de l'application du droit, de même

1. Cuj., *op. cit.* p. 403. — Cf. Cic. *de Rep.*, V, 2.

que le Sénat est le premier organe législatif spécial; et il est en même temps le premier spécialiste de la religion : le collège des Pontifes n'apparaît que sous Numa, suivant la légende, et cette institution le rendit célèbre comme s'il avait par là créé la religion.

Il y a un législateur et un magistrat : le droit est donc spécialisé. Dès lors, il faut des gens chargés de l'interpréter : la spécialisation du droit entraîne celle du jurisconsulte, et ces fonctions sont remplies par les Pontifes, dont les connaissances intellectuelles sont développées par leurs fonctions de prêtres, d'interprètes de la divinité : ce sont eux qui « déterminent les cas qui tombent sous l'application de la loi... Les pontifes montraient le droit; les consuls (qui héritent des pouvoirs judiciaires du roi) l'appliquaient » (1). Mais ces pontifes sont essentiellement des patriciens, parce que cette fonction de jurisconsulte n'est pas encore bien séparée de l'autorité politique qui appartient à ceux-ci (2) : plus tard, quand par suite du

1. Cuj., *op. cit.*, p. 147-148. — Festus, v° *Ordo*. — « *Omnium tamen harum (legum) et interpretandi scientia, et actiones, apud collegium Pontificum erant* » (2 § 6, D. I, 2).

2. Ce monopole de l'interprétation des lois mettait les clients à la discrétion des patriciens, car ils ne pouvaient ainsi connaître l'étendue de leurs droits ou les limites de leurs obligations. et les pontifes, patrons eux-mêmes, se gardaient bien de porter atteinte aux privilèges de la caste dans la personne des autres patriciens. L'importance de ce pouvoir ressort de la reconnaissance témoignée par la plèbe à Cnéius Flavius, qui divulgua les archives pontificales vers le milieu du ve siècle : « *Adeo gratum fuit id munus populo, ut Tribunus plebis fieret, Senator, et Aedilis curulis* » (2 § 7, D., I, 2).

fonctionnement défectueux du patronage, les clients tendent à s'émanciper de leurs patrons, à une époque où par ailleurs les cultures intellectuelles sont suffisamment développées, le monopole de l'interprétation de la loi cessera de leur appartenir, et il suffira d'un ressentiment d'un patricien contre ses collègues pour provoquer la divulgation des archives pontificales (1).

Mais ce fait lui-même provoque une nouvelle spécialisation, car bien que la science du droit ne soit plus désormais un secret gardé soigneusement en vue de servir des intérêts politiques, cette étude est de moins en moins à la portée du vulgaire, et il faut des avocats pour prêter à ceux qui ne s'y adonnent pas le concours de leurs lumières (2) et par conséquent des professeurs qui enseignent cette science. Et il est remarquable que ce soit précisément à cette même époque que s'ouvre le premier enseignement du droit : Tiberius Coruncanius, plébéen de

1. Cuq, *op. cit.*, p. 447. — Cic. *pro Mur.* 25. — Plin. *H. Nat.* XXXIII, 17. — Dès lors, le pontificat ne servant plus de rien aux patriciens, l'accès de ce collège s'ouvrit aux plébéiens par la loi Ogulnia (454 de R. — Tit. Liv. X, 6 et 9).

2. Les premiers avocats sont en effet les patrons, nous l'avons vu, auxquels la loi Cincia interdit de faire payer leur assistance : aussi le nom d'avocat est-il alors celui de *patronus* ; dès que la divulgation des archives produit la spécialisation de cette profession indépendante, ils s'appellent *advocati* (6 § 1, D. III, 1. — 1 § 1 ; 20, D. XLVIII, 10). Tite-Live (III, 41) rapporte que Virginie parut dans son procès devant les décemvirs « *cum ingenti advocazione* » et qu'elle fut défendue par Numitorius, son oncle, qui discute les questions les plus délicates du droit (Grellet-Dumazeau, *le Barreau romain depuis ses origines jusqu'à Justinien*, Paris, Durand, in-8, 1858, p. 51-52).

naissance, consul en 474, dictateur en 508, admit, pendant son pontificat, le public à ses audiences, expliquant la façon dont s'y prenaient les magistrats pour résoudre les cas (1) ; bien entendu, ce public est restreint : les *auditores* sont des gens qui cherchent à acquérir la connaissance du droit afin de devenir avocats et jurisconsultes. Il est à croire que Coruncanus fit école, puisque dès le vi^e siècle on voit apparaître de nombreux jurisconsultes (2) qui écrivent beaucoup d'ouvrages théoriques destinés à l'enseignement (3). On remarquera que cet enseignement du droit était donné « à cette époque, comme en France au moyen-âge, au temps de la Basoche ; comme aujourd'hui en Angleterre, d'une manière éminemment pratique. L'étudiant apprenait par cœur la loi des Douze-Tables et étudiait le droit pontifical. Puis il fréquentait très assidûment un jurisconsulte distingué, s'inspirait de ses réponses et se formait ainsi à sa carrière future (4). »

1. Tite-Live, *Ep.* 48. — 2 § 35 et 38, D. I, 2. — Krueger, *Man. des Ant. Rom.*, t. XVI, p. 67. — Flacch, *De l'enseignement du droit chez les Romains*, Nancy, 1873, p. 11. — Falgairolle, *De l'enseignement du droit chez les Romains*, Aix, 1883, p. 10. — C'est par le même procédé qu'Appius Claudius serait arrivé à pouvoir constituer le *Jus Flavianum* publié par son secrétaire (Cuq., *op. cit.*, p. 447).

2. Voy. sur les jurisconsultes du ve au vi^e siècle : Pompon., 2, D. I, 2. — Cuq., *op. cit.*, p. 473, n. I, 474 et ss. — Grellet-Dumazeau, *op. cit.*, p. 290 et ss., 396 et ss. — Krueger, *op. cit.*, p. 69-77.

3. Flacch, *op. cit.*, p. 17. — Ces ouvrages étaient souvent des recueils de *responsa* (Krueger, *op. cit.*, p. 66).

4. Falgairolle, *op. cit.*, p. 10. — On trouve encore sous l'Empire ce mode d'enseignement : les *assessores* sont des jeunes-gens qui apprennent la pratique du droit en assistant les magistrats dans l'exer-

On voit comment se donne l'enseignement du droit : d'une façon pratique ; l'avocat, formé ainsi de bonne heure à la procédure, ne s'attardera pas longtemps à étudier des ouvrages théoriques : il faisait ses débuts dès qu'il avait pris la toge virile (1). Il était à la fois avocat et avoué, et était chargé des plaidoiries et des consultations comme de la procédure (2) : ses fonctions consistaient en effet à répondre aux consultations qui lui sont adressées (*respondere*) (3), à rédiger la formule de l'acte juridique qu'un citoyen veut conclure (*cavere*), à tracer les solennités à accomplir pour faire valoir un droit en justice (*agere*) (4). Plus tard on distingue les avocats proprement dits, dont l'éloquence cherche à éblouir les juges et dont Cicéron nous offre un modèle distingué, et les *minores advocati*, *legulei* ou *formularii*, versés dans la connaissance de la loi, mais peu doués au point de vue de la parole, qui venaient en aide aux précédents pour

cice de leurs fonctions (1, D. I, 22). Toutefois on voit apparaître sous Auguste des jurisconsultes faisant de l'enseignement leur occupation exclusive (Flacch, *op. cit.*, p. 22). — Voy. sur cet enseignement pratique : Tac. *Dial.* 34. — Oliva, *Œuvres diverses* (p. 47-123 : *De antiqua in Rom. scholis grammaticorum disciplina dissertatio ludicra*). Paris, Martin, in-8°, 1758, p. 103-104.

1. Grellet-Dumazeau, *op. cit.*, p. 88. — Le prêteur exige l'âge de dix-sept ans (1 § 3, D. III, 1).

2. Serrigny, *Droit public et administratif romain*, 2 vol. in-8°. Paris, Durand, 1862, T. II, p. 309.

3. Pomponius (2, § 47, D. I, 2) nous explique comment les réponses des prudents constituaient le véritable enseignement du droit sous la République.

4. Cuq, *op. cit.*, p. 465. — Cic., *de Or.*, I. 48.

le fonds de la plaidoirie (1). Le préteur empêchait les femmes (2) et les *infames* (3) de plaider ; le sénat pouvait suspendre un avocat (4). Sous Alexandre-Sévère il faut l'autorisation du magistrat pour pouvoir plaider (5). Enfin au Bas-Empire ils sont organisés en corporations administratives (6) : leur nombre est limité (7) ; ils doivent avoir satisfait aux examens de l'école de droit (8) et être munis de l'autorisation de l'empereur (9).

Nous avons constaté que l'éducation, chez les premiers Romains, était le fruit d'une double formation ; nous avons vu les causes qui avaient produit cette dualité ; enfin j'ai essayé de montrer que cette dualité expliquait les contradictions apparentes que présente la législation romaine, notamment dans l'organisation de la famille, dans

1. Grellet-Dumazeau, *op. cit.*, p. 76-77. — On leur donnait souvent des qualificatifs de mépris (Cic., *de Or.*, I, 49 ; III, 21, 34. — Quintil., XII, 9). « *Cautus et acutus, præco actionum, cautor formularum, anceps syllabarum* » (Cic., *de Or.*, I, 55). Il y avait, en outre, le *monitor*, qui servait parfois à « secourir leur mémoire troublée », et le *morator* qui remplaçait l'avocat pour lui donner le temps de se reposer (Grellet-Dumazeau, *op. cit.*, p. 72-78).

2. 1, § 5, D., III, 1.

3. 1, § 6, *ibid.* — 6, § 1, D., XLVIII, 11. — Les affranchis ont toujours pu plaider (2, D., I, 22. — 2, C., II, 6).

4. Plin. *Ep.*, V, 14.

5. 9, § 2, D., I, 16,

6. 46, 152. C. Th. *de Decurion.* — Nov. Theod., 16, 34. — 5 ; 6, § 2 ; 8, C., II, 6. — 3, 7, etc., C. J., II, 7. — Cf., Serrigny, *loc. cit.*

7. 8, 11, 13, 15, 17, C., II, 7.

8. 11, C., II, 7.

9. 9, § 4, D., I, 16. — 6 § 6, C., II, 6.

les rapports entre les diverses classes de la société, e dans le droit des gens ; j'ai terminé par l'indication de l'influence de cet état social sur la science du droit. Nous allons voir maintenant que l'évolution de la législation romaine à partir de la fin de la République est due à une évolution correspondante de la formation sociale, et par conséquent de l'éducation.

DEUXIÈME PARTIE

L'évolution du type romain.

Après avoir constaté la nature de la formation sociale des Romains jusqu'au ^{vi}e siècle, il nous faut voir par suite de quelles influences cette formation va se modifier à partir de cette époque, et disparaître le caractère particulier qu'elle présente ; dans quel sens se produira cette évolution ; quelles en seront les conséquences dans la législation. Ces questions feront l'objet d'autant de chapitres. J'en consacrerai un quatrième aux cultures intellectuelles qui, bien qu'étant liées très intimement à l'éducation, occupent cependant une place spéciale par les causes qui les développent et par les effets qui en sont la conséquence.

CHAPITRE PREMIER

CAUSES DE L'ÉVOLUTION

Quand nous avons étudié la complexité de la formation sociale des Romains pendant la période précédente, nous avons remarqué un fait important : l'influence de la formation patriarcale, à côté de celle qui lui donne son originalité, y apparaît avec un caractère d'antériorité et de supériorité manifeste, comme l'élément fondamental de l'organisation de cette société, et l'influence spéciale à cette première période vient s'y ajouter accidentellement, par suite de certaines causes particulières et transitoires ; de ces deux formations, la première est celle des origines de la race, elle suit celle-ci à travers toutes les phases qu'elle subit, et nous en avons constaté l'influence profonde malgré les causes qui avaient donné naissance à la seconde ; en un mot, la première est essentielle à cette société, la seconde n'est qu'un accident.

C'est qu'en effet les causes qui ont produit celle-ci ont été transitoires. J'en ai déjà indiqué la preuve (1) pour la première, l'origine guerrière ; je dois la rappeler ici.

1. *Supra*, p. 114-115.

Nous avons vu que, tandis que l'organisation des pouvoirs publics et de la hiérarchie sociale avait été à peu près entièrement influencée (1) par cette première cause, celle de la famille romaine au contraire se ressentait surtout de l'origine patriarcale et ne s'en éloignait que par une situation de fait qui n'avait pas eu de contre-coup dans le droit. La raison de ce phénomène est facile à saisir : quand l'organisation de la famille patriarcale se modifie et prend une nouvelle forme, c'est que le régime du travail qui l'avait produite a été remplacé par un autre et qu'elle ne peut plus s'accommoder des conditions de ce nouveau régime : nous en avons vu une preuve dans le conseil de la *gens* ; mais pour cela, il faut que l'évolution soit déjà entièrement accomplie dans le régime du travail, dans les rapports économiques ou commerciaux et dans la hiérarchie sociale qui en dépend intimement ; l'évolution est donc plus rapide dans ces premières relations que dans celles de la famille. D'ailleurs, chez les Romains, celle-ci pouvait d'autant plus difficilement subir cette influence que, pendant la phase dont je parle, les aventuriers qui ont fondé Rome étaient seuls, sans femme ni enfants, et que la famille a éprouvé un temps d'arrêt plus ou moins long.

1. Pas complètement cependant, car cette phase de brigandage et de vie indépendante ne produit pas toujours le même effet : si elle a produit ici le régime du clan, c'est grâce à l'influence de la formation communautaire ; au contraire chez les populations d'origine scandinave qui ont donné naissance au type anglo-saxon et qui ont subi une phase analogue, c'est le régime féodal qui en est résulté (Cf. Prieur *La Science sociale*, t. IV, p. 180 et ss).

Au contraire, quand des individus se réunissent pour vivre de pillage, ce groupement lui-même se forme instantanément d'après ce genre de vie, puisque c'est pour ce but qu'ils se rassemblent, et l'organisation des pouvoirs publics, de la hiérarchie entre ces individus, dépendra essentiellement de ces occupations. Par conséquent, si la famille romaine nous paraît à peu près indemne de cette influence, c'est que celle-ci n'a pas eu le temps de se faire sentir sur elle, c'est que les circonstances qui la produisaient ont été de courte durée, et qu'un autre état de choses leur a promptement succédé. Nous avons vu en effet les Romains adonnés à l'agriculture dès les débuts de l'époque historique, et nous nous expliquons que l'influence du brigandage ne se fasse guère sentir dans la suite que dans le droit public, pour lequel seulement ce genre de vie continue sous la forme de conquêtes organisées : celles-ci continueront donc à produire dans une certaine mesure les effets de l'origine guerrière.

Il en est autrement de la deuxième cause, l'établissement sur le sol par la culture. C'est ici que je vais pouvoir expliquer directement l'évolution de la société romaine, et nous y trouverons une nouvelle confirmation des causes qui ont produit le caractère particulier et original de la période précédente. Ce qui, avons-nous dit, différencie si profondément les Romains d'avec les Grecs, ce qui les rapproche des Anglo-saxons, ce qui en fait des individus doués d'un sens pratique, d'une habileté pour les affaires, d'une force d'expansion remarquables, c'est que ce sont des agriculteurs : or nous allons les voir perdre ce caractère précisément quand ils vont abandonner l'exploitation

de la terre. L'abandon de l'agriculture, voilà la cause de notre évolution. Il nous faut voir comment cet événement s'est produit.

En 536, Annibal, après avoir acheté la neutralité des peuplades gauloises, passe les Alpes et envahit l'Italie avec une armée de mercenaires, refoulant les Romains devant lui. Mais les Carthaginois ne sont pas des agriculteurs, mais seulement des commerçants : loin de songer à se fixer sur les territoires envahis, ils les ravagent et n'ont qu'un but, détruire Rome. Les armées romaines en font autant : renonçant à battre les ennemis, elles veulent les affamer et font le vide dans les campagnes dévastées. Aussi en 553, quand le traité de paix acheva le triomphe définitif des Romains, ceux-ci étaient aussi ruinés que les vaincus : pendant dix-huit ans de batailles continues en Italie, les paysans avaient guerroyé sur leurs champs dévastés ; pour y retourner après la paix et rendre à ces marais leur fertilité antérieure, il leur aurait fallu une initiative, une énergie dans le travail que la vie des camps leur avait enlevées : ils ne l'essayèrent pas et restèrent à Rome.

D'ailleurs, quand même ils se fussent remis à la culture, il fallait vivre en attendant la moisson : la campagne romaine ne fournissant plus le blé nécessaire, on dut en faire venir des provinces conquises (1) ; on interdit aux Siciliens d'en exporter ailleurs qu'en Italie (2). Ce n'est plus le Latium qui exporte son blé à l'étranger : c'est la

1. Cic. *Verr.*, II, 2, 5 ; III, 16, 43 ; 49, 117. — Tit. Liv., 26, 40, 15.

2. Marquardt, *op. cit.*, t. X, p. 141-142.

Sicile, c'est l'Égypte qui lui en envoient (1). Ces importations avaient une importance capitale pour Rome : si un jour le vaisseau attendu n'arrivait pas, c'était la ville affamée; les édiles sont donc chargés de surveiller les arrivages, de veiller à ce que le prix du blé n'enchérit point (2), à ce que des accapareurs ne s'en emparent pas pour spéculer sur la faim publique (3); plus tard, on nomme même deux édiles spécialement chargés de ces fonctions, les *Ædiles plebis Ceriales* (4). Ce blé, c'était l'État qui le commandait à l'étranger, l'achetait en gros et le revendait en détail et sans bénéfice aux particuliers (5) en attendant qu'il le leur vende à perte et qu'il le leur distribue gratuitement.

Que vont faire les paysans romains dans cette situation? revenir aux champs, il n'y faut point songer; le travail y est trop dur et n'est plus rémunérateur : comment lutter contre les blés qui arrivent à bas prix des provinces? cette concurrence achève l'agriculture romaine. Vont-ils au moins se retourner d'un autre côté? à peu de distance de Rome se trouvent d'excellents pâturages : s'ils y conduisaient leurs troupeaux, ils pourraient, à défaut d'industrie manufacturière qui, nous le verrons, fut tou-

1. « *Olim ex Italiae regionibus longinquas in provincias com-
meatus portabant, nec nunc infecunditate laboratur, sed Africam
potius et Ægyptum exercemus, navibusque et casibus vita populi
Romani permissa est* » (Tac. Ann., XII, 43).

2. Mommsen, *op. cit.*, t. IV, p. 197 et suiv.

3. Tit. Liv., 38, 35. — Plaut. *Capt.*, 492 et ss.

4. Mommsen, *loc. cit.*, p. 198.

5. Marquardt, *op. cit.*, t. X, p. 143.

jours peu développée à Rome, se livrer à celle des lainages. Non, désormais tout travail leur coûte (1) : s'ils sont à Rome, ils y restent; s'ils n'y sont pas, ils y viennent, car il est beaucoup plus commode de vivre sans rien faire et de se faire nourrir par l'État.

Aussi assistons-nous à l'exode des travailleurs de la campagne vers la ville (2). Les maisons devenant trop petites, on commence par les élargir; on profite « d'une tolérance des magistrats pour construire sur l'espace que les Douze-Tables prescrivaient de laisser libre autour des maisons (*ambitus*). Au lieu d'être séparées les unes des autres, comme des îles, bien des maisons ont des murs mitoyens (3). » Cela ne suffit pas encore : on est obligé de les exhausser et les étages s'élèvent les uns sur les autres (4) au point que des règlements doivent en limiter la hauteur (5). C'est de cette époque que date l'extension considérable du louage

1. « *Nunc vero, cum pleræque sic luxu et inertia diffluent, ut ne lanificiù quidem curam suscipere dignentur, sed domi confectas vestes fastidio habeant, ... nihil mirum est, easdem ruris et instrumentorum agrestium cura gravari* » (Colum., XII, pr. 9).

2. Ce fait se généralise pour tous les sujets de Rome à mesure que sa domination s'étend : dès 567, les Latins étaient si nombreux dans la capitale qu'on en expulsa 12.000 (Tit. Liv., XXXIX, 3; XLI, 8, 10); la même mesure fut renouvelée dix ans après (*Ibid.*, XLI, 9, 9).

3. Cuq, *op. cit.*, p. 515.

4. « *Cenacula dicuntur, ad quæ scalis ascenditur* » (Festus, *Ep.*, p. 54.) « *Posteaquam in superiore parte cenitare cœperunt, superioris domus universa cœnacula dicta* » (Varr. *de l. l.* V, 162). — Cf. Tit. Liv. I, 41, 4; XXXIX, 14, 2. — Vitruv. II, 8, 17.

5. Auguste fixa cette limite à 70 pieds (Strab, V, p. 235); Trajan à 60 (Aurel. Vict. *Ep.* 13); Tacite (*Ann.* 15, 43) parle aussi d'un règlement porté par Néron.

de maisons : « Pour se loger, la plupart de ces étrangers durent louer des maisons (*habitatio*). Les moins fortunés se contentaient d'un appartement (*caenaculum*), ou même d'une chambre (*cubiculum*) dans un de ces grands corps de bâtiments (*insulæ*) que l'on se mit à édifier et qui ressemblaient à des casernes. L'accroissement de la population fut si rapide aux derniers siècles de la République que le prix des loyers augmenta dans de fortes proportions. On dut promulguer des lois pour faire remise de tout ou partie du loyer (1). » Le locataire, étant pauvre, offre des garanties de solvabilité douteuses : ses meubles serviront de gage pour le paiement du loyer (2). Il est souvent exploité par le propriétaire : le prêteur créera l'interdit *de migrando* pour forcer celui-ci à le laisser déménager quand il prouve avoir payé son terme (3). C'est également de cette époque que datent les servitudes urbaines nécessitées par ces constructions : l'*ambitus* n'existe plus entre les maisons pour recevoir les eaux de pluie ou pour laisser écouler les eaux ménagères, les servitudes *stillicidii* et *fluminis* y suppléeront (4). Quand il n'est plus possible d'étendre les maisons en surface, on les exhausse, d'où les servitudes *altius tollendi* et *altius non tollendi* (5) ; on prolonge le premier étage par des balcons qui s'appuient sur les maisons voisines, au-dessus des espaces laissés libres, d'où la servitude *oneris fe-*

1. Cuq, *op. cit.*, p. 617.

2. 1. pr. D. XLIII, 32. — 4 et 9, D. XX, 2.

3. 1 pr., § 1-3, D. XLIII, 3-2.

4. *Ibid.*

5. Inst. II, 3. — Dig. VIII, 1 et 2.

rendi (1). Ce n'est plus le lever et le coucher du soleil qui marque les heures de la journée (2) : en 595 les clepsydres se multiplient ; on a besoin de savoir l'heure à chaque instant : dans certaines maisons un esclave a pour unique fonction d'annoncer l'heure ; les cadrans solaires sont installés sur tous les édifices publics (3). La vie urbaine se manifeste avec intensité.

Nos campagnards romains, arrivant dans la ville, commencent par dépenser les économies qui leur restent de la vente de leurs terres (nous verrons tout à l'heure à qui ils les vendent) : l'Etat leur vend les céréales à bas prix ; quand ils n'ont plus rien, les distributions seront gratuites (4). Ils préféreront « vivre à titre de clients dans une dépendance dégradante, ou vendre leurs suffrages et tendre la main, que de gagner honnêtement leur pain à force de bras (5). » Le prolétariat urbain est né : « Ces frumentaires devinrent vite la foule des oisifs et des affamés qui parcouraient, à certains jours, les rues de la cité, avec des cris sinistres, demandant du pain et les jeux du cirque, prêts à se vendre au plus offrant, ou à mettre les

1. Cuj., p. 516.

2. « *Post meridiem. presenti stlittem addicito. Sol occasus superma tempestas esto* » (XII Tab., I, § 8-9).

3. Marquardt, *op. cit.*, t. XIV, p. 298-301.

4. *Ibid.*, t. X, p. 144.

5. *Ibid.*, t. XV, p. 18. — Nous verrons en effet que si la clientèle a disparu comme on l'a vu sous la double poussée de l'incapacité des patrons et de l'émancipation des clients en tant qu'institution politique, elle s'est conservée dans les mœurs et reparaît sous une nouvelle forme.

armes à la main, si on ne les satisfaisait pas, et si on avait l'air de les craindre (1). » Il faut donc bien que les pouvoirs publics s'occupent de cette foule dangereuse et misérable: en 631, une loi provoquée par C. Gracchus, établit la vente du blé au prix de 6 as $\frac{1}{3}$ (2); celle de L. Apuleius Saturninus l'abaisse à $\frac{5}{6}$ d'as; celle de M. Livius Drusus (663) l'abaisse encore (3); malgré l'opposition des patriciens (4), les *largitiones* continuent et en 676 Lepidus propose la distribution mensuelle de cinq *modii* à chaque citoyen; en 681, la *lex Terentia et Cassia* fixe le prix de cette distribution à 6 as $\frac{1}{3}$ (5); en 692 un sénatus-consulte provoqué par les menaces populaires élargit les distributions qui vont en augmentant jusqu'en 696 où commencent les distributions gratuites (5). Ces mesures, destinées à remédier à une plaie redoutable, étaient pires que le mal, car leur effet naturel était d'aug-

1. Deloume. *Les manieurs d'argent à Rome*, p. 205.

2. Or, à l'époque de l'administration de Verrès, le cours du blé, en Sicile, était de 12 as et plus (Cic. *Verr.* III, 70, 163).

3. Tit. Liv. *Ep.* 71. — Val. Max. IX, 5, 2.

4. Ils empêchèrent l'application de la loi de 663 (Cic. *pro Domo*, 16, 41), et obtinrent même une loi qui restreignait les *largitiones* (Cic. *de Off.* II, 21, 72; *Brut.* 62, 222).

5. Cette loi « eut pour principal effet de faire affluer vers la capitale les prolétaires de l'Italie entière. » (Marquardt, *op. cit.*, t. X, p. 146).

6. Les dépenses occasionnées par ces distributions furent de 10 millions de sesterces en 75 av. J.-C. ; 30 en 62 ; 40 en 56 ; 76.800.000 aest. (16.875.000 fr.) en 46.

menter encore le nombre des frumentaires (1) d'autant plus que la *plebs urbana* pouvait seule y prendre part (2) : aussi en 708 déjà, César était-il obligé de réviser leurs listes et réduisait-il leur nombre de 320.000 à 170.000 ; en 752, nouveau recensement ordonné par Auguste, qui fixe leur nombre à 200.000 (3).

L'agriculture étant ruinée, quel est le régime de travail qui va s'ensuivre ? Le petit propriétaire des premiers siècles de Rome n'existe plus : nous voyons les paysans entrer dans la capitale en rangs serrés pour prendre part aux bienfaisantes *largitiones*. Mais à côté de ces prolétaires qui ne veulent même plus travailler, des individus mieux doués et plus avisés trouvent cependant le moyen de gagner de l'argent : les uns se lancent dans le commerce de banque et dans l'industrie, nous les retrouverons plus loin ; d'autres, des capitalistes, possédant beaucoup d'esclaves, ont compris qu'il y avait encore un moyen de cultiver la terre d'une façon rémunératrice : profitant de l'occasion, ils ont acheté à vil prix les petits domaines abandonnés, et ont trouvé d'autant plus facilement à s'en rendre acquéreurs que les paysans, découragés (4), étaient

1. Suétone (*Aug.* 42) dit qu'Auguste voulut supprimer les distributions « *quod eorum fiducia cultura agrorum cessaret.* »

2. Marquardt, *loc. cit.*, p. 150.

3. Marquardt (*ibid.* p. 155) fixe la population de Rome sous Auguste au chiffre approximatif de un million 610 mille, se décomposant en 20.000 soldats, 320.000 citoyens, 300.000 femmes et enfants, 10.000 chevaliers romains, 900.000 esclaves, 60.000 étrangers.

4. C'est pour cela que le louage des terres n'a guère d'applications avant l'Empire : quand les Romains cultivaient par eux-mêmes,

enchantés d'échanger des terres qui ne payaient plus contre une petite somme qui leur permettait de jouir immédiatement des délices de la capitale. Voilà donc la petite propriété disparaissant devant la grande : voyons comment les propriétaires vont procéder à son exploitation.

« On commença par réduire à un strict minimum la production des céréales et l'on développa au contraire celle de la vigne et de l'olivier, ainsi que l'élevage des bestiaux ; on écartait ainsi le risque de concurrence étrangère, en même temps qu'on s'assurait, par des procédés perfectionnés d'économie rurale, un rendement très satisfaisant. Puis, on se défit des paysans, des petits fermiers et des ouvriers libres, — ils coûtaient décidément trop cher, — et on les remplaça par des esclaves exempts du service militaire et des charges de famille. Enfin, les petites métairies d'autrefois s'agglomérèrent en vastes domaines, *latifundia*, où trouvèrent un emploi les capitaux des personnes qui ne pouvaient faire la banque — tels les sénateurs — et qui comportaient au surplus l'exploitation accessoire des industries compatibles avec le régime rural :

dans les premiers siècles, personne n'aurait trouvé de terres à louer ; à notre époque, tous auraient sans doute grande envie de les louer, mais personne ne veut les prendre ; force est donc de s'en débarrasser à vil prix, et cette fois ils trouveront des acheteurs parmi les spéculateurs. Quand au louage, le colonat partiaire, qui en est une variété, était sans doute usité au temps de Caton (Cat. R. r. 137. — Val. Max. IV, 4, 6.) ; mais c'est une exception : au premier siècle de J.-C., Columelle (I, 7) conseille de n'user de ce procédé que si la terre est située dans une contrée insalubre, ou trop éloignée du domicile du propriétaire, ou peu fertile. (Cuq, *op. cit.*, p. 628).

production en grand des fruits et légumes, de la volaille, du gibier et du poisson, aménagement des bois, briqueteries, poteries, charbonnages, fouleries, carrières de sable et de pierres à bâtir. Caton l'Ancien déjà enseigne les nouveaux principes : gagner de l'argent est selon lui, le premier des devoirs ; le commerce, songe-t-il, serait bien rémunérateur, s'il n'était si chanceux, ou l'usure, mais elle est trop décriée : va donc pour l'agriculture, la plus considérée parmi les professions ; mais le blé ne rend rien ; l'élevage, la vigne, l'olivier, à la bonne heure. Aussi les deux types de domaines qu'il décrit dans l'ouvrage qu'il a consacré à l'agriculture portent spécifiquement les noms d'*olivetum* et de *vinea* ; pour le demeurant, son capital est placé en bois, étangs, pâturages et fouleries, on trouve un débouché dans le commerce d'esclaves et le trafic d'outre-mer (1) ». C'est donc bien la grande exploitation par les procédés industriels que nous trouvons là, exploitation éminemment rémunératrice, quand elle a pour but la production de marchandises de choix ; la première condition pour pouvoir pratiquer ce genre de culture est d'avoir de très grands domaines : ils deviennent si considérables à Rome que le législateur s'imagine résoudre la question sociale en les partageant entre les prolétaires (2) ; en second lieu, il faut

1. Marquardt, *op. cit.*, t. XV, p. 16-17.

2. Une loi *Licinia*, sur la date de laquelle on n'est pas d'accord (Cicq, p. 502. — Niese, *Hermes*, 1888, XXIII, 410. — Je ne serais pas étonné qu'elle se rapportât au VII^e siècle), fixe à 500 arpents l'étendue maxima qu'un citoyen pouvait occuper sur le domaine public ; elle limite à 100 le nombre de têtes de gros bétail, et à 500 le nom-

choisir le genre de production qui peut trouver les meilleurs débouchés : ce mode d'exploitation correspondant à Rome avec le goût croissant des citoyens riches pour la bonne chère, ce sont les animaux de luxe, d'espèces rares, élevés en grandes quantités par des esclaves experts à soigner chacune de ces espèces (1) ; enfin il faut produire avec le minimum de frais : pour cela, au lieu de s'adresser à des salariés (2), on y enverra des esclaves qui ne coûtent pas cher à entretenir (3). Par ce procédé,

bre de têtes de petit bétail qu'un citoyen pouvait envoyer dans les pâturages publics ; elle défend de convertir en prairies artificielles les terres de labours (Cuq, *loc. cit.*). La *lex Sempronia agraria*, de Tib. Gracchus, renouvelle cette limitation. La loi de 633 abrogea l'inaliénabilité des concessions accordées aux citoyens sur les terres conquises en Italie : cette loi, ainsi que celles de 635 et 643 indiquent que l'on a déjà perdu l'espoir d'enrayer le mouvement et de relever les petits propriétaires. Voy. sur les lois agraires Marquardt, *op. cit.*, t. VIII, pp. 140-156.

1. La simple nomenclature de ces esclaves nous instruira à ce sujet : ce sont le *columbarius*, les gardeurs d'oies, de paons, de grives, de tourterelles, de pintades, les nourrisseurs de poulardes et d'oies à l'engraissement, les oiseleurs ; les gardiens de parcs à gibier où l'on entretient des sangliers, des chevreuils, des lièvres, des loirs ; le *custos vivarii*, les *venatores* ; les *piscatores*, *aquarii*, etc. (Marquardt, *op. cit.*, t. XIV, pp. 351 et 166).

2. La loi Licinia prescrivait aux propriétaires d'employer, à côté de leurs esclaves, un certain nombre d'ouvriers libres et salariés (Cuq, *op. cit.*, p. 378) ; elle cherchait ainsi bien inutilement à leur assurer du travail, puisqu'eux-mêmes n'en désiraient pas : les lois frumentaires les en dispensaient.

3. La *familia rustica* (esclaves cultivant les *latifundia*) comprenait : 1^o les esclaves agriculteurs qui cultivaient, soit les terres ara-

de grosses fortunes pourront s'élever en peu de temps (1), et cela, sans que les propriétaires aient à se donner beaucoup de peine : parmi leurs esclaves, il en est d'intelligents qui rempliront l'office d'intendants (*vicarii*) ; quant à eux, ils sont des urbains renforcés et se soucient fort peu d'aller s'exiler au milieu des champs ; ils n'ont pas à patronner, car leurs ouvriers sont des esclaves, ce qui simplifie beaucoup la question du patronage : ils patronnent donc à distance (2).

Nous voici arrivés à cette conclusion : d'une part abandon de la terre par la masse des cultivateurs ; d'autre

bles, soit les oliveraies, soit les vignobles ; 2^o les bergers ; 3^o les esclaves chargés des basses-cours, employés, les uns à l'entretien des vergers, potagers et jardins d'agrément, les autres à l'élève des abeilles ; ceux-ci à l'élève de la volaille ; ceux-là au parc à gibier ; d'autres enfin aux étangs (Marquardt, *op. cit.*, t. XIV, p. 163-166).

1. Crassus avait en fonds de terre 200 millions de sesterces et en outre de grosses sommes placées sur des maisons et dans le commerce des esclaves. Un certain Isidorus, sous Auguste, bien qu'à moitié ruiné par les guerres civiles, laissa à son décès 60 millions de sesterces, et des capitaux considérables engagés dans le commerce des bestiaux (Plin. *H. N.* 33. 134-135). — Cf Marquardt, t. X, p. 68.

2. Le texte suivant montre bien de quelle façon les propriétaires dirigent leurs exploitations : « *Cui nostrum non licet fundos nostros obire, aut res rusticas vel fructus causa, vel delectationis, invisere ? tamen nemo tam sine oculis, tam sine mente vivit, ut quid sit sementis ac messis, quid arborum putatio ac vitium, quo tempore anni, aut quo modo ea fiant, omnino nesciat. Num igitur, si cui fundus inspicendus, aut si mandandum aliquid procuratori de agricultura, aut imperandum villico sit, Magonis Carthaginensis sunt libri perdiscendi ? an hac communi intelligentia contenti esse possumus ?* » (Cic. *de or.* I, 58).

part, constitution de la grande propriété, mais celle-ci — c'est là un point important à noter — exploitée à distance par de riches urbains ne résidant pas sur leurs terres. Nous touchons ici à l'évolution de la formation sociale.

Pour nous en rendre compte, il faut nous occuper, non de ces riches propriétaires qui sont l'exception (1), — je n'en parlerai plus loin que pour montrer comment ils exercent leurs fonctions de patrons, par conséquent par rapport à la masse des citoyens, et ce n'est que plus tard que viendront les observations relatives à ceux qui s'enrichissent par le commerce et l'industrie, — mais de la grande partie de la population, de celle qui a abandonné les occupations saines et indépendantes de la culture pour venir chercher des moyens d'existence plus faciles à se procurer dans la communauté. Cette simple considération nous explique en effet le phénomène qui se produit à ce moment : tant que le paysan cultivait lui-même, et se procurait par ses seules forces ses moyens d'existence, il ne devait guère compter que sur lui ; quand il abandonne ce genre de vie, il ne lui reste pas d'autre ressource que de demander ses moyens d'existence à ceux qui peuvent les lui fournir, car d'une part la grande propriété lui est inaccessible, et d'autre part, nous le verrons, l'industrie était peu développée à Rome comme métier indépendant pouvant fournir la subsistance de petits artisans, c'est-à-dire du plus grand nombre. Ainsi l'abandon de la culture le rapproche de la communauté :

1. Au milieu du *vii^e* siècle, il n'y avait pas plus de 2000 citoyens ayant conservé leur patrimoine (Cic. *de off.*, II, 2).

ou bien il ne fait rien du tout, et se borne à demander du pain et des jeux en menaçant de faire quelque mauvais coup si on ne les lui donne pas ; ou bien, s'il travaille, il loue ses bras à ceux qui produisent et qui gagnent, et ne vise pas plus haut qu'au salaire qui lui permet de vivre au jour le jour, et nous voyons précisément le salariat se développer considérablement à cette époque, sinon auprès des particuliers qui n'ont pas intérêt à l'employer grâce à l'esclavage (1), du moins auprès de l'Etat, le grand patron des sociétés communautaires.

Nous comprenons à présent comment l'abandon de l'agriculture a fait disparaître ce qu'il y avait d'original et d'énergique dans le type du Vieux Romain, lui substituant entièrement la formation communautaire, qui fait que l'on ne compte plus guère sur soi, mais surtout sur la communauté, sur l'Etat. L'examen de la nature de l'éducation pendant cette seconde période va encore compléter cette démonstration.

1. Le louage d'industrie en effet ne se développe guère que dans les professions qui nécessitent une certaine indépendance ou une habileté particulière, comme l'art de la cuisine (les cuisiniers se louaient fort cher ; Tit. Liv. XXXIX, 6. — Sall. *Jug.* 35-39 ; — il y en avait au forum en permanence, prêts à se rendre à domicile sur commande. Plin. XVIII, 11) ; ou qui ne sont pas de nécessité courante dans l'usage de la vie quotidienne, comme les entreprises de funérailles ; ou qui s'adressent au public, comme les entreprises de spectacles, de bains publics (Cf. *Cuq, op. cit.*, p. 618).

CHAPITRE II

NATURE DE L'ÉDUCATION.

Le texte de Tacite qui nous apprend la sollicitude des mères des premiers siècles pour leurs jeunes enfants, nous montre le changement accompli dans notre période : « Mais à présent, dit-il, l'enfant est abandonné dès sa naissance à une servante grecque (1) ». Nous verrons en effet qu'après la conquête de la Grèce, dès les premiers années du VII^e siècle, une nuée d'esclaves grecs s'abattit sur Rome, profitant de la corruption qui envahissait la famille romaine et y faisant apprécier la souplesse de leur esprit dépravé. Désormais c'est à eux que la famille abandonne les fonctions de l'éducation : la mère ne s'en occupe plus (2), attirée comme elle l'est par l'état des mœurs hors du cercle de la famille.

Tout d'abord elle ne se donne pas la peine de nourrir elle-même son enfant : il était de bon ton de faire venir

1. « At nunc natus infans delegatur Græculæ alicui ancillæ » (Tac. *Dial.* 29).

2. Lalanne, *De disciplina morali Romanorum in liberorum institutione*. Belin-Mandar, in-8, 1851, p. 70-71.

une nourrice de Grèce (1). Voilà le jeune Romain entre les mains de femmes grecques (2) jusqu'à ce qu'on lui donne un pédagogue : pas plus que la mère, le père ne va s'en occuper ; cet enseignement vivant et pratique de l'existence quotidienne que l'enfant recevait autrefois en accompagnant son père dans toutes ses occupations, cette leçon de choses de tous les instants a disparu : depuis le moment où l'enfant commence à parler jusqu'à ce qu'il revête la toge virile (3), c'est le pédagogue qui le lui donne (4). Il lui enseigne à parler le grec (5) ; chargé d'une fonction éminemment morale, il s'en acquittait fort mal, lui inculquant plutôt ses propres vices (6) ; il ne le

1. Saglio, V. *Educatio*. Cf. Quintil. I, 1, 4. Plut. *de educ.*, 5, 6.

2. Marquardt, *op. cit.*, t. XIV, p. 132. — Egger, *Etudes sur l'éduc. et partic. sur l'éduc. litt. chez les Rom.*, 1833, p. 29.

3. Juv. 14, 10. — Hor. *ad Pis.*, 161. — Suét. *Cl.* 2.

4. Le nom grec de pédagogue est surtout usité depuis le milieu du VII^e siècle (Jullien, *Les professeurs de littérature dans l'ancienne Rome*, 1885, p. 156) ; auparavant on l'appelait *pedisequus* (Cic. *ad Heren.* 4, 25), *comes* (Suet. *Cl.* 35), *rector* (Suét. *Oct.*, 48), *custos* (Hor. *ad Pis.* 161 ; *Sat.* I, 6, 111). En tout cas l'emploi du pédagogue dans la famille romaine est très général à la fin de la République (Suet. *Oct.* 44, 67 ; *Cl.* 2 ; *Ner.* 36. — *Corp. Inscr. Lat.* VI, 2210, 3998, 3999, etc.). A la fin du IV^e siècle de notre ère, le pédagogue n'est plus un esclave, mais un homme libre qui traite avec les parents (Raynaud, *De l'état des écoles dans l'empire d'Orient au IV^e siècle*. Strasbourg, 1848, in-8, p. 49). Le nom de *pædagogia* était donné à des sortes d'écoles destinées à former des pages qui escortaient les personnages riches (12, § 32, D. XXXIII, 7. — Marquardt, *loc. cit.*, p. 185-187).

5. Quintil., I, 1, 11-12,

6. Tac. *Dial.*, 29. — Plut. *de educ.*, 7. — Quintil., I, 1, 8.

quittait pas (1) et l'accompagnait à l'école, lui portant ses livres (2); il pouvait corriger l'enfant et le frapper (3), mais plus généralement il s'insinuait dans ses bonnes grâces en favorisant ses vices (4). En un mot l'éducation est entièrement donnée par des étrangers, et la formule suivante peut la définir : « *Educat nutrix, instituit pædagogus, docet magister* (5) ». C'est que la famille n'était plus apte à la donner, et la conduite des parents était un exemple aussi pernicieux pour la moralité de l'enfant que les conseils du pédagogue (6) : cette fonction devait donc leur être à charge; aussi cherchent-ils à s'en débarrasser, et nous voyons les écoles se développer considérablement à cette époque (7). Quelle formation l'enfant recevra-t-il par ce procédé?

1. Quintil., I, 4, 11. — Petron. *Sat.*, 94. — Suet. *Ner.* 36 et 22. — Quintil., I, 2, 25; I, 3, 14-15; I, 9, 5.

2. Les livres sont placés dans une boîte appelée *capsa* (13, D. XL, 2. — Suet. *Ner.*, 36. — Juv., X, 117).

3. Mart, X, 62. — Suet. *Cl.* 2. — Quintil., I, 3, 17; I, 4, 8.

4. Plaut. *Bacchid.*, II, 1; *Captiv.*, II, sc. 2. — Teren. *Andr.* I, sc. I.

5. Varr., V. *Educere*.

6. Juv., XIV, 1-55. — « *Utinam liberorum nostrorum mores non ipsi perderemus!... Gaudemus si quid licentius dixerint... Nostras amicas, nostros concubinos vident; omne convivium obscænis canticis strepit, pudenda dictu spectantur* » (Quintil., I, 2).

7. J'examinerai plus loin les conditions de ce développement; je constate seulement ici que ce développement correspondait à l'état social : s'il y eut beaucoup d'écoles, c'est parce que les parents en avaient besoin. C'est également au chapitre IV que j'étudierai en détail l'organisation de l'école et l'état de l'instruction; je ne mentionne ici que les traits propres à constituer le tableau de l'éducation.

J'ignore de quelle façon les anciens Romains corrigeaient leurs enfants, mais ils devaient user discrètement de ce procédé de formation : quand l'éducation est surtout pratique et a pour but de développer la personnalité et le sentiment de la responsabilité, la conscience du devoir et de la dignité humaine est le centre vers lequel doivent converger toutes les facultés de l'enfant ; ce n'est pas par la crainte du châtiment, ce n'est pas en le frappant, en lui faisant sentir une surveillance continuelle de tous ses actes ayant pour but de réprimer chacune de ses défaillances que l'on arrive à en faire un homme ; c'est là un procédé de dressage qui ne convient pas à un être qui doit secondairement seul : l'enfant se soustraira autant qu'il le pourra à cette autorité, et tout sera à refaire ; si l'on veut développer en lui *l'humanité*, former sa volonté à vouloir ce qui est bien, le seul moyen d'obtenir ce résultat est au contraire de le convaincre que c'est son avenir, son bonheur qu'il compromet, qu'il est libre d'agir bien ou mal mais que s'il se conduit mal, c'est lui et lui seul qui en supportera la responsabilité et toutes les conséquences ; les corrections, moyen excellent de déprimer l'initiative et la responsabilité, n'ont donc rien à voir dans une semblable éducation (1). Au contraire, quand ce but de la

1. Les auteurs contemporains s'en rendaient compte quelquefois : Quintilien désapprouve l'usage du fouet « *primum quia deforme atque servile est : deinde quod si cui tam est mens illiberalis ut oburgatione non corrigatur, is etiam ad plagas, ut pessima quæque mancipia, durabitur. Postremo, quod ne opus erit quidem hac castigatione, si assiduus studiorum exactor adstiterit* » (Quint. I, 3, 14). Varr. apd. Nonius, p. 416, v. *Protelo*. — Publ. Syr., 31.

formation de l'enfant disparaît, il est naturel que ceux qui ont pour mission de l'élever emploient les moyens les plus commodes pour réprimer ses écarts, au moins sous leurs yeux : c'est ce que nous voyons à Rome, à notre époque ; les coups de verge, de fouet, pleuvaient sur les écoliers (1) ; la seule peinture qui nous reste des écoles romaines représente précisément une scène de ce genre (2). Inutile de dire que les enfants savaient bien trouver le moyen de tromper la vigilance du maître (3).

1. Les maîtres tiraient fréquemment l'oreille (Plin. *H. N.*, XI, 103, 2. — Plut. *Cat. maj.*, 20) ; la fêrule était la punition des fautes légères (Aus. *Idyl.*, 4, 30 et 24. — Mart., X ; 62, 10. — Plut. *Cæs.*, 61. — Juv., 1, 15. — Hor. *Sat.*, I, 3, 119) ; les lanières (*scutica*, σκυτάς), celle des fautes graves (Plin., IX, 39, 2. — Plut. *Pomp.*, 18).

« *Non equidem insector, delendaque carmina Livi*

« *Esse reor, memini quæ plagosum mihi parvo*

« *Orbilium dictare* » (HOR. *Ep.*, II, 1).

« *In sella apud Magistrum assideres,*

« *Tum librum legeres, si unam peccavissès syllabam*

« *Fieret corium tam maculosum, quam est nutricis pallium.* »

(PLAUT. *Bacchid.*).

« *Nondum crystati rupere silentia galli,*

« *Murmure jam sævo verberibusque tonas,* »

(MART. *Epigr.*, IX, 49),

« *Scuticaque loris horridas Scythæ pellis,*

« *Qua vapulavit Marsyas Celencæus,*

« *Ferulæque tristes, sceptræ Pædagogorum*

« *Cessent* » (Id., X, 42).

2. Dans Rich., *Diction. des antiq. rom. et grecques*. Paris, Didot, 1873, in-8, v. *Ludus Litterarius*.

3. Pers., 1, 18 ; 3, 44. — Juv., 7, 238 ; 10, 295. — Quint., I, 2, 6

D'autre part le maître cherche-t-il à développer l'intelligence de l'enfant, sa puissance de raisonnement, à éveiller en lui la curiosité d'apprendre des choses qui peuvent lui être utiles et à appliquer les connaissances qu'il a acquises? Point, c'est la mémoire qu'on développe surtout chez lui (1) : les enfants apprenaient par cœur des sentences (2), des clichés destinés à combler le vide de l'expérience; ils étaient obligés, à cause de la rareté des exemplaires des auteurs, à en apprendre le texte de mémoire (3). « Le professeur parlait beaucoup *ex cathedra*; il cédait rarement la parole à ses auditeurs et cherchait peu à se rendre compte par des interrogations si les élèves s'étaient appropriés utilement son enseignement. Les écoliers, assis sur leurs bancs, écrivaient beaucoup. Prendre des notes était un exercice où ils excellaient; quelques-uns arrivaient, par une sorte de sténographie, à écrire aussi vite que le maître parlait. Mais tout cela devait être peu digéré, assez confus. Pourvu qu'il rapportât ses tablettes pleines, le jeune garçon était satisfait (4) ». On ne cherche pas à montrer à l'élève l'utilité des connaissances qu'il reçoit, ni à lui inspirer le désir de s'instruire pour le profit qu'il en retirera : c'est par l'émulation, non par des considérations pratiques, qu'on le pousse au tra-

1. « *Prioris generis est docilitas, memoria; quæ fere omnia appellantur uno ingenii nomine, easque virtutes qui habent ingeniosi vocantur* » (Cic. de fin., V, 13, 36). — Quintil., I, 3, 1.

2. Sen. Ep., 33, 7.

3. Hor., Ep., II, 1.

4. Diction. de Saglio, v. *Educatio*. — Cf. Quintil. II, 11, 7.

vail (1) ; les auditeurs se divisaient par classes, non suivant leur degré de force dans telle ou telle matière, de façon à activer leurs connaissances simultanément dans toutes les branches, mais suivant leur âge et leur instruction générale (2).

Il y avait d'ailleurs une bonne raison pour que la méthode d'enseignement ne fût point pratique, c'est que les matières enseignées elles-mêmes n'ont plus pour but immédiat une utilité pratique. Depuis l'Empire, l'étude du droit se spécialise entièrement (3) ; la plupart se tournent plutôt vers la grammaire, la rhétorique et la philosophie (4) ; le complément des études consiste dans un séjour dans les centres intellectuels de la Grèce ou de l'Asie, où les jeunes gens achèvent de modeler leurs tendances d'esprit sur celles des Grecs (5). Le but des études n'est pas d'améliorer l'existence en faisant progresser les conditions de la vie, mais seulement de se meubler l'esprit,

1. On organisait entre les élèves des sortes de compositions ; certains maîtres donnaient des prix aux vainqueurs (Suét. *Ill. gram.* 17. — Quintil. I, 2, 24-25).

2. Quintil. I. 2, 23-24 ; X, 5, 21. — « *Non inutilem scio servatum esse a praeceptoribus meis morem, qui, quum pueros in classes distribuerant, ordinem dicendi secundum vires ingenii dabant... Hujus rei judicia praebebantur.* » (Quint. *loc. cit.*)

3. Cicéron apprenait encore les Douze-Tables (Cic. *de Leg.* II, 23). Cf. Naudet, *Memoire sur l'instruction publique chez les anciens et particulièrement chez les Romains*. Paris, Impr. roy., in-4^o, 1831, p. 445 et ss.

4. *Ibid.* — La philosophie gagne peu à peu du terrain à Rome.

5. Suét. *Aug.* 8. — Hor. *Ep.* II, 2, 41-45. — Nous retrouverons au livre IV cette influence grecque sur la formation des Romains.

afin de ne pas paraître *illiberaliter institutus* (1). Les arts d'agrément s'introduisent peu à peu, malgré le peu de disposition des Romains pour ce genre de cultures intellectuelles (2). Quant au développement des forces physiques, qui est sur le même pied que celui de l'intelligence quand l'éducation a pour but de faire des hommes dans toute l'acception du mot, il se ressent naturellement de la nouvelle éducation : déjà de plus en plus abandonnée dès le milieu du VI^e siècle (3), la gymnastique n'est plus au début de notre ère qu'un simple divertissement ou un exercice hygiénique que l'on pratique de temps en temps, comme un remède (4); elle est remplacée par la danse, déjà en honneur au VII^e siècle (5), et par les spectacles publics (6). Les jeux de l'adolescent se sont modifiés : il ignore l'équitation, redoute la chasse fatigante, mais préfère jouer au cerceau importé de la Grèce, qu'il pousse devant lui à l'aide d'un bâton recourbé, ou encore

1. Cic. *de Rep.* I, 22.

2. Cic. *de sign.* 2, 14. — Plut. *Paul Æm.*

3. Plaut. *Bacch.* III, sc. 3. Sen. *Ep.* 88, 19. Hor. *Sat.* II, 2, 11.

4. Hor. *Od.* I, 8 ; *ad. Pis.* 162. — « *Exercitationibus nostris non veteranus aliquis, sed græculus magister assistit.* » (Plin. *Paneg. Traj.* 13.) — Cic. *de Off.* I, 36, 130. — Hor. *Sat.* II, 1, 8.

5. Macrob. *Satur.* II, 10. — Hor. *Od.* III, 6, 21. — Juv. VI, 63. — Sallust. *Cat.* 25.

6. Suet. *Oct.* 83. — Hor. *Carm.* I, 8, 11; *ad. Pis.* 380. — Les jeux athlétiques sont mentionnés pour la première fois pour l'année 568 (Tit. Liv. XXXIX, 22). « Ils se plurent aux athlètes, comme aux acteurs et aux mimes, ils se divertirent à les regarder faire » (Marquardt. *op. cit.*, t. XIV, p. 138). Des privilèges sont accordés aux athlètes *qui sacris certaminibus coronati sunt* (6 § 13, D. XXVII, 1).

aux dés (1) ; l'un des jeux les plus en honneur consiste à casser des noix avec adresse ou à les faire tenir en équilibre (2).

Le système d'éducation employé par les Romains du VII^e siècle est donc bien différent de celui qui était suivi par leurs ancêtres des premiers siècles. Voyons maintenant comment le jeune homme formé par de tels procédés va se tirer d'affaire dans la vie ; va-t-il se livrer à quelque métier lucratif et indépendant ? un grand nombre sans doute se lanceront dans les spéculations d'argent, dans le commerce de banque, mais nous apprécierons la portée exacte de ce genre de commerce et son influence sur celui qui l'exerce ; l'industrie est peu florissante (3 ; quant à l'agriculture, outre qu'elle n'est accessible qu'à un très petit nombre de capitalistes (4), il ne faut pas demander à ce jeune urbain de s'exiler dans la solitude des champs et de se livrer à un travail pénible (5). Non, sa

1.

« *Nescit equo rudis*

« *Hærerere ingenuus puer*

« *Venarique timet, ludere doctior,*

« *Seu Græco jubeas trocho,*

« *Seu malis vetita legibus alea.* »

(Hor. *Od.* III, 24, 54). — Cf. Prop. IV, 14, 6.

2. Mart. V, 84, 1. — Suét. *Oct.* 83. — Cf. Marquardt, *op. cit.*, t. XV, p. 543-544.

3. *Infra*, chap. III.

4. *Supra*, p. 157-161.

5. Cicéron, dans ses proconsulats, ne perd pas une occasion d'exprimer à ses amis l'ennui que lui cause son exil de Rome, et l'attrait que la capitale exerce sur lui. Voici un extrait d'une lettre à Dola-

famille ne le pousse pas vers ces carrières : le but auquel il aspire est de vivre à Rome, d'avoir un nom dans la politique ou au barreau, et par dessus tout de recevoir le

bella : « *Omnino mihi literæ magis sunt expetendæ a te, quam a me tibi. Nihil enim Romæ geritur quod te putem scire curare...* » Il écrit à Atticus : « *De Nicia quod scribis, si ita me haberem ut ejus humanitate frui possem, in primis vellem illum mecum habere : sed mihi solitudo et recessus provincia est, quod quia facile ferebat Sicca, eo magis illum desidero* » (dans Suét. *Ill. gram.*, 14). Voici encore un autre fragment : « *Ad quem (L. Plotium Galum) quum fieret concursus, quod studiosissimus quisque apud eum exercetur, dolebam mihi idem non licere. Continebar autem doctissimorum hominum auctoritate : qui existimabant Græcis exercitationibus alii melius ingenia posse* » (dans Suét. *Cl. rhet.*, 2). On peut croire que l'éloignement de Rome entre au moins pour autant dans ces regrets que le désir de suivre les cours de L. Plotius, puisqu'il a des maîtres aussi habiles, sinon plus, à Athènes. Quant au plaidoyer de Cicéron pour Roscius accusé d'avoir envoyé son fils à la campagne pour s'en débarrasser, si l'on fait la part des exagérations oratoires de l'avocat, il en reste une peinture plus exacte des temps passés que de l'époque où il vivait : le mode d'exploitation agricole employé en est la preuve ; cela ressort encore de ce simple fait qu'une pareille accusation ait pu se produire.

Le même Cicéron manifeste un égal dédain pour le commerce : « La place d'un homme libre n'est pas dans une boutique. Le commerce ne convient qu'aux esclaves, s'il se fait en petit ; mais il se relève, lorsqu'il se fait en grand, qu'il apporte dans un même pays les productions du monde entier, qu'il les met à la portée du grand nombre et garde toujours une parfaite loyauté » (Cic. *de Off.*, I, 42). Ce qui revient à dire qu'il n'apprécie que les grandes spéculations d'argent dont je parlerai dans le chapitre suivant, et méprise le commerce proprement dit qui se développe peu à peu en commençant par la boutique.

traitement fixe d'une fonction salariée qui lui permettra de vivre sans avoir à s'inquiéter de son avenir, ni à mettre en œuvre aucune énergie pour cela. La fonction rétribuée, voilà le but vers lequel tend l'éducation du jeune Romain sous l'empire; le développement du fonctionnarisme voilà le résultat de cette éducation.

L'armée offre une première série d'emplois aux jeunes gens à caser. Le système employé par les premiers Romains, chez lesquels tous les citoyens valides s'armaient quand leur territoire était menacé, n'a plus de raison d'être du moment que la conquête a pour but l'accaparement du monde au profit de la domination romaine, et lui fournit de nombreux contingents provinciaux : aussi à partir d'Auguste le service militaire n'est-il plus obligatoire, du moins pour l'Italie (1), et l'armée se trouve composée de volontaires sans fortune « qui se vouaient au service militaire parce que l'accès de toute autre carrière leur était fermée » ; ils s'engageaient à être soldats pendant la plus grande partie de leur vie et recevaient en retour une solde et une dotation pour leur vieillesse (2). Mais tout le monde n'aime pas à aller se battre. Les militaires eux-mêmes, après un certain temps de services obtiennent des fonctions civiles.

Ce sont celles-ci en effet qui sont de beaucoup les plus

1. « *Qui ad delectum (militiæ) olim non respondebant, in servitutem redigebantur: sed mutato statu militiæ recessum a capitis pœna est: quia plerumque voluntario militi supplentur* » (4, § 10, D. XLIX, 16).

2. Marquardt, *op. cit.*, t. XI, p. 278 et suiv. — Tacite disait d'eux : « *Vernacula multitudo, nuper acto in urbe dilectu, lasciviæ sueta, laborum intolerans* » (Tac. Ann., I, 31).

nombreuses. L'administration romaine s'élargit indéfiniment, dans sa maternelle sollicitude, pour procurer des positions aux jeunes citoyens : à mesure que les conquêtes étendent la domination romaine et que la centralisation s'affirme, on dut créer un nombre de *procuratores* de plus en plus considérable ; ils se divisaient en quatre classes : les *trecenarii* qui touchaient 300.000 sesterces, les *ducenarii* qui en recevaient 200.000, les *centenarii* (parmi lesquels se rangeaient la plupart des *procuratores* provinciaux), *sexagenarii*, suivant le chiffre de leur traitement (1). De plus, le système du fermage des impôts étant remplacé par celui de la perception directe, ce changement nécessitait un certain nombre de percepteurs. Les administrations de la monnaie impériale, des postes, de l'enseignement, de l'assistance publique, exigeaient une armée de fonctionnaires. « Tandis que pendant la durée de la République, les frais d'administration, notamment le montant des traitements payés par l'Etat, furent toujours très peu importants, ces mêmes dépenses sous l'Empire arrivèrent à un taux inouï... » (2).

Le conseil des Empereurs, qui se développa surtout sous Hadrien, était composé de jurisconsultes et de fonctionnaires salariés (3). Le fonctionnement régulier de ce con-

1. Cuq, *Le conseil des empereurs, d'Auguste à Dioclétien*, Impr. Nation., in-4°, 1884, p. 355.

2. Marquardt, *op. cit.*, t. X, p. 131 et ss.

3. Cuq, *op. cit.*, p. 352. — Les *amici* et les *comites* qui en faisaient partie n'étaient pas salariés ; mais il y a lieu de penser qu'ils recevaient de l'empereur des gratifications. Il en était ainsi sous Trajan,

seil exigea une foule d'auxiliaires chargés de préparer les affaires, secrétaires *a libellis, a studiis, a cognitionibus, ab epistulis*, etc. (1). Ces secrétaires, depuis Hadrien, étaient des chevaliers ayant rempli les principales fonctions de l'ordre équestre, et ne quittaient leurs emplois au conseil de l'empereur que pour être appelés à une préfecture provinciale ou à la préfecture du prétoire ; c'étaient donc d'excellentes places : aussi, sous Dioclétien, n'y arrive-t-on qu'après avoir passé par les emplois inférieurs du palais, et en suivant un à un tous les échelons de ces charges (2).

Ce n'est pas tout : chacun de ces secrétaires supérieurs (*magistri scriniorum*) a en sous-ordre un grand nombre d'aides, de sous-secrétaires (*scribæ*). Au début, ces employés étaient des esclaves ou des affranchis : mais la poussée vers les places administratives devenant de plus en plus forte, ils furent remplacés au III^e siècle par des soldats (*officiales*) qui y trouvent une position stable une fois leur congé accompli, avec un titre correspondant à leur grade dans l'armée ; sous Dioclétien, les soldats eux-mêmes cèdent la place aux civils, notamment aux chevaliers, qui conservent les dénominations militaires de ces charges (3). Pour les uns et les autres, des règlements spéciaux déterminent le chiffre des appointements, les conditions de l'avancement, les privilèges qu'ils

et cet usage doit s'être conservé surtout pour les *comites* (*Ibid.*, p. 360).

1. *Ibid.*, p. 361 et ss.

2. Cuq, *op. cit.*, p. 469-470.

3. 8, C. X, 55 (54).

peuvent invoquer (1) : ces *scribæ* constituaient une fraction notable de la corporation des appariteurs, ou employés de l'administration, et étaient organisés en décuries (2).

Telles sont les positions multiples qui s'offrent à notre époque à l'ambition des jeunes Romains. Ils débutaient par un emploi plus modeste, celui d'assesseurs, qui consistait à assister les magistrats de leurs conseils et à acquérir l'expérience des affaires que la Faculté de droit ne leur avait pas donnée (3). De là, ils étaient nommés aux emplois subalternes de l'administration, et n'avaient qu'à attendre que le jeu normal de l'avancement augmentât leur traitement en les poussant de place en place ; les exemples de *cursus honorum* cités par M. Cuq sont bien intéressants à cet égard (4).

1. Cuq, *op. cit.*, p. 470-472. — 11, C. Th. VIII, 4. — Cf. Mommsen *op. cit.*, t. I, p. 393 et s. — La loi de la colonie Genetiva attribuait 1200 sesterces au scribe des duumvirs (*Ibid.* p. 384, note).

2. Fr. Vat. 124, 142, 235. — 22, D. XLVI, 1. — 18, § 17, D. L, 4. — 1, C. Th. VIII, 9.

3. Les magistrats avaient besoin de ces conseils que les jeunes assesseurs leur apportaient, tout frais émoulus de l'Ecole de droit ; en effet, « qu'ils fussent élus par le peuple ou désignés par l'empereur, on ne se préoccupait nullement de leur aptitude aux fonctions très complexes qui leur étaient confiées. La faveur dont ils jouissaient auprès des électeurs ou auprès du prince couvrait leur insuffisance. Etrangers pour la plupart à la science des lois, ils se faisaient dicter leurs décisions par leurs assesseurs » (Cuq, *op. cit.*, p. 412). — Cf. 2, D. II, 2. — Aul. Gell. XII, 13.

4. *Op. cit.*, p. 358 et ss., 364 et ss. — En voici un exemple : « *Ti (berio) Claudio Zenoni Ulpian (o), Verræ f (ilio), trib (uno)*

Le jeune Romain a un autre moyen encore plus sûr et plus commode d'échapper aux dures nécessités de la vie : c'est la fortune amassée par ses parents, qu'il est à peu près assuré de recueillir désormais. Rien n'est instructif à ce sujet comme la série des mesures législatives tendant à lui procurer cet agréable résultat.

En 550, la loi Cincia annule toutes donations excédant un *modus legitimus*, sauf entre proches parents (1). En 571, la loi Furia interdit aux légataires de recueillir des legs supérieurs à mille as, sous peine d'une amende s'élevant au quadruple du montant du legs ; cette disposition ne s'applique pas aux parents jusqu'au sixième degré (2). Mais le testateur peut tourner la loi en épuisant son patrimoine par de nombreux legs ne dépassant pas le maximum légal : aussi en 586, la loi Voconia annule-t-elle tout legs supérieur à la quote-part recueillie par l'héritier. Comme celui-ci peut encore être dépouillé si le nombre des legs rend la part de chacun dérisoire, la loi Falcidie décide en 714 que l'ensemble des legs ne pourra pas dépasser les trois-quarts de l'hérédité (3). Et Gaius a soin

coh (ortis) I (Flaviæ) Britton (um), præf (ecto) alæ I Claud (iæ) mill (iariæ), adjut (ori) ad cens (us), ex sacra jussione adhibit (o) in consil (ium) præf (ecti) præf (orio) item urb (i), proc (uratori) silicum viar (um) sacræ urbis, subpræf (ecto) vigil (ibus) R (oma-nis), proc (uratori) privatæ regionis Ariminensium, patrono col (oniæ) Pisaur (ensis), ob eximiam erga se ac patriam suam benevolentiam ejus. »

1. Fr. Vat., 298-309.

2. Ulp. Reg., tit. prélim., 2. — Gaius, IV, 23.

3. Inst. II, 22 pr. — Gaius, II, 225-227.

de nous dire que ces mesures ont justement pour but de ne pas dépouiller l'héritier (1). Il cite encore, comme poursuivant le même but, la loi Furia Caninia (651), qui restreint les affranchissements testamentaires (2). En 73 de J.-C., le sénatus-consulte Pégasien établit une réserve d'un quart en faveur de l'héritier, en cas de fidéicommiss d'hérédité (3).

Dans le même ordre d'idées, à l'origine, le *paterfamilias* peut léguer toute sa fortune à un tiers sans être obligé d'exhérer formellement son héritier sien ; au milieu du VII^e siècle, cette obligation est encore contestée (4) ; au VIII^e siècle, elle est admise (5), et l'omission de cette formalité entraîne la nullité du testament (6) ; les filles et les petits-fils venant par représentation n'enlèvent dans le

1. « 224. *Olim quidem licebat totum patrimonium legatis atque libertatibus erogare, nec quicquam heredi relinquere præterquam inane nomen heredis...* 225. *Itaque lata est lex Furia...* Sed et hæc lex non perfecit quod voluit... 226. *Ideo postea lata est lex Vocolia...* Ex qua lege plane quidem aliquid utique heredes habere videbantur, sed tamen fere vitium simile nascebatur... 227. *Lata est itaque lex Falcidia* ». . . (Gaius, II, ad legem Falc.).

2. « *In libertatibus quoque dandis nimiam licentiam compescuit lex Furia Caninia* ». (Gaius, II, 228).

3. Paul, *Sent.* IV, 2, § 4.

4. Cic. *de Or.*, I, 38.

5. 29 pr., D. XXVIII, 2.

6. Les Proculiens n'admettaient la nullité qu'au cas où le fils était vivant et capable au moment du décès (Gaius II, 123) ; la doctrine contraire des Sabinien qui soutenaient la nullité immédiate et irrévocable prévalut (7, D. XXVIII, 2).

même cas que la moitié aux héritiers externes (1). De plus l'exhérédation doit être expresse et *nominatim* pour les fils (2). Le préteur, grâce à la *bonorum possessio contra tabulas*, étend cette faveur aux descendants *per masculos ex justis nuptiis* qui ne se trouvent pas sous la puissance du testateur au moment du testament, mais qui y sont revenus au moment du décès (3); et cette *bonorum possessio*, quand c'est un enfant du sexe masculin qui l'obtient, annule le testament de par un rescrit d'Antonin le Pieux (4). L'innovation prétorienne s'applique aussi aux posthumes (5), et l'extension progressive de la théorie des posthumes augmente les chances de rupture du testament (6).

Enfin le système reçoit son couronnement par la *querela inofficiosi testamenti* (7), accordée à l'enfant qui n'a pas obtenu entre vifs ou à cause de mort le quart de l'hérédité, sauf la faculté laissée au juge d'examiner si l'exhérédation a eu un motif sérieux (8). La dénomination même de cette action est instructive : « On appelle ce testament

1. Gaius, II, 124. — Paul, *Sent.* III, 4 B § 8.

2. Gaius, II, 127.

3. 17; 3 § 9; 7; 6 § 2; 6 pr. D. XXXVII, 4. — Inst. II, 13 § 4; III, 1 § 12.

4. Gaius, II, 125-126.

5. 3 § 4, D. XXXVI, I. — 3, D. XXXVII, 11.

6. Cuq, *Instit. jurid. des Rom.*, p. 539. — La règle Catonienne (1 pr. D. XXXIV, 7) a pour résultat d'augmenter encore le nombre de ces chances.

7. 2; 5; 17 § 1, D. V, 2.

8. 11, 19, C. III, 28. — 3 § 5, D. XXXVII, 4.

inofficieux, dit Paul, parce que les devoirs de l'affection paraissent avoir été laissés de côté dans sa confection (1). » La sanction de cette action est la nullité du testament (2) et l'infamie attachée à la mémoire du défunt. Sous Alexandre Sévère (3), une action *ad exemplum inofficiosi* permet de rescinder les donations entre-vifs qui aboutissent à exhériter les héritiers légitimes (4).

On le voit, la jouissance de la fortune paternelle tend de plus en plus à être assurée aux enfants (5) : ceux-ci désormais peuvent compter sur ce moyen d'existence, et ils y comptent d'autant plus que son acquisition exige moins

1. « *Inofficiosum dicitur testamentum, quod, frustra liberis exheredatis, non ex officio pietatis videtur esse conscriptum* ». (Paul. *Sent.* IV, 5 § 1).

2. 17 § 1, D. V, 2.

3. 87 § 3, D. XXXI.

4. Fr. Vat. 280-282. — 4, C. III, 29.

5. Sans doute la liberté testamentaire reste inscrite dans la loi et la forme des legs est même simplifiée ; M. Cuq (*op. cit.*, p. 519 et ss.) en conclut à l'extension de la liberté testamentaire pendant notre période, en remarquant que la faculté de disposer des biens patrimoniaux, placés désormais sur le même pied que la *pecunia*, existe aujourd'hui à la différence de l'ancien droit. Mais cette faculté de disposer de son patrimoine est de plus en plus théorique et ne doit pas nous faire illusion : sans doute la loi reconnaît à un citoyen quelconque la faculté de disposer à volonté de ses biens, mais il n'en est pas moins vraie, s'il a des enfants, cette faculté se trouve paralysée par toutes les dispositions que j'ai citées et qui se rapportent précisément à notre période, et qu'il doit leur laisser sa fortune en tout ou en partie. Quant à l'assimilation de l'*heredium* à la *pecunia*, elle va de soi puisque l'abandon de l'agriculture l'a fait disparaître d'une façon générale.

de peine. Aussi voyons-nous sous l'empire la chasse aux héritages battre son plein : si les enfants ne vont pas jusqu'à souhaiter à leurs parents une courte existence, ils ne se font pas faute de courtiser de leur mieux les oncles à héritage et les célibataires dont la vie approche de son terme (1) : c'est une industrie lucrative à laquelle les jeunes Romains se trouvent bien préparés par leur éducation.

Ils ont encore une autre source de bénéfices et une autre raison de ne pas se donner trop de mal, dans la dot que leur rapporte le mariage. Que la dotation des filles ait existé de tout temps, c'est fort possible, mais rien ne permet d'affirmer qu'elle fût d'usage général (2) dans

1. « *Videndum est, an non debeat permitti ei, qui vel unum habebit, vel plures liberos, adoptare alium : ne illorum, quos justis nuptiis procreavit, diminuatur spes, quam unusquisque liberorum obsequio parat sibi* » (17 § 3. D. I, 7). « *Postquam cœpere orbitas in auctoritate summa et potentia esse, captatio in quæstu fertilissimo* » (Plin. H. N. XIV, 5.). — 7. Plaut. *Mil. glor.* 705 ss. — Juv. XII, 93-130. — Lucian. *Dial. mort.* 6. — Hor. *Sat.* II, 5 ; *Ep.* I, 1. 77. — Tac. *Ann.* XV. 49 ; XIII, 42 et 52 ; *Hist.* I, 73 ; *Germ.* 20 ; *Dial.* 6. — Sen. *Consol. ad Marc.* 19, 2 ; *de benef.* VI, 38, 4 ; *Contr.* I, 6, 6. — Horace crée pour eux le nom d'*hæredipetes*.

2. On ne peut en citer que des exemples isolés : la fille de Cincinnatus, qui passait pour un riche parti avec une dot de 10.000 as ! une certaine Megullia, dont la dot s'élevait à 50.000 as, fut si remarquée qu'on la surnomma la dotée (Val. Max, IV, 4, 10) : c'est le cas, ou jamais, de dire que l'exception confirme la règle. Paul-Émile, qui reçut de sa femme une dot de vingt-cinq talents, et Scipion l'Africain, qui donna à ses deux filles une dot de cinquante talents (Polyb. XVIII, 18 ; XXXII, 13), appartiennent l'un et l'autre au *vr* siècle.

l'ancien droit : car d'une part les textes qui en parlent sont relativement récents et ne remontent pas au-delà du vi^e siècle (1) ; d'autre part la forme primitive de la *coemptio* semble bien indiquer l'inverse de la dot, c'est-à-dire le paiement par le mari d'une somme d'argent en échange de sa femme (2) : il est naturel qu'à l'époque où les femmes sont rares on paie pour en avoir une, et qu'au contraire on soit payé pour en recevoir une à l'époque où le mariage exerce peu d'attrait par lui-même ; enfin, si l'action *rei uxoriæ* était inconnue durant les cinq premiers siècles (3), bien que le divorce, nous le verrons, fût pratiqué de tout temps, c'est sans doute parce que le mari n'avait rien à rendre (4). En tout cas, le point im-

1. Plaut. *Triv.*, III, 2, 63. — Val. Max., *loc. cit.*, — et les textes du Digeste.

2. M. Cuq (*op. cit.*, p. 208 et 221) n'admet pas, contrairement à l'opinion générale (Voyez en ce sens les autorités citées *ibid.*, en note), que la *coemptio* fût une vente véritable ; à ses yeux elle aurait été une extension de la mancipation postérieure aux Douze-Tables et analogue à l'émancipation. Mais rien ne prouve que la *coemptio*, avant d'être un simple procédé de juriste, ne fût à l'origine une vente véritable comme la mancipation d'un fils était un véritable louage de services. Il en était ainsi en droit germanique (Viollet, *Précis de l'hist. du droit franç.*, 1884, p. 354 et s.).

3. Cuq, *op. cit.*, p. 230.

4. Je ne vois pas comment la règle, d'après laquelle la restitution de la dot n'a lieu que dans le cas où la femme en a apporté une au mari, vient de ce qu'« aux yeux des Romains, il n'y avait pas de mariage sans dot » (*Ibid.*, p. 500). Dans le régime dotal pur, tel qu'il était pratiqué à Rome, c'est-à-dire absolument exclusif de communauté, s'il n'y a pas de dot, on ne conçoit pas que le mari puisse être

portant, c'est que la dot existe à notre époque, que cette institution est vue avec une grande faveur (1), et qu'elle entre parfaitement dans le système d'éducation qui y est pratiqué. Et la loi elle-même vient prêter son appui à ce système : la loi Julia oblige le père à constituer une dot à sa fille (2) : pas de dot, pas de mariage.

Si malgré tout l'enfant ne réussit pas à se tirer d'affaire au milieu de ces sources d'acquisitions faciles, fonctions rétribuées, succession paternelle, dot, qui s'ouvrent devant lui comme des portes ouvertes donnant accès à une fortune qui ne lui coûte aucune peine, il ne se trouve pas pour cela abandonné à son malheureux sort ; il ne se dira pas, comme tels milliardaires américains qui se sont ruinés trois ou quatre fois dans leur vie, qu'avec un peu d'énergie et de persévérance de sa part, il pourra amener la fortune à lui sourire de nouveau ; d'autre part la société lui épargne un désespoir trop violent : il n'a qu'à se retourner vers la famille, ascendants ou descendants, qui lui doivent des aliments en cas de nécessité (3) ; autrefois l'*abdicatio liberorum* aurait permis aux ascendants de se soustraire à cette charge (4) et de forcer ainsi le

obligé à en rendre une. Cette manière de voir est confirmée par ce fait qu'en pareil cas le mari pouvait répudier sa femme sans prendre l'avis des parents de la femme, car alors cette répudiation ne pouvait pas être soupçonnée d'un motif de spéculation de sa part.

1. La loi Cincia fait exception pour la dot (Fr. Vat., 305).

2. 19, D. XXIII, 2. — 7, C. V, 11.

3. 5 pr., § 1 à 3, 12 à 14 ; 8, D. XXV, 3.

4. Cette faculté a disparu depuis longtemps sous Dioclétien (6, C. VIII, 48).

jeune homme à donner un coup de collier : aujourd'hui le magistrat les y forcera par une *cognitio extra ordinem* (1). C'est sous Hadrien que cette institution se développe (2).

Faut-il nous étonner, après avoir constaté ce que l'éducation fait d'un jeune Romain sous l'Empire, que l'observation des règles de la morale subisse un accroc tel que les scandales de la société romaine de cette époque aient mérité l'indignation de tous les moralistes. C'est que le sentiment de la dignité personnelle marche de pair avec le développement de la personnalité de l'individu : on ne peut arriver à dominer ses instincts que si l'on est exercé à déployer son énergie et toutes ses facultés : c'est par là en effet, que l'on devient plus homme et que l'individu s'élève ; comment ce jeune Romain, dont le sentiment religieux est nul d'ailleurs, habitué qu'il est à se laisser vivre sans avoir à lutter énergiquement contre les difficultés de l'existence, lui qui a laissé de côté toutes les fonctions lucratives qui donnent de la peine pour un mode d'existence qui n'exige aucun effort sérieux ou tout au moins que des efforts passagers, comment fera-t-il, quand l'exemple de sociétés déjà corrompues viendra s'offrir à ses yeux, pour résister au désir qui l'entraîne à se livrer à ces plaisirs dégradants et à les pousser à un degré de raffinements que ni la société grecque ni peut-être aucune société n'a connue ? Sans doute il trouve une particulière facilité à cet entraînement dans ce fait que, l'instruction

1. 5, D. XXV, 3.

2. 5 § 5, *ibid.* — 3, D. XXXIV, 1.

étant plus développée, ses facultés intellectuelles travaillent plus que ses forces physiques, ce qui est une circonstance très favorable à l'immoralité : mais le développement de l'instruction n'est pas responsable de cet état de choses ; elle est indifférente en soi au respect de la morale (1). D'autre part, la vie urbaine offre des conditions qui favorisent singulièrement ce penchant : mais elle n'en est pas uniquement responsable ; chacun peut le constater autour de soi. Ce n'est pas davantage le contact de la Grèce qui a corrompu les Romains, comme ceux-ci l'en accusaient (2) ; son exemple n'a été qu'une circonstance

1. « Il ne faut pas s'imaginer, disait Platon, que ce soient les sophistes qui corrompent la jeunesse. Le grand sophiste, c'est le peuple lui-même, qui ne veut être contredit ni dans ses opinions ni dans ses inclinations. Les sophistes ne sont que d'habiles gens, qui savent manier le peuple, le flatter dans ses préjugés et enseigner leur art à leurs disciples » (*Républ.* VI, 492). On ne saurait mieux définir le rôle social de l'instruction : ce n'est pas elle qui fait évoluer les sociétés ; elle vient toujours, nous le verrons dans le chapitre IV, au moment précis où son développement correspond à un besoin de l'état social, et prend le caractère que lui impose cet état général.

On voit combien est profonde l'erreur de ceux, à quelque camp qu'ils appartiennent, qui s'imaginent que c'est l'organisation défectueuse de l'école qui est responsable de cet état de choses, et que c'est par l'école qu'on arrivera à y remédier. L'école est au contraire nécessairement calquée sur la société ambiante, et ne peut donner aux générations qui y passent une autre formation que celle qui résulte du milieu auquel appartiennent maîtres et élèves. C'est prendre l'effet pour la cause que de s'attaquer à l'école au lieu de prendre la réforme par la base, qui réside dans la famille.

2. Caton « *semper alioquin universos ex Italia pellendos censuit Græcos* ; » (Plin. *H. N.* 7, 31, 4) il disait à son fils : « C'est une race

qui a contribué à l'épanouissement de l'immoralité à Rome, il ne l'a pas déterminé. La cause directe en est chez les Romains eux-mêmes, dans le système d'éducation qui déprime toute énergie et anéantit le sentiment de la valeur personnelle et par conséquent de la dignité de soi-même.

Je n'ai aucune envie de faire ici le tableau des mœurs romaines, qui ne rentre pas d'ailleurs dans le cadre que je me suis imposé. Je citerai seulement deux faits, bien anodins en eux-mêmes, mais qui sont un indice sensible de l'absence de l'énergie que je signalais tout à l'heure, et qui montrent comment les détails les plus infimes et les plus insignifiants de la vie courante sont toujours un reflet de l'état social. Le premier concerne les repas : autrefois on mangeait assis ; actuellement des lits sont disposés autour des tables de telle sorte que les convives sont étendus, appuyés sur le coude (1) ; en effet les repas sont devenus des occasions de bonne chère et de débauche (2) ;

perverse et indocile, croyez qu'un oracle vous parle quand je vous dis : toutes les fois que cette nation apportera ses connaissances, elle corrompra tout. » (*Ibid.* 29, 7.) — *Ibid.* 15, 5. 1. — Ovid. *Fast.* 3, 101. — Cic. *de Or.* II, 66, 265 ; *Tusc.* I, 2, 3. — Sall. *Jug.* 85, 32. — Tit. Liv. 34, 4 ; 39, 41. — Aul. Gell. II, 2, 5. — Cf. Jullien. *op. cit.*, p. 68. — Dupuy, *de Græcis Romanorum amicis aut præceptoribus a secundo punico bello ad Augustum*. Paris, Thorin, in-8, 1879, p. 108 et s.

1. Columelle (XI, 1, 19), ne veut pas que son *villicus* « *nec nisi sacris diebus accubans cenet* » ; Caton d'Utique reprend cet usage en signe de deuil de la défaite de Pharsale (Plut. *Cat. min.*, 56).

2. Ce n'étaient pas les plaisirs de l'esprit où se complaisait l'intelligence raffinée des Grecs, qui les assaisonnaient, mais le faste asia-

les repas se prenaient autrefois dans l'*atrium*, la grande salle de la maison où se réunissait la famille : à présent il faut des cabinets particuliers, de nombreuses salles à manger organisées, non plus pour la famille, mais pour les réceptions luxueuses, où les gens de service et les artistes chargés d'amuser les convives pourront se mouvoir à l'aise (1). Le même changement se remarque dans les vêtements : dans les premiers siècles, les Romains portaient la tunique blanche, sorte de chemise sans manches, par dessus laquelle s'enroulait la toge, grand rectangle qui se drapait depuis l'épaule gauche autour du corps en emprisonnant le bras droit ; ces vêtements, ils les fabriquent eux-mêmes avec la laine de leurs troupeaux (2) ; sous le Principat, on commence à abandonner ce costume pour le linge fin venu d'Egypte ou les vêtements plus commodes des Grecs (3) ; si l'on porte encore la toge, on se donne le genre de la laisser traîner à terre de façon à lui faire décrire un immense cercle (4), mais la toge devient plutôt le costume de cérémonie et des magistrats (5) ; les femmes, qui portaient dans les premiers siècles le même costume que les hommes (6), adoptent peu à peu la *stola* grecque, puis les vêtements de couleur et les tissus trans-

tique, consistant en amusements sensuels et licencieux (Marquardt, *op. cit.*, t. XIV, p. 396).

1. *Ibid.*, p. 352 et ss.

2. *Ibid.*, t. XV, p. 111 et ss.

3. Mommsen, *ibid.*, t. VI, 1^{er}, p. 248.

(4) Val. Max. VII, 8, 1. — Hor. *Epod.* 4, 7. — Sen. *Contr.* 2, 11.

(5) Mart. 1, 46 ; 9, 100 ; 10, 96 ; 12, 18. — Juv. 1, 96.

(6) 23 § 2, D. XXXIV, 2.

parents de Cos (1). Les Romains avaient évidemment raison de remplacer l'ancien costumelourd et gênant par des vêtements plus commodes ; mais ces menus faits n'en sont pas moins les indices d'un changement plus profond dans l'état social et dans les mœurs.

(1) Marquardt, *op. cit.*, t. XV. p. 215 et s.

CHAPITRE III

EFFETS DE CETTE ÉDUCATION.

Nous saisissons maintenant toute la différence qui existe entre l'éducation des premiers siècles de Rome et celle de notre période : tandis que la première développe l'énergie, l'esprit d'indépendance, l'initiative personnelle, le sens pratique de la vie, la seconde comprime ces caractères, tend à ramener l'individu vers la communauté, surtout vers la communauté de l'État, celle de la famille se désorganisant de plus en plus. Nous avons vu à quelle cause était dû ce changement de la formation sociale ; il me faut indiquer à présent les points principaux par lesquels cette évolution s'est fait sentir dans la législation.

Prenons d'abord la famille : nous allons assister à la dissolution progressive de cet organisme fondamental de la société. La famille reposant sur le mariage, je dois m'occuper d'abord de l'évolution de la condition juridique de la femme, qui entraîne des conséquences importantes pour le mariage. Nous avons vu dans la première partie que si la situation de la femme avait été relevée en fait dès le début de l'histoire romaine, sa condition juridique ne s'en était pas ressentie, il va en être autrement

dèsormais : l'émancipation de la femme va subir une progression constante. Mais il importe de nous faire dès le début une idée exacte de la portée de cette évolution.

Quand la condition de la femme s'élève par suite du jeu normal des institutions sociales, quand elle tend à devenir l'égale et l'associée de l'homme dans la communauté des intérêts conjugaux sur tous les points où cette inégalité antérieure ne reposait que sur le fait de la puissance, de la force brutale, et non sur la nécessité de l'unité de direction du patrimoine, ce développement n'a rien que de très normal et de très heureux dans ses résultats (1). Mais cette émancipation peut aussi se produire par le relâchement des liens nécessaires à la constitution de la famille, et alors elle entraîne une dissolution encore plus complète dans toutes les fonctions sociales. C'est ce phénomène qui se produit ici.

Nous avons vu (2) que l'organisation des sociétés patriarcales aboutissait à amoindrir la femme, à l'entourer

1. Chez les peuples scandinaves, les expéditions prolongées que les occupations maritimes imposent aux hommes en dehors du foyer séparent les attributions du mari et de la femme et donnent à celle-ci une place spéciale dans la famille à côté de son mari ; car, tandis que celui-ci a surtout à s'occuper de la direction du travail, celle du ménage reste exclusivement à la femme. C'est une influence analogue que nous avons vu se produire à l'époque où les Romains vivent encore de brigandage (*Supra*, p. 108). C'est certainement à cette cause qu'est dû le régime de communauté, à peu près inconnu en droit romain, et le concours de la volonté des deux époux pour la disposition et l'acquisition des biens qui y rentrent (Cf. Viollet, *op. cit.*, p. 668).

2. *Supra*, p. 107-109.

de barrières, à en faire une mineure; sa condition est basée sur le protectionnisme, qui a le sort de toutes les protections arbitraires : car le jour où, l'état social ayant changé, on se demande à quoi peuvent bien répondre ces entraves, toute cette protection doit tomber purement et simplement, sans qu'on puisse rien mettre à la place. A Rome, cette solution fut encore activée par la demi-indépendance dont jouissait la femme dans ses relations de la vie sociale : en effet, si cette indépendance avait pu se développer jusqu'au bout et modifier sa condition juridique, les conditions que je viens d'indiquer ne se fussent pas présentées; c'est un autre état social que nous aurions maintenant sous les yeux : mais nous avons vu que la cause qui avait produit ce relèvement avait été de très courte durée (1); elle ne produisit que les effets qui devaient en résulter immédiatement, c'est-à-dire une certaine considération de l'opinion qui entoure la femme mariée dans son foyer ou sur la place publique, et cette émancipation s'arrêta là. La liberté dont jouissait la femme dans les actes de la vie journalière facilita donc la chute de toutes les barrières élevées par l'organisation patriarcale et qui la retenaient arbitrairement dans la sujétion.

Aussi voyons-nous tomber tous les liens qui retiennent la femme sans répondre aux besoins actuels de la société, et avec eux, ceux mêmes qui sont indispensables à sa bonne constitution. La tutelle perpétuelle n'a plus de raison d'être : on la supprime en permettant au mari de léguer à sa femme le droit de choisir elle-même son tuteur

1. *Supra*, p. 115.

à son gré (*optio plena*) ou un nombre de fois déterminé (*optio angusta*) (1); elle avait encore un autre procédé pour changer de tuteur : « moyennant l'autorité de celui-ci, elle se donnait *in coemptione* à un individu qui la mancipait à celui qu'elle voulait avoir pour tuteur : celui-ci l'émancipait et gardait la tutelle » (2). D'ailleurs beaucoup en prenaient à leur aise avec leurs tuteurs, dont l'intervention devint parfois une simple formalité (3); « c'est alors qu'on vit apparaître ces tuteurs complaisants qui, au lieu de remplir auprès de la femme leur rôle de conseil, se prêtaient à tous ses caprices. Comment auraient-ils pris au sérieux leurs fonctions? S'ils refusaient leur autorisation, le prêteur intervenait pour les y contraindre (4)... Ce qui prouve qu'ils (les légistes) avaient un sentiment très vif des besoins de leur temps, c'est que le prêteur les suivit dans la voie qu'ils avaient tracée et qu'il prit sur lui de forcer la main aux tuteurs lorsqu'ils ne voulaient pas donner leur autorisation » (5). Dès le

1. Gaius, I, 151-154.

2. « *Si qua velit quos habet tutores reponere, ut alium nanciscatur, iis auctoribus coemptionem facit; deinde a coemptionatore remancipata ei cui ipsa velit, et ab eo vindicta manumissa incipit eum habere tutorem a quo manumissa est* » (Gaius, I, 115).

3. « ... *In quibusdam causis dicis gratia tutor interponit auctoritatem suam; sæpe etiam invitus auctor fieri a prætore cogitur* » (Gaius, I, 190).

4. Cuj., *op. cit.*, p. 561. — « *Mulieres omnes, propter infirmitatem consilii, majores in tutorum potestate esse voluerunt: hi (jureconsulti) invenerunt genera tutorum quæ potestate mulierum continerentur* » (Cic. *pro Mur.* 12.)

5. *Ibid.*, p. 563.

milieu du premier siècle de J.-C. la loi Claudia supprima la tutelle des agnats pour les femmes (1) : c'était la plus gênante, puisque les agnats étaient des parents, au moins de droit civil. Sous Hadrien, un sénatus-consulte supprima même la nécessité de la mancipation fiduciaire dont je viens de parler (2).

En même temps que l'autorité du tuteur, c'est celle du mari qui menace ruine. Il paraît que déjà du temps de Caton les femmes savaient bien prendre un ascendant redoutable sur leurs maris (3); ceci n'était pas encore bien grave, mais voici qui va l'être davantage. Faisons d'abord la part de cette demi indépendance que je signalais tout à l'heure : « Les dames qui prirent le goût de la poésie, et sans doute aussi de la philosophie grecque, qui s'adonnèrent aux cultes étrangers (4) et éludèrent leurs obligations de ménage et d'éducation, quittèrent, elles aussi, le sûr asile d'une vocation étroite et sainte, pour le terrain glissant d'une périlleuse indépendance (5), qui les perdit

1. Gaius, I, 157 et 171. — Ulp. XI, 8.

2. Cuq, *op. cit.*, p. 534.

3. « Nous commandons à tous les hommes, s'écriait le vieux Caton alarmé, et nos femmes nous commandent » (Plut. *Cat. maj.* 8). — « Dès qu'elles seront nos égales, disait-il encore, elles nous domineront » (Tit. Liv. 34, 3).

4. C'est par les femmes que les Bacchanales pénétrèrent à Rome (Tit. Liv. 25, 1, 7 ; 39, 13, 8).

5. Je rappelle ce que je disais tout à l'heure : ce n'est pas l'indépendance qui est périlleuse par elle-même ; ce sont les circonstances dans lesquelles elle se montre. Quand la formation sociale développe le caractère personnel et le sentiment de la valeur individuelle, cette indépendance n'est pas à craindre : dans les sociétés à éducation

en dissolvant le lien même du mariage. Sous l'Empire, on les voit de plus en plus dominées par leur passion grandissante pour le théâtre, l'amphithéâtre et le cirque : elles y trouvent l'occasion de s'étaler dans l'orgueil d'une riche toilette, de rencontrer des hommes et de nouer connaissance, d'aventure aussi de s'engouer des exécutants, acteurs, mimes, pantomimes, athlètes, gladiateurs et cochers de cirque ; à toutes ces causes de démoralisation joignez la funeste impression que devaient laisser, même à des cœurs honnêtes, les obscènes exhibitions des mimes et les boucheries de l'arène. De la liberté de s'asseoir à la table des hommes elles descendirent à prendre part aux crapuleux festins de l'époque impériale : nous les y voyons, non point assises, comme jadis, sobres et modestes, mais couchées parmi les convives, buvant avec eux, écoutant la musique et regardant les danses licencieuses qui les distraient. Leurs promenades à pied ou en litière découverte, la part qu'elles prennent aux affaires et aux plaisirs jadis réservés aux hommes, les mettent en relation quotidienne avec l'élément le plus suspect de la population romaine et les rendent de jour en jour davantage étrangères à la pratique de leurs devoirs (1). »

communautaire, où la vertu de la femme provient de ce qu'elle est à l'abri de toutes les occasions funestes grâce à la protection qui l'entoure, cette protection cessant, la vertu qui ne repose que sur elle tombe en même temps.

1. Marquardt, *op. cit.*, t. XIV, p. 78-80.—Voici le portrait d'une de ces dames du VII^e siècle : Sémpronia, femme de D. Brutus, « *genere atque forma præterea viro atque liberis satis fortunata fuit, lit-*

Ce que je retiendrai de ce tableau, c'est que la femme se trouve, grâce à son indépendance de fait, exposée à des périls auxquels sa formation communautaire ne l'a pas préparée à résister. En effet, jusqu'alors le caractère de l'union conjugale était l'intérêt, la protection ou l'esclavage — qu'on l'appelle comme on voudra — mais non l'association de deux existences basées sur la libre réciprocité des devoirs et l'affection mutuelle. Les Romains ignoraient ce dernier sentiment (1), et les femmes, ne cherchant pas à l'inspirer dans le mariage, s'émancipèrent violemment de la contrainte qui en résultait. La haine et l'infidélité sont la conséquence de cette situation : la loi *Julia de adulteriis* supprime le droit de châtiment corporel du mari (2), qui sans doute en usait trop facilement ; celui qui tuait sa femme surprise en flagrant délit d'adultère n'était pas acquitté (3) ; de leur côté les femmes ne restaient pas sur les mauvais traitements qu'elles recevaient, et ne se gênaient pas pour empoisonner leurs maris (4).

teris græcis et latinis docta, psallere et saltare elegantius quam necesse est probæ, multa alia quæ instrumenta luxuriæ sunt ; sed ei cariora semper omnia, quam decus atque pudicitia fuit ; pecuniæ an famæ minus parceret, haud facile discerneres » (Sall. *Catil.* 25).

1. Les Romains n'ont pas connu l'amour conjugal (Plut. *Conj. præc.* 29.— Sen. *Fr.* 13, 84-85). *Amare* se disait d'une liaison illicite (Tér. *Andr.* I, 2, 20). *Amator* était un terme injurieux (Plaut. *Asin.* 921, 924 ss.)

2. Paul, *Sent.* II, 26, § 14.

3. 38, § 8, D. XLVIII, 5.

4. En 425 de R. d'après Tite-Live (VIII, 18), cent-soixante-dix matrones auraient empoisonné leurs maris ; en 574, Quarta Hostilia se

Le divorce en est une autre conséquence, et dans l'état de décomposition avancée dans lequel se trouvait cette société, on peut dire que c'était une heureuse solution ; puisque, malgré cette faculté, l'assassinat sur la personne de son époux était fréquent, que serait-il arrivé si elle n'avait pas existé ? Le divorce a existé de tout temps à Rome, et on en trouve des exemples bien antérieurs à celui de Spurius Carvilius (523), souvent cité comme étant le premier (1) : mais la *diffareatio*, seul mode possible de dissolution du mariage formé *confarreatione*, ne pouvait avoir lieu qu'en vertu d'une condamnation prononcée par le tribunal de famille, et était à peu près impraticable pour les patriciens qu'elle eût empêchés de participer aux fonctions sacerdotales (2) ; les autres modes de dissolution de la *manus* sont plus simples (3) : mais toujours c'est le mari qui est le maître de provoquer le divorce. Après la

débarrassa ainsi du sien, le consul Pison (Tit. Liv. XL, 37) ; en l'an 600, deux consulaires furent empoisonnés par leurs femmes (Tit. Liv. *Ep.* 48. Val.—Max, VI, 3, 8).— Cf. Quintil. V, 11, 39.— Juv. I, 69-72.—Cic. *ad Her.* IV, 16, 23. Sen.,—*Contr.* VI, 16 ; *de ira*, II, 92 ; *Fr.* 13, 52.

1. Les auteurs mentionnent un divorce en 448 (Val. Max. II, 9, 2.— Tit. Liv. IX, 43, 25). La loi des Douze Tables s'en occupait : « *Illum.. suas res habere jussit, ex XII tabulis claves ademit, exegit.* » (Cic. *Phil.* II, 28, 69).

2. Marquardt, *op. cit.*, t. XIV, p. 83.

3. La *cœemptio* se dissout par une mancipation (Gaius, I, 137) ; si la *manus* est constituée sans mode solennel, et que l'année de cohabitation ne soit pas encore écoulée, il suffit à la femme de quitter pendant trois nuits chaque année le domicile conjugal pour l'empêcher de se former (Gaius, I, 111).

deuxième guerre punique, l'organisation patriarcale reçoit une profonde atteinte par la suppression de ces modes gênants de mariage : la femme qui se marie n'est plus sous la puissance de son mari, mais reste sous celle de son propre *paterfamilias* : c'est le mariage sans *manus*. Il offre de grandes facilités au point de vue du divorce : étant formé sans mode solennel, il se dissout de même, à la volonté des parties ; et on en use largement : on se quitte, on se reprend à volonté (1) et le mariage n'est plus en fait qu'une liaison temporaire (2). Comme conséquence de cette facilité de divorcer, l'action *rei uxoriæ* s'introduit peu à peu : dans le mariage avec *manus*, la question de la restitution de la dot ne se posait pas, puisque le divorce était plutôt une peine pour la femme, comme l'émancipation pour le fils ; actuellement il en est autrement : la femme, en s'engageant dans le mariage, compte bien ne pas y rester toute sa vie ; aussi a-t-elle soin de stipuler par avance cette restitu-

1. 1. 18, D. XXIII, 2. — 13 § 9, D. XLVIII, 5. — Fr. Vat. 107.

2. Cf. Marquardt, *loc. cit.*, p. 82, n. 4, et 86. — « *Rara sunt tam diuturna matrimonia finita morte, non divortio in [interrupta : nam contigit] nobis ut ad annum XXXXI sine offensa perduceretur* » (Q. Lucretius Vespillo, in *orat. Turioz*, I, 27). « *Numquid jam ulla repudio erubescit, postquam illustres quædam ac nobiles femine non consulum numero sed maritorum annos suos computant, et exeunt matrimonii causa, nubunt repudii? Tandiu istuc timebatur quamdiu rarum erat : quia vero nulla sine divorcio acta sunt, quod sæpe audiebant, facere didicerunt* ». (Sen. de *Benef.* III, 16).

tion (1). Mais quand une clause est de style, elle devient bientôt obligatoire : la *cautio rei uxoriæ* se sous-entend en effet, et le mari, à l'époque classique, est soumis à une obligation sanctionnée par une action civile (2). Au fond, il n'y a guère de différence entre un tel mariage et l'union libre ; mais comme il faut toujours les distinguer au point de vue des effets juridiques, les *justæ nuptiæ* résulteront d'un acte écrit, des fiançailles, ou même au Bas-Empire de certaines présomptions tirées du rang social des époux et du fait de la cohabitation (3).

Il ne faut donc pas s'étonner de l'aversion de plus en plus marquée qu'éprouvent les Romains pour le mariage : pourquoi s'assujettir à des liens qui peuvent à la vérité se dissoudre aisément, mais qui apportent toutes les charges et tous les ennuis de la vie conjugale sans en offrir les avantages ? On pratiquera donc l'union libre qui présente beaucoup plus d'attraits, et l'on évitera de se marier (4).

1. Le mari promettait « *Ut si inter virum et uxorum divortium contigerit, quod melius et æquius esset apud virum remaneret, reliquium dotis uxori restitueret* » (Aul. Gell. IV, 3). La restitution d'ailleurs n'a lieu que dans le cas de divorce, et ce n'est que peu à peu qu'elle s'étend aux cas de dissolution du mariage par la mort du mari ou de la femme (33 pr. D. XXIV, 3. — 6 pr. ; 79, D. XXIII, 3).

2. 19, D. XXIII, 3. — 21, D. XL, 1.

3. 4, D. XXII, 4. — 10, C. V, 3. — 22 ; 23 § 7, C. V, 4.

4. On invoque parfois des raisons curieuses pour se justifier de cette conduite : « *Cicero rogatus ab Hirtio, ut post repudium Terentiæ sororem ejus duceret, omnino facere supersedit, dicens non posse se uxori et philosophiæ pariter operam dare* » (Sen. Fr., 13).

Si l'on s'y résout, ce sera par raison (1), pour éviter les taxes supplémentaires ou pour jouir d'une dot; les jeunes filles, pour échapper à la surveillance paternelle et vivre à leur guise (2). En tous cas, on s'évitera soigneusement la charge d'une nombreuse famille : on aura le moins d'enfants possible, et la dépopulation va croissant (3). Alors le législateur, les économistes de l'époque poussent le cri d'alarme : il faut favoriser les mariages. L'empêchement résultant de la parenté, à l'origine jusqu'au sixième degré (4), se restreint au quatrième après la deuxième guerre punique (5). Les censeurs punissent les célibataires (6). Auguste surtout se signale dans ce mouvement : les nombreuses familles obtenaient des entrées de faveur dans les

1. Aulu-Gelle (I, 6, 1-2), attribue à Q. Metellus Numidicus, consul en 645, censeur en 652, le discours suivant : « *Legebatur oratio Metelli Numidici, quam in censura dixit ad populum de ducendis uxoribus, cum ad matrimonia capessenda hortaretur. In ea oratione ita scriptum fuit : Si sine uxore possemus, Quirites, esse, omnes ea molestia careremus ; sed, quoniam ita natura tradidit, ut nec cum illis satis commode nec sine illis ullo modo vivi possit, salutis perpetue potius, quam brevi voluptati consulendum est* ». Cf. Suét. Oct., 89. — Un texte (5 § 2, D. L., 6), nous parle d'une famille de seize enfants à la fin du second siècle ; mais on voit bien que c'est une exception.

2. Certains maris se faisaient les complices des débordements de leurs épouses et en tiraient profit (47, D. XXIV, 3. — 2, § 2-6 ; 8 ; 29, § 3-4, D. XLVIII, 5).

3. Marquardt, *op. cit.*, t. X, p. 179.

4. Tac. *Ann.*, XII, 6.

5. Tit. Liv., XLII, 34, 3.

6. Cic., *de Leg.*, III, 3, 7. — Val. Max., II, 9, 1. — Plut., *Cat. mai.*, 16. — Festus, *Ep.*, p. 379.

théâtres (1); chaque enfant dispense d'un an de stage pour l'avancement dans la magistrature (2); trois enfants à Rome, quatre en Italie, cinq en province, exemptaient des charges personnelles (3); les femmes *sui juris* ayant trois enfants étaient exemptes de la tutelle (4). Les *Julie rogationes* (*l. Julia sumptuaria*, *l. Julia de adulteriis et de pudicitia*, *l. Julia de maritandis ordinibus*) en 736 (5) et la *lex Papia Poppœa* en 762 (6), organisent un système complet : les célibataires et les individus mariés qui n'ont pas d'enfants sont déchus du droit de recueillir toute disposition testamentaire provenant d'une personne autre qu'un cognat au sixième degré ou un allié en ligne directe (7); les biens qu'ils devaient recueillir (*caduca*) passent aux *patres* institués ou légataires, et à défaut, au trésor public (8); pour empêcher qu'on ne tournât la loi à l'aide de fidéicommiss, le sénatus-consulte Pégasien leur applique les mêmes règles (9); sous Néron, un autre sénatus-consulte décide que les enfants adoptifs ne compteront pas pour les *proemia* (10). On le voit, c'est bien un procédé de dressage faisant abstraction

1. Suet. *Aug.*, 44.

2. Tac. *Ann.*, II, 51 ; XV, 19. — Plin., *Ep.*, VII.

3. Heineccius, II, 8.

4. Ulp., XXIX, 3.

5. Gaius, I, 178 ; II, 111. — Ulp., XIII, 1-2.

6. Gaius, I, 145.

7. Gaius, II, 111, 286. — Vat., 216-219. — Ulp., XVI.

8. Vat., 195. — Gaius, II, 286.

9. Gaius, II, 286.

10. Tac. *Ann.* XV, 19.

de la libre initiative qui est employé ici : l'appât des récompenses et la crainte des châtimens ; inutile de dire que ces lois n'obtinrent aucun résultat : « loin d'encourager la moralité et de servir l'intérêt public, il (Auguste) introduisit l'inquisition et l'espionnage dans le sanctuaire de la famille, greffant ainsi un mal nouveau sur l'ancien(1)..., et l'on vit des dames s'avilir jusqu'à la prostitution pour ne point encourir la poursuite des délateurs (2) ». Il n'eut que le tort de s'imaginer que le législateur pouvait réformer une société par des articles de loi ; ne le lui reprochons pas trop : il a eu de nombreux imitateurs qui ne sont pas encore morts.

En tout cas, ces tentatives offrent au moins cet intérêt qu'elles nous montrent à quel point l'émancipation de la femme, provoquée par les causes et dans les circonstances qu'on a vues au début de ce chapitre, avait activé la désorganisation de la famille. Celle-ci se produit sur tous les points, et nous allons la voir apparaître jusque dans les usages, en apparence insignifiants, de la vie courante. À l'origine chaque *gens*, dans la suite chaque famille a son nom spécial : sous l'Empire, la famille existe si peu que ce nom a perdu toute signification ; on le remplace par des noms de fantaisie (3) ; les vieilles familles seules le conservaient comme un titre de noblesse

1. Les lois encourageaient la délation (4 § 2 ; 8-10, D. XLVIII, 5).

2. Marquardt, *op. cit.*, t. XIV, p. 93-94. — 10 § 2, D. XLVIII, 5.

3. On cumulait deux gentilices ; on prenait ceux des parents maternels ; on portait des noms étrangers ; tels en eurent jusqu'à trente à la fois (*C. I. Lat.* II, 1371), et il devient impossible de reconnaître le nom de famille.

analogue à la particule d'aujourd'hui (1). L'autonomie de la famille patriarcale, de la famille Romaine, se traduisait par l'isolement matériel : les maisons étaient isolées les unes des autres par l'*ambitus*, d'où le nom d'*insulae* qui leur était donné ; chez soi, on s'enferme le plus possible : peu d'ouvertures dans les murs extérieurs, sauf celles qui sont absolument indispensables (2) ; tout se concentre à l'intérieur : autour d'une cour centrale (*atrium*) sont disposées autant de cellules qu'il y a de ménages dans la famille, et toutes les issues donnent sur l'*atrium* (3). « C'est dans cette salle, qui prend jour d'en haut, que se concentrent la vie de famille et l'activité domestique. Là est le puits, d'abord, *puleus*, une citerne souterraine qui recueille les eaux de l'*impluvium*... Là, en retrait sur l'*impluvium*, s'enfonce le foyer, dont la fumée, s'échappant par l'ouverture du toit, le teint de la couleur qui a valu son nom à l'*atrium* des Romains comme au μέλαρον des Grecs. Là est la chambre commune, où l'on cuit, où l'on sacrifie, où l'on prend les repas, la place où est

1. Marquardt, *op. cit.*, t. XIV, p. 10-33.

2. Dans la maison dont Marquardt (*ibid.*, p. 262) reproduit le plan, la loge du concierge (*insularius*) seule est munie d'une étroite fenêtre donnant sur la rue.

3. Les maisons bulgares, encore aujourd'hui, sont construites sur ce type (E. de Laveley, *La Péninsule des Balkans*, t. I, p. 130). Il en est de même, malgré l'affirmation de Vitruve (« *Atriis Græci quia non utuntur neque ædificant.* » VI, 10 [7] 1) dont les observations avaient pu tomber sur des cas spéciaux, de la maison grecque, avec les modifications produites par les besoins de la vie commerciale (Rossignol, *De l'éducation et de l'instruction des hommes et des femmes chez les anciens*, 1888, p. 252-254).

scellé le coffre-fort et contre la paroi du fond, en face de l'entrée, le lit nuptial des maîtres. Là s'assied la ménagère, pour filer et tisser avec les servantes, tout en ayant l'œil sur le train de la maison (1). » Sous l'Empire, le tableau change, parce que la vie du foyer se déplace : la maison s'est agrandie par l'adjonction d'un ou de plusieurs autres *atria* qui se transforment en jardins d'agrément, en salles de réception, entourées de colonnades couvertes (*peristylia*) à la mode grecque (2) ; c'est là désormais que se tient le chef de maison, fonctionnaire influent, qui y donne ses audiences (3) ; le *vestibulum*, enfoncement compris entre la porte et la rue, prend une grande importance : c'est là qu'attendaient le matin les clients, les solliciteurs, attendant le lever du maître, afin de lui présenter leurs requêtes : « On l'orne d'armes prises à l'ennemi, de statues, parfois de *quadrigæ*, et chez les magistrats d'un ordre élevé on y voit se dresser les faisceaux des licteurs. Quelquefois c'est un portique ou une manière de jardin (*area*) en façade, qui sert de salle d'attente à la foule venue pour la visite du matin (4) ».

Nous allons constater la désorganisation de la famille sur un autre point, la décadence de l'autorité du chef de

1. Marquardt, *loc. cit.*, p. 256-257.

2. *Ibid.*, p. 259. — Dans le plan de maison agrandie reproduit par Marquardt (pl. I), on voit que les chambres entourant cette deuxième cour ont été remplacées par le péristyle ; deux petites pièces, probablement des *cellæ* d'esclaves, y ont seules été conservées.

3. *Ibid.*, p. 268.

4. *Ibid.*, p. 264.

famille. Cette décadence est encore un effet de la formation communautaire, car toutes les fois que l'autorité paternelle repose sur l'idée de puissance, de compression, et n'a pas pour but de faciliter l'éducation de l'enfant vers le libre jeu de son initiative, sitôt que le lien de famille vient à se relâcher, que d'une part les devoirs incombant au père commencent à lui peser, que d'autre part la sujétion où se trouve l'enfant lui paraît gênante, cette autorité disparaît au lieu d'évoluer vers un système mettant en harmonie les devoirs du père avec les droits de l'enfant, et cette disparition laisse une lacune que l'Etat vient naturellement combler : c'est ce qu'on va voir.

Au début, la famille ne peut s'accroître d'un nouveau membre qu'autant que le *paterfamilias* y consent (1) : bien que la disparition de cette faculté ne résulte expressément d'aucun texte (2), elle serait incompatible actuellement avec la théorie des posthumes, auxquels on reconnaît d'une façon de plus en plus large la qualité d'héritiers siens même avant leur naissance (3). L'enfant, une fois entré dans la famille, pouvait autrefois en sortir à la volonté du *paterfamilias* : l'*abdicatio* a disparu depuis longtemps à l'époque de Dioclétien (4); le louage des services des fils de famille par la mancipation existe bien encore au moins théoriquement à l'époque classique, mais Gaius nous fait entendre très clairement qu'en pratique

1. *Supra*, p. 44. — Voy. aussi : 16, § 1, D. XXIII, 2. — Inst. I, 11, § 7.

2. Voy. 3 § 9, D. XXXVIII, 16. — 1 (*in pr.*), D. V, 4.

3. Gaius, III, 4. — Ulp. XXII, 15.

4. 6, C. VIII, 48.

la mancipation ne sert plus guère que lorsqu'on veut les émanciper (1).

L'émancipation n'est plus une peine pour l'enfant : le pécule qui ne lui a pas été retiré lui appartient de plein droit (2) ; le prêteur lui conserve ses droits à l'hérédité paternelle (3). Le droit de vie et de mort a certainement disparu à l'époque d'Hadrien (4) ; Trajan force le père qui maltraite son enfant à l'émanciper (5) ; le *paterfamilias* ne peut plus séparer arbitrairement les époux qui sont sous sa puissance (6). Je rappelle les dispositions qui obligent progressivement le père de famille à laisser sa fortune à ses enfants (7). Antonin le Pieux permet à un fils de famille dont le père est en démence de faire lui-même addition à l'hérédité à laquelle il est appelé et d'affranchir les esclaves (8) : le fait est significatif.

1. « *Plerumque solum et a parentibus... mancipientur, cum velint parentes... e suo jure eas personas dimittere* » (Gaius, I, 118 A) « ... *Ac ne diu quidem in eo jure detinentur homines, sed plerumque hoc fit dicis gratia uno momento, nisi scilicet ex noxali causa mancipientur* » (Gaius, I, 141).

2. Vat. 260. — 31 § 2, D. XXXIX, 5.

3. Gaius, II, 135 ; III, 26.

4. 5, D. XLVIII, 9.

5. 5, D. XXXVII, 12.

6. Paul. *Sent.* V, 6 § 15.

7. *Supra*, p. 178 et ss.

8. « *Cum heres institutus erat filius, et habebat patrem furiosum, in cujus erat potestate : interponere se suam benevolentiam D. Pius rescripsit, ut si filiusfamilias adierit, perinde habeatur, atque si paterfamilias adisset : permisitque ei et servos hereditatis manumittere* » (52 pr., D. XXIX, 2).

Ce n'est plus en effet le conseil de la gens, qui était d'ailleurs une première limitation à l'autorité du patriar-
che (1), qui a la surveillance des intérêts de la famille et
de ceux de ses membres qui sont incapables d'exercer
leurs droits civils : le représentant des pouvoirs publics,
le magistrat se substitue à cet organe familial : c'est le
préteur qui nomme le curateur des fous et des prodi-
gues (2) : les lois Atilia (entre 387 et 588) et Julia Titia
(723) (3) remplacent le tuteur légitime par le tuteur datif
toutes les fois que cela est possible (4) ; sous Marc-Aurèle
apparaît un préteur spécialement chargé des intérêts des
mineurs (*prætor tutelaris*) (5). Des textes nous montrent
que sous l'Empire le préteur avait souvent à s'occuper de
l'éducation des enfants (6), et que ses décisions se substi-
tuaient parfois à la volonté des parents (7). Enfin l'Assis-

1. *Supra*, p. 113-114.

2. Ulp. XII, 1-4.

3. Inst. I, 20 pr. — Gaius, I, 185.

4. Quand l'espérance d'un tuteur testamentaire écarte provisoire-
ment la tutelle des agnats (Inst. I, 20 § 1) ; quand il y a lieu de nom-
mer un tuteur *certæ causæ* (*Ibid.* § 3).

5. Vat. 173, 232, etc.

6. « *Solet Prætor frequentissime adiri, ut constituat, ubi filii
vel alantur, vel morentur* » (1 pr. D. XXVII, 2).

7. « *Et solet ex persona, ex conditione, ex tempore statuere,
ubi potius alendus sit : et nonnunquam a voluntate patris rece-
dit Prætor* (1 § 1, *ibid.*). — Cf. 2, C. V, 49. — Remarquons ici en
passant que lorsqu'il statue sur le montant des dépenses autorisées
aux tuteurs pour l'entretien des pupilles, il doit « *statuere tam mo-
derate, ut non universum redditum patrimonii in alimenta decer-
nat, sed semper sit, ut aliquid ex redditu supersit* » (3 § 1, D. XXVII,

tance publique fait son apparition: Auguste commence par accorder des secours aux familles nombreuses (1); Nerva fonde des établissements où les enfants pauvres sont nourris et élevés aux frais de l'Etat (2); Trajan et Hadrien développent ces fondations (3); les particuliers charitables luttent d'émulation sur ce point avec le prince (4); l'assistance dure pour les garçons jusqu'à dix-huit ans, pour les filles jusqu'à quatorze (5). En un mot, l'Etat se substitue peu à peu au père dans l'exercice des fonctions familiales qu'il ne remplit plus.

Comme conséquence de cette déchéance de la puissance paternelle, nous voyons la condition du fils de famille tendre de plus en plus vers l'indépendance. Je dis : comme conséquence, car, de même que pour l'émancipation de la femme, cette évolution ne se produit pas pour le fils de famille par le jeu normal d'une éducation qui développe son initiative, comme cela aurait pu se produire pendant la première période si les conditions du travail avaient

2). C'est un procédé de sage économie pour qui ne songe ni à augmenter son avoir, ni à acquérir une fortune par son travail.

1. Suét. Aug. 46. — *C. I. Lat.* X, 5056.

2. « *Puellas puerosque natos parentibus egestosis sumptu publico per Italice oppida ali jussit* » (Aurel. Vict. Ep. 12).

3. « *Pueris ac puellis, quibus etiam Trajanus alimenta detulerat, incrementum liberalitatis adjecit (Hadrianus)* » (Spart. Hadr. 7). — Cf. Plin. *Paneg.* 26-28. — *C. I. Lat.* IX, 5.700, 5.825; X, 6.310. — Capitol. M. Ant. Ph. 8 et 11.

4. Pline laisse 500.000 sesterces à la ville de Côme (*C. I. L.* V 5362); Coelia Macrina lègue à Terracine un million (*C. I. L.*, X, 6328).

5. 14, § 1, D. XXXIV, 1.

exigé une modification plus profonde de l'organisation familiale : cette indépendance, nous nous en convaincront bientôt, est le fruit de la désorganisation de la famille, du relâchement des liens qui la constituent. Sans doute, la capacité du fils de famille a subi l'influence du commerce et s'est élevée par suite de ses nécessités (1); mais ce mouvement a été très restreint (2), et l'on peut dire d'une façon générale, que l'évolution que présente sur ce point notre période est moins une extension de la capacité du fils de famille qu'une diminution de l'autorité paternelle (3). L'évolution du pécule en est la preuve.

Quels sont les premiers biens vis-à-vis desquels on reconnaît au fils de famille la qualité de *paterfamilias* (4)? c'est le pécule *castrense*, c'est à dire tout ce que le fils de famille a acquis, non par son travail et son industrie propre, mais en qualité de militaire (5); et encore est-il vraiment *paterfamilias* à l'égard de ces biens? non, car ce n'est que depuis Hadrien qu'il a le droit d'en disposer par testament (6), et s'il meurt *ab*

1. *Supra*, p. 40, 137.

2. La *patria potestas*, dans ses attributs essentiels, c'est-à-dire en ce qui concerne cette autorité qui dure toute la vie du *paterfamilias* et qui absorbe en elle la capacité du fils de famille même majeur, a duré jusqu'à la fin de l'histoire romaine (Inst., I, 9, § 2; 12 pr.; II, 9, § 1).

3. « *Parentibus non obedientes* » (S. Paul, *ad Rom.* I, 30).

4. «... *Cum filiifamilias in castrensi peculio vice patrumfamiliarum fungantur* » (2, D., XIV, 6).

5. 11, D., XLIX, 17.

6. 10 pr. D., XXXVIII, 17.

intestat, son père lui succède non *jure heredis*, mais *jure peculii* (1). Ce pécule est institué sous Auguste (2) : il nous faut aller jusqu'à Constantin pour en rencontrer une extension ; ce sera le pécule *quasi-castrense*, comprenant les biens acquis par le fils de famille en qualité de fonctionnaire du palais (3), auxquels on assimile peu à peu ceux qu'il acquiert dans les autres fonctions administratives (4). S'il y a développement dans la capacité du fils de famille, il est donc bien restreint, puisque les biens pour lesquels on lui reconnaît d'abord cette capacité sont ceux qu'il acquiert en qualité de fonctionnaire : trouvons-nous le même développement relativement à ceux qu'il aurait acquis par le libre emploi de son énergie et de son initiative, par exemple dans le commerce ou dans l'industrie ? point, la formation sociale et l'attention du législateur sont entièrement dirigées du côté des emplois administratifs ; quant au pécule profectif, si le *paterfamilias* veut bien en laisser l'administration et la jouissance à son fils, jamais, même sous Justinien, il n'a été la propriété du fils (5) ; il ne lui appartient que

1. 44 pr. D., XXX. — 17 pr., XLIX, 17. — 56, D., VI, 1. — Sous Justinien, c'est *jure heredis* (Inst., II, 12 pr.).

2. Inst., II, 12 pr.

3. Un. C., XII, 31.

4. En 422, extension à la fonction d'assesseur (7, C., I, 51), en 424, à celle d'avocat (4, C., II, 7) ; sous Théodose et Valentinien, à celle d'officier attaché au préfet du prétoire (6, C., XII, 37). Sous Léon et Anthémios, à celle d'évêque et de diacre (34, C., I, 3), enfin, sous Justinien à toutes les fonctions publiques (4, C., II, 7).

5. Inst. II, 9 § 1.

si le père lui en fait donation tacite en l'émancipant sans le lui retirer (1) ou s'il le lui donne expressément par testament (2). Il est vrai que Constantin institue aussi le pécule adventice, composé des biens provenant de la succession maternelle (3), biens qui de cette façon passent directement aux enfants sans être la propriété du père : mais qu'est-ce que cela prouve ? que le législateur constate la diminution de l'autorité paternelle et que la dévolution de ces biens au *paterfamilias* plutôt qu'au fils n'a plus de raison d'être, voilà tout. Déjà Hadrien le reconnaissait : témoin ce jugement par lequel il attribue à un fils de famille les biens que son père devait lui laisser en vertu d'un fidéicommiss (4) ; ce n'est pas parce qu'il reconnaît chez celui-là une capacité plus grande, mais parce que celui-ci fait un mauvais usage de la sienne (5).

Comment la capacité du fils de famille pourrait-elle se développer avec le genre d'éducation que nous avons constaté dans le chapitre premier ? Quel usage en ferait-il d'ailleurs ? non, ce n'est pas d'une liberté plus grande qu'a besoin le jeune Romain de l'époque impériale, mais

1. 31 § 2, D. XXXIX, 5.

2. Vat. 294. — Depuis le III^e siècle, il suffit que le *paterfamilias* meure sans le lui avoir retiré (2, C. III, 29. — Vat. 274, 281).

3. 1, C. VI, 60. — Honorius et Arcadius assimilent à la succession maternelle celle qui provient de tout ascendant maternel (2, C. *ibid*).

4. 50, D. XXXVI, 1.

5 «... *Nam quia cautiones non poterant interponi conservata patria potestate, damnum conditionis propter fraudem inflixit...*» (*Ibid*).

au contraire, d'une protection d'autant plus efficace que son éducation a été plus protectionniste et lui a moins appris à s'en passer. Cet effet ne se fait pas attendre : dès le début du VI^e siècle (1), la loi Plætoria le protège jusqu'à vingt-cinq ans en permettant de poursuivre celui qui aurait abusé de son inexpérience (2), notamment dans le prêt et la stipulation ; la sanction de cette action était une peine pécuniaire et entraînait l'infamie (3). Quoiqu'il en soit des autres garanties édictées par cette loi (4), il est certain qu'à l'époque classique le préteur le protège, non seulement contre le dol, mais contre la simple lésion par la *restitutio in integrum* (5), et que le mineur de vingt-cinq ans, muni d'un curateur (6) avec lequel les tiers traitent directement (7), est véritablement un incapable (8), qui ne peut être relevé de son incapacité que par la *venia*

1. Probablement (Cuq, *Instit. jur. des Rom.*, p. 567.

2. Cic., *de Off.*, III, 15.

3. Cuq, *op. cit.*, p. 568.

4. « *De curatoribus vero, cum ante non nisi ex lege Plætoria vel propter lasciviam vel propter dementiam darentur, ita statuit ut omnes adulti curatores acceperent, non redditis causis* » (Capit. *M. Ant.*, 10). Cependant les curateurs n'apparaissent pour la première fois que dans une décision peu certaine (1 § 9, D. XV, 1) attribuée par Ulpien à Labéon (Cuq, *op. cit.*, p. 569 et ss.).

5. 24 § 5, D. IV, 4.

6. Les textes juridiques ne parlent pas de la curatelle des mineurs comme d'une institution absolument générale (3 § 1, D. XXVI, 1. — 101, D. XLV, 1). Cependant à partir de 275 de J.-C., date de la constitution (1, C. II, 45) qui institue la *venia ætatis*, il est nécessaire qu'il en soit ainsi, sans quoi cette faveur n'aurait pas sa raison d'être.

7. 1 § 2, D. XXVII, 9.

8. 3, C. II, 22.

ætatis, accordée par l'Empereur (1) à condition qu'il soit âgé de vingt-cinq ans et qu'il renonce à la *restitutio in integrum* (2).

Nous venons d'examiner les principaux effets de la formation communautaire dans le droit de la famille ; nous allons voir quelques-uns de ceux qu'elle produit dans l'organisation des pouvoirs publics.

C'est dans la possession et l'exploitation du sol, avons-nous vu (3), que l'aristocratie sénatoriale puisait en grande partie sa force : c'est cette situation en effet qui lui permettait de tenir sous sa dépendance les nouveaux arrivants, les clients. C'est également par l'abandon de la culture qu'elle va perdre sa prépondérance. Le sénat conserve bien en droit son rôle de corps consultatif ; en fait, il est insignifiant : quatre fois durant son règne Auguste épure cette assemblée, et décide qu'elle ne se réunira plus que deux fois par mois, de telle sorte qu'elle n'aura même pas le temps matériel nécessaire pour examiner les projets qui lui seront soumis (4) ; ses membres étaient « pour la plupart des hommes nouveaux, que les empereurs avaient fait venir des provinces, et qui ne connaissaient ni l'étendue de leurs droits (*jus senatorium*), ni même les règlements intérieurs de leur compagnie (5). » En fait c'est le *consilium principis* qui se

1. 3. C. V, 74. — 3. C. II, 45.

2. 1. C. II, 45.

3. *Supra*, p. 117.

4. Cuq. *Le conseil des Empereurs*, p. 317-318. — Suet. *Aug.* 35

5. Cuq. *ibid.*, p. 325.

substitue au sénat dans le gouvernement de l'Empire : à côté de ce conseil, composé de magistrats, de jurisconsultes et de quinze sénateurs, « il lui était bien difficile de se livrer à une discussion sérieuse d'un projet soigneusement élaboré et accepté d'avance par quelques-uns de ses membres les plus influents (1). »

Du moment que les patriciens abandonnaient leurs terres ou les exploitaient à distance, ce qui revient à peu près au même au point de vue de l'influence qui en résulte, ils perdaient par là-même la direction du travail dans une société où la production était essentiellement agricole, et cessaient dès lors de former une classe à part dans cette société : ils ne constituent plus désormais qu'une aristocratie de parade, qui ne se distingue que par le nom (2). Nous comprenons maintenant pourquoi l'émancipation de la clientèle a pu se produire : les patriciens, par la façon défectueuse dont ils exerçaient le patronage, ont provoqué les soulèvements de la plèbe (3) ; en abdiquant eux-mêmes leur situation de propriétaires, de patrons, ils ont permis à ceux-ci de réussir. Lors de la deuxième guerre punique, la lutte entre les deux ordres a cessé (4), je dirai presque, faute de combattants : l'un des deux en effet n'existe plus ; à côté de cette noblesse purement nominale, dont la situation est dépourvue de toute influence politique et sociale, des

1. *Ibid.*, p. 318.

2. *Supra*, p. 202.

3. *Supra*, p. 121-126.

4. Cuq, *Instit. jur. des Rom.*, p. 451.

plébéiens, des affranchis, les anciens clients de jadis, entrent au sénat (1).

A la place, nous verrons se constituer une aristocratie d'argent; mais pour le moment, constatons simplement la disparition de la prépondérance sénatoriale, de la hiérarchie des clients et des patrons. Par suite de cette disparition, la clientèle elle-même ne forme plus une classe à part, puisqu'elle n'a plus d'intérêts opposés à ceux d'une autre classe, et nous ne trouvons plus que l'uniformité de la masse égale en droits de tous les sujets de l'Empire. Mais si en droit cette institution n'existe plus, en fait le régime des classes subsiste toujours : il ne fait que changer de forme. Voici ce que je veux dire.

La cause qui avait permis aux sénateurs des premiers siècles d'imposer leur direction à la masse de leurs concitoyens, à savoir la direction du travail, ayant disparu, il faut bien que ceux qui aspirent à gouverner la cité trouvent quelque autre moyen de leur faire accepter ce gouvernement. Ce moyen est partout le même : il consiste à accorder des faveurs ou à en promettre à ceux dont on sollicite la voix; c'est en semant l'or à pleines mains dans

1. D'après Suétone (*Claud.* 24), c'est le censeur de 442, Appius Claudius, qui aurait le premier fait entrer au sénat des fils d'affranchis (Tit. Liv. IX, 46.). En tout cas au VI^e siècle, les petits-fils d'affranchis sont certainement traités comme des ingénus (Cuq, *op. cit.*, p. 492). La loi Terentia (565) força les censeurs à inscrire les fils d'affranchis sur leurs listes d'après le chiffre de leur fortune, au lieu de les reléguer dans les tribus urbaines. En 586, ceux qui avaient un fils âgé de cinq ans ou des terres d'une valeur excédant 30.000 sesterces, étaient traités comme des ingénus (*Ibid.*).

Rome que César arriva à l'édilité curule et au grand pontificat; c'est en se faisant le champion du peuple contre le Sénat qu'il obtint le consulat; la multiplication des charges administratives, les mesures en faveur des débiteurs, les gratifications et les repas publics lui valurent la dictature; malgré tout, comme il ne peut arriver à contenter tout le monde, une conjuration se forme et il meurt assassiné. Cette histoire est à peu près celle de tous les empereurs : un parti les porte au pouvoir, un parti les renverse, et ils ne peuvent se maintenir qu'en éblouissant le peuple de leurs largesses.

De là, la composition du *consilium principis* : « Que les empereurs aient préféré un conseil composé de leurs amis à une assemblée dont les membres étaient, dans une certaine mesure, indépendants, qu'ils aient eu le désir de substituer leur conseil au sénat, c'est ce qu'on ne peut méconnaître (1). » Aussi, dès Auguste, ce conseil comprend-il, à côté de sénateurs, de magistrats, membres de droit, des membres choisis par l'empereur (2) ; sous Trajan, « ce fut un honneur très apprécié d'y être appelé (3); » Septime Sévère en choisit les membres en dehors du sénat (4).

De là encore les gratifications plus ou moins directes au peuple, notamment les distributions alimentaires, qui deviennent gratuites précisément au début de l'Empire (5) :

1. Cuq. *Le conseil des Empereurs*, p. 316.

2. *Ibid.*, p. 318.

3. *Ibid.*, p. 321.

4. *Ibid.*, p. 344.

5. *Supra.*, p. 156.

« Les distributions furent toujours une mesure politique, pour l'application de laquelle on ne s'occupait que des citoyens ayant le droit de vote (1). » Tandis que les provinces sont écrasées d'impôts, les citoyens en sont exempts dès 586 (2). Nous avons vu avec quelle rapidité les fonctions rétribuées se développent (3), procurant aux citoyens des positions stables et enviées. Ces fonctionnaires eux-mêmes sont enrichis de nombreux privilèges, qui font l'objet de titres entiers au Digeste et au Code (4) ; on sait que les testaments des militaires et leur succession étaient régis par une législation de faveur (5) : Auguste défendit notamment à leurs parents de les exhéréder (6).

On voit comment tous les phénomènes sociaux s'enchaînent les uns les autres, et combien cette concordance est loin de répondre aux conceptions arbitraires par lesquelles on a parfois tenté de les expliquer : la disparition d'une situation sociale correspond exactement à la disparition de la cause qui l'avait engendrée ; le même fait qui produit la nouvelle éducation et qui pousse la jeunesse vers les fonctions rétribuées, anéantit la classe dirigeante et oblige le gouvernement à s'appuyer sur le besoin créé par cette éducation, sur le fonctionnarisme.

1. Marquardt, *op. cit.*, t. X, p. 151.

2. Plin. *H. N.* 36, 56. — Cic. *de Off.*, II, 22, 76. — Val. Max. IV, 3, 8. — Plut. *Paul. Æm.* 38. — Les territoires conquis concédés aux citoyens romains leurs appartenaient *ex jure Quiritium* et étaient exempts d'impôts (Marquardt, *loc. cit.*, p. 229).

3. *Supra*, p. 174-177.

4. D. L. 5 et 6. — C. XI, 14 et 76 ; XII, 20 et 30.

5. Inst. II, 11.

6. 26, D. XXVIII, 2.

Nous allons voir que l'évolution de l'éducation va produire dans la vie extérieure du peuple romain des effets analogues à ceux que nous venons d'observer dans sa vie intérieure. Je n'ai pas à examiner ici les causes pour lesquelles les conquêtes se développent de plus en plus : je signalerai cependant parmi ces causes la nécessité où se trouvait l'empereur, comme conséquence de la situation dans laquelle nous venons de le voir, de les étendre de plus en plus, afin d'augmenter par là, d'abord les ressources du trésor, puis le nombre des fonctions administratives qu'on pourra y créer, enfin celui des fonctions militaires, ce qui lui permettait aussi de se débarrasser de concurrents dangereux, en les envoyant le plus loin possible de Rome, à la tête des armées étrangères.

Ce qui est intéressant pour nous, c'est de rechercher le mode suivant lequel s'exerce cette expansion, car ici encore nous trouvons un effet de la formation communautaire. Tandis que pendant la première période les Romains s'immiscent le moins possible dans les affaires intérieures des peuples vaincus et semblent prendre à tâche de les ignorer, à présent au contraire leur domination s'affirme de jour en jour plus étroite, et les diverses provinces tendent à se fondre dans la vaste unité de la centralisation romaine. C'est le même phénomène que nous avons observé jusqu'à présent qui se produit ici en grand : l'initiative individuelle disparaît de plus en plus devant la communauté, devant l'Etat représenté par les rouages administratifs. A la fin du 1^{er} siècle, le mouvement est achevé : le principe de l'indépendance adminis-

trative des cités est abandonné, et l'administration financière des villes italiennes et des principales villes provinciales est placée sous le contrôle direct de Rome (1). Quand nous voyons les Romains s'occuper de plus en plus des étrangers et de leurs sujets provinciaux, ce n'est pas, comme le remarque M. Cuq (2), en vertu d'une nouvelle conception d'un droit abstrait s'appliquant à tout homme libre, qui se serait fait jour dans l'esprit de leurs jurisconsultes : c'est tout simplement la personnalité de la loi qui disparaît peu à peu devant la centralisation se manifestant ici par l'unification du droit ; les jurisconsultes commencent par comparer le droit romain et les législations étrangères (3) ; les habitants des provinces s'adressent très souvent à eux ou aux empereurs quand une difficulté s'élève entre eux au sujet de l'application de leur propre législation (4) et de nombreux rescrits viennent confirmer leur droit national (5) : c'est un premier pas vers l'unité du droit. Le conseil d'Hadrien, ayant le monopole de l'interprétation des lois, favorisa encore ce mouvement (6). Le dernier pas fut franchi quand

1. Marquardt. *Op. cit.*, t. X, p. 432. Cf. *Ibid.*, t. IX, p. 595 et ss.

2. Cuq, *Inst. jur. des Rom.*, p. 488 et suiv.

3. Gaius, I, 47, 53, 189, 193, 197 ; II, 40 ; III, 96, 134.

4. 101 pr. D. XXXII.— 24 § 3, D. XXXIII, 1. — 52 § 20, D. XLVII, 2. — 9-10, D. XLVII, 11.— 3 § 5, D. XLVII, 12.— 3 pr. C. III, 33.— 1, C. IV, 2.— 12, C. VIII, 41.— 3, C. VII, 14.— *Mos. et R. leg. Coll.*, XI, 7, etc.

5. 5 § 1, D. L., 6. — 1, C. XI, 31. — 3 § 3, D. L., 2.— 2, C. VI, 32.

6. Cuq, *Cons. des Emp.*, p. 338.

tous les sujets de l'Empire furent citoyens romains (1).

Comment les Romains vont-ils maintenant profiter de leurs conquêtes ? ce ne sera pas comme autrefois, on s'en doute, par la culture du sol ; c'est par les spéculations de banque, par le commerce de l'argent, qu'ils vont exploiter la province. Ceci m'amène à examiner quel est le mode de travail lucratif qui s'est substitué à l'agriculture.

Caton, interviewé sur le moyen de faire fortune, cita l'agriculture. Mais que pensez-vous du prêt à intérêt, insista son interlocuteur, *quid faenerari* ? Alors Caton, d'un air indigné : *quid hominem. inquit, occidere*, pourquoi pas tuer son homme (2) ? Or ce même Caton, qui faisait ainsi le vertueux, était un usurier émérite (3). C'est par le prêt à intérêt, par l'usure, que les patrons exploitent leurs clients (4) : c'est encore par des spéculations d'argent qu'ils continuent à exploiter l'Etat et les provinces.

Ces spéculations comprennent les opérations des publicains et le commerce de banque. Sous la royauté, les travaux publics étaient entrepris et exécutés directement par l'Etat : après les guerres puniques, à mesure que l'importance des travaux à exécuter, des impôts à recou-

1. « *In orbe Romano qui sunt, ex Constitutione Imperatoris Antonini cives Romani effecti sunt* » (17, D. I, 5).

2. Cic. de *Off.* II, 25.

3. On admire la simplicité de cet homme qui admettait ses esclaves à sa table, et dont la femme allaitait leurs enfants ; c'était par économie : il ne leur permettait les rapports des sexes que moyennant finance. (Plut. *Cat. maj.* 21).

4. *Supra*, p. 122 et ss.

vrer (1), de l'exploitation des fleuves, des ports, des mines, des terres, etc., appartenant au domaine public, prend de l'extension, l'Etat s'en décharge sur des sociétés puissantes, à grands capitaux, qui les prennent en adjudication (2). C'étaient les sociétés de publicains, composées en majeure partie de chevaliers (3), qui s'enrichissent ainsi très rapidement et acquièrent dans la société romaine une puissance considérable (4), précisément parce que ce sont eux qui dirigent le travail et qui détiennent la richesse de la nation. En effet, à côté de ce groupe, relativement restreint, de gens qui s'enrichissent, se trouve la masse des citoyens que leur éducation rend inaptes à tout effort d'initiative et d'énergie, et qui sont bien aises de faire rapporter un intérêt à leurs petites économies en les confiant aux publicains qui les font fructifier (5). Ceux-ci font donc appel à la petite épargne, au moyen

1. Sous l'Empire le système de la ferme des impôts fut restreint aux impôts indirects et à quelques impôts directs de peu d'importance. L'impôt foncier et la capitation sont perçus par des fonctionnaires (*susceptores*) nommés par les curies. (Accarias, *op. cit.*, t. II, p. 508, n. 3.)

2. Polyb. *Hist.* VI, 17.

3. Cic. *Verr.* II, 3, 72.

4. Elle se manifeste par la partialité des juges à leur égard (Deloume, *Les manieurs d'argent à R.*, p. 113 et suiv.). Ces sociétés étaient reconnues par l'Etat et jouissaient de la personnalité civile (1 pr. D. III, 4).

5. Le nombre des citoyens ayant ainsi placé leurs capitaux est si considérable « que tout le monde, peut-on-dire, est intéressé à ces adjudications et aux bénéfices qu'on y réalise. » (Deloume, *op. cit.*, p. 103.)

de l'action, le seul procédé possible (1). M. Deloume, auquel j'emprunte tous ces renseignements, démontre que ces placements constituent bien de véritables actions, parts d'associés transmissibles (2), susceptibles de hausse et de baisse, et pour lesquelles la perte est limitée à la mise (3). Tous les jours, publicains, directeurs de Compagnies, spéculateurs, actionnaires, se réunissaient au forum, et l'émission des nouvelles valeurs, la spéculation sur la hausse et la baisse marchait son train (4). C'est de cette façon, suivant M. Deloume (5), que Cicéron se serait enrichi.

A côté des publicains, des particuliers se livraient aux opérations financières sur un autre terrain, dans le commerce de banque : les *nummularii* faisaient le change des espèces ; les *argentarii* faisaient la banque proprement dite, avances de fonds, placements, dépôts, mandats de paiements, etc., et toute une série de rapports juridiques naquit de cette industrie (6).

1. *Ibid.*, p. 100.

2. M. Deloume (p. 127-128) pense que cette transmission se faisait en dehors des règles du droit civil et de la *procuratio in rem suam*. Ces titres, dit-il, étaient peut-être transmissibles par voie de transfert, et c'est à eux que penserait Gaius (III, 131 et ss.) quand il parle des *arcaria nomina*.

3. Deloume, p. 100 et ss.

4. *Ibid.*, p. 80-93.

5. *Ibid.*, p. 74-93.

6. Je citerai notamment le *mutuum*, le *nauticum fœnus*, l'action *de eo quod certo loco* (3, D. XIII. 4), l'action *receptitia* (Accarias, *op. cit.*, t. II, n° 720).

Le court examen qui précède n'est pas en dehors de mon sujet, et cela pour deux raisons. Il nous montre en premier lieu l'influence de la nouvelle éducation sur les procédés de colonisation : ce n'est plus par la possession du sol, par la culture, que les Romains s'implantent dans les provinces conquises ; ils ne les considèrent que comme des mines à exploiter. « A peine une nouvelle province est-elle conquise, qu'elle voit s'abattre une nuée de traitants romains. Pas une ville dans tout l'Empire, où les usuriers et les banquiers n'établissent leurs comptoirs (1) ». C'est le massacre des *negotiatores* de Genabum qui ouvrit la dernière insurrection des Gaules (2). Les soldats eux-mêmes emportaient de l'argent dans leurs ceintures pour le faire fructifier dans les pays où les portait la conquête (3). L'exploitation de la province par les Romains se faisait sur une très large échelle : Brutus plaçait à Chypre ses capitaux à 48 0/0, Verrès en Sicile à 24 0/0, Sénèque en Bretagne à un taux aussi élevé ; les Allobroges devaient à Fonteius trente millions de sesterces ; presque toutes les villes de la Carie étaient débitrices d'un certain Cluvius de Pouzzoles ; M. Deloume cite Scaptius, l'agent de Brutus, « tenant assiégés dans la salle de leurs délibérations les sénateurs de Salamine, qui ne lui payent pas ses créances, les y cernant avec une troupe de cavaliers empruntée au proconsul, et, dans cette

1. Marquardt, *op. cit.*, t. XV. p. 15-16.

2. César, *de Bel. Gal.* VII, 3. — Cic. *pro Font.* I. — Sall. *Jug.* 26.

3. « *Negotiandi ferme causa argentum in zonis habentes* ». (Tit. Liv. XXXIII, 29).

nouvelle espèce de siège, faisant mourir de faim cinq sénateurs; Pompée usant de ses armes et de son autorité pour trafiquer, dans tout l'Orient, avec les villes obligées de lui emprunter, et surtout de lui rendre, augmentées d'intérêts énormes, ses millions (1) ». On voit que cette façon d'en user avec la province ne diffère guère de la conduite des patriciens vis à vis de leurs clients, et si Rome a pu, malgré ce mode de colonisation, maintenir sous sa domination ses nombreuses conquêtes, ce n'est que par une centralisation de plus en plus étroite, et surtout grâce à l'état de décomposition sociale où se trouvaient ces nations, incapables du moindre effort pour soulever le joug des vainqueurs.

En second lieu, c'est ici que nous trouvons la classe qui prend la place laissée vacante par l'ancienne aristocratie sénatoriale : « C'est la classe composée presque exclusivement des enrichis, des hommes nouveaux, *homines novi*, l'aristocratie d'argent, qui spéculera, qui gagnera et qui dirigera tout, à l'exclusion de la *nobilitas* déconsidérée (2) ». Ces fortunes s'édifiaient en très peu de temps : Cicéron, lors de son exil, en 696, était ruiné; dès 698, rentré à Rome, il menait un train de vie plus large que jamais (3); en février 700, à l'en croire, sa situation de fortune était peu brillante; mais au mois d'octobre de la même année, il ne recule pas devant une dépense de 60 millions qui ne doit rien lui rapporter (4). Et ces parve-

1. Deloume, *op. cit.*, p. 7.

2. *Ibid.*, p. 42.

3. Cic. *ad Quint.*, II, 16.

4. Cic. *ad Att.*, IV, 16.

nus avaient de somptueux hôtels à Rome (1), et de non moins luxueuses villas à Cumes, à Pouzzoles, à Pompéi, à Naples, à Baïa, etc. (2), où l'on menait vie joyeuse et facile (3).

Voilà la nouvelle classe dirigeante. Nous verrons tout à l'heure comment elle exerce le patronage ; pour le moment, je veux seulement constater qu'une semblable aristocratie, où l'on s'élève en un jour, d'où l'on peut descendre aussi rapidement, est essentiellement instable ; c'est qu'elle n'a pas la solidité que donne l'exploitation du sol : elle partage au contraire l'instabilité du commerce, et du genre de commerce le moins stable de tous, les opérations financières. Et il nous est facile de comprendre comment les Romains se trouvent amenés par leur éducation à ce genre de travail : les opérations des publicains répondent entièrement, nous l'avons vu, à l'état de la majorité des citoyens, qui trouvaient dans ces placements un moyen d'avoir des revenus sans se donner

1. Cicéron, qui vivait relativement avec un train modeste, habitait à Rome une maison qui lui avait coûté deux millions de sesterces alors qu'un journalier de son temps gagnait douze as par jour (Cic., *pro Rosc. com.*, 10, 28).

2. Les villas de Tusculum et de Formies coûtaient de 250 à 500 mille sesterces.

3. Deloume, *op. cit.*, p. 57-58. — Dion Cassius (61, 10) attribue à Sénèque une fortune de 300 millions de sesterces. « Des perles, et les femmes pauvres elles-mêmes en portaient, furent payées six et dix millions de sesterces, et Lollia Paulina, la femme de l'empereur Caligula, en portait pour quarante millions de sesterces » (Marquardt, *op. cit.*, t. X, p. 66-67).

aucune peine. Ceux qui gagnent de l'argent, nous le voyons, ne le retirent pas de l'agriculture, sauf un très petit nombre qui d'ailleurs n'en subissent aucunement l'influence puisqu'ils exploitent à distance (1); ils ne cherchent pas davantage dans le commerce et l'industrie un profit dû à une initiative personnelle; c'est du côté du commerce de l'argent qu'ils se tournent. C'est qu'en effet ce genre de commerce n'exige aucune initiative personnelle et indépendante; il ne met pas en jeu, comme celui qui a pour objet de mettre le producteur à la portée du consommateur, l'énergie, l'habileté et la persévérance de celui qui s'y livre; les spéculations de Bourse exigent seulement un certain flair qui permet de prévoir les mouvements du marché, et des relations haut placées, afin de connaître avant tout le monde les événements qui peuvent provoquer une baisse subite; celui qui s'y adonne ressemble plus au joueur qui s'assied un moment devant une table de jeu et s'y livre à des combinaisons qui, dans un instant, l'auront ruiné ou rendu millionnaire, qu'à cet autre intermédiaire actif et intelligent qui doit prévenir à chaque instant les désirs de l'acheteur, au besoin les faire naître, et mettre en œuvre toutes ses connaissances pour les satisfaire. Celui-ci ne dépend que de lui-même; sa situation de fortune, c'est à lui seul, à son énergie, à son initiative qu'il la doit. Le publicain n'a pas cette indépendance: sa corporation ne peut se former que par une concession de l'Etat (2); elle peut être dissoute

1. *Supra*, p. 161.

2. 1 pr., § 1, D. III, 4.

par le retrait de cette autorisation (1) ; ses occupations mêmes peuvent être supprimées du jour au lendemain, puisqu'elles dépendent essentiellement du travail que l'Etat lui fournit. Le banquier est libre (2), c'est vrai, mais considérez chacune de ses opérations ordinaires, et dites-moi si elles ne constituent pas plutôt une exploitation de la richesse publique, produite par d'autres, qu'une fonction développant l'esprit d'entreprise et d'initiative, et répondant au besoin social le plus direct et le plus pressant, la consommation (3).

Et cependant c'est là que s'est borné à peu près tout le commerce des Romains (4) ; on le voit, c'est peu de chose et il n'y a pas là de quoi offrir un champ bien vaste à l'activité d'un homme. La vie industrielle, à Rome, a peut-être encore été plus faible. Tout d'abord le travail industriel ne peut se spécialiser qu'au moment où la vie urbaine, rapprochant les familles et divisant l'antique famille patriarcale, la *gens*, oblige celle-ci à demander ce qu'elle

1. 20, C. Th. XVI, 10.

2. Et encore la surveillance des banquiers est-elle l'une des fonctions du *Præfectus Urbi* (1, § 9, D. I, 12). En cas de litige, ils pouvaient être contraints à produire leurs livres (4 pr. D. II, 13. — 9, § 2, *ibid.* — 27, § 1, D. XLVII, 2).

3. Citons en passant un effet important de ce genre de travail dans le droit : la notion de la propriété se transforme ; les Romains sont arrivés « à estimer tous les biens d'après leur valeur pécuniaire et, par suite, à accorder à la richesse individuelle la protection jusqu'alors réservée aux biens patrimoniaux » (Cuq, *Inst. jur. des Rom.*, p. 456. — Voir les conséquences de ce fait : *Ibid.*, p. 502 et ss.).

4. *Supra*, p. 101.

ne peut plus produire elle-même (1) aux individus qui se consacrent exclusivement à telle ou telle fabrication. Mais la première manifestation de l'industrie que nous trouvons à Rome n'est pas une entreprise libre et indépendante d'un citoyen qui y consacre ses forces à ses risques et périls : nous la trouvons dans la fondation des collèges d'artisans attribuée à Numa (2); et dans la suite, l'industrie en est à peu près restée là (3) : c'est à des étrangers que les Romains demandent la décoration de leur ville (4); presque tous les objets dont ils se servent sont d'importation étrangère (5); les meules à main existent encore à une époque récente (6), bien que depuis longtemps les moulins

1. En effet, quand la famille patriarcale est isolée, elle se suffit entièrement à elle-même : toute la fabrication ménagère est faite par ses membres ; nous en trouvons des vestiges à l'origine de Rome (Cf. *Supra*, p. 134, n. 3 et 153, n. 1).

2. Ces corporations sont au nombre de neuf; ce sont celles des *tibicines*, *aurifices*, *fabri*, *tinctores* ou *fullones*, *sutores*, *coriarii*, *cerarii*, *figuli*, les autres métiers rentrant dans la neuvième classe (Marquardt, *op. cit.*, t. XII, p. 166 et note 2). Chaque profession avait sa rue spéciale : il y avait le *vicus frumentarius*, le *vicus materiarius*, le *vicus unguentarius*, etc. (*Ibid.*, t. XV, p. 32).

3. *Ibid.*, p. 7-8.

4. Le Jupiter du Capitole est l'œuvre d'un artiste de Véies (245 de R.) ; la décoration des toitures des temples est appelée *Signa Tuscanica* (Plin. *H. N.*, 35, 154) ; ce sont des Grecs qui sont employés à la construction de l'*ædes Cereris* (261 de R.). Cf. Marquardt, *loc. cit.*, p. 12).

5. Quand ils abandonnent la toge, tous leurs vêtements leur viennent de l'étranger (*Ibid.*, p. 111 et ss., 180, 245 et s.).

6. 26, § 1, D., XXXIII, 7 ; le fr. 18, § 5 du même titre en donne la description.

à eau fussent connus; ce n'est qu'au quatrième siècle de J.-C. que la meunerie se spécialise dans l'industrie de la fabrication du pain, par suite de l'introduction de ce dernier moteur (1); le tricot et le métier à filer ne furent pas connus à Rome (2); le tissage y atteignait il est vrai une grande perfection, mais le métier à tisser était importé d'Orient (3). L'exploitation des mines était sous la direction de l'Etat (4) et ne prit jamais un bien grand essor (5). Les Romains eux-mêmes avouent leur aversion à l'égard du travail industriel (6).

Ce fait est encore une conséquence de la formation communautaire. Nous avons vu (7) que l'esclavage est le régime du travail le mieux approprié aux sociétés organisées sur ce type, parce que celles-ci n'ont pas en vue de développer les capacités et de faire prédominer les individus les mieux doués: c'est pour la même raison que, dans ces sociétés, tout essor industriel est arrêté et la voie au progrès fermée, car la nécessité de s'élever au-

1. Marquardt, *op. cit.*, t. XV.

2. *Ibid.*, p. 135 et 153.

3. *Ibid.*, p. 137 et 155 s.

4. Cf. François Lenormant, *La monnaie dans l'Antiquité*, t. I, c. II, § 4.

5. Tous les peuples de l'antiquité ont pratiqué l'extraction du métal affleurant au sol; ils n'ont jamais creusé de mines profondes.

6. Tite-Live (XXII, 25) dit de Térentius Varron, consul en 538 : « *Loco non humili solum, sed etiam sordido ortus : patrem lanium fuisse ferunt, ipsum institorem mercis filioque hoc ipso in servilia ejus artis ministeria usum... ex eo genere quæstus pecunia a patre relicta animos ad spem liberalioris fortunæ fecit.* »

7. *Supra*, p. 56 et s.

dessus des concurrents par son mérite, condition éminemment propre à provoquer les nouvelles inventions et les méthodes perfectionnées, fait ici défaut. Et ceci m'amène à rechercher si le régime du travail a évolué d'une manière sensible d'une période à l'autre et dans quel sens cette évolution s'est produite. Cette évolution peut se résumer sous trois chefs : la situation de fait, la condition juridique de l'esclave, celle de l'affranchi.

L'organisation patriarcale de la société romaine s'oppose à l'exercice normal de la fonction du patronage ; néanmoins, dans le travail agricole, l'esclave est bien traité, parce que ses occupations sont les mêmes que celles des autres membres de la famille (1). Après la deuxième guerre punique, les champs sont abandonnés : cette situation relativement douce va donc disparaître. Les quelques propriétaires qui font de la grande culture ne résident pas sur leurs terres et les font cultiver par les esclaves : il leur en faut pour cela un grand nombre, avec lesquels ils ne sont pas en rapport direct et qu'ils ne connaissent pas (2). Les citoyens qui pratiquent les opérations de banque s'enrichissent rapidement : leur luxe prend un essor inouï et la satisfaction des besoins que celui-ci crée chez eux réclame le concours d'une foule d'esclaves au courant de tous les raffinements de la dépravation (3) ; ceci ne peut pas non plus améliorer leur situation. Ils sont

1. *Supra*, p. 58.

2. Les esclaves considéraient comme un châtement de faire partie de la *familia rustica* (Sen. *de ira*, III, 29, 1. — 35, § 3, D. XXVIII, 5. — Colum, I, 1, 20 ; I, 8, 13 et 17).

3. Marquardt, *op. cit.*, t. XIV, p. 160.

donc recherchés pour leurs services, et la traite des esclaves devient un métier lucratif (1). Les rapports entre maîtres et esclaves deviennent de plus en plus durs, parce que les maîtres ne connaissent pas leurs esclaves, ou bien s'en servent comme instruments de plaisir. L'ononomastique s'en ressent d'abord : l'appellation *Marcipor*, *Lucipor*, disparaît; l'esclave garde son nom d'origine ou prend un nom de fantaisie, et y ajoute celui de son maître au génitif en indiquant sa condition par le mot *servus* (2). Mais les lois adoucissent leur sort et restreignent le droit de correction à leur égard (3) ? la lecture des textes montre que ces dispositions sont toutes des lois ou des constitutions impériales, et non des dispositions de droit coutumier, ce qui prouve précisément l'existence de la plaie à laquelle elles venaient remédier. Que si la *cognatio servilis* tend à se faire jour de plus en plus et le mariage des esclaves à devenir indissoluble (4), cela vient certainement de l'influence des idées chrétiennes et humanitaires (5).

1. Caton notamment le pratiquait en grand (Plut. *Cat. maj.* 21).

2. Exemples : *Pharnaces Egnatii*, *Publii Servus*; *Nichomachus Albi*, *Marci servus* (*C. I. Lat.*, I, 602, 1168); *Secundus Caesaris nostri servus Crescentianus* (*Ibid.*, VI, 8475).

3. 1, § 1-2; 2, D. I, 6. — 1, § 1, D. I, 12. — 24, § 3, D. XIII, 7. — 42, D. XVIII, 1. — 11, § 2, D. XLVIII, 8. — 3, C. VII, 6. — 1, C. IX, 14. — Gaïus, I, 53. — *M. et R. L. Coll.*, III, 3-4.

4. 8; 14, § 2-3, D. XXIII, 2. — 12, § 2 et 7, D. XXXIII, 7. — 23, pr., C. IX, 9. — Paul. *Sent.*, III, 6, § 38.

5. « *Nec ulla antiqua lege talis cognatio computabatur. Sed nostra constitutione quam pro jure patronatus fecimus, quod jus usque ad nostra tempora satis obscurum atque nube plenum*

Mais le développement de la capacité civile de l'esclave répond à un tout autre ordre d'idées. D'où viennent les esclaves, à la fin de la République ? d'un peu partout, mais surtout de la Grèce et des cités commerçantes (1) ; ce sont donc des gens aussi bien doués pour le commerce que les Romains y sont peu portés. Au début même, cette occupation était interdite aux sénateurs (2) : les citoyens désireux de faire fructifier leur argent par ce moyen chargeront leurs esclaves de ce travail pour leur compte à eux. Plus tard, alors même que les citoyens pourraient se faire commerçants sans déroger, ils sont heureux de s'en débarrasser sur les esclaves dont ils reconnaissent la supériorité à cet égard. Aussi, sous l'Empire, toute l'activité commerciale et industrielle, qui entre pour si peu dans les occupations des citoyens, est-elle entièrement entre les mains des esclaves (3). Il est donc indispensable de leur reconnaître la capacité juridique nécessaire aux transactions qui s'y rattachent. La *familia rustica* est organisée administrativement : des sortes d'intendants, *vicarii*, diri-

et undique confusum fuerat, et hoc humanitate suggerente concessimus... » (Inst. III, 6, § 10). — Cf. Nov. 157. — « ... *Cum jure naturali omnes liberi nascerentur...* » (Ulp., 4 § 1, D. I, 1). — 4, § 1, D. I, 5. — 5, D. XLVIII, 9.

1. Juv. III, 60-78.

2. Tit. Liv. XXI, 63, 3-4. — Cic. Verr., V, 18, 45.

3. Les esclaves sont employés soit dans les fabriques industrielles (6, § 1, D. VIII, 3), soit comme *institores* (D. XIV, 3. — Gaius, IV, 71) *navium magistri* (Gaius, *ibid.*), soit dans les banques (40, § 8, D., XL, 7), comme employés de commerce (13, pr. D. XIV, 3), aides-médecins (25, § 2, D. XXXVIII, 1), ouvriers du bâtiment (19, § 1 ; 12, § 8, D. XXXIII, 7).

gent le travail des autres esclaves et ont la gestion du domaine (1) ; de là le pécule (2) s'appliquant, non plus seulement aux troupeaux que l'esclave conduit dans la montagne, mais à de grands domaines, à des portions considérables de la fortune du maître (3). De même pour les transactions commerciales, les actions *adjectitiæ qualitatis* permettent à celui qui a traité avec un esclave préposé à une entreprise, d'obliger le maître à répondre des engagements ainsi contractés (4). Parfois, pour encourager son esclave à augmenter sa fortune, le maître lui abandonne une part dans les bénéfices ; c'est un pécule que l'esclave gère comme s'il lui appartenait, et qui lui permet parfois de se racheter (5) : mais nous ne trouvons nulle part cette émancipation avec un caractère général ; le mode de patronage n'y pousse pas, ce ne peuvent être que quelques individus particulièrement doués c'est-à-dire l'exception, qui arrivent à s'affranchir ainsi ; et quant aux patrons qui y consentent, c'est encore l'intérêt qui les pousse, puisque cela leur permet de reprendre d'une main, sous prétexte d'affranchissement, le pécule considérablement grossi qu'ils concédaient de l'autre (6).

1. 17; 37, § 1, D. XV, 1.—45, § 44, D. XLVII, 10.—Colum., *loc. cit.*

2. 4, 11, D. XV, 1. — 9, D. XXXIII, 8.

3. Cuq, *Inst. jur. des Rom.*, p. 196.

4. Inst. IV, 7.

5. 18, D. XXXVII, 14.

6. Les *servi publici* avaient une capacité plus étendue précisément parce que leurs occupations dans les bureaux de l'administration les rapprochaient davantage des hommes libres, et que, n'étant pas des instruments d'acquisition pour un spéculateur, il n'y a pas d'autre motif que celui des usages reçus, des conventions sociales, pour res-

Il y a donc des esclaves qui arrivent à s'affranchir par leur travail; d'autres sont libérés par leurs maîtres pour des motifs d'humanité ou pour toute autre raison que je n'examine pas : voyons ce qu'ils deviennent. Quand la situation sociale repose sur la possession et la culture de la terre, les affranchis sont des parias et leur nouvelle condition est véritablement pour eux une peine (1); il en est autrement à notre époque, car ils peuvent désormais s'enrichir comme tous les autres citoyens. Aussi leur condition tend-elle à s'égaliser avec celle des ingénus : la loi Julia (736) leur donne le *connubium*; bien qu'ils n'aient pas le *jus honorum* (2), nous voyons leurs fils entrer au sénat dès le vi^e siècle, et le censeur les inscrit sur les listes du cens d'après le chiffre de leur fortune; en 586, ceux qui ont un fils âgé de cinq ans ou des terres d'une valeur excédant 30.000 sesterces sont traités comme des ingénus (3); sous l'Empire nous voyons des affranchis occuper les premières dignités (4); d'ail-

treindre leur situation. Aussi reçoivent-ils une parcelle de terrain pour se construire une habitation; ils touchent annuellement une certaine somme pour leur entretien; peut-être eurent-ils le droit de contracter une sorte de mariage avec des femmes libres (Mommson, *op. cit.*, t. I, p. 365-367); ils peuvent disposer par testament de la moitié de leurs biens (Ulp. XX, 16).

1. *Supra*, p. 57.

2. Un. C. IX, 21. — 1, C. X, 32.

3. *Supra*, p. 215, note 1.

4. Narcisse reçut les insignes de la questure, Pallas ceux de la préture (Suet. *Tib. Cl.*, 28). Pline le Jeune (*Ep.* III, 14) cite un affranchi qui fut préteur. Sous Commode, l'un d'eux fut préfet du prétoire (Lampr. *Comm.* 6).

leurs une simple formalité, la *restitutio natalium* et le *jus aureorum annulorum*, effaçait cette infériorité (1); Justinien la supprime même entièrement (2). En revanche les *jura patronatus* sont renforcés et Justinien lui-même ne les supprime pas (3): y a-t-il une preuve plus évidente de la nature de ce patronage, qui ne peut empêcher certaines personnalités de s'élever par la force des choses et par suite de ses propres défauts, mais qui ne les pousse pas lui-même et les retient au contraire le plus possible ?

En résumé, désorganisation de la famille, substitution de l'aristocratie financière à l'aristocratie terrienne, centralisation administrative, essor industriel à peu près nul, tels sont les principaux aspects sous lesquels la société romaine se présente désormais : et c'est à son éducation qu'elle doit cette évolution ; loin de chercher à développer l'énergie et l'initiative de l'individu comme à l'époque où cette société reposait sur le travail agricole, l'éducation tend au contraire à faire prédominer la communauté, l'Etat, sur l'individu. Etant donnée la cause, les effets ne doivent pas étonner.

1. 42, D. XLVIII, 5. — Plin. *Ep.* X, 78-79.

2. *Nov.* 78.

3. *Ibid.*, c. 2. — Le prêteur accorde au patron la *bonorum possessio unde patronus*, etc., la *bonorum possessio contra tabulas* (3 § 12, D. XXXVIII, 2. — Gaius, III, 44, 45, 46, 49. — Ulp. XXIX, 1). La loi Papia Poppœa donne au patron une part virile si l'affranchi laisse moins de trois enfants et une fortune de plus de 100.000 sesterces. (Gaius, III, 42 — Inst. III, 7 § 2). Le *jus aureorum annulorum* ne relevait pas l'affranchi de ses obligations envers le patron (2, D. XL, 10).

CHAPITRE IV

L'INSTRUCTION.

Je suis obligé de consacrer à l'instruction un chapitre spécial : en effet, les causes qui la font naître, la développent et lui donnent tel ou tel caractère, les effets qu'elle produit sur l'état social, lui donnent une place à part dans l'éducation. Je serai d'ailleurs aussi bref que possible.

Les Romains, avons-nous vu, étant des émigrants de cités déjà civilisées, ont eu de tout temps une civilisation qui a été constatée en son temps (1). Toutefois, jusqu'à notre époque, cette culture intellectuelle est restée assez rudimentaire : la lecture, l'écriture, les Douze-Tables et le calcul, tel était le bagage scolaire de la majorité des citoyens (2). Ce n'est guère qu'à partir du VI^e siècle que l'instruction se développe à Rome (3). Pourquoi cela ?

1. *Supra*, p. 87.

2. Marquardt, *op. cit.*, t. XIV, p. 114-115.

3. La première école dont l'existence soit à peu près démontrée d'une façon certaine date de 523 (*Ibid.*, p. 111, note 1). Le premier cadran solaire exposé à Rome, bien que n'étant pas réglé au méridien de cette ville, ne fut remplacé qu'en 590 (*Ibid.* t. XV, p. 455). L'introduction des horloges hydrauliques date de 595 (*Ibid.* p. 459). C'est

La cause doit en être cherchée dans l'état social. Au début quand la simplicité des conditions de la vie permet à l'organisation de la famille patriarcale de se maintenir, malgré les complications qu'y introduit l'art agricole, nous voyons que les fonctions de l'instituteur, à raison même de cette simplicité, se confondent avec celles du père (1). Bientôt, nous assistons à la spécialisation de certaines cultures intellectuelles, notamment de la science du droit, de la profession d'avocat, de jurisconsulte (2) : cette spécialisation, nous avons pu le constater facilement, provient de la complication croissante qui s'introduit dans l'existence de la société.

Mais il faut autre chose pour que les choses de l'esprit puissent prendre leur essor : il faut que des individus puissent s'y consacrer entièrement sans avoir à s'inquiéter de leurs moyens d'existence et sans avoir à dépenser leur temps et leurs forces pour y faire face ; en d'autres termes, il faut des loisirs, et par conséquent la richesse, du moins chez les citoyens qui encourageront les lettres et les arts par leur protection et leur permettront ainsi de se développer. Cela ressort de l'étymologie même des mots qui servent à désigner l'école : *ludus* signifie à la fois récréation et école (3) ; le mot grec σχολή a la même

aux VI^e et VII^e siècles que commence à prendre pied la rhétorique grecque, comme le témoigne la lutte que soutinrent contre elle les censeurs (Cf. *infra*).

1. *Supra*, p. 25.

2. *Supra*, p. 137 et ss.

3. Le mot *ludus* s'appliquait à tout emplacement destiné à la pratique exclusive de tel ou tel art, de tel ou tel exercice ; il y avait le

signification (1), témoignant ainsi que ceux qui se livrent aux occupations intellectuelles sont ceux qui n'ont pas à travailler, je veux dire qui n'ont pas à produire eux-mêmes les choses nécessaires à la vie pour se procurer leurs moyens d'existence. A Rome, la richesse prend des proportions énormes dans une certaine classe de la société (2) ; chez tous, les loisirs sont nombreux : se souvient-on qu'aux débuts de l'Empire, plus de la moitié des hommes libres ne font absolument rien et vivent des distributions de blé (3) ? Il y a dix-neuf siècles comme aujourd'hui, l'Italien aimait souverainement le *far niente* ; pourquoi cette multitude de bains publics, tous plus luxueux les uns que les autres (4) ? Les Romains n'avaient pas, que je sache, plus l'amour de la propreté que nous ; c'est que le bain est un lieu de rendez-vous, où l'on se retrouve entre connaissances et où l'on passe la plus grande partie de la journée à causer (5).

Ces conditions, les loisirs et la richesse, sont particulièrement développées par le commerce, qui a d'ailleurs pour effet d'exiger des connaissances plus étendues et met facilement au courant des progrès réalisés dans cette branche chez les autres peuples. Les Romains pratiquèrent peu le commerce, mais la conquête les mit néan-

ludus gladiatorius, le *ludus fidicinus*, le *ludus militaris*, le *ludus saltatorius* (Jullien, *op. cit.*, p. 112-113).

1. *Ibid.*, p. 114. — Paul. Diac. *Excerpta*, v. *Scholæ*.

2. *Supra*, p. 224.

3. *Supra*, p. 157, note 3.

4. Marquardt, *op. cit.*, t. XIV, p. 323 et ss.

5. *Ibid.*, p. 330-332, 348-349.

moins en contact étroit avec les autres civilisations, et le jour où ils annexèrent la Grèce, ils avaient ouvert la porte à tous les progrès de leur littérature (1). Remarquons en effet que le premier siècle, l'âge d'or de la spéculation financière, des distributions frumentaires et des banquets publics offerts au peuple, fut en même temps l'âge d'or pour les Grecs qui cherchaient une position chez leurs vainqueurs, et aussi pour la littérature latine.

Il y a une seconde remarque capitale à faire en ce qui concerne les causes du développement des cultures intellectuelles : c'est que, du moins à son origine, ce développement se base essentiellement sur le besoin qui s'en fait sentir dans l'état social ; il est rigoureusement parallèle à la complication des fonctions sociales : c'est ce qui explique cette remarque que fait M. Jullien (2) du peu de développement de l'instruction dans la campagne romaine, tandis qu'elle se restreint à peu près exclusivement à la population urbaine (3). Et non-seulement cette progression des cultures intellectuelles se mesure sur l'utilité à laquelle

1. C'est pour cela que Quintilien (I, 1, 12, et suiv.) voulait que l'on commençât par enseigner la langue grecque aux jeunes Romains.

2. *Op. cit.*, p. 55. — Cf. Cic. *Brut.* 20, 78.

3. Le même fait se constate aujourd'hui : tel paysan qui, au sortir de l'école primaire, écrivait très couramment, sait à peine signer lisiblement son nom six ans après, lors du tirage au sort, parce que, s'il connaît parfaitement son métier de laboureur, s'il est expert dans tout ce qui concerne l'agriculture, il a moins souvent l'occasion de manier la plume que la charrue ; aussi les statistiques des conseils de révision ne prouvent-elles pas grand chose relativement au niveau scolaire et à l'application des lois sur l'instruction primaire.

elles répondent dans la société, mais leur forme même, le caractère particulier qu'elles présentent, s'emprunte à l'aspect propre de cette société (1). Nous allons faire quelques rapides applications de cette loi.

L'une des premières études qui se spécialisent et qui se développent puissamment à Rome, est celle du droit : c'est parce que cette science a pendant longtemps été un instrument d'oppression aux mains d'une classe de la société contre l'autre (2). L'un des enseignements qui avaient le plus de succès était celui de l'arithmétique, l'art du *calculator*, si difficile avec le système romain (3), et si utile à la bonne tenue des livres de compte (4) et à la bonne gestion d'une maison de banque (5). En revanche, les mathématiques, qui chez les anciens étaient liées à la philosophie et à l'astrologie (6), eurent peu de suc-

1. Naudet, *Mémoire sur l'instr. publ. chez les anciens, et particulièrement chez les Romains*. Paris, Impr. roy., in-4^o 1831, p. 445.

2. *Supra* p. 140, note 2. On trouvera plus loin quelques développements sur la science du droit à Rome.

3. Voy. la description du système numérique des Romains dans Marquardt, *op. cit.*, t. XIV, p. 116-123.

4. *Supra*, p. 18.

5. Les géomètres, c'est-à-dire à Rome les professeurs d'arithmétique et d'arpentage (Sen. *Ep.* 88, 10-13.—Quintil. I, 10, 39 et 42) sont placés sur le même pied que les maîtres de grammaire (1 pr. D. L. 13.).

6. Les *mathematici* sont rangés parmi les devins et les artrologues (*M. et R. L. Coll.* XV, 2-3. — Cf. Middendorp, *Academiae orbis Christiani quibus præter earum originem, institutionem, etc.* 1602, Coloni, apud Gosuinum Cholinum, p. 572 et ss.).

cès ; les Romains, n'étant pas commerçants, naviguaient peu et n'avaient guère besoin de connaissances astronomiques (1). La philosophie, qui n'est à la portée que des gens inoccupés, met bien du temps avant de s'acclimater à Rome (2) : et, chose remarquable, la plupart des auteurs de valeur appartiennent à la noblesse sénatoriale (3), c'est-à-dire à une classe éloignée des carrières lucratives et méprisant toute occupation dite servile (4). Au contraire, le genre oratoire acquiert très vite un grand degré de perfection : dans une société où le pouvoir, aux diverses époques (5), dépend de l'influence exercée sur la foule, de la direction imprimée à l'opinion, l'éloquence, qui sert à obtenir ce succès, a une importance souveraine ; voilà pourquoi c'est par la rhétorique, c'est-à-dire par l'art de l'éloquence, que la Grèce envahit Rome, et que tout bon Romain de l'époque impériale vise à être un orateur (6).

1. « *Scilicet arma magis quam sidera, Romule, noras.*

« *Curaque finitimos vincere maior erat* » (Ovid. *Fast.* 1, 29).

Tibère les chassa de Rome (Middendorp, *op. cit.* p. 573).

2. C'est Antonin le Pieux qui accorde aux philosophes la dispense de la tutelle, et encore hésite-t-il ; les termes du rescrit sont curieux : « *Philosophorum autem non constitutus est numerus, quia rari sunt qui philosophantur. Existimo autem, quoniam qui divitiis superabundant, voluntarie tribuent pecuniam in utilitates patriæ : si autem proprie loquantur de substantia, inde jam manifesti fient non philosophantes* » (6 § 7. D. XXVII, 1).

3. Marquardt ; *op. cit.*, t. XV, p. 433.

4. *Supra*, p. 172, n. 5, *in fine*, 229, n. 6, 232.

5. *Supra*, p. 77 et suiv. 215 et suiv.

6. Quint. I, 1 et 2. — Cic. *de Or.* III, 15. — Grellet, *le Barreau romain*.

La même raison empêchait les Romains d'apprécier les arts. Pour que la poésie, la peinture, la musique, l'architecture, pussent pénétrer chez eux, il fallut qu'un Mécène, c'est à-dire un homme puissant, ayant une grande fortune, eût assez de loisirs pour que, son goût s'affinant, il arrivât à comprendre que les arts étaient dignes d'admiration : les Romains eurent donc des arts, parce qu'il fallait en avoir ; « c'était une affaire de convenance, non de conviction, comme chez les Grecs et les Egyptiens (1) ; » aussi firent-ils comme ceux qui applaudissent pour faire comme tout le monde, mais sans trop bien savoir pourquoi : « ils entassèrent dans leurs maisons de ville et de campagne des objets d'arts de toute sorte.... On voyagea à la recherche d'œuvre d'art ; on installa des pinacothèques, des dactylothèques, des collections de statues et de vases ; on se complut à posséder les créations d'artistes fameux, ou à faire montre de ses connaissances en plaçant quelque ouvrage anonyme sous le couvert de tel artiste renommé (2). » Mais pendant longtemps la première formation des Romains nuisit à leur

p. 65-68. — Citons en passant cet effet curieux du genre oratoire sur le vêtement : la toge, telle qu'on la portait au début, emprisonnait le bras droit, ce qui supprimait le geste de l'orateur et nuisait à son effet ; le besoin du genre fit adopter d'abord le *sinus*, qui consiste à faire passer la toge par dessous le bras, puis l'*umbo*, pli de ce vêtement qui consolide la draperie ; sous l'Empire, le bras droit est entièrement libre (Cf. Marquardt, *loc. cit.*, p. 196 et ss.).

1. Viollet-le-Duc. *Entretiens sur l'architecture*, 3^e entr., p. 93.

2. Marquardt, *loc. cit.*, p. 258.

sens artistique : la musique n'est pas comprise (1) ; les peintres et les sculpteurs sont considérés comme des manœuvres, et leur art n'est enseigné qu'aux jeunes gens infirmes qui ne peuvent se livrer à aucune autre occupation (2) ; Constantin fonda une école d'architecture en vue de construire Constantinople, mais on n'en entend plus parler après lui (3).

Cette loi nous explique aussi le mauvais accueil que firent au début les Romains aux lettres grecques. En 572, le préteur Pétilius fit brûler des ouvrages de philosophie trouvés sur le mont Janicule (4) ; en 581, le Sénat ordonna aux Grecs de quitter Rome dans les vingt-quatre heures, et l'Italie dans les trente jours (5) ; en 593, sur la proposition du préteur M. Pomponius, un sénatus-consulte fut rendu, qui proscrivait la rhétorique et la philosophie (6) ; en 662, les censeurs rendirent un édit de blâme contre les rhéteurs (7). C'est la nouvelle éducation en général que

1. En 536 de R., le préteur Anilius, entendant des joueurs de flûte préluder, leur envoya l'ordre de cesser ce bruit désagréable et de commencer à se battre (Polyb. XXX, 13). — La musique ne servait guère que pour aider le rythme oratoire (Quintil. I, 10). — Cf. Tac. *Dial. Or.*, 30. — Corn. Nep. *Epam.*, I, 2. — Cic. *de Or.* I, 59, 251.

2. Plin. *H. N.* XXXV, 4 (7), 21.

3. 1, 3, C. Th. XIII, 4.

4. Jullien, *op. cit.*, p. 61.

5. Dupuy, *De Græcis Romanorum amicis*, etc. 1879, p. 4.

6. Suet. *Cl. Rhet.* 1. — Cf. Jullien, *loc. cit.* — Aul. Gel. XV, 11. — Naudet, *op. cit.*, p. 400-407.

7. Suet. *loc. cit.* — Cf. Keuffel, *Hist. originis ac progressus scholarum inter christianos*, Helmstadt, in-12. 1743, p. 11. — G. Boissier, *Rev. des Deux-Mondes*, mars 1884, p. 317. — Cic. *de Or.* III, 24, 93.

P'on voulait enrayer, les termes de ce dernier document le prouvent (1). Il y avait en effet à cette époque un grand parti à Rome qui luttait pour conserver les anciennes traditions et qui s'effrayait du vide et de la stérilité de l'éducation grecque (2) : les Romains du VI^e siècle se rendaient compte encore de la supériorité que leur donnait leur première formation, celle de la première période ; dans leur bon sens pratique, ils méprisaient profondément les Grecs et leur éducation purement théorique (3), et ce mépris retomba sur leur littérature, par laquelle cette éducation se présentait à eux. Par là-même, ils dépassaient

1. « *Renuntiatum est nobis esse homines qui novum genus disciplinae instituerunt... Hæc nova quæ præter consuetudinem ac morem majorum sunt, neque placent neque recta videntur...* » (Suet. loc. cit.).

2. Caton en est le représentant le plus connu (Plin. *H. N.*, XXIX, 14. — Plut. *Cat. maj.* 36) ; Scipion Emilien (Macrob. *Sat.* 3, 14), Crassus et Domitius en faisaient partie (Jullien, *op. cit.*, p. 97-98) ; Saluste (*Jug.* 85, 32) fait dire à Marius : « *Neque litteras Græcas didici.., quippe quæ ad virtutem doctoribus nihil profuerunt.* » Le grand-père de Cicéron disait : « *Nostros homines similes esse Syrorum venatium : ut quisque optime græce sciret, ita esse nequissimum* » (Cic. *de Or.* II, 66, 265).

3. Cf. Dupuy, *op. cit.*, p. 6. — Cic. *de Or.* I, 49, 212 ; *Brut.* 18, 70. — Plut. *Q. R.* 40. — Cic. *Tusc.* IV, 33, 70 ; *ad Q. fr.* I, 5, 16. — Juv. (I I, 100) disait : « *Natio comæda est* » ; Tite-Live (VIII, 22) : « *Gente lingua magis strenua quam factis.* » — Cic. *de Or.*, I, 11, 47 ; I, 22, 102 ; II, 4, 18. — Plin. *H. N.* VIII, 34, 3. — Cicéron disait : « *Meum semper judicium fuit, omnia nostros aut invenisse per se sapientius quam Græcos aut accepta ab illis fecisse meliora.* » (*Tusc.* I, 1). — Cic. *de Or.* III, 15, 58 ; *de Rep.*, I, 18, 30. — Rossignol, *op. cit.*, p. 225-232.

le but : l'instruction par elle-même n'est pas dangereuse ; tout dépend du but auquel on la fait servir. Les Romains ne firent pas ce raisonnement, et le motif en est intéressant à connaître : c'est que le parti qui proscrivait les rhéteurs ne luttait pas seulement contre la nouvelle éducation, mais surtout contre les nouveautés, quelles qu'elles fussent ; c'était le parti de la tradition, de la réaction, qui constatait la désorganisation de la société et qui, cherchant le remède dans les institutions du passé, s'effrayait de toute nouveauté, confondant progrès et nouveauté (1) : ce défaut d'équilibre, cette opposition entre l'esprit de tradition et l'esprit de nouveauté est une nouvelle manifestation de l'état de la société romaine de cette époque (2). Bien entendu ces tentatives furent inefficaces, et les lettres grecques, répondant désormais à l'état social des Romains, firent irruption : je dois donc examiner en quoi consistait cette culture grecque, et quelle en fut l'influence sur la société romaine.

1. Cicéron constate l'évolution qui se produisait à cette époque : « Au commencement de ma vie, dit-il, je tombai au milieu du bouleversement de l'éducation ancienne » (*de Or.*, I, 1, 3).

2. Cette opposition se manifeste d'ailleurs sur d'autres points : les Sabinien^s incarnent l'esprit de tradition, tandis que les Proculien^s « se préoccupent de réaliser une idée », et adoptent des solutions nouvelles (Gaius, II, 79, 195 ; III, 168 ; IV, 114. — Cf. Cuq, *Cons. des Emp.*, p. 333-334. — Krueger, *op. cit.*, p. 196 et ss., et note de la p. 197) ; même opposition dans la grammaire entre ceux qui « cherchent une règle dans l'usage » et ceux qui la demandent à l'analogie (Jullien, *op. cit.*, p. 217) ; les édits somptuaires, par lesquels les censeurs cherchent à enrayer les progrès du luxe (Cf. Mommsen, *op. cit.*, t. IV, p. 60, 199 et ss.), en sont une autre manifestation.

Si les cultures intellectuelles étaient très développées dans les sociétés ioniennes, c'est que les conditions qui président à ce développement s'y trouvaient réalisées. Ces Grecs sont de purs commerçants (1) : la richesse pénètre donc rapidement chez eux (2) ; ils se trouvent aussi en contact avec d'autres civilisations déjà avancées (3) ; en dehors du commerce, ils ne pratiquent pas l'agriculture, mais la récolte des produits spontanés et l'art pastoral, travail facile, donnant peu de peine, et créant de nombreux loisirs (4).

Il n'en faut pas davantage pour donner le goût des choses de l'esprit et en faciliter le développement (5) :

1. Le commerce y est facile et réstreint, parce que le littoral de la Grèce est très découpé, offrant ainsi des ports tout indiqués, et parce que ce pays se trouve au centre du monde commercial de la Méditerranée, et à l'intersection des principales routes maritimes.

2. V. Cousin (*Hist. de la philos.*, 101), constate cette influence pour les cités de la Grande-Grèce : « Les colonies grecques ont précédé le continent dans le goût et la culture des choses de l'esprit, parce que la navigation et le commerce les avaient enrichies de bonne heure, et y avaient créé, pour un certain nombre d'hommes, le loisir qui engendre la curiosité et d'autres besoins que ceux de la vie ordinaire. »

3. Notamment avec les Egyptiens, les Babyloniens et les Assyriens, nations à civilisation très avancée.

4. L'anecdote d'Anaxagore, négligeant l'administration de sa fortune et convertissant ses terres en pâturages, « par amour de la sagesse » est significative.

5. Platon le constate : « Ce sont les fils des riches qui vont le plus tôt aux écoles et qui cessent le plus tard d'y aller » (*Protag.*, p. 326).

aussi les sociétés chez lesquelles fleurit la philosophie grecque sont précisément celles qui répondent à ces conditions (1). C'est cette vie facile, exempte des dures préoccupations de l'existence, qui permet de se livrer à de longues rêveries philosophiques, de s'apercevoir de la beauté des spectacles de la nature qu'on a sous les yeux, qui ouvre l'âme à la poésie et à la musique : et voilà pourquoi en Grèce, poésie, musique, philosophie,

1. A Alexandrie, qui eut plus tard un Muséum impérial (16, § 1, D. XXXIV, 1. — 4, § 2, D. L, 9) et où le goût des belles lettres était très vif (Terquem, *La Science romaine à l'époque d'Auguste*, Paris. Alcan, in-8, 1885, p. 25), le commerce des blés d'Egypte que l'on exportait principalement en Italie produisit une richesse intense. Toutes les cités de la Grande-Grèce sont dans les mêmes conditions. A Carthage, le commerce est très développé, mais il l'est à tel point, par suite de la navigation au long cours imposée par l'éloignement des côtes d'Afrique, que l'âpreté au gain et la longueur du travail étouffent les loisirs : aussi les Carthaginois, qui développèrent beaucoup la géographie et l'écriture, utiles au commerce, n'ont-ils laissé aucun monument littéraire ou artistique ; c'est pour la même raison que Marseille n'a produit que deux géographes émérites, Euthymène et Pytheas, aucun philosophe. L'Espagne n'était pas un pays de commerce, mais la douceur de la vie (la Bétique était considérée comme une sorte de paradis) y créait les loisirs, et les arts y florissaient bien longtemps avant qu'ils fussent connus à Rome (Aullard, *Le pagan. au milieu du IV^e s. Rev. des Q. Hist.*, oct. 1894. p. 381. — Bourret, *L'école chrét. de Séville sous la monar. des Wisig.* Paris, Douniol, in-8, 1855, p. 20-27). Sparte, enfin, cité ni commerçante ni agricole, mais uniquement guerrière, n'eut point la culture artistique d'Athènes (Paroz, *Hist. univers. de la pédag.* Paris, Delagrave, in-12, 1881, 4^e éd., p. 27. — *Dictionn. de Saglio*, p. 475).

sciences, sont intimement liées entre elles (1) ; voilà pourquoi les sciences n'y sont pas étudiées dans un but d'application pratique, mais uniquement au point de vue spéculatif (2) ; voilà pourquoi les Grecs sont des idéalistes, doués d'une grande puissance d'abstraction (3), et différent si complètement des Romains des premiers siècles. Mais cette différence s'effaçait progressivement, nous l'avons constaté (4), et quand Rome fut mise en contact avec la Grèce par la conquête, ce furent les vaincus qui conquirent à leur tour les vainqueurs dans le domaine intellectuel.

Cette influence se fit sentir de très bonne heure (5), grâce aux relations fréquentes des Romains avec les

1. Mimnerme de Colophon, Callinus d'Ephèse inaugurent la poésie élégiaque, qui touche de près aux méditations philosophiques. Phérécydes de Syros, maître de Pythagore, rime des sentences. Xénophane mettait en vers l'histoire de Colophon, sa patrie. Anaximandre, Héraclite, Parménide, etc., expliquent en vers la génération du monde.

2. Jullien, *op. cit.*, p. 80. — Rossignol, *op. cit.*, p. 28. — C'est pour cela que les Grecs ne distinguent pas, comme les Romains, l'éducation de l'instruction (*educatio, doctrina*. — Cic. *de Or.* III, 31, 125; III, 13, 29) et n'ont qu'une seule expression pour désigner la formation de l'enfant (*παιδεία*).

3. Dupuy, *op. cit.*, p. 38. — Aussi les Grecs demandaient-ils volontiers à la philosophie un gouvernement idéal : Elée demandait des lois à Parménide, Crotoné à Pythagore, Athènes à Solon. Platon rêvait une République idéale gouvernée par les philosophes.

4. Deuxième partie, chapitre II.

5. Dès l'époque des Tarquins (Cic. *de Rep.* II, 19, 34 ; 21, 37).

peuples de la Grande-Grèce (1) : mais c'est surtout à partir de la conquête de la Grèce (608 de R.) que le « faible ruisseau » dont parle Cicéron (2) se change en « un fleuve coulant à pleins bords (3) ».

Mais au début, cette invasion se ressent de la formation première des Romains : ils dégagent les sciences des conceptions théoriques (4), et c'est par la rhétorique, qui permet de devenir éloquent, que celles-ci s'introduisent (5). Par suite de la nouveauté de cet art, il est enseigné exclusivement en grec (6) ; les professeurs eux aussi, nous le verrons bientôt, sont généralement Grecs, et l'enseignement à Rome va s'imprégner profondément de la culture grecque, et hâter le mouvement qui pousse l'éducation romaine à s'assimiler à l'éducation grecque. Nous allons le voir.

1. Egger. *Etudes sur l'éduc. et particulièrement sur l'éduc. littéraire chez les Romains*. Paris, Didot, in-8, 1833, p. 21. — Jullien, *op. cit.*, p. 37 et ss.

2. « *Influxit non tenuis quidam e Græcia rivulus in hanc urbem, sed abundantissimus amnis illarum disciplinarum et artium* » (Cic. *de Rep.*, II, 19, 34).

3. L'ambassade de Cratès de Mallot en 595 eut sous ce rapport une grande importance, car il enseigna le premier la rhétorique à Rome (Suét. *Il. gram.* 2).

4. Cic. *de Rep.* I, 18, 30; *de Off.* I, 42, 150. — Quand les décemvirs empruntent aux Grecs l'inspiration de la loi des Douze-Tables, ils le font avec une supériorité manifeste, et cette loi ne reproduit point les défauts des lois grecques (Cuq, *Inst. jur. des Rom.*, p. 131-132).

5. Cf. *supra*, p. 241. — Suet. *Il. gram.* 1-2.

6. *Ibid.* 2. — La langue grecque devient à Rome le langage de la vie élégante et mondaine, de la galanterie ; on tient à honneur de la parler correctement (Jullien, *op. cit.*, p. 102).

Une conséquence à laquelle j'ai déjà fait allusion devait résulter de ce besoin de cultures intellectuelles en même temps que de l'éclosion de toutes les conditions qui permettent à l'instruction de se développer : la spécialisation des fonctions de l'instituteur et la création des écoles ; le père ne peut et ne veut plus remplir ces fonctions, il faut bien qu'on le remplace ; il ne le peut plus, car elles exigent des aptitudes plus éminentes ; d'autre part nous avons vu que l'éducation ne se fait plus guère dans la famille et que les parents ne cherchent qu'à échapper à cette charge.

De là le succès des maîtres de grammaire. L'étude détaillée de l'école romaine ne serait pas sans intérêt : le cadre que je me suis imposé m'oblige à y passer très légèrement(1). Les écoliers avaient huit jours de vacances aux Saturnales, au début de l'année (2) ; cinq jours en l'honneur de la fête de Minerve, au mois de mars (3) ; quatre mois de juin à octobre (4) ; enfin tous les jours de *nundinæ* (5) et de fêtes publiques étaient pour eux jours

1. On trouvera de nombreux renseignements sur son organisation matérielle dans le tome XIV du *Manuel des antiquités romaines*, dans l'ouvrage déjà cité de M. Jullien, etc. Le dictionnaire de Saglio (V. *Educatio*) et celui de Rich (V. *Ludus Litterarius*) reproduisent un bas-relief trouvé à Herculaneum représentant une scène d'école.

2. Plin. *Ep.* VIII, 7, 1. — Mart. V, 84.

3. Hor. *Ep.* II, 2, 197. — Juv. X, 114. — Ovid. *Fast.* III, 810. — Tit. Liv. 44, 20.

4. Mart. X, 62. 6. — Hor. *Sat.* I, 6, 75. — Plaut. *Capt.*, I, 1, 9-16. — Plin. *Ep.*, VIII, 21. — 2 § 47, D. I, 2. — 1-3, D. II, 12.

5. Festus, v. *Nundinæ*, — 69, D. XVII, 2.

de congé (1). Malgré cela, il paraît qu'on se plaignait du surmenage intellectuel (2). Il y avait trois degrés d'instruction : l'instruction primaire, que reçoivent en commun les enfants des deux sexes (3) à partir de sept ans (4); la grammaire, enseignée aux enfants âgés de douze ans, et enfin la rhétorique qu'apprennent les jeunes gens qui ont pris la toge virile (5).

La conquête de la Grèce fut une bonne affaire pour les vaincus : ils possédaient les cultures intellectuelles (6) que les Romains désiraient acquérir ; ils se feront donc les maîtres d'école de leurs vainqueurs. Aussi, pendant les répits que leur laissent les édits de proscription, les Grecs affluent à Rome (7), et grâce à leurs connaissances, grâce aussi à la souplesse développée en eux par le commerce, ils réussissent à merveille à se faire une situation dans l'enseignement. Les auteurs qui se sont occupés de l'instruction publique à Rome n'ont jamais manqué de se demander si cette profession y était considérée (8) ; je ne crois pas que les Romains aient jamais

1. Mommsen, *op. cit.*, t. VIII., p. 111

2. Sen. *Ep.* XV, 5 ; *de Tranq.* XVII. 5.

3. Les textes semblent bien prouver que les écoles étaient mixtes (Jullien, *op. cit.*, p. 147 et ss. — Saglio, *loc. cit.* — Rossignol, *op. cit.*, p. 241 et ss.).

4. Saglio, *loc. cit.* — Jullien, *op. cit.*, p. 134-139.

5. Apulée, *Florid.* 20. — Saglio, *loc. cit.*

6. Ce sont quatre Grecs qu'un sénatus-consulte de 709 charge de mesurer l'empire romain (Dupuy, *op. cit.*, p. 93).

7. Suet. *Cl. rhet.* 1. — Dupuy, *op. cit.*, p. 44, 66 et suiv.

8. Pour l'affirmative : G. Boissier, *loc. cit.*, p. 347. — Falgairolle, *de l'enseign. du droit chez les Romains*, Aix, 1883, p. 15. — Pour

songé à cette question : la carrière des lettres menait aux honneurs (1), à la gloire (2), que faut-il de plus ? d'autre part tels maîtres de grammaire, dont la moralité jouissait de la plus fâcheuse réputation, étaient certainement méprisés (3) ; mais en ce qui concerne l'idée qu'une profession abaisse ou anoblit, ou en d'autres termes, que l'habit fait le moine, c'est un point de vue qui nous est propre et que nous ne verrons apparaître à Rome qu'au Bas-Empire. Les maîtres auraient-ils été méprisés parce qu'ils étaient pour la plupart des affranchis (4) ? mais des chevaliers enseignent eux-mêmes (5), et d'autre part l'affranchi tend à s'égaliser à l'ingénu (6). Comment croire que

la négative : Jullien, *op. cit.*, p. 84, 166 et ss. — Naudet, *op. cit.*, p. 398 et ss. — Flach, *de l'enseign. du droit chez les Romains*, Nancy, 1873, p. 23-28.

1. « *Nonnulli ex infima fortuna in ordinem senatorium, atque ad summos honores processerunt* » (Suét. *loc. cit.*) — « *Multique eam (rhetor.) praesidii causa et gloriae appetiverunt* » (*Ibid.*). — Cf. Suet, *Il. gram.*, 4.

2. Le Sénat éleva une statue à Prohœrèse, rhéteur d'Athènes, avec cette inscription : « Au roi de l'éloquence, Rome, la reine de l'univers » (Monnier, *Hist. de Libanius*, in-8° 1866. Paris. Lahure, p. 26). Orbilius et Verrius Flaccus eurent chacun leur statue (Suet. *Ill. gram.* 9 et 17).

3. Remmius Palæmon « *infamis omnibus vitiis.* » (*Ibid.* 23). « *Epidius, calumnia notatus* » (Suet. *Cl. rhet.* 4).

4. Suet. *locis cit.*, passim.

5. Blandus, qui enseigna la rhétorique sous Auguste, et Arélius Fuscus étaient chevaliers (Sen. *Contr.* II, pr. — Plin. *H. N.* 33, 12) ; Ant. Gniphon, C. Melissus, M. Val. Probus, étaient ingénus (Suet. *Ill. gr.* 7, 21, 24).

6. *Supra*, p. 234

les Romains, même de notre période, se soient jamais posé la question de considération relativement à une profession où l'on gagne de l'argent ?

Or les maîtres de grammaire en gagnaient beaucoup (1) : c'était un métier lucratif (2), et ce fait montre une fois de plus que ce développement de l'instruction répondait bien à l'état social, à un besoin réel ou fictif. Les salaires, à notre époque, étaient payés directement par les intéressés (3). Mais ceux-ci ne se pressaient pas toujours de remplir leurs engagements : comment les maîtres pouvaient-ils les y contraindre ? Il faut dégager de cette question tout ce qui est relatif aux honoraires des avocats, dont l'histoire est bien différente (4). Quant

1. Q. Remmius Palaemon menait la vie à grandes guides ; son école lui rapportait beaucoup, et il plaçait ses capitaux en manufactures et en vignobles (Suet. *Ill gr.* 23). — Cf. Suet. *op. cit.* passim. — Jung, *de scholis rom. in Gallia comata*, Paris, Treuttel et Wurtz, in-8°. 1855, p. 21.

2. Caton, qui décidément savait faire profit de tout, faisait de ses esclaves des maîtres d'école qui instruisaient les enfants du voisinage (Plut. *Cat. maj.* 20).

3. Falgairolle, *op. cit.* p. 25. — Jullien, *op. cit.* p. 178.

4. C'est la loi Cincia qui interdit aux avocats de se faire rémunérer, nous avons vu pourquoi (*supra*, p. 122). Elle tombe en désuétude avec la disparition de la clientèle : Auguste la remet en vigueur (Dio, IV, 18) • Claude l'applique seulement à partir de 10.000 sesterces (Tac. *Ann.* XI, 1-8) ; des rescrits des Antonins limitèrent leurs honoraires à cent *aurei*, et les soumettent à la *cognitio extra ordinem* (1 § 10-12, D. L, 13) ; au Bas-Empire cette corporation est organisée administrativement et soumise à des règles spéciales (5 et 6, C. II, 6. — 4, C. II, 7. — 13, C. III, 1.).

aux professeurs, étaient-ils soumis à la juridiction du *tribunus ærarii* (1) ou du *præfectus urbi* (2)? en tout cas l'action qui est mise à leur disposition est une *cognitio extra ordinem* (3); pourquoi ne leur donne-t-on pas l'action *locati-conducti*? c'est que leurs services n'ont pas d'analogie avec ceux qui sont rendus aux magistrats par leurs appariteurs: or cette situation, qui fut l'origine du louage de services, laissa son empreinte sur toute l'histoire de ce contrat à Rome (4); si bien qu'Ulpien, ne soupçonnant plus ce point de vue, ne s'explique pas cette situation, et lui attribue une raison de pure théorie, la dignité de la science (5); c'est pour cela que, voulant être logique avec lui-même, il en arrive à refuser même cette action aux professeurs de droit (6); mais cette opinion, propre à Ulpien, ne doit pas nous égarer, et nous pouvons conclure avec vraisemblance que jusqu'à l'époque où ils sont rétribués par l'État (7), les professeurs eurent tous la *cognitio extra ordinem*.

Maintenant que nous connaissons le personnel de l'école,

1. Belot, *Hist. des chevaliers rom.* t. II, p. 278 et s.

2. Conring, *de Antiqu. acad. dissert.* Gottinge, Hermann, in-4, 1739, Diss. V, 2.— Dans les provinces, c'est le *præses provinciae* qui est compétent (1 pr. D. L, 13.)

3. Ulp. 1, D. L, 13.

4. Cuq. *Inst. jur. des Rom.*, p. 621.

5. N'y a-t-il pas un peu d'ironie dans cet argument d'Ulpien à propos des philosophes : « *quia hoc primum profiteri eos oportet mercenariam operam spernere* » ? (1 § 4, *ibid*).

6. « *Est quidem res sanctissima Civilis Sapientia.* » (1 § 5, *ibid*).

7. *Infra*, III^e partie. chap. III.

voyons ce qu'on y enseigne. Je n'ai rien à dire de l'école primaire, où le *literator* (1) enseigne à lire et à écrire (2), je ferai seulement remarquer que ce n'est pas lui qui enseigne l'arithmétique, mais un maître spécial, le *calculator* (3). Je renvoie à ce qui a été dit au sujet des corrections à l'école (4), du système d'émulation employé pour stimuler les élèves au travail (5), de la méthode par laquelle on développe la mémoire des jeunes gens plutôt que leur jugement (6). L'enseignement de la grammaire comprenait deux parties (7) : la grammaire proprement dite (8), syntaxe, étymologies, figures de rhétorique, etc. (9), et la littérature, qui se borne d'abord à la lecture et à l'explication

1. Suet, *Ill. gram.* 4. — Il n'est pas rangé, non plus que le *calculator*, parmi les *professores* proprement dits (1 § 6, D. L., 13).

2. Voy. sur cet enseignement : Oliva. *Œuvres*, Paris, Martin, in-8, 1758, p. 59-63. — Rossignol, *op. cit.*, p. 36. — Marquardt, *op. cit.* t. XV, 468-489. — Jullien, *op. cit.*, p. 123 et s.

3. Voy. sur le système si compliqué de la numération romaine, Marquardt, *op. cit.*, t. XIV, p. 115-123.

4. *Supra*, p. 167.

5. *Supra*, p. 169.

6. *Ibid.* — Nous avons vu que la cause en était en partie dans la pénurie des livres. Toutefois l'art du *librarius*, du copiste de livres, fit de grands progrès sous l'Empire (Marquardt, *op. cit.*, t. XV, p. 498 et s. — Olleris. *Cassiodore, conservateur des livres de l'antiqu. latine*. Paris. Dondé-Dupré, in-8, 1841, p. 9 et s.) ; dès la fin de la République, les Romains possèdent de très belles bibliothèques (Jullien, *op. cit.*, p. 105 et 174).

7. *Loquendi scientia, poetarum enarratio* (Quintil., I, 4).

8. Les écoliers apprenaient la grammaire grecque avant la grammaire latine (Jullien, *op. cit.*, p. 96, 170 et suiv., 203).

9. Rossignol, *op. cit.*, p. 236 et s.

littérale des auteurs (1); peu à peu, cette dernière partie s'élargit, et comprend la critique littéraire, ce qui amène le grammairien à embrasser dans son enseignement toutes les branches : histoire, géographie, philosophie (2); de là à empiéter sur le domaine du rhéteur, il n'y avait qu'un pas, et il fut franchi ; celui-ci s'en plaignait (3), mais c'était forcé : du moment que cet enseignement ne répondait à aucun but pratique, il n'y avait point de raison pour qu'il ne s'élargit pas et n'arrivât pas à imiter l'enseignement encyclopédique des Grecs (4). De cette partie de la critique littéraire naissaient en effet les *questiones*, dissertations sur des sujets philosophiques ou mythologiques (5), qui étaient des exercices de pure rhétorique, puisqu'elles étaient traitées verbalement, dans la *declamatio* (6). Celle-ci à son tour comprenait les *suasorie*, où l'orateur faisait parler un grand personnage sur une question d'ordre politique, et les *controverse*, imitations de plaidoyers, où l'élève, pour soutenir une thèse, dont le sujet était parfois fantastique (7), avait à déployer toutes les ressources de son imagination; ce dernier exercice excitait au plus haut point la vanité des jeunes orateurs : ses camarades exprimaient leur admiration ou leur blâme par des applaudissements

1. Suet. *Il. gram.*, 4.

2. Rossignol, *op. cit.*, p. 165. Jullien, *op. cit.*, p. 262. Quintil., I, 4.

3. Suet., *loc. cit.* — Quintil., II, 1.

4. Quintil., I, 10, 1.

5. Jullien, *op. cit.*, p. 254-264.

6. Diction. de Saglio v° *Declamatio*.

7. Quintil., II, 10, 5. — Petron. *Sat.*, 1.

ou des hurlements; souvent les parents y assistaient et y amenaient leurs amis (1). Cet enseignement était tellement goûté qu'il se prolongeait bien au-delà de la prise de la toge virile, et que parfois des hommes âgés le suivaient (2).

Ces indications, très résumées d'ailleurs, sur la formation intellectuelle sous l'Empire, étaient indispensables pour deux raisons: elles complètent le tableau de l'éducation de la jeunesse romaine, et facilitent ainsi l'explication de certains effets importants que nous trouverons dans la période suivante; elles permettent en second lieu de se rendre compte exactement d'une question intéressante que je vais aborder: l'influence exercée par l'instruction sur le développement de la science juridique.

Les cultures intellectuelles, dans la Rome impériale, étant une importation de la Grèce, et ayant emprunté à celle-ci leurs principaux caractères, nous devons nous demander si ces caractères ont passé dans la science juridique comme dans les autres sciences romaines, ou en d'autres termes, si l'influence de la Grèce, de ses écoles, de sa philosophie, se retrouve dans l'état de cette science sous l'Empire. L'existence de cette influence durant la période précédente n'est pas douteuse: mais elle se réduit à très peu de chose (3). Elle est au contraire très sensi-

1. Saglio, *loc. cit.*

2. Suét. *Il. gram.* 7 et 16.

3. Elle est attestée, en ce qui concerne la loi des Douze-Tables, par l'envoi d'une députation en Grèce, par la collaboration d'Hermodore d'Ephèse à l'œuvre des décenvirs, par les historiens; en outre, plu-

ble après la conquête de la Grèce : l'origine de beaucoup de jurisconsultes suffirait à le prouver ; il est remarquable en effet que, parmi ces jurisconsultes, un très grand nombre, et non des moindres, sont nés et ont été formés en Grèce ou dans les provinces qui en ont le plus subi l'influence (1).

Leur langage cependant ne s'en est guère senti. On ne trouve point chez eux ces déclamations, ces fautes de goût qu'affectionnaient les rhéteurs (2) ; leurs ouvrages se distinguent sur ce point des constitutions impériales du Bas-Empire (3), et même de la plupart des œuvres littéraires de leur temps (4). Leur style est simple, comme il convient à des œuvres juridiques, à des *responsa*, et, manque un peu de souplesse et d'élégance ; mais ils ne

sieurs dispositions des Douze-Tables (13, D. X, 1.—4, D. XLVII, 22. — Cic. *de Leg.* II, 23, 59 ; 25, 64) sont tirées des lois de Solon ; ces emprunts sont toutefois exceptionnels et cette loi ne fut, d'une façon générale, que la codification du droit en vigueur à Rome à cette époque (Krueger, *Man. des Antiq. Rom.*, t. XVI, p. 17-18).

1. Il en était ainsi notamment de Julien, Sex. Cœcilius, Q. Cervidius Scævola, Tertullien, Tryphoninus, Gaius, Ulpien, Papinien, Modestin (Glasson, *Etude sur Gaius*, 1885, p. 35-37.—Jörs, *Römische Rechtswissenschaft zur Zeit der Republik*, I, 1888, p. 3).

2. Voyez, par exemple, le discours de Fronton (*Ep. ad Marc. Cæs.* II, 15, p. 70 ss.), où l'argumentation juridique est noyée dans la déclamation ; ce discours est étudié par Dirksen, *Kritik und Auslegung der Quellen römischer Rechtsgeschichte und Alterthumskunde*. Leipzig, 1871, p. 276-280.

3. Dirksen, *op. cit.*, p. 280.

4. Krueger, *op. cit.*, p. 169-170.—Hugo, cit. dans Glasson, *op. cit.*, p. 150.

le cèdent pas aux œuvres littéraires de la même époque pour la pureté de la langue et la netteté de l'expression (1). « La jurisprudence romaine possède une terminologie très ferme, rigoureusement déduite ; la langue des ouvrages qui nous sont parvenus, bien qu'elle présente les différences propres à chaque individu, est entièrement unie, claire et noble, digne de l'attention des philologues modernes (2) ». Ils emploient le latin classique avec une grande pureté, et empruntent rarement les expressions étrangères, même quand ils parlent des institutions des autres pays (3); fort peu d'expressions dénotent l'influence de l'hellénisme (4) ou de la rhétorique (5); seulement quelques ouvrages de peu d'étendue ont été rédigés en langue grecque (6).

L'influence la plus sensible des cultures grecques provient des études philosophiques. La philosophie, nous l'avons vu tout à l'heure, faisait partie de l'enseignement littéraire : le stoïcisme notamment, introduit à Rome dans le courant du VII^e siècle (7), y avait obtenu un grand suc-

1. Krueger, *op. cit.*, p. 63.

2. Karlowa, *Römische Rechtsgeschichte*, t. I, Leipzig, 1885, p. 757.

3. Krueger, *loc. cit.*

4. Dans Terentius Clemens, Gaius, Q. Cerv. Sœvola, Callistrate, Tryphoninus (Kalb, *Roms Juristen, nach ihrer Sprache Dargestellt*, Leipzig. 1890, p. 62, 79-83, 97 sq., 118 sq., 121 sq.).

5. Dans Juv. Celsus, Q. Cerv. Sœvola, Papinien (Kalb, *op. cit.* p. 49, 104, 109).

6. Ces ouvrages sont de Mécien, Papinien, Modestin (Krueger, *op. cit.*, p. 170, n. 1.)

7. C'est Panoëtius, le maître de Scipion Emilien, qui passe pour l'avoir importé à Rome (Krueger, *op. cit.*, p. 61).

cès. Or, les jurisconsultes, qui étaient certainement les hommes les plus érudits de leur temps, qui devaient en partie à leurs études grammaticales la pureté de leur langue dont je viens de parler (1), qui citent volontiers, et avec un sens critique qui les distingue profondément des historiens et des grammairiens, les sources auxquelles ils ont puisé (2), ces jurisconsultes ne pouvaient manquer d'aborder l'étude des systèmes de la philosophie grecque : certains d'entre eux les ont étudiés d'une manière approfondie et plusieurs passaient pour des philosophes émérites (3); quant à ceux d'entre eux qui étaient originaires

1. « Ils se livraient avec ardeur à l'étude de toutes les sciences, et particulièrement à l'étude de la grammaire, car l'intelligence des mots les aidait à résoudre beaucoup de difficultés. La plupart d'entre eux cultivèrent la poésie comme délassement, et nous voyons dans les Pandectes qu'ils citaient volontiers les poètes et les philosophes. » (Grellet, *op. cit.*, p. 307.) — Cf. Falgairolle, *op. cit.*, p. 19. — « *Labeo Antistius juris quidem civilis disciplinam principali studio exercuit, et consulentibus de jure publice responsitavit; ceterarum quoque bonarum artium non expers fuit : et in grammaticam sese atque dialecticam litterasque antiquiores altioresque penetraverat ; latinarumque vocum origines rationesque percalaverat : eaque præcipue scientia ad enodandos plerosque juris laqueos utebatur* » (Aul. Gell. XIII, 10). Krueger (*op. cit.*, p. 189, n. 6) fait remarquer à juste titre que cette dernière phrase ne peut provenir que d'un écrivain incompetent en matière de droit. Le même auteur ajoute au sujet de Labéon : « Il semble bien que ce soient ses connaissances grammaticales qui l'ont amené à ces recherches étymologiques, à ces définitions et à ces distinctions qu'on trouve en grand nombre dans ses œuvres » (*Ibid.*, p. 190).

2. Krueger, *op. cit.*, p. 181.

3. *Ibid.*, p. 171. — P. Mucius, S. Pompeius, P. Rutilius Rufus, Q.

de la Grèce, cette étude faisait nécessairement partie de leur formation intellectuelle. Voyons donc le résultat qu'ils ont retiré de cette étude.

Les jurisconsultes romains n'ont pas trouvé chez leurs voisins des modèles à copier, la jurisprudence grecque n'existant pas : leur œuvre, quant au fonds, est donc originale. Il n'en est pas de même de la forme : ce qu'ils ont surtout emprunté à la Grèce, c'est la méthode de leur travail, « l'art de l'exposition scientifique et du développement logique des idées. A cet égard, les philosophes grecs furent leurs maîtres » (1). C'est dans les œuvres de Gaius que cette influence est la plus sensible : « Gaius se distingue des jurisconsultes romains en ce qu'il a l'idée d'un système, d'un plan méthodique : c'est une des qualités de son génie grec » (2). « C'est dans les Institutes qu'on trouve pour la première fois un plan général embrassant les principales divisions de l'œuvre, tandis que, dans les écrits antérieurs, elles se suivaient sans que rien les rattachât les unes aux autres ; on les classait comme dans la source du droit que l'on étudiait ou bien on les présentait dans quelque autre ordre traditionnel. Gaius s'efforce même d'établir un ordre méthodique entre les matières comprises dans ces divisions principales » (3).

Les jurisconsultes romains doivent donc à la philoso-

Ælius Tubero étaient stoïciens. Rutilius, Ælius, Servius, avaient un nom comme philosophes (*Ibid.*, p. 61).

1. Krueger, *op. cit.*, p. 61.

2. Glasson, *op. cit.*, p. 137.

3. Krueger, *op. cit.*, p. 251-252.

phie grecque leur méthode de travail, mais ils laissèrent de côté ses théories en matière de droit. Cependant, quelque faible et peu apparente que soit l'influence de la philosophie sur ce point, elle n'en existe pas moins certainement, et je dois en noter les diverses manifestations. En premier lieu, l'idée de droit naturel est certainement une conception philosophique : les Romains entendent par là un droit inhérent à la nature humaine, s'étendant à tous les hommes, même aux esclaves (1), s'appliquant dans tous les pays par opposition au *jus civile*, à la législation positive qui est spéciale à une société déterminée et qui diffère suivant les pays (2). Cette notion abstraite du droit se rencontre pour la première fois dans les écrits de Cicéron, qui y est arrivé par un travail philosophique, en cherchant à déterminer l'origine et les traits essentiels du droit considéré d'une façon abstraite, indépendamment des circonstances qui donnent naissance à la législation positive (3). On la retrouve dans les écrits de Labéon et de ses disciples, qui l'invoquent comme un argument dans leurs discussions de droit positif (4); les autres

1. Inst. I, 2, § 2. — 14, § 2, D. XXIII, 2. — 32, D. L. 17.

2. Gaius I, 1.— 11, D. I, 1. — « *Naturalia quidem jura quæ apud omnes gentes peræque servantur, divina quadam providentia constituta, semper firma atque immutabilia permanent; ea vero quæ ipsa sibi quæque civitas constituit, sæpe mutari solent, vel tacito consensu populi, vel alia postea lege lata* » (Inst. I, 2, § 11).

3. Les hésitations et les contradictions de ce philosophe au sujet de cette définition nous en montrent bien le caractère théorique et purement subjectif (Cf. Krueger, *op. cit.*, p. 53-54).

4. 1, § 1, D. XLVII, 4. — 7, § 7, D. XLI, 1.

jurisconsultes, Gaius, Paul, Ulpien, etc., en font autant (1). Seulement, à la différence de Gaius et de Pomponius (2), Ulpien admet que la loi positive peut déroger à la loi naturelle (3). Et ce fait montre le peu d'importance sur ce point de la théorie philosophique : « la théorie du droit naturel était pour eux un objet de luxe et de parade plutôt qu'une notion pratique et susceptible d'application (4). »

Une notion qui se rapproche de celle du droit naturel, et qui est due à la même influence, est celle du *jus gentium*, expression par laquelle on entendait le droit qui s'appliquait à tous les hommes, sans distinction de nationalité (5). Gaius la confond même avec celle du droit naturel (6); mais pour les autres jurisconsultes, la diffé-

1. Gaius, I, 1. — 3, 4, D. I, 1. — 4, § 1; 24, D. I, 5. — 1 pr. D. XLI, 1. — 1, § 3, D. XLVII, 2. — 206, D. L. 17.

2. Gaius, I, 158. — 8, D. I, 17. — « *Civilis ratio naturalia jura corrumpere non potest* » (8, D. IV, 5),

3. 6 pr. D. I, 1. — 24, D. I, 5. — 32, D. L, 17. — Cf. Gaius, I, 83.

4. Krueger, *op. cit.*, p. 163.

5. Cic. *De Off.*, III, 5, 23. — 1, § 4; 5, D. I, 1. — « *Jus autem gentium omni humano generi commune est; nam usu exigente et humanis necessitatibus, gentes humane quædam sibi constituerunt: bella etenim orta sunt, et captivitates secutæ, et servitutes, quæ sunt naturali juri contrariæ; jure enim naturali ab initio omnes homines liberi nascebantur. Ex hoc jure gentium, omnes pene contractus introducti sunt, ut emptio venditio, locatio conductio societas, depositum, mutuum et alii innumerabiles* » (Inst. I, 2, § 2).

6. Gaius, I, 1, 189; II, 65; III, 151. — 1 pr. D. XLI, 1.

rence apparaît entre elles au sujet de l'esclavage, qui est de droit des gens, tout en étant contraire au droit naturel (1). L'importance de cette idée, au point de vue du droit romain, est encore moindre que celle du droit naturel; elle n'a aucune conséquence pratique (2).

On le voit, la différence est grande entre la conception du droit que se font les philosophes et celle qu'ont eue les jurisconsultes romains : c'est que les premiers « cherchaient à se rendre compte de l'origine et du caractère du droit en se plaçant au point de vue général, au point de vue de l'humanité abstraite ; dans leurs recherches sur le *Jus naturale* et le *Jus gentium*, ils poursuivaient des chimères et perdaient tout contact avec la réalité pratique. Les jurisconsultes romains n'ont jamais cessé de s'attacher à l'étude de la législation en vigueur dans leur pays; leurs travaux n'ont trait qu'à l'application pratique de celle-ci. Il est vrai que, par une circonstance favorable à cette tendance, ils n'eurent à s'occuper que du droit d'un seul peuple; en Grèce, au contraire, il y avait un grand nombre de législations en vigueur dans de petits Etats et ayant la même autorité les unes que les autres; quelques-unes d'entre elles, comme le montre le droit de Gortyne, étaient même très développées jusque dans les détails; les philosophes regardaient comme chose au dessous d'eux de se borner à l'étude d'une de ces législations.

1. 4, § 1, D. I, 5. — 64, D. XII, 6. — 2, D. XL, 41. — 5, §, 1, D. I, 5. — Inst. I, 2, § 2.

2. Krueger, *op. cit.*, p. 165 et n. 2,

Ne possédant pas une connaissance suffisante des détails et, en particulier, du droit privé, ils voulurent procéder en allant du général au particulier. Les jurisconsultes romains suivirent la marche inverse; ils prirent à part chaque principe et chaque institution, ils cherchèrent à en préciser les règles, ils s'efforcèrent de déterminer exactement les rapports qu'il y avait entre eux; ils rattachèrent les cas qui se présentaient à eux aux théories générales, afin d'obtenir des solutions pratiques basées sur des principes bien arrêtés. L'étude des détails eut pour résultat de leur donner une connaissance approfondie de l'ensemble : on la devine à chaque instant dans leurs œuvres, quoique celles-ci ne renferment pas d'exposé systématique et complet de la législation. Comme ils ne cessent jamais d'être en contact avec la pratique, leur science est vivante et ne s'immobilise pas dans le formalisme ; quand les règles existantes les amènent à des résultats peu conciliables avec les besoins de leurs temps, ils n'hésitent pas à les soumettre à un nouvel examen ; ils s'efforcent constamment d'améliorer et d'élargir les vieux principes (1) ». Les considérations qui précèdent, sur lesquelles d'ailleurs j'aurai à revenir, nous permettent d'apprécier à sa juste valeur l'influence que la philosophie a exercée sur la science du droit.

J'ai cependant une remarque à faire à propos des lignes que je viens de citer : elles conduiraient à penser que le droit comparé a été entièrement étranger aux

1. Krueger, *op. cit.*, p. 62.

jurisconsultes romains. Ce point de vue serait inexact : les emprunts faits par les auteurs des Douze-Tables aux lois de Solon et la préparation même de cette loi en sont la preuve. Plus tard Cicéron compare les législations grecques, notamment celle de Rhodes, avec le droit romain (1) ; Quintilien et Sènèque en font autant (2). Cette étude apparaît surtout dans les écrits de Gaius : « On peut dire que dans ses *Commentaires*, Gaius s'attache sans cesse à rapprocher le droit des Romains de celui des provinciaux. Que l'on consulte le commentaire premier, et l'on se convaincra qu'il établit un parallèle constant entre la condition des Romains et celle des *peregrini*. Lorsqu'il passe à la théorie de la propriété, il emploie le même procédé ; etc... (3) ». On trouve chez lui des citations des lois de Solon (4), de celles des Galates et des Bithyniens (5).

Cette nouvelle manifestation de l'influence philosophique chez Gaius, n'est point la seule. Les aperçus sur l'histoire du droit romain qu'on rencontre chez lui, sont l'une des causes qui nous rendent ses écrits très précieux ; c'est même ce qui le distingue de la plupart des autres jurisconsultes (6). Il avait composé un commentaire des Douze Tables, et il nous explique lui-même la pensée philosophi-

1. Cic. *de invent. rhet.*, II, 32, 23, 29, 31, 49, 51.

2. Dirksen, *op. cit.*, t. I, p. 259 et ss.

3. Glasson, *op. cit.*, p. 31 et ss.

4. 13, D. X, 1. — 4, D. XLVII, 22.

5. Gaius, I, 55, 193.

6. Glasson, *op. cit.*, p. 73-75.

que qui l'avait amené à cette étude (1) ; ses Institutes se réfèrent souvent à cette législation (2), et nous donnent notamment des indications importantes relativement aux *legis actiones* (3).

La philosophie, qui s'occupe des pouvoirs publics, devait également amener les jurisconsultes à étudier le droit public et les rapports juridiques de l'Etat avec les particuliers. En effet, tandis que les premiers jurisconsultes que nous connaissons ne s'occupent guère que du droit privé (4), Gaius et Pomponius se tournent déjà davantage vers l'étude des institutions publiques (5). Marcellus, Ulpien, Paul, Vénuléius, Macer, Aurélius, composent de nombreux traités relatifs au droit administratif et à la compétence des différents magistrats (6).

Notons enfin deux passages du Digeste qui dénotent manifestement l'influence des idées philosophiques. Dans le premier (7), le jurisconsulte Marcien apporte une définition philosophique de la loi envisagée au point de vue abstrait, à l'aide de citations de Démosthène et du stoïcien Chrysippe dans lesquelles ces auteurs recherchent

1. « ... *Quod in omnibus rebus animadverto, id perfectum esse, quod ex omnibus suis partibus constaret. Et certe cujusque rei potissima pars principium est*, etc. » (1, D. I, 2).

2. Gaius, I, 145, 184 ; II, 25, 224 ; III, 193, etc.

3. Gaius, IV, 11 ss.

4. Il faut faire exception pour Labéon, Capiton, Sabinus.

5. 1, 5, 10, 11, D. I, 8. — 4, D. I, 9, etc.

6. *De off. consulis, de off. Præf. prætorio, de off. præf. Urbi, de off. quæstoris, de off. præf. vigilum, de off. pro consulis*, etc.

7. 2, D. I, 3.

l'origine et le but de la loi. Le second est un fragment de Pomponius, dans lequel ce jurisconsulte se demande si l'usucapion commencée est interrompue par le fait que la chose possédée se trouve réunie à une autre : pour résoudre la question, il classe les choses corporelles en trois catégories dont la distinction, d'ailleurs empruntée aux Grecs, est entièrement le fruit de considérations philosophiques (1).

Faut-il aller plus loin, et reconnaître à la philosophie, au stoïcisme notamment, comme on l'a voulu faire, une influence énorme sur le développement du droit privé ? M. Troplong attribue au « génie philosophique » des jurisconsultes, qui « s'éleva à l'idée d'une justice abstraite », le développement de la parenté naturelle à côté de la parenté civile, de la propriété prétorienne à côté de la propriété quiritaire, des contrats de bonne foi à côté des contrats de droit strict (2). Ce n'est pas au point où nous en sommes arrivés de notre étude que nous hésiterons un moment en ce qui concerne l'origine de ces ins-

1. « *Rerum mixtura facta an usucapionem cujusque præcedentem interrumpit, quæritur? Tria autem genera sunt corporum : Unum, quod continetur uno spiritu, et Græce ἑνωμένον, id est, unitum vocatur; ut homo, tignum, lapis et similia : Alterum quod ex contingentibus, hoc est, pluribus inter se cohærentibus constat quod συνημμένον, id est, connexum vocatur; ut ædificium, navis, armarium : Tertium, quod ex distantibus constat; ut corpora plura non soluta, sed uni nomini subjecta, vetuti populus, legio, grex...* » (30 pr. D. XLI, 3).

2. Troplong, *de l'infl. du Christian. sur le droit civil des Rom.* 1843, p. 13-45.

tutions : ce n'est pas une idée philosophique qui peut produire dans une législation une évolution semblable à celle du droit prétorien ; il n'en a jamais été ainsi dans aucune société ; ce sont les faits, les circonstances sous lesquelles se modifie l'état social, non les idées, qui font évoluer les institutions juridiques : celles-ci ne sont qu'une manifestation de l'état social, et en suivent nécessairement les changements (1).

Les cultures intellectuelles n'ont pas seulement exercé l'influence directe et d'importance secondaire que je viens de noter : elles en ont exercé une autre plus considérable et plus générale, par suite de la formation intellec-

1. A cette raison capitale en science sociale, on peut en ajouter d'autres. Il serait bien difficile de déterminer l'influence précise de cette doctrine, de montrer en quoi telle opinion d'un jurisconsulte en est le fruit, et même dans quelle mesure ce jurisconsulte était stoïcien : en ce qui concerne Gaius par exemple, l'un de ceux cependant sur lesquels cette influence a été la plus sensible, M. Glasson (*op. cit.*, p. 70) déclare qu'il lui a été impossible de se former une opinion sur ses doctrines philosophiques. De plus, non seulement ces deux faits, introduction du stoïcisme et développement du droit honoraire, ne sont pas absolument contemporains, mais le second avait même précédé le premier. Enfin, comme Krueger le remarque très justement (*op. cit.*, p. 168), l'idée d'*œquitas*, en droit romain, ne répond pas à une notion morale de juste ou de bien, mais à un fait de progrès matériel, d'utilité pratique : elle représente « le progrès dans la législation, elle comprend tout un ensemble de règles nouvelles en opposition avec l'ancien droit que l'on abandonnait parce qu'il n'était plus en harmonie avec l'état social et parce qu'il était insuffisant, étant donné le grand développement des affaires durant l'Empire. »

tuelle qui en était résultée. Pour rendre compte de cette influence indirecte, je dois montrer comment le droit était enseigné. Nous avons vu (1) que la complication introduite dans la société romaine par la disparition progressive de la clientèle avait fait naître la profession de jurisconsulte et de professeur de droit : toutefois l'école de droit, ayant pour but spécial la théorie de cette science, ne paraît pas avoir existé avant l'Empire (2) ; à la fin de la République, l'enseignement est surtout pratique, et les *auditores* s'instruisent plutôt en voyant le maître travailler qu'en écoutant des cours méthodiques (3).

Et cependant cette époque est bien la plus féconde pour le développement de la science juridique à Rome : c'est à ce moment que les réponses des prudents, dans l'interprétation de la loi dont ils respectent la lettre, s'inspirent des besoins de la société pour lui étendre l'ap-

1. *Supra*, pp. 137 et suiv.

2. Falgairolle, *op. cit.*, p. 11.

3. *Supra*, p. 142-143. Dans les *stationes docentium*, le maître donne un enseignement méthodique ; les élèves se servent de Manuels analogues aux Institutes de Gaius (Falgairolle, *op. cit.*, p. 16-20), et l'on s'y livre à des discussions (*disputationes*) dans le genre de celles des écoles de rhéteurs (Flach, *op. cit.*, p. 46-47. — Falgairolle, *loc. cit.*). Dans les *stationes respondentium*, l'*auditor* écoute les solutions et les raisonnements du professeur sur un point de droit pratique (Flach, *op. cit.*, pp. 14, 32 et s.). N'oublions pas que les avocats ne sont pas toujours des jurisconsultes, mais plutôt des orateurs, qui se forment à l'école du rhéteur (Grellet, *op. cit.*, p. 255-265) : Cicéron, parlant du jurisconsulte Caton, marque bien cette différence (Cic. *De Or.* III, 33). — Cf. *supra*, p. 143. Krueger, *Man. des Ant. Rom.*, t. XVI, pp. 68, 177-178, 185-186.

plication de la loi, en cherchant à se rendre compte de son esprit et en discutant les raisons sur lesquelles ils s'appuient, et mettent ainsi la législation au courant de l'état social (1) ; c'est à ce même moment que le préteur arrive au même résultat par l'usage de son *jus edicendi* (2) ; c'est la période du droit coutumier raisonné.

D'où vient ce progrès ? mais précisément de ce que la formation juridique est plus pratique que théorique : de ce que l'esprit d'abstraction a sans doute acquis une force suffisante pour se rendre compte des rapports du droit en les isolant des autres rapports sociaux, mais sans prédominer au point d'opérer une séparation absolue entre ces divers éléments et de considérer ces rapports du droit comme une nature morte, indépendante de la société qui leur donne la vie : la preuve en est que nous allons voir ce progrès s'arrêter à l'époque précise où cette puissance d'abstraction a acquis son maximum d'intensité (3). Mais

1. Cuq, *Inst. jur. des Rom.*, p. 467-470.

2. *Supra*, p. 105. — Cf. Cuq, *op. cit.*, pp. 476 et ss.

3. Karlowa montre comment les jurisconsultes des premiers temps de l'Empire unissaient la théorie à la pratique. « L'étude, l'exposition littéraire du droit et son application n'étaient pas séparées. Le maître, l'écrivain donnait en même temps des consultations, était conseiller des Magistrats et des Empereurs. Les jurisconsultes qui s'appliquaient à la pratique la plus active ne dédaignaient pas d'écrire de petits manuels pour l'enseignement élémentaire du droit » (Karlowa, *op. cit.*, p. 755). C'est à cette union entre la théorie et la pratique que le même auteur attribue la rigueur logique des décisions des jurisconsultes, l'habileté avec laquelle ils dégagent les principes et la sûreté de leurs conclusions dans les conséquences qu'ils en tirent. Il va même jusqu'à leur reprocher de n'avoir pas su prendre

cela ne suffit pas : il faut, pour que le jurisconsulte puisse raisonner scientifiquement, que ses cultures intellectuelles soient suffisamment développées ; ce dernier phénomène est l'œuvre de notre époque, et nous saisissons ici une influence de l'instruction sur le développement de la science du droit : les jurisconsultes étaient des érudits, et peut-être les plus savants parmi leurs contemporains (1).

Nous en trouvons un exemple dans Labéon. Ce jurisconsulte, du premier siècle de l'ère chrétienne, paraît avoir été élevé suivant les anciennes traditions plutôt que d'après la nouvelle éducation : on nous le représente notamment comme l'un des derniers dépositaires des opinions républicaines et comme refusant les fonctions officielles qu'Auguste lui offrait (2). Il avait su profiter des leçons de son maître Trébatius et Aulu-Gelle nous vante son érudition (3). Or le caractère dominant de ses écrits, autant qu'on peut en juger, est l'indépendance scientifique : il ne craint pas d'abandonner les doctrines de Trébatius et de se déclarer franchement novateur (4).

un aperçu général et théorique du droit, d'avoir été trop concrets, d'avoir craint de généraliser et d'abstraire (*Ibid.*, p. 756 et suiv.).

1. Cf. *supra*, p. 260.

2. Glasson, *op. cit.*, p. 67 et suiv. — C'est pour cela qu'Horace le qualifiait d'*insanior inter sanos* (*Sat.*, I, 3).

3. *Supra*, en note.

4. 1, § 41, D. XVI, 3. — 1, § 2, D. XVIII, 6. — 29. pr. ; 100, § 1 et 3, D. XXXII. — L'opposition que l'on fait toujours de Labéon à son adversaire juridique, Capiton, est significative à ce sujet ; celui-ci en effet nous apparaît comme un fruit de la nouvelle éducation : on nous le représente comme appartenant « à une famille qui avait profité des fureurs des guerres civiles et des gloires de l'empire », comme étant « tou

De même que Labéon, Papinien, que ses successeurs plaçaient bien au-dessus des autres jurisconsultes (1), fut un esprit indépendant, « la plus haute expression du génie créateur de la jurisprudence romaine (2). » — « Les fragments de ses ouvrages qui nous restent témoignent encore de l'indépendance de son esprit et de la pénétration de ses vues ; c'est bien le jurisconsulte qui a une grande connaissance des affaires, qui possède à fond les principes du droit et qui cherche à atteindre un point de vue plus large et plus élevé que celui auquel se placent ses prédécesseurs. Il apporte dans l'examen des opinions anciennes une critique éclairée, libre de préjugés, où l'on ne trouve pas trace des vivacités de la polémique. Il s'efforce d'être le plus bref possible, d'atteindre la plus grande précision dans son style ; sous ce rapport, c'est un maître qu'on ne peut dépasser (3). »

Mais, à part ces deux noms, la plupart des autres jurisconsultes romains brillent par l'absence d'un génie personnel et indépendant : après Papinien, « les jurisconsultes s'attachèrent moins à produire qu'à élaborer les matériaux accumulés par leurs devanciers afin de

dévoué au pouvoir nouveau, au point de compromettre sa dignité par sa bassesse » ; au point de vue juridique, il est le chef de l'école dépourvue d'originalité qui s'attache à suivre les traditions quand même, il respecte fidèlement les opinions de son maître Oflilius (Glasson, *op. cit.*, p. 67-68),

1. 3, C. VII, 32. — 16, C. VI, 42. — 14, C. V, 71. — Nov. 108, *proef.*, § 2. — Inst. II, 23, § 7.

2. Krueger, *op. cit.*, p. 271.

3. *Ibid.*, p. 268.

permettre de s'en servir plus commodément. Cette tendance nouvelle qui s'était fait jour, dès le deuxième siècle, dans les écrits de Pomponius, a pour principaux représentants, au troisième siècle, Paul et Ulpien (1). » Gaius, qui très probablement était Grec et avait enseigné et composé ses ouvrages dans les provinces grecques (2), et chez lequel nous avons déjà trouvé les principales manifestations de l'influence exercée sur le droit par les cultures intellectuelles de l'époque impériale, Gaius est un exemple remarquable de ce nouveau caractère. Rien dans ses écrits ne dénote le praticien : au contraire le théoricien apparaît notamment dans son *liber de casibus singularis*, dans lequel il cite des hypothèses imaginaires, en dehors de celles qui se sont présentées devant les jurisconsultes (3). Comme Pomponius qu'il semble avoir pris pour modèle, il donne à l'exposé dogmatique une préférence sur la casuistique. Plus encore qu'à celui-là la pénétration lui fait défaut : en cas de controverse, il se borne à citer les opinions sans prendre position lui-même, ou à mentionner simplement la controverse. Ses citations sont celles qu'on trouve dans Pomponius : il ne les a peut-être pas contrôlées lui-même. Il donne des renseignements douteux et par oui-dire sur les sources du droit de l'époque la plus rapprochée. Ses étu-

1. Krueger, *op. cit.*, p. 271.

2. La démonstration qui en est faite par M. Glasson (*op. cit.*, p. 27 ss.), pour n'être pas appuyée sur un texte positif, n'en tranche pas moins la question, semble-t-il, de façon à ne plus laisser place au doute.

3. Glasson, *op. cit.*, p. 203-204.

des préparatoires paraissent peu approfondies (1). « Il est fort rare qu'il se permette d'émettre une opinion personnelle; il lui est bien arrivé, sans doute, de critiquer celle de ses maîtres, les Sabinien...; mais il serait difficile de donner beaucoup d'exemples de cette indépendance (2) ».

Originaire de Tyr (3), Ulpien eut un *cursus honorum* assez bien rempli : il fut successivement assesseur d'un préteur (4), du préfet du prétoire, *magister libellorum*, membre du *consilium principis*, *præfectus annonæ*, préfet du prétoire (5). Il a écrit de nombreux ouvrages, et le peu d'étendue de ses *Responsa* par comparaison avec ses *Disputationes* prouve qu'il fut plus théoricien qu'homme de pratique. Il « semble avoir publié pour ainsi dire tous ses ouvrages durant les sept années du règne de Caracalla, et rien ne montre mieux le caractère de compilation impersonnelle et un peu hâtive des œuvres de cet écrivain clair et correct qu'une illusion singulière a souvent fait prendre pour l'un des jurisconsultes les plus originaux (6) ». Ulpien répond donc bien au même type que Gaius au point de vue qui nous occupe.

Paul, dont l'origine est inconnue, et qui fut probablement élève de Q. Cervidius Sœvola de même que Papi-

1. Krueger, *op. cit.*, p. 246-247.

2. Glasson, *op. cit.*, p. 75.

3. 1 pr. D. L. 15. — Cf. 70, D. XLV, 1. — 11 pr. D. XXXII, — 1, § 6, D. XLV, 1.

4. 9, § 3, D. IV, 2. — 8, D. XL, 2.

5. Krueger, *op. cit.*, p. 286.

6. Girard, *Textes de droit romain*, p. 372.

nien (1), diffère un peu d'Ulpien en ce sens qu'il a une grande indépendance d'opinion et la soutient librement : il se sert des ouvrages antérieurs avec un sens critique (2).

Néanmoins il se rapproche de celui-ci en ce que l'un et l'autre « se sont efforcés d'embrasser l'ensemble du droit et de dispenser par leurs écrits de l'étude des ouvrages antérieurs (3). » Parmi les nombreuses productions des jurisconsultes (4) — en dehors des ouvrages destinés à l'enseignement, — les principales sont en effet des commentaires des ouvrages antérieurs, qui sont soit des éditions de ces écrits accompagnées de *Notæ* ou observations critiques avec l'indication des règles nouvelles, soit des recueils d'extraits ou même simplement d'analyses de ces ouvrages (5), et les *Digesta*, compilations « qui exposent dans un ordre déterminé des matériaux déjà composés soit par l'auteur lui-même, soit par d'autres écrivains (6) », sur le droit honoraire auquel le commentaire du droit civil forme une sorte d'appendice, et qui embrassent aussi le droit pénal, la procédure criminelle et le droit public (7). Les auteurs vivent donc principalement sur le fonds d'autrui. Bien plus, ils ne sont même pas ca-

1. *Ibid.*, p. 291 et 295.

2. Krueger, *op. cit.*, p. 285.

3. Krueger, *op. cit.*, p. 298.

4. Labéon à lui seul a écrit 400 livres environ (*Ibid.*, p. 172).

5. *Ibid.*, p. 179-181.

6. Karlowa, *op. cit.*, p. 670.

7. Krueger, *op. cit.*, p. 174-175. — A l'époque classique, les jurisconsultes séparent l'exposé du droit civil de celui du droit honoraire, à l'exemple de Pomponius (Karlowa, *op. cit.*, p. 671).

pables, une fois les grands jurisconsultes classiques disparus, de faire un choix au milieu des nombreuses sources dont ils disposent et de refaire le travail de résumé et de compilation que Paul et Ulpien avaient fait : aussi le législateur est-il obligé, par la loi des citations, d'indiquer quelles sont les sources qui doivent faire autorité, et dans quel ordre (1). Rien ne montre mieux que cette constitution la décadence absolue de la science du droit.

Et ce n'est pas seulement la valeur intellectuelle des jurisconsultes dont nous constatons la décadence : celle-ci est générale et les magistrats eux-mêmes ne sont plus capables d'exercer leurs fonctions avec intelligence, ils se font souffler leurs décisions par leurs assesseurs (2). A plus forte raison ne font-ils plus usage de leur *jus edicendi* (3) : cette source du développement du droit qui avait été si féconde était tarie, et les constitutions impériales viennent se substituer à elle dans l'évolution du droit romain (4). Remarquons ici que cette substitution

1. Gaius, I, 7. — Inst. I, 2 § 7. — 2 § 47, D. I, 2. — Cf. Cuq, *Conseil des Emp.*, p. 333. — Krueger, *op. cit.*, p. 150-153. — Sur la loi des citations de 426, voy. Troplong, *op. cit.*, p. 130-131.

2. *Supra*, p. 177, note 3. On ne consultait plus les textes de lois, mais seulement les commentaires des jurisconsultes (Krueger, p. 350).

3. Krueger (*op. cit.*, p. 113-114) constate que cet usage devint de plus en plus timide depuis l'Empire.

4. Cette substitution s'opère sous Hadrien, par la rédaction de l'Edit perpétuel. Le préteur conserve bien le *jus edicendi*, mais seulement quant aux points non prévus par l'Edit ; celui-ci lui retire en fait la faculté de modifier la législation (Krueger, *op. cit.*, p. 115 et s.) D'autre part, s'élève-t-il quelque difficulté d'interprétation, ce

n'était pas une cause de progrès pour la législation : ce n'était plus en effet par la jurisprudence, par les réponses des prudents, par la procédure formulaire, c'est-à-dire par des procédés qui se guident essentiellement sur l'état de la société, que la législation évoluait désormais, c'était par la théorie, qu'elle vint d'un conseil de jurisconsultes, interprète suprême de la loi, ou d'une création arbitraire du législateur impérial (1); depuis les lois caducaires jusqu'à Justinien, c'est à la théorie qu'on demande de gouverner les rapports sociaux; l'évolution de droit est figée en quelque sorte par la codification, par la rédaction de l'Edit, elle n'est plus parallèle à l'évolution de la société (2), et c'est par une antithèse à peu près cons-

n'est pas lui, c'est le conseil de l'Empereur qui la tranche : ce conseil en effet, qui comprenait déjà des jurisconsultes aux temps d'Auguste (Inst. II, 25 pr.) de Titus et de Domitien (Juv. IV, 72), possède à partir d'Hadrien une section permanente de jurisconsultes (Cuq. *Cons. des Emp.*, p. 347) qui ont pour fonction de fixer la jurisprudence sur les points douteux (*Ibid.*, p. 328) et de préparer les *orationes* que l'empereur soumet au sénat et que celui-ci se bornera désormais à enregistrer (1, D. XXVI, 9). Cf. Cuq. *op. cit.*, p. 314-317.

1. Paul semble avoir eu conscience de ce caractère de la loi : « *Regula est, quæ rem, quæ est, breviter enarrat. Non ut ex regula jus sumatur, sed ex jure, quod est, regula fiat.* » (1, D. L. 17).

2. Jörs (*Römische Rechtswissenschaft zur Zeit der Republik*, I, 1888, p. 2) constate que la législation politico-sociale d'Auguste ne réussit pas à s'assimiler au fonds du droit romain comme élément organique, mais resta toujours en dehors. M. Cuq (*op. cit.*, p. 490-492) constate de son côté la faiblesse et la stérilité du code Grégorien. Le législateur « dut se borner à abroger certaines institutions surannées et, dans son ensemble, l'ancien droit en partie double subsista tel quel jusqu'à Justinien. » (Krueger, *op. cit.*, p. 348).

tante, en prenant pour ainsi dire le contre-pied de la législation, que l'historien qui laisserait de côté les textes littéraires arriverait à découvrir l'état de cette société : la loi est un remède, elle n'est plus la règle du fonctionnement normal des organismes sociaux, et comme tout remède arbitraire inspiré par la théorie pure, elle est inefficace. En tout cas nous devons surtout constater que si Hadrien substitua ainsi la constitution impériale à l'édit des magistrats, et codifia la législation, ce ne fut point par un acte arbitraire de son bon plaisir, mais parce que le *jus edicendi* n'avait plus de résultats pratiques : les magistrats n'en usaient plus et l'Edit perpétuel arrivait à son heure.

Après avoir constaté la décadence de la science juridique, il nous faut en rechercher la cause. C'est ici que nous allons voir les changements subis par l'enseignement du droit sous l'influence des cultures intellectuelles (1). Celles-ci nous l'avons vu tout à l'heure, prennent de plus en plus, au contact des lettres grecques, un caractère théorique et spéculatif : les études de droit vont subir la

1. Krueger (*op. cit.*, p. 348 et suiv.), constatant cette décadence, examine les diverses circonstances qui ont pu l'amener : ce n'est pas, dit-il, le despotisme impérial, car le despotisme par lui-même n'a jamais arrêté les progrès de la science ; les troubles qui ont suivi la mort d'Alexandre Sévère ont pu y contribuer, mais en partie seulement, car la science du droit ne se relève pas pendant l'époque plus calme qui leur succéda ; il ne trouve pas de meilleure raison que celle-ci : « dans toutes les branches de la science, les périodes d'activité excessive alternent avec les périodes de calme ou de décadence » Qu'est-ce que cela signifie ?

la même influence, nous allons voir dans quelle mesure. A la fin de la République, avons-nous vu, l'étudiant en droit s'instruit dans l'auditoire d'un praticien, en écoutant les réponses que donne celui-ci à ceux qui viennent le consulter (1) : sous l'Empire, à l'époque classique, ces *Responsa* sont réunies en volumes et publiées (2). Ces livres d'enseignement, qui sont probablement les premiers qui aient été composés (3) ne sont pas les seuls : les *Libri quaestionum* manifestent déjà une tendance de plus vers la théorie, car il contiennent non-seulement les réponses du jurisconsulte qui a été consulté, mais aussi les opinions des autres jurisconsultes sur la même question ; parfois la discussion porte sur des cas supposés, des controverses d'Ecole, des questions posées au maître par les élèves ; et, à l'aide de ces éléments, on arrive à présenter la question sous ses différents aspects (4). Les *Institutiones* sont exclusivement destinées à l'enseignement : elles traitent surtout du droit privé et en donnent un bref exposé, dans un ordre méthodique ; le droit honoraire et le droit civil y sont exposés simultanément à propos de chaque institution (5) ; Gaius paraît avoir été le premier qui ait publié des *Institutes* en plusieurs livres (6).

1. 2, § 49, D. I, 2.

2. Krueger, *op. cit.*, p. 66.

3. Il serait intéressant de connaître les dates exactes de l'apparition et du développement successifs de ces divers ouvrages, l'ordre dans lequel ils parurent.

4. Karlowa, *op. cit.*, p. 669. — Krueger, *op. cit.*, p. 177-178.

5. Krueger, *op. cit.*, p. 172.

6. « Son exemple fut suivi par les jurisconsultes postérieurs : UI-

Les nombreux manuels qui sont mis ainsi à la disposition des étudiants permettent à ceux-ci de s'instruire dans les livres : sans doute ils ne suppriment pas la nécessité de l'enseignement oral (1), mais cet enseignement se séparera de plus en plus de la pratique, et sous Justinien (2), les textes qui nous permettent de le suivre jusque dans les détails nous montrent que cette séparation est complète. Cette évolution se manifeste dans les procédés d'enseignement : l'étudiant débute par une introduction sommaire à la science du droit, donnant un aperçu des éléments du droit privé, et dont les *Institutes* nous montrent la nature et le plan (3). De même que les dissertations publiques des écoles de rhéteurs, les *disputationes*, dans les *stationes respondentium*, sont des discussions oratoires dont le sujet est pris de préférence sans doute dans la pratique, mais aussi au besoin dans des espèces supposées, dans des hypothèses imaginaires, *otiosæ quæstio-*

prien a écrit des *Institutes* en deux livres, Paul également, Callistrate en trois livres, Florentinus en douze, Marcien en seize » (Karlowa, *op. cit.*, p. 667). Il faut ajouter à ces ouvrages les *Regulæ* et les *Definitiones* qui ne diffèrent des *Institutes* qu'en ce qu'elles ne donnent pas un exposé suivi du droit, mais le présentent sous forme de règles, en formules concises (1, D. L, 17. — Cf. Krueger, *op. cit.*, p. 173).

1. On a même prétendu que les *Institutes* de Gaius n'étaient que la rédaction du cours qu'il professait : M. Glasson réfute cette opinion (*Op. cit.*, p. 141 et ss.).

2. *Infra*, troisième partie, chap. III.

3. Krueger, *op. cit.*, p. 184.

nes (1). C'est ici que l'influence de la rhétorique est sensible : il est vrai que l'école de droit différa toujours forcément sur ce point de celle du rhéteur en ce que celle-ci a pour but d'émouvoir les passions plutôt que de convaincre par la solidité des arguments, tandis que la première doit suivre impérieusement la réalité des faits et l'expérience journalière (2) ; toutefois ces discussions et la nature de leurs sujets prouvent d'une façon indéniable l'influence de la rhétorique sur l'école de droit, et celle-ci est certaine notamment à l'époque de Sévère (3).

1. Aul. Gell. XIII, 13. — Glasson, *op. cit.*, p. 47-48. — Le Digeste nous en donne des exemples : 39, XLVIII, 17. — 48 § 1, XXVIII, 6. — 19, XXVIII, 2. — 9, XXXIV, 5. — 32, XV, 1. — Ces discussions ont donné naissance aux *libri disputationum*, qui « paraissent avoir été très semblables aux *libri questionum* ; Tryphoninus en a composé vingt-et-un, Ulpien dix. Il résulte clairement d'un passage de Tryphoninus (78 § 4, D. XXIII, 3) que ces *disputationes* se tenaient dans un *Auditorium* » (Karlowa, *op. cit.*, p. 669).

2. Dirksen, *op. cit.*, p. 270,

3. *Ibid.*, p. 269. — Pomponius ne nous le donne-t-il pas à entendre par la comparaison qu'il semble faire entre les écoles sabinien-nes et proculiennes et les écoles philosophiques ? « *Hi duo primum veluti diversas sectas fecerunt...* » (2 § 47, D. I, 2). Par ailleurs le texte de Cicéron qu'on invoque en sens contraire n'a pas grande autorité puisque cet écrivain vivait à la fin de la République : « *Ficta etiam exempla similitudinis habent vim, sed ea oratoria magis quam vestra* (ils s'adresse au jurisconsulte Trébatius) *quamquam uti etiam vos soletis, sed hoc modo : « Finge mancipio aliquem dedisse... »* (Top. 10. — Dirksen, *loc. cit.*). Ce même auteur cite des cas, pris comme exemples par les jurisconsultes, qui n'ont pu arriver dans la pratique (*Ibid.*, p. 272-273 ; — 10 § 1, D. XLVIII, 17. — 27, D. XLIX, 15. — 4 et 5 § 3, *ibid.* — 17, D. I, 7. — 3, D. I, 14).

Cette influence était d'ailleurs facilitée par certaines circonstances : d'abord le fait que le talent de l'orateur et la science du jurisconsulte se trouvaient souvent réunis dans la même personne, surtout dans les premiers temps (1) ; en second lieu l'enseignement du droit, en province, était souvent donné dans les écoles de rhéteurs, et si les écoles de droit de Rome et de Béryste étaient les plus fréquentées, le petit nombre de professeurs de droit en province était cause que beaucoup d'avocats, de jurisconsultes et de fonctionnaires apprenaient cette science sous la direction des rhéteurs (2) ; je rappelle enfin qu'un très grand nombre de jurisconsultes, étant originaires des provinces grecques, devaient conserver l'empreinte de la formation qu'ils y avaient reçue, et leur enseignement devait s'en ressentir.

On le voit, les études de droit deviennent de plus en plus théoriques en même temps que la décadence de la science du droit s'accroît : ces deux faits se produisent parallèlement. C'est qu'en effet les connaissances théoriques ne peuvent produire un résultat satisfaisant et contribuer au développement de la science elle-même qu'autant qu'elles prennent pour base la pratique et qu'elles viennent s'ajouter à celle-ci en répondant à ses besoins au fur et à mesure qu'ils se présentent. Cette loi de l'ap-

1. Par exemple, Q. M. Scævola, Serv. Sulp. Rufus. (Dirksen, *op. cit.*, p. 270).

2. Karlowa, *op. cit.*, p. 674. — Krueger, *op. cit.*, p. 187. — Cf. *Ibid.*, p. 158-159.

plication des cultures intellectuelles (1) est surtout vraie par rapport à la science du droit : le droit n'est qu'une manifestation de l'état social; il ne peut se concevoir que dans le fonctionnement d'une société; isolez-le de toutes les circonstances qui le déterminent, de toutes les causes de fait qui l'expliquent, de la pratique en un mot, ce n'est plus qu'une nature morte, qui n'est plus susceptible par conséquent d'aucun progrès (2). Pour la science des rapports juridiques comme pour toutes les autres sciences, la seule méthode de formation qui puisse produire un progrès réel et constant est donc la pratique, qui montre les institutions dans leur fonctionnement vivant et actuel, permet de s'en expliquer la portée et d'en prévoir l'évolution.

Tels sont les caractères et les conséquences du déve-

1. Un exemple. En Angleterre et aux États-Unis, un ingénieur ne se forme pas dans une école dans le genre de nos grandes écoles françaises, où l'étudiant ne voit la pratique que dans des livres, où elle ne lui est exposée que par des théoriciens : il débute par la pratique du métier, généralement en qualité de simple ouvrier, en suit le fonctionnement réel et acquiert alors, au fur et à mesure qu'il en sent le besoin, les connaissances qui lui sont nécessaires pour acquérir une plus grande habileté et pour perfectionner les méthodes de travail ; or, les ingénieurs anglais et américains sont-ils inférieurs aux ingénieurs français ? par qui sont faites, aujourd'hui, toutes les découvertes et les applications scientifiques dans le domaine de l'électricité en particulier ?

2. C'est ce qui explique l'absence totale de valeur scientifique de tous les auteurs de systèmes qui n'ont pris le droit que d'une façon purement abstraite, en recherchant le droit idéal, comme par exemple les utopistes de la Révolution.

loppement des cultures intellectuelles à Rome. Elles ont activé, d'une façon générale, l'évolution de l'éducation, et par conséquent de la société romaine, qu'on a constatée dans les chapitres précédents ; en particulier en ce qui concerne la science juridique, si leur développement a été en lui-même une source de progrès pour elle, d'un autre côté le caractère que leur avait imprimé leur origine grecque fut pour elle une cause de décadence.

TROISIÈME PARTIE

Le Bas-Empire.

Arrivés à ce point, nous saisissons tout le chemin parcouru par la société romaine : après avoir présenté au début certains caractères de vitalité très particuliers qui la distinguent profondément de la société grecque, elle arrive, après les guerres puniques, sous l'influence de sa formation originaire d'une part, et des changements produits dans le travail d'autre part, à perdre entièrement ces caractères, et à se dissoudre dans tous ses organismes.

L'évolution apparaît comme entièrement accomplie à l'époque classique ; nous allons cependant poursuivre notre examen pendant la période du Bas-Empire. Ceci examinera notre tableau en montrant à quel terme aboutit une société ainsi engagée dans la voie de la désorganisation. Je n'ai plus ici à rechercher séparément l'état de l'éducation, la cause d'où il provient et les effets qu'il produit : la cause, on la connaît ; quant à la formation sociale, il suffira d'en montrer les effets pour en saisir en même temps les manifestations. J'étudierai donc très rapidement ces manifestations d'abord dans la famille, puis dans le régime du travail, enfin dans l'organisation de l'instruction publique.

CHAPITRE PREMIER

LA FAMILLE.

Au Bas-Empire, l'ancienne famille romaine a disparu; la puissance paternelle a fait place à la liberté individuelle du sujet, épouse ou fils de famille (1).

Le lien de parenté en effet n'est plus basé sur l'agnation, c'est-à-dire sur la volonté du chef de famille (2), mais sur la cognation, sur la parenté naturelle par le sang (3). L'émancipation ne brise plus le lien de famille (4). Justinien supprime l'abandon noxal du fils (5). Le père ne peut plus imposer le divorce à sa fille mariée sans *manus* (6). L'adoption ne confère plus à l'adoptant la puissance paternelle et l'adopté n'est plus étranger à sa famille naturelle (7); l'adrogation peut se faire par

1. Marquardt, *op. cit.*, t. XIV, p. 7-8.

2. *Supra*, p. 43-44.

3. 9, C. VI, 26. — Troplong, *De l'influence du christianisme sur le droit civil des Romains*, Paris, Hingray, in-8, 1843, p. 39.

4. Gaius, III, 26. — 4, C. V, 30. — Inst. III, 5, § 1.

5. Inst. IV, 8, § 7.

6. Paul, V, 6 § 15. — 5, C. V, 17. — 4, D. XXIV, 2.

7. « *Jura potestatis patris naturalis minime dissolvuntur, nec quicquam ad patrem adoptivum transit, nec in potestate ejus est...* » (Inst. I, 11 § 2).

rescrit impérial, et l'adoption par une simple déclaration devant le magistrat (1). La curatelle dative remplace la curatelle légitime (2), et l'on remplace le tuteur légitime par le tuteur datif toutes les fois qu'on le peut (3).

Les droits de correction du père ont à peu près disparu : Constantin punit comme parricide celui qui tue son enfant (4) ; il ne laisse plus à sa disposition que des peines sans importance, et l'oblige, dans les cas les plus graves, à s'adresser à l'autorité du magistrat (5) ; s'il autorise l'exposition et la vente des nouveau-nés en cas d'extrême misère (6), ce qui est le meilleur moyen de prévenir l'infanticide (7), il en attribue la paternité civile à celui qui les recueille (8) ; Justinien déclare ces enfants *sui juris* (9). Théodose et Valentinien obligent le père qui pousse sa fille à la prostitution à l'émanciper (10).

C'est à cette époque que se développe le pécule du fils

1. *Ibid.*, 12 § 8. — 11, C. VIII, 48. — 2 et 6, C. *ibid.*

2. *Nouv. Rev. Hist.*, 1891, p. 310 et ss.

3. Inst. I, 20 § 1-2. — Gaius, I, 182. — Ulp., XI, 23.

4. Un. C. Th. IX, 17. — M. et R. L. Col. IV, 8. — 1, C. IX, 15. — 1, C. IX, 17.

5. 3, C. VIII, 47.

6. 2, C. IV, 43. — Fr. Vat. 34.

7. Cf. Viollet, *op. cit.*, p. 419-420. — Alexandre Sévère l'avait interdit (4, D. XXV, 3).

3. 1, C. Th. V, 7. — Sauf le droit du père naturel, en cas de vente, de la faire résoudre (1, C. Th. V, 8).

9. 3, C. VIII, 52.

10. 6, C. XI, 40.

de famille : je renvoie à ce que j'ai dit sur ce sujet (1), et je rappelle que cette évolution témoigne moins d'une extension de la capacité du fils de famille que de la déchéance de la puissance paternelle. Le père ne peut plus exhériter ses héritiers légitimes que pour certaines causes d'ingratitude limitativement déterminées (2) : il doit leur laisser le tiers ou la moitié de son patrimoine selon qu'il a moins ou plus de quatre enfants (3) ; cette réserve leur revient à titre d'héritiers, et non de successeurs aux biens (4), ce qui leur permet d'agir par la pétition d'hérédité, action plus facile à exercer que la *querela inofficiosi testamenti*.

Malgré la désorganisation de la famille, nous retrouvons au Bas-Empire l'indivision subsistant entre frères après l'ouverture de la succession ; mais cette société taissable ne provient pas, comme dans les premiers siècles, de l'organisation patriarcale de la *gens* (5) : elle prouve au contraire la désorganisation sociale, car elle « conjurait le danger public des déclassements, et la crainte des déclassements entretenait la coutume des sociétés taises (6). »

1. *Supra*, p. 208-2

2. Nov. 115, c. 3. Il en est de même des enfants à l'égard de leurs parents (Nov. 115, c. 4). et entre frères (Nov. 22, c. 47 pr.). J'ajoute que l'impôt de 5 0/0 sur les successions (*lex vicesima hereditatis*) a disparu depuis longtemps sous Justinien (3, C. VI, 33).

3. Nov. 18, c. 1.

4. Nov. 115, c. 3-4.

5. *Supra*, p. 55.

6. Poinsnel, *Nouv. Rev. Hist.*, 1879, p. 449, note 1.

Enfin, sous Constantin, les institutions charitables entretenues par le fisc impérial en vue de l'éducation des enfants pauvres prend une grande extension (1). En d'autres termes, et pour résumer tout ce qui vient d'être dit, la puissance paternelle disparaît, et fait place à celle de l'Etat, obligé de combler la lacune laissée dans la famille par le père.

Sous Justinien, la femme est complètement émancipée. On lui a d'abord reconnu le droit de tester avec l'autorisation de son tuteur (2) ; sous Claude, la tutelle des agnats disparaît, ne laissant subsister que la tutelle testamentaire et dative, plus commodes pour la femme, et celle des patrons sur les affranchies (3) ; en 343, la tutelle a entièrement disparu (4), peut-être dès 321, sous Constantin (5). Sous Justinien, la mère exclut à la succession de ses enfants tous leurs collatéraux sauf les frères et sœurs (6) ; elle est de plein droit tutrice à défaut du père (7). Mais jamais elle ne participa à la puissance paternelle (8), et cela se comprend si l'on remarque

1. 1, C. Th. XI, 27, de 315. — En 322, cette mesure fut étendue à l'Afrique (2, *ibid.*)

2. Ulp. XX, 15.

3. Gaius, I, 157, 171. — Ulp. XI, 8.

4. 2, C. V, 35.

5. 2 § 1, C. II. 45. — Elle existe encore en 293 (Fr. Vat. 325).

6. Inst. III, 2 § 4-5.

7. Nov. 117.

8. Notamment, en ce qui concerne le mariage des enfants, si le père est dans l'impossibilité d'y consentir, Justinien, plutôt que de songer à remplacer ce consentement par celui de la mère, en supprime purement et simplement la nécessité (Inst. I, 11 pr.).

comme nous l'avons déjà fait (1), que son émancipation tient beaucoup moins à un accroissement de sa capacité qu'à la désorganisation de la famille.

Et en effet, malgré les efforts des empereurs chrétiens, le mariage ne se raffermir pas. Les lois caducaires ont fait leur preuve : il ne reste plus qu'à les supprimer (2). La *manus* a disparu depuis longtemps, et le mariage, contrat purement consensuel (3), régi par les règles du droit canonique (4), n'est entouré d'aucune formalité gênante. Dans bien des cas, la possession d'état, le rang des personnes, étaient des preuves suffisantes de son existence (5). Malgré toutes ces facilités, on lui préférerait toujours l'union libre, et la législation qui témoigne des efforts constants des princes chrétiens pour régulariser cette situation (6) en est la preuve.

Comme auparavant, le divorce était d'usage courant, et Tertullien pouvait dire : « En s'épousant, on fait vœu de se répudier, et le divorce est comme un fruit du mariage (7) ». Les empereurs et l'Eglise renoncèrent à lutter

1. *Supra*, p. 191 et ss.

2. 1, C. VI, 51. — 1, C. VIII, 58.

3. 30, D. L, 17.

4. Viollet, *op. cit.*, p. 334-335. — Et jusqu'au concile de Trente. le mariage est valable aux yeux de l'Eglise par le seul effet du consentement (*Ibid.*, p. 360-362).

5. 22; 23 § 7, C. V, 4.

6. 5-7, 10-11, C. V, 27. — Nov. 12, c. 4; 18, c. 11; 78, c. 3-4; 74, c. 1-2; 89, c. 12.

7. Tertull. *Apol.*, 6.

contre le divorce (1), et se bornèrent à interdire les seconds mariages (2). Justinien supprima le divorce par consentement mutuel, sauf quand il avait lieu *propter castitatem* (3).

Enfin, signe des temps, l'inaliénabilité dotale telle qu'elle était organisée par la loi Julia ne suffit plus à protéger les époux de la prodigalité et de la ruine : elle devient absolue, en ce que la femme ne valide pas l'aliénation par son consentement (4).

Donc, pour conclure, nous voyons que malgré les théories empruntées aux intentions les plus droites et à la morale la plus élevée, la société ne cesse pas de se désorganiser, l'autorité paternelle de s'anéantir devant l'Etat, la femme de se rendre indépendante aussi bien des liens du mariage que de ceux de la tutelle, et le mariage de ne différer de l'union libre que par quelques détails de pure convention.

1. Voy. notamment le concile d'Arles, de 314. c. 10. — Troplong, *op. cit.*, p. 205-229.

2. Viollet, *op. cit.*, p. 374-376, 726-727.

3. Nov. 22, 117.

4. Un. § 15, C. V, 13. — Inst. II, 8 pr.

CHAPITRE II

LE RÉGIME DU TRAVAIL.

Ici encore nous assistons à la désorganisation la plus complète, et à l'intervention de l'Etat, obligé de remplir les fonctions du patronage, qui ne sont plus exercées par ceux à qui elles incombent, comme celles du père de famille.

Tandis que l'institution de l'esclavage prospérait dans la société romaine primitive, où, grâce à l'organisation patriarcale, elle répondait aussi bien aux besoins du maître qu'à ceux de l'esclave (1), au Bas-Empire, la désorganisation de cette société se manifeste sur ce point comme sur tous les autres : non seulement le maître n'exerce même plus le minimum de patronage que nécessite cette institution, mais il en vient vis à vis de ses esclaves à des excès de cruauté qui sont restés légendaires (2). Le législateur se trouve donc dans la nécessité d'enlever au maître le droit de correction, et de le transférer aux pouvoirs

1. *Supra*, p. 56 et s.

2. La constitution de 312 de Constantin (un C. IX, 14), énumère les châtiments en usage vis-à-vis des esclaves.

publics : Hadrien et Antonin le Pieux donnent aux magistrats le droit qu'ils enlèvent aux maîtres de punir de mort les esclaves (1) ; d'après une constitution d'Antonin le Pieux, le magistrat peut obliger le maître à vendre l'esclave que sa dureté a forcé à se réfugier dans les temples ou aux pieds des statues des empereurs (2). Le préfet de la ville est chargé de surveiller la conduite des maîtres à l'égard de leurs esclaves (3).

Mais il y a plus. Les patrons ne savent même plus utiliser les services de leurs esclaves : il faut croire qu'ils travaillaient si peu eux-mêmes qu'ils ne pouvaient même plus trouver le moyen de fournir du travail à leurs esclaves et de les entretenir. Aussi se hâtent-ils de s'en débarrasser, et les affranchissements furent si nombreux à cette époque, « que les villes se virent chargées d'un nombre infini d'affranchis, qui n'avaient d'autres biens que la liberté. De là une aggravation du paupérisme, cette plaie du Bas-Empire, qui obligea les empereurs à faire des règlements sur la mendicité, et à créer, à la demande des évêques, des hôpitaux et des établissements de charité que Julien l'Apôstat envoyait aux chrétiens » (4). D'autres patrons n'affranchissaient pas leurs esclaves, mais ne les nourrissaient ni ne les traitaient mieux, et ceux-ci prenaient le parti de s'enfuir : « Presque toujours, les

1. Troplong, *op. cit.*, p. 153.

2. Gaius, I, 53, — Inst. I, 8, § 2.

3. 1, §§ 4, 5, 8, D. I, 12.

4. Troplong, *op. cit.* p. 156. D'ailleurs les empereurs chrétiens avaient facilité les conditions de l'affranchissement (*Ibid.*, p. 154-155).

esclaves maltraités s'échappaient d'auprès de leurs maîtres et venaient dans les grandes villes, et surtout à Rome, ce vaste réceptacle des grandeurs et des misères du temps ! Là, cachant leur origine et leur fuite, ils grossissaient la foule des mendiants qui stationnaient auprès du Vatican et exploitaient la pitié charitable des familles chrétiennes » (1).

Les particuliers ne peuvent plus ou du moins ne veulent plus trouver du travail : c'est l'Etat qui va leur en fournir, en les obligeant à l'accepter. Au iv^e siècle (2), les empereurs créent le colonat, l'agriculture obligatoire. Comme dans beaucoup d'autres professions indispensables à la vie sociale (3), les citoyens qui s'y livrent se trouvent, par l'effet de la loi, sans perdre pour cela leur condition d'hommes libres (4), contraints d'y rester sans pouvoir en sortir (5). Il fallait vivre, en effet, et la campagne abandonnée depuis longtemps, les provinces ruinées par la centralisation et par la désorganisation des sociétés qui y habitaient, ne fournissaient plus la nourriture indispensable à la population des villes ; l'Etat, contraint de prendre à sa charge toutes les fonc-

1. *Ibid.* p. 164. — En 382, Valentinien les chassa de Rome (Un. C. Th. XIV, 18).

2. Terrat, *Du Colonat* (Thèse) Versailles, 1872, p. 15.

3. Il en était ainsi notamment pour certaines corporations ouvrières, de même que pour les greffiers publics, les acteurs, les soldats, professions indispensables à la vie publique telle qu'elle était comprise à Rome en ce temps-là (Terrat, *op. cit.*, p. 9).

4. Terrat, *op. cit.*, p. 46 et suiv.

5. *Ibid.*, p. 48.

tions sociales, avait besoin d'argent, et la terre, au milieu de la misère générale, pouvait seule lui en donner, pourvu qu'on la cultivât (1) ; enfin il fallait opposer une barrière aux nomades qui envahissaient l'Empire, et pour cela on ne trouvait rien de mieux que de leur offrir des domaines déjà cultivés qui pussent les arrêter un moment, et de les fixer eux-mêmes au sol en les transformant en colons (2). Le colonat n'arrêta rien du tout, et ne releva pas l'agriculture (3) : toutefois il eut un heureux résultat, celui de rapprocher la condition de fait de l'homme libre de celle de l'esclave, ce qui facilita l'émancipation de l'esclave et la fusion des classes provoquée par le christianisme (4).

A côté de l'Etat, nous voyons apparaître un autre patron qui, n'étant pas plus que le premier chargé par la nature des choses de la fonction patronale, c'est à dire ne détenant pas davantage les moyens d'existence de l'ouvrier, et ne pouvant par conséquent les mettre à sa disposition, ne patronne pas plus efficacement. Comme l'Etat en effet, l'homme de lettres, l'avocat, le publiciste, s'aperçoit de la situation générale, s'y intéresse, et s' imagine volontiers que ses conceptions idéales pourront y

1. Le colon payait la *capitatio terrena* ou *jugatio*, et cet impôt fut la principale cause du colonat (*Ibid.*, p. 68-70) ; cet impôt était formidable (*Ibid.*, p. 73).

2. Certaines lois déclaraient colons les fermiers d'une province entière, comme pour la Palestine (un. C. XI, 50), pour l'Illyrie (un. C. XI, 52) ; pour la nation des Scyres (C. Th. V, 4).

3. Terrat, *op. cit.*, 72 et ss ; p. 111.

4. *Ibid.*, p. 111-112.

porter remède. D'ailleurs l'aristocratie terrienne n'existe plus depuis longtemps ; l'aristocratie d'argent disparaît à son tour : c'est l'aristocratie des lettrés qui prend les fonctions de classe dirigeante. « Les avocats, dit une constitution de 469, ne sont pas moins utiles à l'humanité par le talent avec lequel ils réparent la destruction et remédient aux plaies de toutes les choses publiques et privées, que s'ils défendaient la patrie et la famille dans les combats. Nous ne croyons pas en effet que notre Empire ait pour uniques défenseurs ceux qui combattent avec les armes : il a aussi les avocats qui, par leur éloquence, soutiennent l'espoir de ceux qui souffrent, leur vie et leur postérité (1). » C'est dans des termes aussi enthousiastes que Sidoine Apollinaire parle des lettrés de son temps : « La seule marque de noblesse sera désormais la connaissance des lettres (2). » Les jurisconsultes surtout prennent une place prépondérante dans la société ; ce sont eux que l'empereur appelle à son conseil et auxquels il demande

1. « *Advocati, qui dirimunt ambigua fata causarum, sueque defensionis viribus in rebus sæpe publicis ac privatis lapsa erigunt, fatigata reparant, non minus provident humano generi, quam si præliis atque vulneribus patriam parentesque salvarent. Nec enim solos nostrò imperio militare credimus illos, qui gladiis, clypeis, et thoracibus nituntur, sed etiam Advocatos : Militant namque causarum patroni, qui gloriosæ vocis confisi munimine, laborantium spem, vitam, et posteros defendunt* » (14, C. II, 7).

2. « *Jam remotis gradibus dignitatum per quas solebat ultimo a quoque summus quisque discerni, solum erit posthac nobilitatis indicium litteras nosse* » (Sid. Apoll. Ep. VIII, 2). — Cf. Danglard. *De litteris apud Arvernos*, Clerm.-Ferr., in-8, 1864, *passim*.

des lumières. L'Etat partage en effet l'opinion générale, et cherche à assurer aux lettrés le rôle de classe dirigeante qu'ils prennent eux-mêmes (1), ou plutôt que la désorganisation générale de la société leur donne : l'étude des privilèges qui leur sont accordés, à laquelle nous allons arriver, va nous en convaincre.

1. Voyez notamment l'exemple de Boèce, à la fin du ve siècle (Ozanam, *De la civil. chrét. chez les Francs*, t. IV de ses Œuvres, Le-coffre. 1862-65, p. 397). Les rhéteurs sont de plus en plus considérés, arrivent aux fonctions les plus importantes, font de riches mariages (G. Boissier, *Rev. des Deux-Mondes*, mars 1884, p. 337). « *Iter ad capessendos magistratus sæpe litteris promovetur* » (Symmaq. *Ep.* I, 15, 37). Cf. Paneg. d'Eumène. — Middendorp, *op. cit.*, p. 102. — Krueger, *op. cit.*, p. 187-188.

CHAPITRE III

L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Sur ce point comme sur tous les autres nous allons constater les progrès de l'évolution qui se poursuit sans s'arrêter dans la société romaine. Nous avons vu comment le développement de l'instruction était né des loisirs créés par la richesse dans une certaine classe de la société et d'une façon générale par l'oisiveté de toutes les classes (1), comment elle avait été favorisée par le contact des sociétés grecques et romaines (2), et comment, grâce à la désorganisation sociale produite par la formation communautaire, elle s'était peu à peu dégagée des besoins qui l'avaient fait naître, pour finir par se calquer sur le modèle de l'instruction théorique de la Grèce (3). Nous allons voir maintenant ces mêmes cultures intellectuelles, se modelant toujours sur l'état de la société, devenir de plus en plus théoriques, prendre pour but l'élaboration de ces patrons artificiels, des lettrés qui étudient la science pour

1. *Supra*, p. 237-239.

2. P. 248 et suiv.

3. P. 255-257.

elle-même, que nous venons de voir apparaître, et, par suite de la nature artificielle de ce besoin, passer à peu près entièrement entre les mains de l'Etat.

Et d'abord l'instruction prend un caractère de plus en plus théorique. Ausone le fait entendre : à ses yeux la littérature n'est qu'une harmonie destinée à charmer l'oreille ; rien de plus (1). L'éloquence est devenue de la déclamation, et son but consiste à composer des louanges obséquieuses en l'honneur des maîtres du jour (2). La rhétorique n'est plus qu'un exercice d'écolesans aucune portée pratique (3). Ou bien on organise des conférences publiques, dans lesquelles les sophistes cherchent à faire admirer leur talent et à soulever les applaudissements du public, dans des sortes de tournois oratoires qu'ils engagent contre leurs rivaux (4) ; ces combats avaient lieu parfois au

1. Il écrit dans une de ses lettres : « *Si qua tibi in his versiculis videbuntur (nam vereor ut multa sint) fucatiùs concinnata quam verius, et plus coloris quam succi habere ; ipse sciens fluere permisi, venustula ut essent magis quam forticula.* » — Cf. Jung, *de sch. rom. in Gallia com.*, Paris, 1855, p. 31.

2. *Ibid.*, p. 32, 35-36. — Danglard, *op.*, cit., p. 34-35.

3. « *Non vitæ, sed scholæ discimus* », disait Sénèque (G. Boissier *loc. cit.*), Duplessis (*Ecoles de la Gaule rom. et ses rhéteurs jusqu'à la chute de l'Emp. rom.*, dans le bulletin de la Soc. archéol. de la Moselle, 1869, p. 277) montre bien que cette décadence est le fruit de la désorganisation sociale.

4. Monnier, *Hist. de Libanius*, 1866, p. 59, 60, 70 et ss.—Ozanam, *loc. cit.*, p. 395 et suiv., nous raconte la lecture des actes des apôtres mis en vers qui eut lieu en 551 dans l'église de S. Pierre-aux-Liens : la foule qui s'y pressait était si grande qu'il fallut recommencer la lecture jusqu'à sept fois :

forum de Trajan, et le vainqueur, couronné par les magistrats, était porté en triomphe par la foule (1).

Quand l'instruction n'a pas un but déterminé, mais vise seulement à la culture de l'esprit, il n'y a pas de raison pour que son niveau s'arrête; elle tend donc à se développer dans toutes les classes de la société (2). Mais c'est surtout l'instruction supérieure qui se développe, et cela, dans le sens que j'ai déjà indiqué, c'est-à-dire que son but est de former les jeunes gens qui vont devenir la classe dirigeante, et de les pousser aux fonctions officielles (3). L'Etat, seul capable, dans une semblable société, d'entretenir cet enseignement, et étant d'autre part obligé de surveiller la formation de ses futurs fonctionnaires, est tout indiqué pour diriger cet enseignement, et c'est l'enseignement de l'Etat, branche de l'administration publique, que nous trouvons ici.

La direction de l'enseignement public sous Hadrien

1. Ozanam, *loc. cit.*, p. 402.

2. Voy. pour les classes populaires : Marquardt, *op. cit.*, t. XIV, p. 115. — Le Clerc, *Des journaux chez les Rom.*, in-8. 1838, p. 206 207. — Boissier, *loc. cit.*, p. 318, 322.

3. « *Quanto plus dicendo quisque poterat, tanto facilius honores assequeretur, et in ipsis honoribus collegas anteibat* » (Tac. *Dial. Or.* dans Middendorp, *op. cit.*, p. 102). Eumène, dans un discours prononcé à Autun en 296, félicite le gouvernement impérial de montrer pour les emplois civils la même sollicitude que pour ceux de l'armée, et d'avoir créé une école où pourraient se former les jeunes Gaulois qui se destinaient aux *sacræ cognitiones* et aux *palatii magisteria* (*Pro instaur. schol.*, 5). — Cf. Monnier, *op. cit.*, p. 8, 89, 96. — *Hist. litt. de la France*, par les Bénédictins. t. I, 1^{er} siècle, no 3 et s. — *Supra*, p. 299, note 1.

appartient au secrétaire *a studiis* du *consilium principis* (1). Déjà Vespasien avait commencé à accorder des subventions aux professeurs et aux écoles (2), mais c'est au iv^e siècle que nous devons nous placer pour envisager l'instruction publique dans son complet fonctionnement (3).

A cette époque, les principaux centres intellectuels ont des écoles florissantes, sortes d'universités où l'on suit les cours des rhéteurs, des philosophes, et généralement des professeurs de droit (4). Ce sont Rome (5), Constantinople (6), Alexandrie (7), Antioche, Bérée, Césarée,

1. Cf. Cug, *Cons. des Emp.*, p. 371-376.

2. Suet. *Vespas.*, 18. — Sous Antonin le Pieux, l'enseignement est déjà une fonction administrative, puisque cet empereur fixe le nombre des professeurs qui doivent être exemptés des *munera* dans chaque cité (6, § 2 et 4, D., XXVII, 1).

3. C'est de ce siècle que date le plus grand nombre des constitutions impériales relatives à l'enseignement, notamment celles de Gratien (de la Saussaye, *Mém. sur l'organis. de l'instr. publ. sous l'Emp. rom.*, in-8, 1865).

4. Cf. Keuffel, *Hist. orig. ac progr. schol. inter christ.*, 1743, p. 81-83. — Krueger, *op. cit.*, p. 187.

5. Flach, *op. cit.*, p. 144 et s. — 1, C. XI, 18. — L'Athénæum avait été fondé par Hadrien (Dio Cass. 73, 17. — 17, D. XII, 1).

6. Un C. Th. XIV, 9. — Cf. Un. C. Just. XI, 18. — Keuffel, *op. cit.*, p. 74-89, analyse longuement cette constitution de Théodose et Valentinien (425).

7. Conring, *de antiq. acad. dissert.*, 1739, I, 19, p. 14; I, 29, p. 31. — Balduinus Fr., *Constant. Magn.*, I. p. 94.

Edesse (1), Carthage, Bologne, Milan, Naples, Athènes (2), Lyon (3), Bordeaux, Marseille, Autun, Trèves (4) etc.

Les professeurs (5) de ces écoles impériales sont nommés, probablement après un concours (6), par un jury composé des membres de la même corporation (7),

1. Allemand-Lavigerie, *Essai hist. sur l'éc. chrét. d'Edesse*, 1850.
— Keuffel, *op. cit.*, p. 128-129.

2. Flach, p. 117 et s. Sur toutes ces écoles, voyez Keuffel et Middendorp, *op. cit.*

3. Colonia, *Hist. litt. de la ville de Lyon*. Lyon, Rigolet, 2 vol. in-4, 1730.

4. Sur ces dernières, voy. Vallet de Viriville, *Hist. de l'instr. publ. en Europe et princ. en Fr. dep. le christ. jusqu'à nos jours*, Paris, in-4, 1849, p. 64-69. — *Hist. litt. de la France*, I, 2^e s., n^o 37; 3^e s., n^o 23; 4^e s., n^o 1, 3, 32. — Ampère, *Hist. litt. de la Fr. av. le XII^e s.*, 1840, t. II, p. 192. — Jusqu'à la constitution de Gratien relative aux Gaules, il n'y avait pas dans ce pays d'école de droit (Serrigny, *Droit publ. et admin. rom.*, Paris, Durand, in-8, 1862, t. II, p. 307.) Il n'y avait d'ailleurs d'écoles de droit qu'à Rome, Constantinople (un. C. XI, 18), Béryte, Alexandrie, Césarée, Athènes et peut-être Carthage (Flach *op. cit.*, p. 117 et s.)

5. Le titre de professeur s'applique aux rhéteurs, aux grammairiens, aux géomètres (1 pr. D. L. 13) à ceux qui enseignent le droit (1 § 5, *ibid*), la philosophie (11; C. X, 52); s'il ne s'applique pas aux médecins, ceux-ci se trouvent cependant de tous points dans la même situation (6, 11, C. *Ibid*).

6. Cf. Raynaud, *De l'état des éc. dans l'Emp. d'Or. au comm. du iv^e s.*, Strasb., in-8^o 1848, p. 3-4.

7. *Ibid*. — 2, 5, 7, 8, 10, C. X, 52. — Conring (*op. cit.*, Diss. IV, 7, p. 114-115) nie cette première approbation et l'existence des collèges professoraux; il confond évidemment ceux-ci avec l'ordre des décurions. En ce sens : Serrigny, *op. cit.*, t. II, p. 304-305.

chargé de contrôler la capacité du nouvel agrégé ; ce choix est confirmé, à Rome par le sénat (1), en province par les décurions, afin que toutes les garanties de moralité soient offertes (2). Théodose II tint à bien marquer la séparation entre cet enseignement et l'enseignement privé, en interdisant à ces professeurs officiels de donner des leçons dans les maisons particulières, et inversement aux maîtres libres d'enseigner en public (3).

Cette agrégation leur permet de toucher un traitement, payé d'abord par la ville (4), puis par l'Etat (5), et qui, au IV^e siècle, a pour objet des aliments en nature (6), et de jouir des nombreux privilèges attachés à leurs

1. 11, C. Th. XIII, 3. — Un. C. Th. VI, 21. — 6 § 5, D. XXVII, 1.

2, 1, D. L, 9. — Papin. C. J. X, 52. — Fallait-il en outre l'approbation impériale ? Serrigny le prétend (*loc. cit.* p. 300. — Cf. Jung, *op. cit.*, p. 24) : toutefois cette nécessité n'apparaît que dans une constitution de Julien (5, C. Th. XIII, 3), qui, étant donné son but d'écarter les chrétiens de l'enseignement public, fut certainement transitoire (cf, 6, C. Th. *ibid*).

3. Un. C. J. XI, 18. — Cette constitution ne vise que Rome et Constantinople. Dans les autres villes, les maîtres cherchaient à augmenter leur auditoire par tous les moyens de réclames qu'ils pouvaient imaginer (Raynaud. *op. cit.*, p. 22-25. — Boissier, *op. cit.*, p. 338).

4. 16, § 1, D. XXXIV, 1. — 4, § 2, D. L, 9.

5. Flach, *op. cit.*, p. 69. — Rossignol, *op. cit.*, p. 297-298. — Keuffel, *op. cit.*, p. 45-46. — Balduinus, *op. cit.*, p. 196. — Jung, *op. cit.*, p. 13.

6. Raynaud, *op. cit.*, p. 14-16. — Keuffel, *op. cit.*, p. 105. — De la Saussaye, *op. cit.*, p. 4, note. — Mommsen, *op. cit.*, t. I, p. 350.

fonctions (1), exemption de la tutelle (2), — faveur très recherchée (3), — du service militaire (4), de toute autre fonction publique (5), des *sordida munera* (6), *præscriptio fori* (7), titre de comte après vingt ans de services (8). Ces privilèges, surtout l'exemption de la tutelle, sont bien attachés à leur qualité de fonctionnaires publics, puisque c'est le seul cas où cette exemption puisse être invoquée (9), en dehors des cas d'excuse légale (10).

Les étudiants jouissent de ces mêmes privilèges (11), mais à certaines conditions, car eux aussi sont organisés administrativement. C'est une constitution de Valentinien,

1. Mommsen, *op. cit.*, t. VI, 1^o, p. 252 et ss. — Marquardt, *op. cit.*, t. VIII, p. 185-186. — Balduinus, *op. cit.*, p. 193-195. — Keuffel, *op. cit.*, p. 32-54. — Conring, *op. cit.*, Diss. IV, 9-10.

2. 6, D. XXVII, 1. — Vat., 149. — Sur le fr. Vat., 150, voy. Flach, *op. cit.*, p. 59-61.

3. Cuq, *Cons. des Emp.*, p. 351.

4. 6, § 8, D., XXVII, 1.

5. 6, C., X, 52.

6. 6, § 8, D., XXVII, 1. — 15, 18, C. Th., XI, 16. — Jung, *op. cit.*, p. 12, note.

7. Voy. sur ce point Keuffel, *op. cit.*, p. 43-45. — Accarias, *op. cit.*, t. II, p. 1280.

8. Keuffel, *op. cit.*, p. 88-89. — 8, C., II, 7. — 47, C., X, 31. — 11, C., X, 52. — 1, 2, C., XII, 12. — 4, 8, C., XII, 19.

9. 11 § 2, D. IV, 4 : « ...qui trans mare Reipublicæ causa absunt, vel hi qui circa Principem sunt occupati. »

10. Inst. I, 25.

11. 1, C. X, 49. — Fr. Vat. 204.

Valens et Gratien (1), de 370, adressée au préfet de la ville de Rome (2), qui détermine dans quelles conditions devront se faire les études : à leur arrivée, ils doivent se présenter devant le censeur, et lui remettent une pièce émanée du magistrat de leur pays d'origine, indiquant le lieu d'où ils viennent, la situation de leur famille, leur conduite antérieure, leur âge ; puis ils déclarent le genre d'études auquel ils veulent se livrer, l'adresse de leur nouvelle résidence ; ils doivent s'abstenir de toute assemblée tumultueuse troublant le repos et la sécurité publique ; leur attitude au théâtre, au tribunal, et autres édifices publics, doit être convenable ; sinon, la peine qui les attend consiste à être battus de verges publiquement et à être renvoyés chez eux ; ce dernier sort est d'ailleurs celui qui les attend à l'âge de vingt ans, où, qu'ils aient ou non terminé leurs études, ils sont renvoyés chez eux impitoyablement ; chaque année d'ailleurs, on adressait à l'empereur des notes indiquant le mérite de chaque étudiant, et permettant d'établir un classement pour l'obtention des charges publiques (3).

Quant aux matières et à la nature de l'enseignement, j'en ai assez dit quand j'ai montré la similitude à notre

1. 1, C. Th. XIV, 9. — Cette constitution est étudiée très en détail par Keuffel, *op. cit.*, p. 59-73, et par Conring, *Diss. ad h. l.*

2. Conring, *ibid.*, p. 8, pense que ce règlement ne s'applique pas à Constantinople, mais seulement à Rome.

3. Sur ce dernier point, Cf. Jung, *op. cit.*, p. 35. — Voy. un tableau de la vie privée des étudiants dans Vallet de Viriville, *op. cit.*, p. 68.

époque des écoles grecques et romaines (1), le caractère uniquement théorique que présente désormais celle-ci (2), et le résultat auquel elle arrive, c'est-à-dire la formation de la nouvelle classe dirigeante (3).

Je n'ai rien à ajouter non plus à ce qui a été dit à la fin de la deuxième partie sur la science juridique (4); tout ce qui peut, sur ce point, se rapporter à la période du Bas-Empire, a dû forcément être mentionné à cet endroit, afin de bien montrer le caractère de l'évolution qui s'est produite dans cette branche; et quant aux renseignements de détail sur le programme des écoles de droit, les examens, etc., on les trouvera dans la troisième partie du travail souvent cité dans ces pages, de M. Flach, et dans l'ouvrage plus récent de Krueger (5). Je ferai simplement remarquer que cet enseignement est devenu désormais entièrement théorique: la première année est consacrée aux Institutes et aux *πρωτα* du Digeste; puis pendant quatre ans, l'étudiant se livre à l'analyse méthodique et au commentaire des diverses parties des compilations législatives (6).

1. Supra, p. 255 et ss. — Ceux-mêmes qui font leurs études à Rome, ont soin de les compléter par un voyage en Grèce ou en Asie (Rossignol, *op. cit.*, p. 203-227. — Monnier, *op. cit.*, p. 19. — Cic. *Brut.* 97, 332; *de Or.* III, 11, 43.)

2. Supra, p. 301-302.

3. Supra, p. 302.

4. Supra, p. 257-284.

5. *Man. des Ant. Rom.*, t. XVI; pp. 467. 472.

6. *Præf. Dig. Const. Omnem.*

CONCLUSIONS

A la fin de cette trop rapide excursion à travers les phases de la vie du peuple romain, nous voici arrivés aux conclusions suivantes :

I. — A l'origine, la société romaine présente un double caractère :

1° Une formation tendant à développer l'initiative et l'indépendance de l'individu, le sens pratique, l'énergie dans le travail, l'esprit de colonisation ;

2 Une formation en sens contraire faisant prédominer la collectivité familiale sur l'individu.

II. — Cette double formation provient des causes suivantes : l'origine pastorale ou patriarcale d'une part, une phase de brigandage et le travail agricole d'autre part.

III. — Cette double formation explique l'originalité de la société romaine primitive et l'aspect contradictoire que présente sa législation.

IV. — Le premier caractère s'efface dans le courant du sixième siècle par suite des causes suivantes : l'influence transitoire de la phase de brigandage, et surtout l'abandon du travail agricole ; et la formation communautaire reprend le dessus.

V. — Ce dernier phénomène produit la désorganisation

sociale à laquelle nous assistons dans les derniers siècles de la République et sous l'Empire.

VI. — Les organismes sociaux étant désorganisés, la participation de l'Etat devient de plus en plus active dans la vie sociale, et les fonctions que ces organismes ne remplissent plus sont absorbées par les pouvoirs publics.

Il m'était impossible d'entrer dans les détails et de faire une étude approfondie de l'évolution qui vient d'être examinée : je crois cependant en avoir assez dit pour montrer qu'il y a peut-être dans cette idée une source féconde pour l'histoire du droit. A d'autres d'en poursuivre la réalisation dans toutes ses conséquences.

Vu : le Président de la thèse,

E. CUQ.

Vu : le Doyen,

COLMET DE SANTERRE.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. — Nouvelle conception de l'étude du droit romain (p. 1). Cette étude est liée à celle de l'état social (p. 2). La cause qui produit l'état social est l'éducation (p. 3). Celle-ci sert à classer les sociétés en deux catégories (p. 4). Elle n'est pas une cause première (p. 5). Elle est la manifestation la plus claire de la cause déterminante (p. 5). Plan de l'ouvrage (p. 6).....	1-7
--	-----

PREMIÈRE PARTIE. — LA FORMATION SOCIALE DU VIEUX ROMAIN	9
--	---

CHAPITRE I. — LES CARACTÈRES PROPRES DE CETTE FORMATION. — Constatations des auteurs (p. 9). Comparaison avec l'Anglo-saxon (p. 12). L'initiative privée (p. 14). Le sens pratique (p. 16). La force d'expansion (p. 22). L'éducation familiale (p. 24), pratique (p. 26). Le jeune homme dans la lutte pour la vie (p. 32).....	9-42
---	------

CHAPITRE II. — LES CARACTÈRES ÉTRANGERS À CETTE PREMIÈRE FORMATION. — La puissance paternelle (p. 42). La famille patriarcale (p. 48). La condition de la femme (p. 50). La propriété familiale (p. 54). L'esclavage (p. 56). La vie urbaine (p. 58).....	43-59
--	-------

CHAPITRE III. — CAUSES DE CETTE DOUBLE FORMATION. —

L'origine guerrière : La légende (p. 60). L'organisation militaire (p. 64). Le pillage et la violence dans le droit (p. 66). Cette origine peut s'expliquer directement (p. 70). La clientèle (p. 76). Objections et réponses (p. 85). *L'origine pélasgique* : Civilisation des premiers Romains (p. 87). Ce sont d'anciens Pélasges (p. 89). *L'origine pastorale* : La famille patriarcale (p. 92). Elle explique la famille romaine (p. 96). *L'agriculture* : Elle existe dès le début (p. 97). Pourquoi les Romains sont agriculteurs (p. 99)..... 60-103

CHAPITRE IV. — EFFETS DE CETTE FORMATION. — Effets

sur la procédure (p. 105). Effets sur la famille (p. 107). Sur la condition de la femme (id.). Sur la propriété familiale (p. 109). Effets sur le droit public (p. 115). Exclusivisme dans la hiérarchie sociale (id.). Dans l'organisation des pouvoirs publics (p. 119). Le patronage (p. 121). L'exclusivisme dans le droit des gens (p. 126). Les actes fiduciaires (p. 128). Effets du commerce (p. 134) sur les contrats (p. 136), sur la science du droit et les professions qui s'y rattachent (p. 137)..... 105-145

DEUXIÈME PARTIE. — L'ÉVOLUTION DU TYPE ROMAIN..... 147

CHAPITRE I. — CAUSES DE L'ÉVOLUTION. — Courte durée de

la phase de brigandage (p. 148). Ruine de l'agriculture (p. 150). Le prolétariat urbain (p. 152). Avènement de la grande propriété (p. 157). Comment l'abandon de l'agriculture a produit cette évolution (p. 161)..... 148-163

CHAPITRE II. — NATURE DE L'ÉDUCATION. — Education

dans la famille (p. 164). Corrections (p. 167). Education à l'école (p. 169). Nature de l'enseignement

(p. 170). Le fonctionnarisme (p. 172). Les héritages (p. 178). La dot (p. 182). L'obligation alimentaire (p. 184). L'immoralité (p. 185).....	164-189
CHAPITRE III. — EFFETS DE CETTE ÉDUCATION. — <i>La famille</i> (p. 190). Emancipation de la femme (id.). Le divorce (p. 194). Le mariage (p. 199). La vie de famille (p. 202). Décadence de l'autorité paternelle (p. 204). Emancipation du fils de famille (p. 208). <i>Les pouvoirs publics</i> (p. 213). L'aristocratie (id.). L'empereur et son conseil (p. 216). <i>L'expansion coloniale</i> (p. 218). La centralisation (id.). <i>Le travail</i> (p. 220). L'aristocratie financière (p. 224). Le commerce et l'industrie (p. 227). L'esclavage (p. 230).....	190-235
CHAPITRE IV. — L'INSTRUCTION. — Causes qui la développent (p. 236). La loi de son développement (p. 239). Influence des cultures grecques (p. 246). L'école romaine (p. 250). Les matières enseignées (p. 254). Influence de l'instruction sur la science juridique (p. 257), sur l'enseignement du droit (p. 269)...	236-285
TROISIÈME PARTIE. — LE BAS-EMPIRE.....	287
CHAPITRE I. — LA FAMILLE. — La puissance paternelle (p. 288). La femme (p. 291). Le mariage (p. 292)..	288-293
CHAPITRE II. — LE RÉGIME DU TRAVAIL. — L'esclavage (p. 294). Le colonat (p. 296). La classe dirigeante (p. 297).....	294-299
CHAPITRE III. — L'INSTRUCTION PUBLIQUE. — Son caractère technique (p. 300). L'enseignement de l'Etat (p. 302). Les professeurs (p. 304). Le régime des études (p. 306).....	300-308
CONCLUSIONS.....	309

Imprimerie des Écoles, H. JOUVE, 15, rue Racine, Paris.
